MAR 20 1948

E ANNÉE MARS 1948 N° 3

AP

REVUE DE PARIS

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

PAUL REYNAUD : Incertitudes 1948

FRANÇOIS MAURIAC : Passage du Malin (Actes I et II)

BAUDELAIRE : Lettres inédites (publiées par J. CRÉPET)

LOUIS HAGEN : L'Inde telle qu'elle est

EDMOND JALOUX : André Suarès

A. DE MONTESQUIOU : Conversation chez Madame Récamier

GEORGES IMANN : Les quarante-cinq jours de Badoglio

ED. GISCARD D'ESTAING : Expériences

MAX LAGRANGE : L'Homme-Grenouille

ROBERT DE TRAZ : L'Ère de l'Irrationnel

DENISE BOURDET : Images de Paris

GÉRARD BAUER : Le Théâtre

PIERRE GAXOTTE et PIERRE AUDIAT : Les Livres d'Histoire

LA LIVRAISON : 100 FRS

SOMMAIRE

		Pages
PAUL REYNAUD	Incertitudes 1948	3
FRANÇOIS MAURIAC	Passage du Malin (Actes I et II)	9
BAUDELAIRE	Lettres inédites (publiées par J. CRÉPET)	46
LOUIS HAGEN	L'Inde telle qu'elle est.	57
EDMOND JALOUX	André Suarès	77
A. DE MONTESQUIOU	Conversation chez Madame Récamier	80
GEORGES IMANN	Les quarante-cinq jours de Badoglio	87
ED. GISCARD D'ESTAING	Expériences	104
MAX LAGRANGE	L'Homme-Grenouille	114
ROBERT DE TRAZ	L'Ère de l'Irrationnel	130
DENISE BOURDET	Images de Paris	133
GÉRARD BAUER	Le Théâtre	142
PIERRE GAXOTTE et PIERRE AUDIAT	Les Livres d'Histoire	147
	Notes et Chronique bibliographique	159

★ ★

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

publiera prochainement

JEUNESSES ALLEMANDES

par **Robert d'HARCOURT**

de l'Académie Française

LA FEMME DU COLONEL

par Somerset MAUGHAM

VANITÉ DE LA LITTÉRATURE DE RÉVOLTE

par Roger CAILLOIS

TARIFS DES ABONNEMENTS

Un an (12 numéros) : **1.000 francs**

Six mois (6 numéros) : **500 francs**

Étranger : Un an : **1.120 francs ;** Six mois : **560 francs**

Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Elysées (Balzac 02-88)
Compte chèques postaux 360-50 Paris.

Pour le Brésil : s'adresser à l'Agencia Franceza de Assinaturas
R.-F. Besnard, 38 Teofilo Otoni, Rio-de-Janeiro.

Prière de joindre la somme de dix francs et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

LA REVUE DE PARIS : Société à responsabilité limitée, capital 75.000 francs.
Propriétaires : Edmée de La Rochefoucauld - André de Fels.

Copyright by Revue de Paris *1948*

INCERTITUDES 1948

Le monde est coupé en deux.

La ligne de partage des eaux passe par le cœur de l'Europe, par le cœur de l'Allemagne.

Des deux côtés de cette ligne, deux géants debout, dont les conceptions de vie sont radicalement contraires.

Il est rare que l'on ne voie pas leur ombre se profiler derrière les combattants d'aujourd'hui. Car le sang coule en Grèce, en Chine, en Indochine, dans l'Inde, en Palestine.

En France, les partisans systématiques du géant de l'Est ne sont plus au gouvernement, mais ils représentent près du tiers de l'Assemblée nationale. On les dénonce comme se préparant à exploiter les souffrances dues à la hausse des prix qui s'accélère. Les ouvriers réclament des hausses de salaires à des intervalles de plus en plus rapprochés, ce qui n'est pas sans nous rappeler le sort des monnaies de l'Europe centrale après la guerre précédente. Ils sont sans illusions. Ils savent que ces hausses de salaires ne sont que des piqûres de morphine qui atténuent un instant la douleur sans guérir le mal. L'ancienne petite bourgeoisie agonise, lorsqu'elle vit hors du circuit économique. Les ministères baissent au fur et à mesure que les prix montent. Il devient clair que le temps est limité pour choisir : sauver le franc ou affronter des boule-

versements sociaux dont personne ne peut dire ce qu'il en sortira, car l'impopularité justifiée du « prélèvement exceptionnel » et du retrait des billets de 5 000 francs a singulièrement renforcé la position du parti communiste qui les a combattus.

Nous sommes allés à la catastrophe, en 1940, parce que les élites françaises, se fiant sur tous les plans aux techniciens, se sont dérobées à leur devoir qui est d'étudier les problèmes fondamentaux et de faire entendre la voix du bon sens.

Peut-être n'est-il pas sans intérêt de nous demander si nous montrons plus d'acuité d'esprit aujourd'hui.

HAUSSE ET BAISSE DES PRIX

La hausse des prix est l'idée fixe et l'angoisse de la plupart des citadins français. Lorsque la liberté des prix fut rétablie aux États-Unis, les prix commencèrent par monter. D'où, les cris de nos doctrinaires : « Vous voyez ce que vaut la liberté! C'est l'argent-roi! C'est l'argent dictateur aux vivres! C'est l'écrasement des petits! » Mais les prix ayant monté, l'appât du gain fit produire plus. Si bien que les prix viennent de baisser. Les prix agricoles se sont même effondrés. L'argent n'est plus ni roi, ni dictateur et les « petits » sont satisfaits. Car du 2 au 12 février, la livre de beefsteak (453 grammes) est tombée de 85 à 69 cents. De quoi faire perdre leurs sens à nos ménagères. Le problème est donc, chez nous, de supprimer les entraves au développement de la production. Grave problème politique. Et n'oublions pas que le producteur livrera d'autant plus facilement ses produits qu'il aura plus de confiance dans le franc.

Mais cette chute profonde des prix agricoles aux États-Unis éveille d'autres inquiétudes : « N'est-ce pas ainsi qu'a commencé la grande crise de 1929? N'allons-nous pas, demain comme alors, être submergés par un raz de marée qui fera le tour du monde? » Et déjà, la presse soviétique annonce que le géant américain va tomber sur les genoux, terrassé par ce mal périodique du capitalisme. Observons seulement qu'en 1929, la production mondiale était de 50 p. 100 supérieure à celle d'avant la guerre de 1914, tandis qu'elle est aujourd'hui inférieure de 10 à 15 p. 100 à celle d'avant la guerre de 1939 et qu'il y a 130 à 200 millions d'humains de plus. Les Européens, en particulier, manquent de tout. Il semble donc qu'il ne s'agisse que d'une crise d'ajustement des prix. De bonnes récoltes sont annoncées partout dans le monde et les crédits du plan Marshall paraissent devoir être moins abondants qu'il n'était primitivement prévu. Voilà, sans doute, l'explication technique de cette baisse verticale outre-Atlantique. Produisons ici, sans crainte de cette nature.

LES TROIS ZONES DE L'OUEST, EN ALLEMAGNE

Des deux côtés du fossé qui coupe l'Allemagne en deux, on s'organise. Anglais — qui détiennent la Ruhr — et Américains ont fusionné leurs zones en une « bizone » aussi peuplée que la France et qui est le plus gros bloc industriel de l'Europe. Nous restons à l'écart dans notre zone surtout agricole, qui a la superficie de la Belgique et six millions d'habitants. Elle a un avantage : l'ouest de l'Allemagne ne recevant plus, comme en temps normal, une partie de son ravitaillement de l'est, occuper veut dire nourrir. Mais l'agriculture de notre zone ne peut cependant fournir que 1 000 calories à chacun de ses habitants et à ceux du secteur de Berlin qui est à notre charge. L'Allemagne de notre zone, qui a droit à 1 500 calories, aux termes d'un accord interallié, arrivait péniblement à 1 300 calories, en achetant des denrées alimentaires à l'étranger avec les dollars que lui procuraient ses exportations. Mais voici que ces exportations diminuent car les réserves des habitants étant épuisées, il faut qu'une partie plus importante de la production soit répartie entre les consommateurs. Il faut remplacer chaussures et vêtements usés. De plus, le charbon de la Sarre est enfin réglé par la France non plus en dollars mais en francs. De sorte que si, jusqu'à cette année, notre zone a équilibré sa balance commerciale, grâce à la bonne gestion de nos représentants, l'année nouvelle risque de la voir déséquilibrée. Aussi le contribuable français doit-il se préparer à participer à l'entretien des vaincus de notre zone comme ses collègues américains et anglais à ceux de la leur. Nouvel argument pour les partisans de la fusion des trois zones. Mieux vaudrait, disent-ils, supporter une part des 900 millions de dollars que coûte la bizone anglo-américaine et dont les Américains supportent, à eux seuls, 80 p. 100. La fusion faite nous aurions, du moins, notre mot à dire dès à présent sur la Ruhr.

Observons, en passant, qu'en ce qui concerne le régime définitif de la Ruhr, ils sont bien oublieux d'un passé récent ceux qui pensent qu'un contrôle international suffirait, à lui seul, à assurer notre sécurité ultérieure et des livraisons de charbon à titre des réparations. Il vaudra aussi longtemps que durera l'occupation militaire, si légère soit celle-ci.

INDOCHINE, CHINE ET GANDHI

Les troubles ouverts ou latents de plusieurs parties de la France d'outre-mer sont une charge de plus pour la sensibilité depuis si longtemps à l'épreuve de notre peuple devant qui notre œuvre coloniale a été souvent caricaturée dans les luttes politiques du passé. Une voix officielle a-t-elle jamais dit, à la radio, qu'avant la guerre, 30 p. 100 de nos exportations allaient vers la France d'outre-mer et montré quel abaissement du niveau de vie des masses ouvrières signifierait pour nous sa perte ?

L'Indochine est, aujourd'hui, le point le plus névralgique. Mais quelle

erreur on commet en l'isolant par la pensée du reste du monde! L'armée communiste fait des progrès inquiétants en Chine. Si cet immense pays tombait sous le joug communiste, doute-t-on que l'Indochine et le Siam suivraient son sort? La nouvelle récente d'une subvention américaine au gouvernement chinois semble être passée inaperçue chez nous. Elle a une importance capitale, si elle signifie que l'Amérique va intervenir, de nouveau, dans cette Chine qu'elle avait décidé, après le rapport Marshall, de laisser « cuire dans son jus ». Comment pourrait-elle se désintéresser de ce marché colossal? Les filatures de Shanghaï ne contribuent-elles pas à habiller les Japonais, ses enfants chéris qui, en signe de reconnaissance pour les avoir débarrassés de leurs militaires impérialistes, ont eu la touchante pensée de planter un cerisier à Hiroshima, au lieu même où était tombée la bombe atomique qui avait transformé la ville en un désert noirâtre. Ce que représente un cerisier pour les Japonais, une poétesse du XIe siècle l'a dit en ces vers exquis :

Si quelqu'un te demande ce qu'est l'âme de Yamato [1],
Dis-lui que c'est le parfum du cerisier en fleurs,
Le matin, sur la montagne.

Dans cette Asie raffinée et arriérée, l'Allemagne a porté un coup redoutable au prestige de l'homme blanc en donnant le spectacle des deux grandes tueries où les peuples blancs se sont rués les uns sur les autres. « Est-ce cela, la vraie civilisation ? » ont demandé les peuples assujettis.

Et voici que cette Asie, mère des religions, nous a donné, elle, le spectacle du jeûne et de la mort tragique de Gandhi. Jeûne qui avait désarmé des dizaines de millions de bras; Gandhi, à qui sa mère avait appris, dès la première enfance, que personne n'a le droit de tuer, à la surface de la terre, la moindre créature, si humble soit-elle. L'Européen se compare et s'interroge. François Mauriac parle de la Rome chrétienne avec mélancolie.

Une fois éteinte cette flamme qui était montée si haut dans le ciel, Hindous et musulmans ont recommencé à s'entr'égorger parce que les Anglais étaient partis. Mais la flamme était montée très haut.

LE MONDE VA-T-IL VERS LE SOCIALISME ET VERS LEQUEL?

On répète : le monde va vers le socialisme. Il n'est pas douteux que le pouvoir politique résidant dans le peuple, toute secousse sociale comme celle qui vient d'entraîner une deuxième longue guerre, suivant de si près la première, doive nuire à la classe dirigeante qui n'a pas su éviter le cataclysme et qu'elle doive avoir un effet de nivellement. N'est-ce pas équitable? Mais cela signifie-t-il qu'elle doive entraîner aussi la mainmise progressive de l'État sur tous les instruments de production et d'échange,

1. Ancien nom du Japon.

c'est-à-dire sur l'industrie et le commerce ? C'est beaucoup plus douteux. Nombreux, en effet, sont les socialistes à qui l'expérience a montré qu'une pareille charge suppose un pouvoir dictatorial de l'État, incompatible avec notre régime politique et notre tempérament national. D'autre part, le régime de la libre entreprise donne, en Amérique, des résultats si prodigieux, grâce à son développement industriel pendant la guerre, et va créer une telle différence de niveau de vie entre l'ouvrier américain et celui des autres pays qu'il donnera à réfléchir aux esprits indépendants, qui sont nombreux dans le parti socialiste.

Ce que l'on peut affirmer, dès à présent, c'est que les conditions de la production industrielle moderne imposent des concentrations qui sont en train de modifier l'idéal socialiste. Il est certes bien différent dans les divers pays et, chez nous, il est imprégné d'un humanisme qui est son honneur et que l'on voudrait rencontrer partout.

Considérons l'Angleterre où des hommes éminents tels que MM. Attlee, Ernest Bevin et Sir Stafford Cripps, appartenant tous au parti socialiste, gouvernent leur pays en s'appuyant sur une énorme majorité parlementaire. L'idéal socialiste s'exprimait fort bien autrefois, chez nos voisins, dans les prêches que les chefs du parti faisaient de la chaire d'églises non conformistes. Un esprit de fraternité se développait dans ces petits groupes de militants où chacun travaillait pour la cause commune, avec la fierté de défendre les intérêts de ses « frères » en même temps que les siens propres. Comment cet état d'esprit ne se serait-il pas transformé alors que se sont constituées des centrales syndicales groupant souvent 200 000 à 300 000 adhérents ? Car la concentration s'impose aux organisations ouvrières comme elle s'impose aux entreprises. Le sentiment de la solidarité prend, dès lors, un caractère abstrait. Depuis quelques années, comme le fait remarquer M. Bertrand de Jouvenel[1], les ouvriers désertent les petites sociétés mutuelles qu'ils géraient eux-mêmes pour passer à des organisations qui constituent de grandes administrations gérées par des techniciens. Ces techniciens cessent d'être des ouvriers et deviennent des petits bourgeois. Ils ne veulent plus que leurs enfants soient des ouvriers et les aiguillent vers des carrières administratives ou commerciales. On sait la difficulté croissante de recruter des ouvriers, surtout pour les travaux pénibles. On voit comment les *Trade-Unions* tendent à s'affranchir de l'ouvrier.

Autre transformation : pour obtenir du peuple l'effort nécessaire à l'exécution d'un plan, les chefs socialistes devenus chefs du gouvernement font appel au sentiment national qui était autrefois sinon combattu, du moins mis au deuxième plan, derrière celui de la solidarité internationale.

Les *Trade-Unions* deviennent si puissantes qu'elles tendent aussi à s'affranchir de l'État.

1. *L'Échec d'une Expérience.*

Le parti socialiste ayant le pouvoir, ses chefs, qui y ont été portés par les *Trade-Unions*, doivent faire passer l'intérêt supérieur de l'État avant les revendications syndicales. Et cependant, ils dépendent plus étroitement des syndicats que du parlement.

Ce qui met en cause le régime politique.

En Russie, où des statues sont élevées un peu partout à Karl Marx, la classe dirigeante, faible et souvent corrompue, avait été facilement éliminée. L'étatisation totale des moyens de production et d'échange a été faite. On a même, pendant un temps d'ailleurs très court, supprimé la monnaie. Mais les conditions de la production moderne ont modelé les institutions. Après avoir, comme nous, fait participer les ouvriers à la gestion des entreprises, on les a écartés, estimant que leur incompétence et la défense de leurs seuls intérêts nuisait au développement de l'entreprise. Les Russes ont compris la valeur immense du technicien, sans le concours total duquel il n'est pas possible de prendre en charge la production industrielle. Aussi, l'écart s'est-il considérablement agrandi entre le niveau de vie du technicien et celui de l'ouvrier. Beaucoup plus que chez nous. Après avoir opéré le nivellement que représente le socialisme aux yeux de beaucoup d'occidentaux, la Russie a reconstitué des élites.

Ce grand pays va-t-il vers la dictature des directeurs d'entreprises, comme le prétend Burnham? Pour l'instant, il semble que le directeur soit étroitement contrôlé par les organes du parti. Du fait qu'il jouit d'une vaste maison avec des domestiques, d'une automobile avec un chauffeur, des grands hôtels quand il va à Moscou, des magasins spéciaux où il achète les meilleurs tissus pour ses vêtements et qu'il a même le droit de posséder des titres de rente sur l'État et des bijoux, faut-il conclure qu'il cesse d'être communiste et qu'il prend la mentalité d'un bourgeois d'Occident comme le disent volontiers ceux qui pratiquent en pareille matière la caricature si peu digne de ce grave sujet? Je n'en crois rien.

Mais cet homme si privilégié, en raison de son rendement social qui est considérable, n'aura-t-il, pas plus qu'un manœuvre, la chance de voir son fils devenir un directeur? Une classe dominante des directeurs est-elle impossible à imaginer? Il est vrai qu'ils n'ont pas l'assise économique de la bourgeoisie capitaliste, mais, même dans la société capitaliste, le contrôle de beaucoup d'affaires n'échappe-t-il pas, en fait, aux actionnaires, seuls propriétaires, pour passer aux mains d'un petit nombre de « directeurs »?

Il résulte de tout cela que, s'ils voulaient bien attendre un demi-siècle, les hommes constateraient que leurs institutions et leurs idéaux ne sont pas aussi violemment opposés qu'ils le pensent aujourd'hui. Car les faits commandent.

Le voudront-ils? Je l'ignore. Dès à présent, tous ces problèmes ne valent-ils pas la peine que l'élite française les médite, après s'être saisie des faits?

PAUL REYNAUD

PASSAGE DU MALIN

PIÈCE EN TROIS ACTES ET UN TABLEAU

« M. de Saint-Cyran disait qu'il fallait bien se donner de garde de cette ambition secrète qui porte insensiblement à vouloir dominer sur les âmes... »

LANCELOT
(Mémoires)

Les personnages sont : ÉMILIE TAVERNAS, 35 ans, fondatrice et directrice de l'École Swetchine ; son mari, FERNAND TAVERNAS, 50 ans ; les deux belles-mères : IRMA, mère de Fernand, CLOTILDE, mère d'Émilie ; AGNÈS LORCAT ; les deux enfants d'un premier lit de Fernand Tavernas : IRÈNE, 19 ans, RAYMOND, 18 ans. MITSOU, 16 ans, amoureuse de Raymond, et BERNARD LECÊTRE, 38 ans.

Le premier acte se passe dans la « paillotte » donnant directement sur le bassin d'Arcachon et qui dépend d'une villa au Pyla, louée pour la saison des vacances par les Tavernas. On voit des engins de pêche, des rames, des filets, etc...

Chaises-longues et fauteuils d'osier. Cretonnes, vaste baie à travers laquelle on voit les pins, les dunes, la mer. Un escalier de bois fait communiquer la « paillotte » avec la plage. Une autre porte ouvre sur le jardin.

C'est le déclin d'une belle après-midi d'été. Au lever du rideau, Fernand, étendu, lit et fume. Tout près de lui, sa mère Irma coud. Un peu à l'écart et leur tournant presque le dos, Clotilde coud également.

PREMIER ACTE

TAVERNAS. — Je crois que je peux sortir maintenant...

IRMA. — Non, tu dois rester étendu une heure au milieu de l'après-midi.

TAVERNAS. — Oh ! A vingt minutes près !

IRMA. — Le médecin a dit une heure, tu resteras une heure.

CLOTILDE. — Obéissez à votre maman, Fernand.

IRMA. — Il est heureux pour lui d'avoir encore une mère qui s'inquiète de sa santé.

CLOTILDE. — Ça, c'est une pierre dans le jardin de ma fille.

IRMA. — Mais non, madame ! Votre fille est une épouse modèle, c'est bien connu !

TAVERNAS. — Je vous en conjure, ne parlez pas d'Émilie. Cela tournerait mal comme toujours.

CLOTILDE. — Je parlerai d'Émilie si le cœur m'en dit.

IRMA. — Au fait, doit-elle rentrer pour dîner ?

TAVERNAS. — En voilà une question !

CLOTILDE. — Pourquoi ne rentrerait-elle pas ?

IRMA. — Elle est partie ce matin, dès sept heures, avec son amie... Nous ne l'avons pas revue.

TAVERNAS. — Il était entendu qu'elles devaient déjeuner toutes les deux dans une auberge de la forêt.

IRMA. — Si l'auberge leur a plu, elles y passeront peut-être la nuit.

TAVERNAS. — Mais non, maman... Qu'est-ce que tu racontes là !... Elle nous aurait avertis.

IRMA. — Comme si elle se gênait ! Quand je pense qu'elle ne nous a même pas présenté cette personne qu'elle a le toupet de loger chez nous...

CLOTILDE. — Chez nous ? Mais ma fille est ici chez elle, madame !

IRMA. — Et mon fils ! Il n'est pas chez lui ? Non ?

TAVERNAS. — Maman, je t'en prie ! Mère, ne lui répondez pas, ou je me retire dans la chambre.

IRMA. — C'est cela ! Cède la place une fois de plus.

CLOTILDE. — Bien sûr ! Il cédera la place parce qu'il doit la céder. Tout appartient à ma fille dans le ménage. Qui donc a loué cette villa ? Avec quel argent ? C'est l'École Swetchine qui vous fait vivre tous, l'école que ma fille a fondée toute seule et dont elle est l'animatrice.

IRMA. — L'École Swetchine est devenue prospère parce que mon fils s'occupe de la partie financière. Dieu sait que tout allait mal avant lui ! Émilie a eu de la chance de rencontrer un homme d'affaires de premier ordre...

TAVERNAS. — Voyons, maman, tu ne vas pas faire l'article... Tu me gênes, je t'assure...

IRMA. — Votre fille ne s'est mariée, je commence à le croire, que pour avoir sous la main un économe qui ne lui coûte guère...

CLOTILDE. — C'est trop fort ! Comme si nous n'avions pas toute votre famille sur les bras...

IRMA. — Et vous ? Est-ce que par hasard vous ne seriez pas à la charge du ménage ?

TAVERNAS. — Ma chère mère, c'est vous cette fois qui avez manqué de tact, permettez-moi de vous le dire. Si mes enfants vous gênent, si vous trouvez qu'ils dépensent trop...

CLOTILDE. — Non, bien sûr ! Mes paroles ont trahi ma pensée. Émilie aime beaucoup Raymond et Irène et je leur suis moi-même très attachée. S'il n'y avait que vos enfants, tout irait le mieux du monde ici.

IRMA. — Mais il y a moi ! C'est ce que vous voulez dire ?

CLOTILDE. — Mon Dieu, madame, nul n'ignore en ville que vous êtes une personne redoutable.

IRMA. — Redoutable pour mes ennemis ? Mais je m'en vante, madame.

CLOTILDE. — La première femme de votre fils en a su quelque chose.

IRMA. — Que vient faire ici la pauvre Mathilde ?

CLOTILDE. — Vous l'avez fait mourir de chagrin, c'est de notoriété publique. Mais ma fille résistera mieux qu'elle, je vous en avertis.

IRMA. — Elle m'accuse d'assassinat, maintenant !

TAVERNAS. — Quand je pense que je comptais trouver ici le repos, le calme...

CLOTILDE. — Avec Émilie, vous avez affaire à une femme forte, et qui n'a pas peur de vous.

IRMA. — Elle n'a peur de rien, c'est une justice à lui rendre. Elle a une façon de braver l'opinion...

CLOTILDE. — Votre opinion ? Bien sûr qu'elle s'en moque !

IRMA. — Et l'opinion publique ? Elle ose lui tenir tête il me semble !

CLOTILDE. — Je méprise vos insinuations. La fondatrice de l'École Swetchine, l'admirable éducatrice qu'est ma fille n'a rien à craindre des jugements du monde, vous le savez bien, et c'est ce qui vous met en rage. Elle est plus qu'admirée, elle est vénérée...

IRMA. — Oh ! Pour ce qui est d'organiser sa publicité je reconnais que votre Émilie s'y entend et aussi pour mettre le grappin sur les gens. Mais croyez-moi, elle aurait tort d'imaginer qu'elle peut tout se permettre...

TAVERNAS. — Écoute, maman, je ne sais pas ce que tu veux dire... Mais je ne souffrirai pas que tu te fasses l'écho de potins ineptes.

CLOTILDE. — Et à la source de ces potins ineptes, qui trouve-t-on, sinon vous, madame ? Mais il n'y a rien dans la conduite d'Émilie, Dieu merci ! qui donne prise à vos sales calomnies...

IRMA. — Alors vous trouvez naturel qu'elle introduise ici une femme qu'elle refuse de nous présenter, dont elle nous laisse ignorer le nom, qu'elle séquestre, le mot n'est pas trop fort... dans une chambre voisine de la sienne — ta chambre, mon cher Fernand — ou enfin ce qui devrait être ta chambre, et où vous, madame, qui êtes la domestique de votre fille, lui servez à part ses repas...

TAVERNAS. — Elle la séquestre si peu qu'elles se promènent toutes les deux en ce moment même, dans la forêt de la Teste...

CLOTILDE. — Oui ! En fait de séquestration ! Il faudra que vous trouviez mieux, madame, pour salir ma fille.

IRMA. — Il est vrai qu'elles sont sorties, mais à l'aube, lorsque tout dormait encore et qu'elles étaient sûres de ne rencontrer personne.

CLOTILDE. — En voilà un beau mystère ! Elles ont choisi de se promener à la fraîcheur...

IRMA. — Enfin, pourquoi Émilie ne veut-elle pas que nous connaissions son amie ? Ça te laisse froid, toi, le mari ?

TAVERNAS. — Je suis sûr qu'Émilie a ses raisons et que ce sont des raisons très hautes. Elle peut parfois manquer de jugement — c'est une autre question — mais elle n'obéit jamais à des motifs bas.

IRMA. — Tout ça, mon pauvre grand, c'est des histoires ! C'est des choses qu'on dit !... Moi, je me méfie des personnes qui ont le genre sublime : ça cache presque toujours des choses pas très propres.

CLOTILDE. — Cela suffit, madame, ma fille et moi nous sommes ici chez nous, je vous prie de faire vos paquets.

IRMA. — Et moi, madame, je vous demande instamment de faire les vôtres et de quitter cette maison qui est celle de mon fils.

TAVERNAS. — Le mieux serait que chacune de vous regagne sa chambre et se trempe la figure dans l'eau froide.

CLOTILDE. — Émilie est la seule maîtresse ici et elle vous chassera, que votre fils le veuille ou non.

IRMA. — C'est ce que nous verrons. En attendant, prenez la porte ; ne m'obligez pas à recourir aux grands moyens.

CLOTILDE. — Voilà qu'elle me menace maintenant ?

IRMA. — Je suis votre aînée d'au moins quatre ou cinq ans, mais vous n'en mènerez pas large avec moi, je vous en avertis.

TAVERNAS. — Voyons, maman ! Vous n'allez tout de même pas vous crêper le chignon !

CLOTILDE, *battant en retraite.* — C'est une mégère ! C'est une furie ! Je déposerai une plainte !

IRMA. — Allons ! Ouste ! Sortez d'ici !

Sortie de Clotilde.

TAVERNAS. — Tu oublies qu'elle est cardiaque.

IRMA. — Mais non, je ne l'oublie pas.

TAVERNAS. — Elle peut tomber d'un coup !

IRMA. — On croit ça ! et puis ça n'arrive jamais.

TAVERNAS. — Tu vas la pousser à bout.

IRMA. — C'est justement ce que je veux.

TAVERNAS. — Tu n'imagines pas qu'entre elle et toi Émilie hésitera un seul instant ?

IRMA. — Nous agirons de telle sorte qu'Émilie n'ait pas voix au chapitre.

TAVERNAS. — C'est pourtant vrai que tout ici repose sur Émilie, sur l'école qu'elle a fondée, sur son travail, sur l'influence qu'elle a acquise dans tous les milieux, sur son rayonnement.

IRMA. — Qui te dit le contraire ?

TAVERNAS. — Ah ! Tu le reconnais ?

IRMA. — Je le reconnais devant toi, bien sûr ! Devant toi seul.

TAVERNAS. — Mais enfin, maman, où veux-tu en venir ?

IRMA. — Mon pauvre garçon ! Que deviendrais-tu si je n'étais plus là ? Son rayonnement... Vous me faites rire ! Ah, là, là ! J'aurais vite fait de l'éteindre, si je voulais ! Ce ne serait pas long... J'en ai tous les moyens. Une femme comme ça, même si elle ne fait rien de mal — ce dont, au fond, je suis persuadée — accumule en un seul jour plus d'imprudences qu'il n'en faudrait pour la perdre...

TAVERNAS. — Si tu t'imagines que je te laisserais faire !

IRMA. — Ce n'est pas toi qui m'en empêcherais. Seulement, ce n'est pas si simple. Il ne faut pas porter tort à l'École... L'École doit continuer de marcher. Nous avons besoin qu'Émilie garde son prestige, voilà la difficulté. La briser assez pour que nous la dominions, mais tout de même sans que l'École en souffre ; voilà exactement le problème.

TAVERNAS. — Pour toi, peut-être ; pas pour moi. Je suis le mari d'Émilie.

IRMA. — L'es-tu tant que cela, mon pauvre enfant ?

TAVERNAS. — Que veux-tu insinuer ?

IRMA. — Allons ! Ce n'est tout de même pas à moi que tu vas raconter des histoires !

TAVERNAS. — Je ne suis pas le mari d'Émilie ?

IRMA. — Devant le maire et le curé ? Oui, bien sûr.

TAVERNAS. — Je t'interdis de te mêler de notre vie intime.

IRMA. — Comment me mêlerais-je de ce qui n'existe pas ? Vous n'avez pas de vie intime.

TAVERNAS. — Qu'en sais-tu ?

IRMA. — J'irai plus loin ! Tu n'as à ses yeux aucune espèce d'existence. J'ai l'impression que son regard te traverse et qu'elle ne te voit même pas. C'est d'ailleurs curieux, ce pouvoir qu'elle a de supprimer les gens.

TAVERNAS. — C'est toi qui, depuis mon enfance, t'acharnes à me diminuer, à me réduire à rien. On dirait que tu ne m'a mis au monde que pour m'anéantir.

IRMA. — Ingrat ! Moi qui n'ai jamais eu d'autre vie que la tienne !

TAVERNAS. — Tu ne crois pas si bien dire : est-ce que j'ai jamais eu une vie qui m'appartienne en propre ?

IRMA. — Tout de même tu t'es marié deux fois, et les deux fois contre ma volonté.

TAVERNAS. — Mathilde ne t'a pas résisté plus de cinq ans.

IRMA. — Elle est morte en couches. Je n'y suis pour rien.

TAVERNAS. — Elle serait morte de toutes façons ; elle était épuisée, à bout de course... Pauvre petite...

IRMA. — Laissons là, Mathilde, veux-tu ?

TAVERNAS. — Oui, maintenant, c'est l'autre qui t'intéresse ? Eh bien, j'exige que tu ne t'occupes plus d'Émilie ! Tu entends, maman ! Je n'ai pas besoin que tu t'en mêles. Je reconnais qu'elle subit une crise, et qu'en ce moment elle m'échappe. Mais j'arriverai bien à la reconquérir.

IRMA. — Mon pauvre Fernand... Ne te donne pas la peine de jouer la comédie. Tu oublies toujours que dans tes moments de désespoir, tu me racontes

tout. Crois-tu que j'ignore que depuis des années tu ne la possèdes plus, qu'elle ne souffre plus ton contact, que ta seule approche lui inspire de l'horreur? Pourquoi fais-tu cette tête, mon chéri? Une femme comme ça! Cela n'a rien d'humiliant pour toi. Dieu sait que tu peux être aimé! Rappelle-toi Mathilde. Mais comprends donc une bonne fois qu'avec Émilie ce ne sont pas les moyens ordinaires dont use un mari ou un amant qu'il faut employer et qu'avec elle rien ne se joue entre deux draps. Laisse-moi faire.

TAVERNAS. — N'y compte pas. C'est assez de Mathilde; je ne te livrerai pas celle-là. D'ailleurs, Émilie plane trop haut, elle est hors de ta portée, elle t'échappera... Non, ne réponds rien, voilà les enfants. *(Entrent Irène et Raymond.)* Vous venez de vous baigner?

IRÈNE. — Oui, à notre petite plage. L'eau était merveilleuse.

IRMA. — Vous avez changé d'idée? Tout à l'heure vous aviez refusé d'aller avec les enfants de la villa voisine...

RAYMOND. — Nous préférons nous baigner seuls.

TAVERNAS. — Pourquoi êtes-vous si sauvages? On a besoin de tout le monde dans la vie.

RAYMOND. — Nous n'avons besoin de personne.

IRMA. — Non, mais pour qui se prennent-ils! Regarde-les : ils crèvent dans leur peau. Qu'est-ce que vous croyez avoir de plus que les autres?

RAYMOND. — Nous ne nous croyons pas supérieurs, nous nous croyons différents.

IRÈNE. — Raymond, pourquoi lui réponds-tu?

IRMA. — Écoutez-la un peu, cette morveuse! Et toi, naturellement, tu ne eur dis rien, tu les laisses m'insulter.

IRÈNE. — Je ne vous insulte pas!

TAVERNAS. — Irène, je te prie d'être respectueuse avec ta grand-mère. Vous n'avez pas rencontré Émilie sur la route?

RAYMOND. — Mais elle est rentrée, il y a un moment déjà. Elle prend le thé dans la chambre de son amie.

IRMA. — Comment! Elles sont rentrées! Et vous ne le disiez pas! Ça, par exemple! Tu viens, Fernand?

Elle sort précipitamment.

TAVERNAS, *près de sortir.* — Raymond, tu n'as pas travaillé aujourd'hui? Il ne te reste plus que six semaines avant ton oral.

RAYMOND. — J'ai encore deux heures avant le dîner.

TAVERNAS. — Si tu es collé cette fois-ci, tu perdras le bénéfice de l'écrit.

RAYMOND. — Mais oui, papa! Inutile de me le rappeler sans cesse...

IRÈNE. — Papa, je vous en prie, allez retrouver grand-mère, ne la laissez pas seule.

TAVERNAS. — Pourquoi me demandes-tu ça?

IRÈNE. — Il faut demeurer auprès d'elle, il faut la surveiller.

TAVERNAS. — Mais enfin, Irène, de quoi la soupçonnes-tu?

IRÈNE. — Nous savons de quoi elle est capable, papa.

Tavernas est sorti pendant cette réplique.

RAYMOND. — Quand je pense que nous avons du sang de cette femme dans les veines...

IRÈNE. — Rassure-toi, tu n'as rien d'elle. Tu es le fils de maman, rien que de maman. C'est incroyable ce que tu lui ressembles —autant qu'un homme peut ressembler à une femme.

RAYMOND. — Tu lui ressembles aussi.

IRÈNE. — Non, je me sens dure, parfois implacable... Je suis une Tavernas. Mais il y a la Grâce... Heureusement qu'il y a la Grâce... Même grand-mère, la Grâce pourrait la transformer. C'est inimaginable, tu ne trouves pas?

RAYMOND. — Le plus fort, c'est que tu y crois vraiment, à ces histoires de l'autre monde. Moi, Dieu, ça ne m'intéresse pas... Je ne peux même pas y arrêter ma pensée.

IRÈNE. — Parce que tu as toujours été occupé de quelqu'un. Dieu est de l'autre côté des corps, comprends-tu, Raymond? De l'autre côté des êtres. Il y a toujours eu, dans ta vie, quelqu'un qui te cachait Dieu.

RAYMOND. — Ça, c'est une phrase d'Émilie. Tu as beau ne plus l'aimer, tu répètes ses phrases.

IRÈNE. — Qui te dit que je ne l'aime plus?

RAYMOND. — Enfin, ce n'est plus pareil entre vous.

IRÈNE. — J'ai moins confiance en elle, voilà tout... Justement parce que j'ai découvert qu'elle non plus ne dépasse jamais les êtres.

RAYMOND. — Oui, et au besoin elle les enferme dans une chambre.

IRÈNE. — Tu ne vas pas croire au moins qu'elles font le mal? Il faut laisser à grand-mère ces sales imaginations...

RAYMOND. — Dis-moi, Irène, quelle femme est-ce, crois-tu, cette étrangère?

IRÈNE. — Oh! Je l'ai deviné dès le premier jour...

RAYMOND. — Comment! Et tu ne me l'as pas dit?

IRÈNE. — C'est sûrement Agnès Lorcat, une ancienne élève de l'École, qui a passé son agrégation. Je la connais très bien : elle a été mon professeur en seconde, elle fait maintenant la philosophie. Son mari a été tué au Maroc, je crois. Elle est très belle... Je suis sûre qu'Émilie s'efforce de la défendre contre un danger qui la menace...

RAYMOND. — Et moi je suis sûr que ce qu'Émilie veut, c'est la garder pour elle toute seule, c'est ne la partager avec personne.

IRÈNE. — Tu la juges d'après toi. Tu te rappelles, au collège, comme tu t'attachais à certains amis, comme ils te faisaient souffrir!

RAYMOND. — Ma pauvre chérie! Quand je songe que j'osais te raconter ces histoires idiotes!

IRÈNE. — Tu étais fou, tu te souviens? Et maintenant ta folie est pire : c'est à cause d'Émilie que tu souffres.

RAYMOND. — Pourquoi est-elle si dure avec moi? Qu'est-ce que je lui ai fait?

IRÈNE. — Rien d'autre sans doute que d'avoir grandi, que de n'être plus un enfant.

RAYMOND. — Oh ! Elle a un grief précis, elle m'en veut sûrement pour quelque chose... Ne t'en a-t-elle jamais parlé ?

IRÈNE. — Elle fait parfois allusion à ce qu'elle appelle ton manque d'équilibre... mais cela m'est pénible, j'évite ce sujet avec elle.

Pendant la réplique suivante, une très jeune fille, presque enfant, se hisse sur le rebord de la baie : c'est Mitsou, la petite voisine.

RAYMOND. — Écoute, Irène, il faut que je te raconte. Au début des vacances il s'est passé quelque chose entre Émilie et moi... Allons bon ! Voilà la fille d'à-côté ! Qu'est-ce qu'elle me veut encore ?

IRÈNE. — Je vais vous laisser.

RAYMOND. — Ah ! non, surtout ne me quitte pas : on ne peut plus laisser les garçons seuls maintenant.

MITSOU. — Raymond, vous n'êtes pas chic.

RAYMOND. — Qu'ai-je fait encore, Mitsou ?

MITSOU. — Vous avez refusé d'aller vous baigner avec nous parce que l'eau était trop froide, et puis vous êtes allé à votre petite plage, on vous a vu.

RAYMOND. — Eh bien ! oui, nous avons changé d'idée. C'était notre droit, j'imagine ?

MITSOU. — Pourquoi n'êtes-vous pas gentil avec moi qui suis si gentille avec vous ?

RAYMOND. — J'ai dix-huit ans, c'est tout de même un peu trop vieux pour jouer avec les petites filles.

MITSOU. — Je ne suis plus une petite fille.

IRÈNE. — C'est vrai, Mitsou. Et c'est pourquoi vous devriez être un peu plus... enfin un peu plus réservée. Oh ! Je sais bien que vous ne pensez pas à mal ! Et maintenant il faut le laisser travailler. Il est à trois semaines de ses examens...

MITSOU. — Raymond, je serai sur la plage, ce soir, vous savez, du côté de la cabane ! J'y serai à partir de neuf heures.

RAYMOND. — Ne m'attendez pas, je ne viendrai pas.

MITSOU. — J'irai tout de même, en cas que vous changiez d'idée.

RAYMOND. — Je ne changerai pas d'idée.

MITSOU. — Vous dites ça... Mais on ne sait jamais d'avance. Je vous attendrai... Vous attendre, c'est déjà mieux que rien.

Elle disparaît.

IRÈNE. — Pauvre petite ! Elle est très pure encore, et pourtant tu ferais d'elle ce que tu voudrais... Que c'est triste d'être une femme !

RAYMOND. — Le plus fort, c'est que ce soir, peut-être irai-je la retrouver.

IRÈNE. — Mais non, tu sais bien que tu n'iras pas, qu'aucune femme n'existe pour toi, sauf une seule. Dis-moi, la petite nous a interrompus tout à l'heure...

RAYMOND. — Qu'est-ce que nous disions ?

IRÈNE. — Tu allais me raconter ce qui s'est passé entre Émilie et toi.

RAYMOND. — Oh ! Tu vas être terriblement scandalisée. Je ne sais comment te présenter la chose... Enfin voilà ! C'était l'après-midi où il y a eu ce grand orage, tu te souviens ? J'avais demandé à Émilie de me pousser des colles de physique. Tu penses bien que ce que je voulais, c'était rester seul avec elle. Elle s'est assise tout près de moi. Je regardais son bras nu, cet endroit que j'aime tant, qui s'appelle la saignée, je crois ? Si doux, si merveilleusement lisse et vivant... Je n'ai pas pu me retenir, j'y ai appuyé mes lèvres...

IRÈNE. — Oh ! Raymond ! La femme de ton père...

RAYMOND. — Non, je ne te dis pas la vérité... C'est faux que je n'ai pas pu me retenir ; je me suis forcé, au contraire. Je n'ai pas cédé à une brusque tentation. J'ai accompli ce geste à froid, pour obéir à un ordre que je m'étais donné à moi-même. Après ce baiser, tu comprends, aucun aveu n'était plus nécessaire...

IRÈNE. — L'effet a dû être terrible...

RAYMOND. — Terrible ! Elle m'a giflé, elle est sortie en claquant la porte...

IRÈNE. — C'est étrange, au fond, qu'elle n'ait pas pris ce geste comme une caresse d'enfant...

RAYMOND. — Ah non ! Je préfère bien qu'elle ait été furieuse... Oui, autant que je souffre, j'aime mieux avoir été traité en homme. C'est ce que je me dis pour me consoler : tout de même ce baiser l'a atteinte, l'a blessée.

IRÈNE. — Tu es fou, mon petit Raymond, tu es comme ensorcelé. Qu'est-ce qui pourrait te guérir ? Il existe peut-être une prière, un sacrifice que je ne songe pas à faire et qui te délivrerait.

RAYMOND. — Je ne veux pas guérir, je ne veux pas être délivré. Il y a eu des moments de ma vie où je n'aimais personne... Eh bien, c'était pire que la pire souffrance.

Paraît Bernard Lecêtre, venant de la plage. C'est un homme de 35 ans, très beau, le visage usé. Habillé avec une négligence étudiée.

BERNARD. — Pardon les amoureux !

RAYMOND. — Mais nous ne sommes pas des amoureux ! Je suis son frère.

IRÈNE. — Voyons, Raymond, tu n'as pas d'explications à donner. Que désirez-vous, monsieur ?

BERNARD. — Vous êtes très gentils tous les deux ! Dans le salon de mes grands-parents, à la campagne, il y avait un trumeau qui représentait Chloé dans les bras de Daphnis, et ma grand-mère croyait tout arranger en me disant : « C'est le frère et la sœur ».

IRÈNE. — Que venez-vous faire ici ?

BERNARD. — Je n'ai qu'un renseignement à vous demander : ce jardin dépend bien de la villa *Grisélidis ?*

RAYMOND. — Mais oui, monsieur.

BERNARD. — Habitée par la famille Tavernas ?

IRÈNE. — Mais, monsieur, la grille d'entrée donne sur le boulevard. Pourquoi vous introduisez-vous par la plage ?

BERNARD. — Vous me prenez pour un gentleman-cambrioleur ?

RAYMOND. — Oh ! non, monsieur.

BERNARD. — La vérité, c'est que j'ai sonné à la grille et que personne n'est venu m'ouvrir.

RAYMOND. — Les domestiques étaient peut-être sortis.

IRÈNE. — Comment se fait-il que personne ne vous ait entendu sonner?

A ce moment, Émilie entre vivement.

ÉMILIE. — Ah! Je me doutais bien que je vous trouverais ici!

BERNARD. — Et moi je me doutais que le côté de la plage serait aussi surveillé.

ÉMILIE. — Mes enfants, laissez-nous... Je vous expliquerai.

IRÈNE. — Oh! Je crois bien que j'ai compris. Tu viens, Raymond?

Elle sort.

RAYMOND. — Émilie, je reste auprès de vous.

ÉMILIE. — Non, va avec ta sœur.

BERNARD. — Rassurez-vous, mon petit gars, madame Tavernas ne court aucun danger.

RAYMOND, *à Émilie.* — Je suis dans le jardin. Vous n'auriez qu'à m'appeler.

ÉMILIE. — Non, je t'en prie! Ne reste pas à rôder autour de la paillotte. Tu m'entends, Raymond? Je ne veux pas te sentir derrière la porte. Tu sais que je déteste ça.

Raymond sort.

BERNARD. — Voilà un jeune garçon que vous traitez bien mal, madame.

ÉMILIE. — Alors, c'est vous, Bernard Lecêtre?

BERNARD. — Et c'est vous, Émilie Tavernas? Vous n'avez pas du tout la figure que j'imaginais... c'est curieux : vous êtes brune. Je n'aurais jamais cru que vous étiez brune.

ÉMILIE. — Vous, vous êtes bien l'homme que j'attendais : cette beauté flétrie, cette échine maigre, cette affreuse usure.

BERNARD. — Dire que nous nous trouvons face à face pour la première fois,

ÉMILIE. — Depuis six mois que nous nous battons dans le noir!

BERNARD. — Oui, dans le cœur d'Agnès.

ÉMILIE. — D'où j'ai fini tout de même par vous chasser.

BERNARD. — Oh! pardon, madame. C'est son corps que vous tenez sous clef dans une chambre, ce n'est pas son cœur.

ÉMILIE. — Je vous ai fait remettre tout à l'heure, à travers la grille, une lettre où elle vous enjoint de lui laisser la paix. Vous avez reconnu son écriture, j'imagine?

BERNARD. — Une lettre que vous lui avez dictée... ça ne compte pas.

ÉMILIE. — Agnès est veuve, elle a vingt-quatre ans, je suis sans aucun pouvoir sur elle. C'est librement qu'elle m'a demandé de la protéger, de la défendre...

BERNARD. — Contre qui? Contre moi?

ÉMILIE. — Ignorez-vous, par hasard, que vous lui faites peur?

BERNARD. — Oh! Peur, c'est beaucoup dire. Elle sait que si elle me revoit, je n'aurais pas un geste à faire, qu'il suffira d'un regard pour qu'elle se donne... Ah! cela vous est dur à entendre!

ÉMILIE. — Oui, cette pure, cette orgueilleuse Agnès, il est vrai qu'un bellâtre sur le retour a ce pouvoir sur elle... Quelle misère !

BERNARD. — Qu'il m'est doux de vous regarder souffrir !

ÉMILIE. — Mais ne vous y trompez pas : vous lui faites horreur. On peut avoir horreur de ce qu'on désire.

BERNARD. — J'aime bien faire horreur à Agnès de cette façon-là. Ça ne vous déplairait pas à vous non plus, avouez-le ! Depuis le temps que nous parlons de vous avec Agnès, croyez-vous que je ne vous connaisse pas ?

ÉMILIE. — Comment me suis-je abaissée jusqu'à vous répondre ? Allez-vous-en !

BERNARD. — Je ne sortirai pas sans avoir vu Agnès.

ÉMILIE. — Vraiment ? Vous me rappelez ces chiens crottés, fourbus, qui ont couru toute la nuit et qui viennent, la langue pendante, se coucher devant la maison où est enfermée la femelle adorée.

BERNARD. — Je raconterai à Agnès que vous l'avez comparée à une chienne ; elle sera très flattée, elle rira bien.

ÉMILIE. — Vous n'en aurez plus l'occasion, je vous en donne ma parole. Vous ne la reverrez jamais. Comprenez-moi : elle m'a été confiée, petite fille. Elle a fait toutes ses classes chez moi. Je l'ai préparée à son agrégation. Après son veuvage, elle m'a rejointe. Je l'ai associée à mon œuvre d'éducatrice, initiée à mes méthodes ; elle est la fille de mon esprit : c'est elle qui me continuera. Alors, ce trouble passager dont vous n'êtes que l'occasion, vous pensez si je m'en moque !

BERNARD. — Oui, mais moi, j'y attache beaucoup d'importance, figurez-vous.

ÉMILIE. — Pourquoi ? Je vous le demande ? Qu'est-ce que cela peut faire à un homme de votre espèce, cette femme-là plutôt qu'une autre ?

BERNARD. — Un homme de mon espèce ! Mais enfin, quel homme donc croyez vous que je sois ?

ÉMILIE. — Vous dites qu'Agnès vous parlait de moi... Mais nous parlions aussi de vous : je vous connais, monsieur Lecêtre !

BERNARD. — Oui, et c'est même étrange, cette connaissance que nous avons l'un de l'autre, à travers la femme qui nous sépare... Vous ne trouvez pas ?...

ÉMILIE. — Vous avez été admissible à l'École Normale, vous avez passé le concours des Affaires étrangères, vous avez renoncé à tout travail pour vous donner uniquement à cette chasse, à cette poursuite, enfin à cette jolie vie que vous menez. Vous vivez de quelques billets que vous arrachez chaque mois à votre vieux père... Vous voyez que je sais qui vous êtes.

BERNARD. — Accordez-moi du moins que je n'ai pas essayé de donner le change à Agnès, que je me suis montré à elle aussi misérable que vous me voyez vous-même.

ÉMILIE. — Allons donc ! Vous ne la tenez que par un mensonge... Vous le savez bien.

BERNARD. — Un mensonge ?

ÉMILIE. — Ne lui avez-vous pas fait croire que cette lutte s'arrêtera un jour, qu'une femme existe qui saura vous retenir, qui ne vous laissera plus repartir?... Et naturellement, la chère petite idiote a cru que ce serait elle...

BERNARD. — Mais je ne lui ai pas menti. Je vous en donne ma parole. S'il y a une chose au monde dont je sois sûr, c'est qu'un jour je me reposerai enfin auprès de la femme que je cherche.

ÉMILIE. — Oui, bien sûr ! Quand vous serez rendu, quand vous serez fourbu ! Je ne sais vraiment pourquoi je perds mon temps à vous répondre.

BERNARD. — Mais, madame, je ne vous retiens pas.

ÉMILIE. — C'est à vous de partir, il me semble.

BERNARD. — N'y comptez pas. Je reste.

ÉMILIE. — Jusqu'à quelle heure?

BERNARD. — Aussi longtemps que je le jugerai nécessaire.

ÉMILIE. — A quoi bon? Qu'espérez-vous?

BERNARD. — La présence, même invisible, a beaucoup de pouvoir. Je jurerais qu'Agnès est derrière sa jalousie, en ce moment même, qu'elle devine que je suis quelque part, entre le jardin et la plage, qu'elle m'appelle tout bas...

ÉMILIE. — Quelle fatuité ! En tout cas, je suis tranquille : la faim vous chassera bientôt,

BERNARD. — Je me passe très bien de dîner. Moi, c'est après l'amour que j'ai faim.

ÉMILIE. — Vous n'allez tout de même pas rester ici toute la nuit?

BERNARD. — Peut-être... Je ne sais pas encore ; je suivrai mon instinct.

ÉMILIE. — Alors je reste aussi.

BERNARD. — Comme la nuit va me paraître courte, madame. *(Il prend une cigarette et lui tend son étui.)* Vous fumez?

ÉMILIE. — Non, monsieur.

BERNARD. — Ce sont mes cigarettes que vous refusez?

ÉMILIE. — Je ne fume jamais.

BERNARD. — Est-ce possible?

ÉMILIE. — Eh bien ! non, je ne fume pas... Qu'est-ce que cela a d'étrange?

BERNARD. — Oh ! Rien, bien sûr ! Simplement ça ne ressemble pas à votre personnage — enfin, à la femme que j'imaginais, d'après ce que m'avait dit Agnès... J'ai l'impression qu'elle ne vous connaît pas du tout...

ÉMILIE. — Qui cela, Agnès? En tout cas ce n'est pas vous, monsieur, qui pourriez en être juge !

BERNARD. — Je vous demande pardon : la fameuse éducatrice, l'espèce de directeur de conscience que vous êtes pour les gens, tout cela pour moi ça n'existe pas. Moi, je vous vois avec des yeux neufs, comprenez-vous?

ÉMILIE. — Vraiment?

BERNARD. — Je pourrais vous dire sur vous des choses qui vous étonneraient vous-même, des choses dont vous ne vous doutez pas...

ÉMILIE. — C'est une révélation dont je vous fais grâce.

BERNARD. — Quel âge avez-vous en somme?

ÉMILIE. — Je ne vous répondrai plus.

BERNARD. — Suis-je bête? Je le connais très bien, votre âge! Vous avez douze ans de plus qu'Agnès qui en a vingt-quatre. Cela vous fait trente-six ans sonnés, pauvre madame. Que de temps perdu pour le bonheur!... car tout de même pour vous aussi, c'eût été le bonheur.

ÉMILIE. — Qu'est-ce qui eût été le bonheur?

BERNARD. — Vous savez bien ce que je veux dire.

ÉMILIE. — Je sais que je ne me suis pas assez méfiée, oui, que j'ai oublié de me méfier. Vous êtes plus fort que je ne croyais, je vous l'accorde, puisque me voilà en train de discuter avec un homme que je méprise et qui m'impose son odieuse présence.

BERNARD. — Comme si ce n'était pas vous qui aviez eu l'audace de vous dresser entre Agnès et moi! Dans mon code particulier, sachez que c'est un crime, quand deux êtres se désirent, d'empêcher qu'ils ne se rejoignent, surtout lorsque l'un des deux est moi-même.

ÉMILIE. — Eh! bien, moi aussi, figurez-vous, j'ai mon code particulier. Il n'est rien dont je ne me sache capable pour sauver une de mes brebis que le loup pourchasse. Toutes les armes sont permises contre une bête féroce.

BERNARD. — Si je suis une bête féroce, vous en êtes une autre. Quelle différence entre nous? Le vainqueur emportera sa proie! Ce sera moi ou ce sera vous, mais le sort d'Agnès restera le même.

ÉMILIE. — Quel menteur vous êtes! Puisque vous prétendez me connaître par les confidences d'Agnès, vous savez bien pourtant qu'il n'y a rien entre nous que de pur et que je n'ai jamais tenu à mes filles que par des liens tout spirituels... Mais j'ai l'air de me défendre contre vous, de chercher des excuses...

BERNARD. — Bien sûr que vous êtes incapable d'aucun acte douteux. Personne d'ailleurs n'a jamais cru aux calomnies de votre belle-mère. Il n'empêche que nous appartenons à la même race, vous et moi, que vous le vouliez ou non. La seule différence, c'est que moi, pour posséder les êtres, il faut que je passe par les corps. Je n'y atteins jamais d'ailleurs : on ne sait plus que faire de la créature qu'on a tenue dans ses bras et qui ne vous livre jamais rien de son secret.

ÉMILIE. — Je ne vous le fais pas dire! Si je vous laissais prendre Agnès, vous la délaisseriez aussitôt.

BERNARD. — Peut-être... Mais je lui aurais donné sa part de joie. Combien de femme mourront sans avoir connu ce bonheur... Vous, par exemple, qui me haïssez et qui, en dépit de cette haine, me faites incroyablement pitié...

ÉMILIE. — Sa part de joie, dites-vous? Pauvre Agnès! Je l'imagine rejetée par vous, avilie, souillée à jamais...

BERNARD. — Les caresses sont une souillure à vos yeux, mais non aux miens. Moi, ce dont j'ai horreur, c'est des corps qui ne les connaissent pas.

ÉMILIE. — Les corps! Toujours les corps! A quoi bon discuter avec un homme qui ne sait pas que l'âme existe, qui compte pour rien de livrer une âme au désespoir!

BERNARD. — Une femme qui a goûté la joie que je donne n'est jamais tout à fait désespérée. Il n'en est aucune qui aimerait mieux ne m'avoir pas connu. Le seul désespoir sans remède, c'est celui que vous connaîtrez un jour, oui, vous, qui êtes belle et qui ne le savez pas, et qui ne le saurez jamais...

ÉMILIE. — Ah non ! Epargnez-moi ces gentillesses ! Mais c'est plus fort que vous ! Il faut que vous fassiez le beau, même devant une femme que vous haïssez et qui vous méprise.

BERNARD. — Oui, je vous hais et vous me méprisez. Pourtant je ne suis pas plus sûr de votre mépris que de ma haine. Que nous le voulions ou non, nous faisons connaissance en ce moment même sur un autre plan que celui où nous nous heurtons avec des paroles ennemies.

ÉMILIE. — Il ne s'agit ni de vous ni de moi, mais d'Agnès, d'Agnès seule. Vous ne tenez à posséder une femme que pour qu'elle vous laisse le champ libre : Agnès vous barre la route, il faut qu'elle devienne votre maîtresse pour que vous en soyez délivré et que vous puissiez aller de l'avant — pour que vous puissiez en pourchasser une autre...

BERNARD. — Ah ! Comme vous avez l'expérience de ce mal qui est le mien — qui est le vôtre aussi, osez donc le nier ! Je sais par Agnès toutes les malheureuses que vous faites... Oh ! sur le plan spirituel comme vous dites, bien sûr ! Mais c'est peut-être pire.

ÉMILIE. — Votre jugement est sans valeur. Vous ne me connaissez pas.

BERNARD. — Je vous connais comme moi-même... *(Comme il s'était penché sur la balustrade, il s'en retire vivement.)* Mon Dieu ! Il y a là quelqu'un qui nous écoute, sur le banc, contre la paillotte... Une vieille femme...

ÉMILIE. — J'aurais dû m'en douter. Ce doit être ma belle-mère. *(Elle regarde à son tour. A mi-voix.)* Oui, c'est elle... monsieur, vous savez par Agnès combien elle est redoutable : capable de tout, c'est bien simple... Dieu sait ce que sa haine saurait tirer de notre rencontre. Je vous supplie de vous en aller.

BERNARD. — Je vous obéirai. Croyez-vous qu'elle nous ait entendus ?

ÉMILIE. — Elle a essayé, c'est certain. Mais elle commence à avoir l'oreille dure et il y a le bruit de la mer... Écoutez : le mieux serait que je parte la première. Vous attendrez que la vieille vous laisse le champ libre, ce qui ne tardera pas, car l'heure du dîner approche et elle a un appétit de cannibale. Dès qu'elle aura disparu, vous filerez par la plage... et croyez-moi, renoncez à Agnès, car vous ne l'aurez jamais, entendez-vous ? Jamais !

Bernard regarde la porte par où elle est sortie.

BERNARD, *à mi-voix.* — Je me moque bien d'Agnès !

Bernard resté seul se penche pour voir si la vieille est toujours là. Elle n'y est plus. Au moment où il enjambe la balustrade, Irma Tavernas entre dans la paillotte.

IRMA. — Ah ! Vous êtes encore là ! C'est bien ce que j'espérais...

BERNARD. — Veuillez me pardonner, madame, il faut que je vous explique...

IRMA. — Inutile : je sais qui vous êtes.

BERNARD. — Vous connaissez mon nom ?

IRMA. — Votre nom m'est indifférent. Ce qui m'intéresse, c'est que vous occupiez le champ de bataille.

BERNARD. — Mais il n'y a pas eu de bataille, madame. Je n'ai eu à me battre contre personne...

IRMA. — Inutile de jouer au plus fin avec moi... Je suis la belle-mère d'Émilie Tavernas. Vous avez en moi une alliée.

BERNARD. — Une alliée, contre qui?

IRMA. — Pourquoi faites-vous semblant de ne pas comprendre? Nous n'avons pas de temps à perdre : on va annoncer le dîner, il faut donc que tout soit réglé à l'instant même. De quoi s'agit-il en somme? De débusquer la fille qui est là-haut...

BERNARD. — La fille? Quelle fille?

IRMA. — Encore une fois, ne faites pas l'innocent : le temps nous presse.

BERNARD. — Je regrette beaucoup, mais il y a entre nous un malentendu. J'ai eu avec madame Tavernas une explication. Peut-être en avez-vous surpris quelques bribes?

IRMA. — Non, malheureusement... J'ai eu l'oreille fine, autrefois! C'était bien commode... maintenant, je n'entends plus que les choses qu'on me dit, et qui sont presque toujours sans intérêt. Ce qui est intéressant, c'est ce que les gens disent quand ils se croient seuls... Mais ça, je ne l'entends plus.

BERNARD. — Je regrette que vous n'ayez pu vous rendre compte par vous-même : votre belle-fille et moi nous sommes mis d'accord.

IRMA. — Vous êtes en train de vous payer ma tête. Vous étiez venu ici, j'imagine, avec certains projets. Vous songiez à enlever la donzelle, non?

BERNARD. — On ne peut rien vous cacher.

IRMA. — Et vous y avez renoncé?

BERNARD. — J'y ai renoncé.

IRMA. — Et vous vous êtes quittés bons amis, ma bru et vous?

BERNARD. — Bons amis, c'est beaucoup dire! Mais enfin nous avons signé une espèce de trêve.

IRMA. — Alors la demoiselle reste dans la place?

BERNARD. — Je l'ignore : pour l'instant, je ne m'en mêle plus.

IRMA. — Le plus fort, c'est que vous paraissez sincère.

BERNARD. — Quel intérêt aurais-je à vous mentir?

IRMA, *éclatant*. — Jour de Dieu! C'est tout de même vrai qu'elle est forte, Émilie! Il ne lui aura pas fallu une heure pour vous rouler! Quel homme êtes-vous donc? Mais tous les hommes, autant que j'en aie connu, sont des chiffes... Je crois toujours qu'il n'en existe pas de plus désarmé, de plus mou que le fils que je m'efforce de pousser dans la vie, depuis que je l'ai mis au monde... et puis quand je vois les autres, je découvre qu'ils sont pareils. La première grue venue n'en fait qu'une bouchée.

BERNARD. — Je n'avais jamais vu une vieille dame en colère : c'est un spectacle curieux.

IRMA. — Alors ça ne vous fait rien de savoir que là, derrière ces volets, ma bru est en train de raconter à votre maîtresse comment elle vous a berné? Ça ne vous fouette pas le sang qu'elle crève de rire, en ce moment même? Ah! Tenez! Vous n'êtes qu'un pauvre être!

BERNARD. — En voilà une vieille furie! De quoi vous mêlez-vous? Et s'il me plaît à moi d'être roulé! C'est mon affaire, il me semble!

IRMA. — Comment? C'est votre affaire? Ce n'est pas la mienne peut-être? Je tenais Émilie enfin... je l'aurais eue jusqu'à l'os.

BERNARD. — Vous vous êtes trompée d'adresse : ce n'est pas mon genre de servir la vengeance des autres.

IRMA. — Est-ce que je ne servais pas la vôtre, moi? Tenez, regardez ce que je vous apportais.

BERNARD. — C'est une clef?

IRMA. — Oui, imbécile! La clef de la petite porte, au bas de l'escalier de service. Et tenez : j'avais dessiné pour vous le plan du premier étage où sont les chambres de ma bru et de la demoiselle. Regardez un peu : est-ce que ce n'est pas clair? Bien sûr, ça n'aurait pas été commode : il n'y a que la chambre d'Émilie qui ne soit pas fermée à clef; elle est séparée de l'autre par un cabinet de toilette...

BERNARD. — Qui est indépendant?

IRMA. — Allons! Vous vous réveillez un peu. Il était temps! Dès qu'il est question de chambre à coucher, monsieur commence à ouvrir l'oreille. Eh bien! oui, le cabinet de toilette a une porte qui donne sur le palier, mais elle est verrouillée aussi...

BERNARD. — De sorte que pour pénétrer chez Agnès, il faudrait traverser la chambre de madame Tavernas et le cabinet de toilette?

IRMA. — Oui, et naturellement, ça c'est impossible, il n'y faut pas songer... Mais vous pourriez glisser une lettre sous la porte de la demoiselle, l'avertir de votre présence, et elle vous ouvrirait.

BERNARD. — Le cabinet qui sépare les deux chambres est-il assez grand pour qu'on n'entende rien d'une pièce à l'autre?

IRMA. — Voilà bien les hommes! Il est tout piaffant déjà... Dire que je mourrai sans avoir compris ce qu'il peut y avoir de si agréable dans ce que vous appelez l'amour, dans cette singerie...

BERNARD. — Et vous êtes certaine que madame Tavernas ne verrouille pas sa porte?

IRMA. — Oui, mais ça, c'est sans intérêt pour vous.

BERNARD. — Bien sûr... Donnez-moi la clef.

IRMA. — Alors vous marchez?

BERNARD. — Je marche, oui.

RIDEAU

ACTE II

Le même soir, la chambre d'Émilie : vaste balcon sur la mer. Rien qui rappelle le Palais-Royal : très petit lit austère. Beaucoup de livres et de papiers. Aux murs reproductions d'œuvres grecques. Émilie est prête pour la nuit, en pyjama ou en robe de chambre. Elle se brosse les cheveux ou se démaquille, tout en parlant par la porte ouverte avec Agnès qui est dans le cabinet de toilette et qui, à aucun moment, ne paraîtra.

ÉMILIE. — Écoutez, ma petite Agnès, vous n'êtes pas raisonnable. J'ai fait ce que vous m'aviez demandé de faire. Je vous ai mise à l'abri des assiduités de ce monsieur...

AGNÈS, *invisible.* — Je ne vous avais pas demandé de le rencontrer, ni de lui parler.

ÉMILIE. — Comme si j'avais cherché cette rencontre ! Il fallait bien l'empêcher d'entrer dans la maison...

AGNÈS. — Il fallait lui tourner le dos, voilà ce qu'il fallait faire !

ÉMILIE. — Pour un professeur de philosophie, vous poussez un peu loin le défaut de logique.

AGNÈS. — Voyons, Émilie, ne faites pas l'innocente. Je le connais, vous pensez ! S'il a renoncé à me poursuivre, c'est qu'il a cédé à un charme plus fort... votre charme, oui !

ÉMILIE. — Ah ! non. J'en ai assez à la fin. Vous n'avez qu'à prendre le train demain matin. L'auto vous conduira à la gare d'Arcachon. C'est tout de même trop fort : à cause de vous je me couvre de ridicule, ou bien je prête le flanc à des soupçons, à des calomnies ignobles... Ce n'est pas agréable, je vous assure, surtout avec la belle-mère que j'ai : c'est même dangereux.

AGNÈS. — Dire que c'est vous qui vous plaignez ! C'est tout de même moi, dans cette histoire, qui suis malheureuse, qui souffre, et vous me mettez à la porte, par-dessus le marché...

ÉMILIE. — Encore une fois, soyez un peu logique, Agnès. Ou bien cet individu ne vous menace plus et il n'y a plus aucune raison pour que vous vous cachiez ici : ou bien vous êtes désespérée de l'avoir perdu... Alors il n'est pas trop tard pour lui courir après...

AGNÈS. — Vous vous moquez de moi, maintenant. Ça alors, c'est un comble.

ÉMILIE, *sur le seuil.* — Voyons, ma petit fille...

AGNÈS. — Non, n'entrez pas... Je vous déteste !

ÉMILIE. — Moi aussi, Agnès, je suis à bout...

AGNÈS. — Comment ne comprenez-vous pas le mal que vous me faites? Je souffre à cause de vous, je souffre à cause de lui. Je ne sais pas duquel des deux je suis le plus jalouse !

ÉMILIE. — Vous ne sauriez croire combien ces sentimentalités de petite pensionnaire me dégoûtent. Je vous assure, Agnès, c'est écœurant !

AGNÈS. — Ah ! Ce que vous pouvez être dure ! Au fond, vous n'avez jamais aimé personne !

Agnès ferme violemment la porte.

ÉMILIE, *seule.* — Ah ! non, non ! Assez ! J'en ai assez des autres ! *(Pendant qu'elle s'approche un instant du balcon, son mari, M. Tavernas entre. Il est en robe de chambre.)* Qu'est-ce que vous venez faire ici ?

TAVERNAS. — Alors, je n'ai plus le droit de vous faire une visite ?

ÉMILIE. — Pas à cette heure-ci, et surtout pas dans ma chambre.

TAVERNAS. — Il me semble que la plupart des maris entrent librement dans la chambre de leur femme. Il y en a même qui vont plus loin ! Ils couchent avec leur femme. Ce sont des choses qui arrivent, je vous assure.

ÉMILIE. — Elles ne nous arriveront pas à nous, en tout cas. Tenez-vous le pour dit. Voyons, ne faites pas cette figure. Vous savez bien pourtant que ce n'est pas moi que vous avez épousée, mais l'École Swetchine. Nos conventions étaient claires sur ce point. Moins d'une année après nos noces, vous m'avez laissé la paix. Alors quelle mouche vous pique tout à coup ? D'ailleurs ce n'est pas difficile à deviner : votre mère vous a remonté comme un vieux joujou mécanique... Et maintenant le ressort se détend, il n'y a plus qu'à patienter, vous vous arrêterez de vous-même.

TAVERNAS. — Écoutez, Émilie, il y a eu pourtant un jour où vous avez consenti à devenir ma femme... ma femme, c'est une façon de parler, mais enfin vous aviez bien voulu habiter la même maison que moi, partager ma vie... A ce moment-là, je ne vous étais pas odieux ?

ÉMILIE. — Oui, c'est inimaginable et pourtant c'est vrai qu'un jour j'ai consenti à vivre avec cette espèce de monstre à deux têtes que vous formez, votre mère et vous, comme si au moment de votre venue au monde, il ne s'était trouvé personne pour couper le lien de chair qui vous rattachait encore à ses entrailles...

TAVERNAS. — Vous avez consenti tout de même à cohabiter avec ce monstre, vous avez tout de même dit oui...

ÉMILIE. — A cause de vos enfants... Irène et Raymond étaient adorables. Je les adorais... C'est pour les avoir à moi que j'ai commis cette folie... Et maintenant les enfants ont grandi ; Irène s'éloigne de moi, Raymond est devenu un triste petit mâle, lui aussi, un obsédé. Je les aime bien malgré tout... Mais leur présence ne me console plus de la vôtre.

TAVERNAS. — Aussi cherchez-vous des consolations ailleurs.

ÉMILIE. — Ne répétez donc pas les sales insinuations de votre mère.

TAVERNAS. — Si ce que vous faites est innocent, pourquoi vous cacher?

ÉMILIE. — Par principe. J'interdis à votre mère de pénétrer dans ma vie privée. D'ailleurs, Agnès Lorcat s'en va demain.

TAVERNAS. — Ah! C'est Agnès qui est là?

ÉMILIE. — Oui, elle a eu besoin d'un refuge momentané... Vous savez qu'elle subit une crise... Et maintenant laissez-moi dormir.

TAVERNAS. — Tout de même je suis bien content que ce soit Agnès. C'est sûr qu'il faut la surveiller... Je comprends tout. Mais encore une fois c'eût été si simple de nous avertir. Pourquoi êtes-vous si dissimulée? On dirait que vous faites exprès de donner des armes à ma mère.

ÉMILIE. — C'est plus fort que moi; je lui cacherai toujours tout.

TAVERNAS. — Une fugue d'Agnès... Ça nous aurait mis dans de jolis draps pour la rentrée. Vous avez eu raison de veiller au grain. Une agrégée, ça ne court pas les rues. C'est bien simple, elle est irremplaçable.

ÉMILIE. — Vous voyez, mon pauvre ami, que nous avons tout de même quelque chose de commun : vous aimez bien l'École, vous aussi, c'est notre œuvre à tous deux.

TAVERNAS. — Oh! à tous deux! Vous voulez rire! L'École s'effondrerait si vous disparaissiez. Tandis que moi, je puis mourir : les comptables ne manquent pas.

ÉMILIE. — Vous vous calomniez : avant vous, les finances de l'École étaient dans un état presque désespéré. Vous en avez fait une affaire magnifique. Vous avez été notre sauveur. Allons, bonne nuit!

TAVERNAS. — Émilie, je voudrais tellement que vous ne me méprisiez pas trop.

ÉMILIE. — La pitié n'est pas le mépris. *(Elle demeure seule.)* Pitié... Mépris... C'est l'envers et l'endroit du même sentiment. Qu'il fait chaud sur la mer ce soir!... De qui est ce vers?... « Qu'il fait chaud sur la mer ce soir!... »

(Elle va sur le balcon, la chambre reste vide un instant. La porte s'ouvre doucement : Bernard entre, tourne la clef dans la serrure. Il s'appuie contre le mur, Émilie rentre et tout à coup l'aperçoit dans l'ombre.) Vous!

BERNARD. — Oui, c'est moi.

ÉMILIE. — Comment êtes-vous là? Par où êtes-vous entré?

BERNARD. — Par la petite porte de l'escalier de service.

ÉMILIE. — Comment avez-vous eu la clef?

BERNARD. — Je l'avais.

ÉMILIE. — Quelqu'un vous l'a donnée... Qui vous l'a donnée?

BERNARD. — La vieille.

ÉMILIE. — Elle sait donc que vous êtes ici?

BERNARD. — Oui, mais pas dans cette chambre. Rassurez-vous ! elle me croit à côté... Vous comprenez? Elle suppose que je suis avec Agnès... S'il n'y a pas d'éclat, nous n'avons rien à craindre.

ÉMILIE. — Misérable ! Vous ne doutez pourtant pas qu'elle ne soit à l'affût, et qu'à l'instant qu'elle aura choisi, elle donnera l'éveil.

BERNARD. — Oui, mais je me suis d'abord assuré que je pouvais fuir par votre balcon : le tuyau de descente passe tout contre. Ne vous inquiétez pas : tant qu'elle n'entrera pas, elle me croira toujours avec Agnès. Je partirai assez tôt pour qu'il n'y ait aucun scandale. Vous n'avez rien à craindre de moi.

ÉMILIE. — Pourquoi êtes-vous venu?

BERNARD. — Pour vous voir, pour vous revoir une fois encore... parce que nous n'avons pas fini de parler.

ÉMILIE. — Le moment et le lieu sont étrangement choisis, ne trouvez-vous pas? Me croyez-vous donc aveugle? La vérité, c'est que vous êtes entré dans le jeu de ma belle-mère et qu'avec elle, vous travaillez à me perdre.

BERNARD. — Ce n'est pas vrai que vous me croyez capable de cette abomination?

ÉMILIE. — Alors pourquoi restez-vous?

BERNARD. — Je partirai, mais d'abord il faut que je me délivre de ce que je suis venu vous dire.

ÉMILIE. — Vous attendez de moi que je vous livre Agnès sans défense et endormie. Dieu sait ce que vous allez inventer pour me forcer la main. Mais vous me connaissez mal : faites un seul pas vers cette porte, et j'appelle.

BERNARD. — Il s'agit bien d'Agnès ! J'aurais pu l'alerter sans passer par votre chambre. Si j'en avais voulu à la prisonnière, je n'aurais pas été si stupide que d'aller moi-même donner l'éveil à sa gardienne.

ÉMILIE. — Vous osez prétendre que vous ne pensez plus à Agnès?

BERNARD. — Oui, c'est étrange ! Je ne l'ai pas possédée et pourtant elle ne me barre plus la route. Il n'a pas été nécessaire qu'elle devînt ma maîtresse pour que je sois délivré d'elle, pour que je puisse aller de l'avant... vers une autre.

ÉMILIE. — C'est cela que vous vouliez me dire? Que vous avez renoncé à Agnès? Eh bien ! voilà, je le sais maintenant, je vous crois... et même je vous remercie. Mais vous n'avez plus rien à faire dans cette chambre... Adieu !

BERNARD. — Vous voilà heureuse, enfin ! Agnès est sortie de ma vie, mais elle demeure dans la vôtre. Elle n'est plus rien pour moi — elle n'a jamais été rien d'ailleurs — mais elle continue d'être tout pour vous.

ÉMILIE. — Faut-il encore que je me justifie? Vous savez bien que je suis innocente. Alors, pourquoi m'insultez-vous?

BERNARD. — J ne vous insulte pas. Ce ne serait pas un crime que vous l'aimiez.

ÉMILIE. — Ce serait un crime que de l'aimer de cet amour-là... Si c'est cela qui vous retient encore ici, je puis vous donner ma parole qu'Agnès s'en va demain matin, et que je n'en ressentirai aucune peine. Me croyez-vous?

BERNARD. — Oui, je vous crois.

ÉMILIE. — Que désirez-vous savoir encore? Quelle est la chose que vous attendez et qui me délivrera enfin de votre présence?

BERNARD, *passe vers le balcon.* — C'est affreux de ne pouvoir parler qu'à la hâte, au milieu de la nuit, dans cette maison où la sinistre vieille est à l'affût...

ÉMILIE. — Oui, et où Agnès peut apparaître tout à coup... Imaginez qu'elle entre à cette seconde même, qu'elle nous surprenne tous les deux, dans ma chambre, parlant à voix basse... Déjà elle me soupçonne... C'est une pensée insoutenable...

BERNARD. — Agnès! Toujours Agnès! Oubliez-la, pensez à vous, à moi, à nous deux... Écoutez-moi : ce n'est pas assez dire que vous ne vous connaissez pas vous-même. Depuis votre enfance peut-être, vous ne savez plus qui vous êtes. Je ne suis pas sorcier : j'ignore ce qui a pu vous donner la peur, le dégoût de l'amour pour lequel vous êtes née... Qu'y a-t-il eu à un moment de votre vie? Une très pauvre chose sans doute qu'une autre que vous eût oubliée... Je ne sais pas, moi! Peut-être le geste furtif et immonde d'un passant, peut-être...

ÉMILIE. — Taisez-vous! Je vous interdis de rien ajouter...

BERNARD. — Je vous ai blessée? Je vous ai fait mal?

ÉMILIE. — Oui, vous m'avez fait mal. Il ne vous suffit donc pas de vous introduire le soir, comme un malfaiteur, dans la chambre d'une femme seule : vous vous efforcez aussi de pénétrer par effraction dans sa vie la plus cachée, dans ses pensées occultes, dans ses souvenirs, dans ses songes. Qui vous a donné ce pouvoir, cette autorité sur moi?

BERNARD. — De qui tenez-vous celle que vous avez prise sur Agnès, sur tant d'adolescentes dirigées par vous, inclinées, dominées, dont vous avez infléchi le destin dans le sens qui vous a plu?

ÉMILIE. — Allons donc! Comme si je ressemblais à l'homme que vous êtes : l'homme à femmes, l'espèce à mes yeux la plus ignoble.

BERNARD. — Vous ne pensez pas ce que vous dites. Vous savez bien, comme je le sais moi-même, qu'il y a des créatures qui nous sont données, à vous et à moi; c'est cela l'amour, au fond : toutes les portes s'ouvrent devant nous et nous envahissons la vie d'un autre.

ÉMILIE. — Qu'y a-t-il de commun entre vous et moi? Vous n'êtes au monde que pour perdre les âmes. Moi je n'approche d'une créature qu'avec le désir de l'élever, de la sauver...

BERNARD. — Bien sûr! Mais vous contentez en même temps, comme moi-même, un instinct de domination, de possession... Vous n'y pouvez rien, que cela vous plaise ou vous désespère; nous appartenons à la même race.

ÉMILIE. — En voilà assez. Vous n'espérez tout de même pas qu'en pleine nuit, dans ma propre chambre où vous avez pénétré par force et par ruse, je vais consentir à vous écouter plus longtemps.

BERNARD. — Eh bien ! ne parlons plus, mais le silence ne vous délivrera pas de moi. Je vous défie de détourner un seul instant, de mon visage, votre regard.

ÉMILIE. — Bien sûr ! Quand un individu me surprend au milieu de la nuit, j'imagine mal comment je pourrais ne pas surveiller ses gestes...

BERNARD. — Vous savez bien que c'est dans votre vie que je suis entré ce soir...

ÉMILIE. — Pas pour longtemps, je vous en donne l'assurance.

BERNARD. — Croyez-vous que le choix dépende encore de vous ! Écoutez-moi : vous savez par Agnès quel garçon j'ai été : une espèce de bête à concours... Oh ! Je n'en suis pas fier, je vous le jure ! Le tout est d'avoir de la mémoire : la mienne était presque monstrueuse. J'ai affronté sans effort l'École Normale, les Affaires étrangères ; mais j'aurais pu m'introduire dans n'importe quel autre de ces viviers où la République sélectionne ses diplomates, ses présidents du Conseil, ses vaudevillistes, ses cardinaux, ses académiciens. Il n'a tenu qu'à moi d'être de cette faune qui s'agite à la surface. « J'avais le droit de prétendre à tout », comme me le répète en gémissant mon pauvre père... J'ai choisi de ne prétendre à rien. J'ai voulu être libre d'entraves, j'ai renoncé à ce qui s'appelle faire carrière, et même à tout honneur humain pour m'acharner à une recherche morne, épuisante, de créature en créature...

ÉMILIE. — Ce que vous racontez là, c'est la très médiocre et très hideuse histoire de tous ceux qu'un vice a jugulés et qui ne vivent que pour l'assouvir.

BERNARD. — Mais non ! La plupart s'arrangent au contraire pour que leur convoitise ne barre pas la route à leur ambition. Moi j'ai consenti à être pauvre, inconnu, méprisé, seul témoin de mes échecs et de mes victoires. En vérité, jusqu'à ce soir, pouvais-je parler d'une seule victoire ? Que les êtres sont décevants, Émilie !

ÉMILIE. — Jusqu'à ce soir ! Vous osez dire ; jusqu'à ce soir ? Écoutez-moi, vous aussi ; je ne parle jamais des choses de la chair tant j'en ai horreur. Je répugne même à y faire allusion. Mais je suis tellement sûre que notre rencontre sera sans lendemain que je vous en parlerai à vous, qui en êtes le spécialiste, le virtuose et qui grâce au plaisir dont vous êtes le dispensateur, changez des créatures royales, comme Agnès, en ces chiennes gémissantes et rampantes... Ah ! tenez, vous croyez que moi aussi je cède à ce trouble, vous vous imaginez avoir éveillé en moi cette convoitise immonde ? Mais c'est de dégoût et de haine que je tremble devant vous ! C'est presque du désir de donner la mort.

BERNARD. — Vous ne vous cabrez, vous ne vous débattez que parce que vous êtes prise. Mais rassurez-vous : cet acte dont l'approche vous met en transe, croyez-vous que je songe à vous l'imposer jamais ? Il s'accomplira à un moment proche ou lointain de notre histoire, et ce n'est ni vous ni moi qui en déciderons.

ÉMILIE. — Même si c'était vrai, il y a une force avec laquelle vous ne comptez pas. Ne vous êtes-vous jamais heurté à Dieu vivant dans une âme?

BERNARD. — Bien des fois, certes! Mais il n'est pas en vous, Émilie. Vous n'êtes pas de son troupeau. C'est à moi que vous appartenez...

ÉMILIE. — Ce que furent mes rapports avec Dieu, qu'en pourrait comprendre un homme de votre espèce?

BERNARD. — Ce que furent vos rapports avec Dieu?... Vous voyez! Vous en parlez au passé...

ÉMILIE. — Oh! N'essayez pas de me faire peur en feignant de lire au-dedans de moi.

BERNARD. — Mais ce n'est nullement mon intention. Je ne cherche pas le moins du monde à vous impressionner. Si je vous connais, c'est parce que je me connais moi-même. Je vous le redis, nous forçons, vous et moi, le même gibier. Mais moi, c'est mon droit! Comprenez-vous? Je ne relève de personne. Émilie Tavernas, elle, était partie en chasse pour le compte d'un autre...

ÉMILIE. — Vous voulez dire : pour le compte de Dieu? Mais je ne m'en cache pas. C'est vrai que je ne me suis jamais intéressée qu'aux âmes.

BERNARD. — Elles vous intéressent tellement qu'une fois prises, vous ne les rapportez plus jamais au Maître : vous les gardez pour vous. Votre Dieu n'aime pas cela, Émilie.

ÉMILIE. — Comment osez-vous me parler de Dieu, vous qui ne croyez pas qu'il existe?

BERNARD. — Dieu... Il est vrai que ce n'est qu'un mot pour moi et qui ne recouvre rien. En revanche, il me semble connaître cette force que vous appelez la Grâce.

ÉMILIE. — Allons donc! S'il y a une chose au monde dont je sois sûre, c'est que rien ne vous est plus étranger que la Grâce.

BERNARD. — Je n'en ai jamais rien ressenti, il est vrai. Mais j'en ai parfois mesuré la puissance mieux que le chrétien le plus fervent : il m'est arrivé de tenir dans mes bras des créatures palpitantes qui s'en arrachaient tout à coup... Oui, à la dernière seconde... alors que toutes leurs défenses paraissaient abattues... Mais vous savez bien ce que je veux dire? Cela ne vous arrive pas à vous aussi que votre proie vous échappe et que votre Dieu reprenne son bien?

ÉMILIE. — J'ai peur de vous. Vous me faites peur tout à coup. Pour que vous vous en alliez, que faut-il que je fasse? Vite, parlez, et que ce soit fini entre nous.

BERNARD. — Mais non, vous n'avez pas peur de moi! Vous attendez quelque chose de moi : vous attendez d'être délivrée du personnage que vous jouez. Vous attendez de savoir qui vous êtes... Oui, je vais partir, mais il faut d'abord que j'accomplisse le geste pour lequel je suis venu.

ÉMILIE. — Quel geste? Ah! Vous vous démasquez enfin! Je pressens l'immonde chantage.

BERNARD. — Un chantage? Mais non, rassurez-vous. Me croyez-vous capable de vous imposer par la force une caresse qui vous donnerait la nausée? Je ne suis pas une brute; vous me connaissez bien mal. Je n'attends même pas de vous un baiser sur le front. Pour vous réveiller d'entre les mortes, je ne demande même pas de vous serrer une seconde dans mes bras, mais simplement de tenir entre mes paumes jointes, votre visage, sans en approcher mes lèvres. Je vous en fais le serment, malgré la soif que j'en ai... Peut-être effleurerai-je, du bout des doigts, vos paupières baissées... Mais rien de plus.

ÉMILIE. — Me croyez-vous donc assez stupide pour donner dans ce piège?

BERNARD. — Il n'y a pas de piège, Émilie. Depuis que nous nous sommes rencontrés, vous ai-je dit un seul mensonge? Vous ne courez aucun risque.

ÉMILIE. — Non! Je préfère donner l'éveil, appeler au secours.

BERNARD. — Songez qu'Agnès entrera la première, qu'elle nous verra, que je ne pourrai lui dissimuler qu'elle n'est plus rien à mes yeux.

ÉMILIE. — Pour rien au monde, vous ne me toucherez... Vous ne pourriez vous retenir de vous jeter sur moi.

BERNARD. — Tenez, prenez cette lame dans votre main droite. Si je fais un geste de trop, vous pourrez contenter ce désir dont vous parliez tout à l'heure, ce désir de donner la mort.

ÉMILIE. — Laissez là ce couteau. Finissons-en. Je consens à tout. Mais une minute : pas une seconde de plus.

BERNARD. — Pas même une minute, et déjà je ne serai plus là.

ÉMILIE. — Je ferme les yeux. Quand je les rouvrirai, il faut que la chambre soit vide.

BERNARD. — Fermez les yeux.

Il lui prend le visage à deux mains et le caresse lentement.

ÉMILIE, *se dégageant.* — N'entendez-vous rien?

BERNARD. — Oui, il y a quelqu'un dans le couloir...

Rumeurs dans la maison, bruits de voix.

ÉMILIE. — Vite! Fuyez! La vieille Tavernas a dû donner l'éveil...

BERNARD. — Dans le cabinet de toilette?

ÉMILIE, *le retenant.* — Non, impossible! Il communique avec la chambre d'Agnès.

BERNARD. — Écoutez, j'ai une idée. J'ai repéré tout à l'heure une poutre qui soutient le balcon. Je crois qu'il y a assez d'espace pour que je m'y blottisse. Délivrez-moi dès qu'ils seront partis...

ÉMILIE. — Hâtez-vous ! Toute la maison est alertée...

BERNARD. — J'ai le temps : la porte est fermée à clef.

On essaie d'ouvrir la porte fermée à clef. Bruit de voix : « Ouvrez ! Ouvrez ! » Dès que Bernard a disparu, Émilie va ouvrir la porte.

ÉMILIE. — Qu'est-ce qui vous prend ? Il y a le feu à la maison ?

Tavernas entre, suivi de Raymond, de Clotilde, et quelques secondes après d'Irma. Tout ce monde est en costume de nuit.

TAVERNAS. — Non ! Pas le feu, mais un voleur !

ÉMILIE. — Un voleur ?

RAYMOND, *avec excitation.* — Il a dû fuir par les toits : c'est moi qui l'ai découvert... N'est-ce pas, comme je ne dors jamais, j'étais à la fenêtre... J'ai cru voir une ombre se glisser par la porte de l'escalier de service. J'ai pensé d'abord que c'était un domestique et je me suis recouché. Et puis je me suis souvenu que les domestiques étaient déjà rentrés. A ce moment, j'ai cru entendre un bruit de voix...

TAVERNAS, *à Raymond.* — Un peu de silence ! On n'entend que toi ! Vous ne vous êtes aperçue de rien, Émilie ?

IRMA. — Eh bien ! Ma fille, parlez. Qu'attendez-vous ? Vous avez sûrement quelque chose d'intéressant à nous dire.

ÉMILIE. — Commencez par ne pas faire tant de bruit ; vous allez réveiller Agnès.

IRMA. — Qui ça, Agnès ? Ah ! Je comprends... La demoiselle qui dort là ? Je comprends... Inutile d'insister. Mais pour ce qui est de la réveiller, j'aime autant vous dire que le mal est fait : j'ai vu de la lumière sous sa porte. Sans doute n'ose-t-elle pas nous rejoindre... Mettez-vous à sa place ! Mais elle doit être bien intriguée...

ÉMILIE. — Je vais la rassurer, et qu'il n'y ait plus personne dans ma chambre quand je reviendrai : c'est tout de même l'heure de dormir.

IRMA. — Nous, nous allons chercher le voleur...

ÉMILIE. — Ce n'était pas un voleur.

IRMA. — Peut-être se trouvait-il dans votre chambre, ma chère fille ?

ÉMILIE. — Il se trouvait dans ma chambre, précisément, ma chère mère.

TAVERNAS. — Faites attention, Émilie. Vous savez que ma mère ne comprend pas l'ironie. Moi, je vais tout de même faire une battue dans le jardin. Tu viens, Raymond ?

Il sort.

RAYMOND, *à Emilie.* — Ce n'est pas vrai qu'il était dans votre chambre ? Dites-moi que ce n'est pas vrai ?

ÉMILIE. — Toi, du moins, tu vas en sortir de ma chambre... et vite ! *(Elle pousse Raymond dehors et referme la porte.)* Tu n'as pas peur, maman, de

rester seule une minute avec ma chère mère, le temps que j'aille rassurer Agnès?...

CLOTILDE. — J'aime mieux que tu ne t'attardes pas trop.

ÉMILIE. — Une minute seulement. Je ne vous laisserai pas le temps de vous entre-dévorer.

(Elle entre chez Agnès par le cabinet de toilette. Les deux vieilles dames restent seules).

IRMA. — Nous sommes tous atteints par ce scandale, mais c'est vous, la mère, qui êtes le plus à plaindre.

CLOTILDE. — Un scandale? C'est encore une de vos inventions, madame.

IRMA. — Bien sûr, elle porte le nom de Tavernas, ce n'est pas agréable pour nous... Mais on s'arrangera pour que l'affaire ne s'ébruite pas.

CLOTILDE. — Il n'y a pas d'autre affaire que celle que vous allez fabriquer de toutes pièces, vous le savez bien!

IRMA. — Votre fille n'a-t-elle pas reconnu devant nous que cet homme sortait de sa chambre?

CLOTILDE. — Et après? Que votre vertu se rassure! Ce mystère n'en est pas un pour moi et je sais fort bien de quoi il retourne.

IRMA. — Vraiment? Vous êtes mêlée à cette jolie histoire! Je ne vous en fais pas mon compliment. Je vais peut-être vous étonner : j'avais vaguement entendu parler de ces stupres, mais je ne croyais pas que ça existait.

CLOTILDE. — Ces stupres? En voilà un mot! Savez-vous seulement ce que ça veut dire?

IRMA. — Je vous trouve bien innocente, madame, pour la mère d'une fille qui a des goûts si variés et qui aime jouer les pièces à plusieurs personnages.

CLOTILDE. — Qu'est-ce que vous me racontez-là? Il n'y a que vous ici qui jouiez la comédie.

IRMA. — Je m'entends fort bien, et vous m'entendez fort bien vous aussi. Quand on est enfoncé dans l'ordure jusqu'au-dessus des oreilles, c'est un peu trop simple que de faire celle qui ne s'aperçoit de rien. Ça ne trompe personne. Bonsoir, madame!

Elle sort. Emilie rentre.

CLOTILDE. — Quelle vieille poison!

ÉMILIE. — J'attendais pour revenir qu'elle fût sortie.

CLOTILDE. — Tu nous mets dans de jolis draps! Il fallait leur expliquer.

ÉMILIE. — A quoi bon? Fernand a deviné, j'en suis sûre. Quant à ma belle-mère, c'est elle qui avait tout manigancé : elle lui avait donné la clef.

CLOTILDE. — Alors ça, c'est le comble! Crois-tu qu'elle vient de me le faire à la vertu offensée? Elle m'a parlé, comment disait-elle?... de tes stupres...

ÉMILIE. — Oui, ça n'a aucune espèce d'importance.

CLOTILDE. — Je ne suis pas de ton avis : elle sait ce qu'elle veut, elle voit loin, elle est capable de tout pour atteindre son but...

ÉMILIE. — Mais non, maman, il n'y a rien à craindre de ce vieux monstre. La méchanceté à ce degré devient anodine et ne porte plus. La mère Tavernas crèvera de son propre poison.

CLOTILDE. — Comme tu voudras, ma fille. Dieu veuille que nous ne payions pas trop cher tes imprudences. En tout cas, je t'aurai avertie.

ÉMILIE. — C'est une justice à te rendre : tu m'auras avertie. Et maintenant laisse-moi dormir.

CLOTILDE. — Agnès n'a rien entendu ?

ÉMILIE. — Si, bien sûr ! Je lui ai raconté qu'une chauve-souris était entrée dans ma chambre et que la famille s'était mobilisée pour la chasser...

CLOTILDE. — Elle l'a cru ?

ÉMILIE. — Oui, elle sait que j'ai horreur des chauves-souris... Elle part demain.

CLOTILDE. — Ah ! Elle part demain ?

ÉMILIE. — Oui, mais comprends-moi, je suis trop fatiguée pour causer... Bonne nuit, maman...

CLOTILDE. — C'est bien simple, tu ne peux plus me supporter. C'est triste pour moi qui t'ai sacrifié ma vie.

ÉMILIE. — Je sais... Mais c'est un sujet de conversation qui peut attendre demain.

CLOTILDE. — Veux-tu que je te dise, tu n'as pas de cœur. Je ne sais pas de qui tu tiens cette sécheresse, cette insensibilité... Pas de moi, en tout cas.

ÉMILIE. — C'est vrai que je n'ai pas de cœur. Va dormir, pauvre maman.

Clotilde sort. Émilie reste seule, va sur le balcon et appelle, fait signe à Bernard.

BERNARD. — Ils sont partis ?

ÉMILIE. — Oui. Nous ne serons plus dérangés maintenant.

BERNARD. — Émilie ! C'est vous qui me demandez de rester ?

ÉMILIE. — Rien qu'une minute...

BERNARD. — Non ! Il faut que je dise non à ce bonheur : la vieille pourrait revenir... Elle est peut-être aux écoutes.

ÉMILIE. — Vous reverrai-je ?

BERNARD. — Dès demain. Faites-moi confiance. Abandonnez-vous. Ne vous inquiétez de rien.

ÉMILIE. — Je ne m'inquiète de rien. Je lâche les mains. Je me laisse aller.

BERNARD, *il l'attire pour l'étreindre, puis la repousse.* — Non ! Il ne faut pas ! Je ne trahirai pas ma promesse.

ÉMILIE. — C'est peut-être à une autre que vous l'aviez faite.

BERNARD. — C'était tout de même à vous.

ÉMILIE. — Vous ne savez pas ce que j'attendais, tout à l'heure, quand vous teniez mon visage dans vos deux mains ? Je croyais que vous alliez éclater de rire et me crier : « Tout de même, je vous ai eue ! »

BERNARD. — Et maintenant, que croyez-vous ? Croyez-vous que je vous aime ?

ÉMILIE. — Je crois que vous êtes entré dans ma vie... Comme vous me regardez !

BERNARD. — Ce qu'il y a de plus admirable au monde, et de plus rare ; c'est un visage de femme illuminé par l'esprit — un visage féminin qu'éclaire une pensée d'homme. Je peux partir maintenant.

ÉMILIE. — Où vous retrouverai-je ?

BERNARD. — Demain matin. Dans la paillotte, voulez-vous ?

ÉMILIE. — Oui, dans la paillotte, à dix heures. Je leur interdirai à tous d'y pénétrer.

BERNARD, *avant de disparaître par le balcon.* — Que la nuit va me paraître longue !

ÉMILIE. — Moi non plus, je ne dormirai pas.

Émilie le regarde disparaître sur le balcon, revient vers le lit. Peut-être s'agenouille-t-elle comme si elle voulait prier, puis elle se relève, diminue la lumière, commence à se préparer pour la nuit. Bernard à ce moment reparaît.

BERNARD. — Il y a quelqu'un dans le jardin.

ÉMILIE. — Bernard ! Il ne fallait pas revenir.

BERNARD. — Je vous répète qu'il y a quelqu'un qui fait le guet. La vieille sans doute...

ÉMILIE. — Ma belle-mère ? Non... Impossible. Il est plus de minuit : ce monstre a un sommeil d'enfant.

BERNARD. — Et si c'était votre mari ?

ÉMILIE. — Rassurez-vous : celui-là aussi dort sur ses deux oreilles : il croit que j'essaie de vous arracher Agnès... Il est à mille lieues d'imaginer entre vous et moi un autre sentiment que la haine.

BERNARD. — Alors je ne vois que Raymond...

ÉMILIE. — Mais oui, Raymond, bien sûr ! Sa jalousie le rend terriblement perspicace... Oui, ce ne peut être que lui.

BERNARD. — Ah ! Qu'est-ce que cela peut nous faire que ce soit Raymond ou votre mari, ou le vieux monstre ? Je vous revois : vous êtes là. Quelle minute j'ai passée loin de vous ! Quelle minute interminable !

Il veut l'attirer à lui, elle se dérobe.

ÉMILIE, *reculant.* — Non, non ! N'approchez pas ; ne me touchez pas.

BERNARD. — C'est vous maintenant qui ne voulez plus ?

ÉMILIE. — Parce que je sais que si vous me prenez la main, ce sera fini.

BERNARD. — Qu'est-ce qui sera fini, mon amour ?

ÉMILIE. — Fini d'être Émilie... d'être la femme que je suis encore.

BERNARD. — Vous savez bien que vous ne l'êtes plus... Vous le reconnaissiez vous-même, il y a un instant.

ÉMILIE. — Tant que vous ne m'aurez pas prise dans vos bras...

BERNARD. — C'est vrai que je ne vous ai pas prise encore... Que j'aime ce moment, quelques secondes avant que tout ne soit accompli... Le sentez-vous comme moi ? Nous sommes à l'extrême bord du bonheur...

ÉMILIE. — On peut se reprendre à l'extrême bord du bonheur... Cela m'est arrivé déjà.

BERNARD. — Plusieurs fois ?

ÉMILIE. — Bernard, ce n'était rien. Je n'ai jamais rien fait de mal. Il ne faut pas souffrir.

BERNARD. — C'est pourtant vrai que je souffre. Cela me paraît si étrange. Vous ne pouvez pas savoir ! Jusqu'à cette nuit, c'était toujours l'autre qui souffrait.

ÉMILIE. — C'est tout de même moi qui vous aurai changé ! Moi, je suis restée pareille, mais j'ai fait de vous un autre homme...

BERNARD. — Orgueilleuse Émilie !

ÉMILIE. — Il ne faut pas m'en vouloir : il est doux d'être le plus faible des deux, vous verrez !

BERNARD. — Je ne serai pas longtemps le plus faible, ma chérie...

Il essaie de l'étreindre, elle se dégage.

ÉMILIE. — Non... Laissez-moi un peu de temps...

Elle appuie sa tête contre son épaule.

BERNARD. — N'ayez aucune crainte : je sais qui vous êtes, Émilie. Je saurai être sage le temps qu'il faudra. *(Il appuie chastement ses lèvres sur ses cheveux.)* Qu'est-ce qui vous fait rire ?

ÉMILIE. — Je pense à ce petit imbécile de Raymond aux aguets... Il peut se vanter celui-là d'avoir réussi son coup ! Sans lui vous ne seriez pas revenu... sans lui il n'y aurait pas devant nous toutes ces heures... toute cette nuit... Pourvu qu'il ne reste pas jusqu'au matin ! Comment sortiriez-vous d'ici ?

BERNARD. — Écoutez, Émilie, il faut que je vous avoue... Jurez-moi de me pardonner...

ÉMILIE. — Vous pardonner ?

BERNARD. — Je vous ai menti : il n'y avait personne dans le jardin, mais il fallait que je revienne coûte que coûte. Alors j'ai inventé n'importe quoi... Est-ce que vous êtes fâchée ?

ÉMILIE. — C'est parce que vous ne pouviez pas finir la nuit loin de moi ? C'est pour cela que vous avez menti ?

BERNARD. — Oui, c'était au-dessus de mes forces, vous comprenez ?

ÉMILIE. — C'était au-dessus de mes forces à moi aussi...

Elle remet sa tête contre son épaule.

BERNARD. — Vous n'avez rien entendu?

ÉMILIE. — Non, rien.

BERNARD. — Parlons plus bas. Raymond ne fait pas le guet dans le jardin, mais votre Agnès est toujours là... Elle se cache peut-être dans le cabinet de toilette.

ÉMILIE. — Ne vous inquiétez pas... J'ai poussé le verrou...

BERNARD. — Elle ne peut pas entrer, mais elle peut entendre.

ÉMILIE. — Ah ! Qu'elle entende ! Au fond, je ne demande que cela. Puissent-ils se trouver tous à l'écoute, derrière chacune des portes !

BERNARD. — Non, à quoi servirait de les braver? N'élevez pas la voix.

ÉMILIE. — Ils ne peuvent plus rien contre moi : vous m'avez délivré d'eux — de tous ces êtres qui s'accrochaient à moi,que je traînais depuis mon enfance... Mais oui ! Depuis mon enfance. J'étais encore une petite fille qu'on me disait déjà : « Tu as charge d'âmes... » Un homme comme vous ne saurait imaginer ce que cela signifie : avoir charge d'âmes, et combien ce poids écrase nos épaules... Si vous saviez comme je me sens légère tout à coup !

BERNARD. — Tenez-vous sur vos gardes, Émilie. Ils ne renonceront pas à vous, ils ne reculeront devant rien pour vous reprendre.

ÉMILIE. — Je les en défie.

BERNARD. — Ah ! Je préfère que vous n'en couriez pas le risque. Ne les provoquez pas : c'est si simple de fuir sans qu'ils soient avertis. S'ils découvraient tout à coup qu'ils sont au moment de vous perdre, ils se coucheraient tous en travers de la porte...

ÉMILIE. — Je vous jure que ça ne me coûterait guère de leur passer sur le corps.

Bernard attire Emilie à lui. Quelques secondes de silence et tout à coup on entend la voix d'Agnès à travers la porte.

AGNÈS. — Émilie !

BERNARD, *à voix basse.* — Ah ! Vous voyez, elle nous a entendus.

AGNÈS. — Ouvre, Émilie ! Pourquoi as-tu poussé le verrou?

Bernard s'éloigne vers le balcon. Émilie lui fait signe de rester et met un doigt sur sa bouche.

ÉMILIE, *elle s'approche de la porte du cabinet de toilette et s'adresse à Agnès.* — Parce que je savais que tu viendrais me relancer au milieu de la nuit et que j'ai résolu d'en finir... Il faut que tu en prennes ton parti, Agnès, il n'y aura plus jamais entre nous de ces scènes intolérables.

AGNÈS. — J'ai entendu ta voix. A qui parlais-tu?

ÉMILIE. — Mais à personne, ma pauvre fille ! Comme si tu ne connaissais pas cette habitude que j'ai toujours eue de me parler à moi-même quand je suis seule.

AGNÈS. — Ouvre, si tu veux que je te croie.

ÉMILIE. — Qu'est-ce que tu veux que cela me fasse que tu ne me croies pas? Tu pars demain... Je ne suis plus chargée de toi, Agnès.

AGNÈS. — Ouvre, ou je reste toute la nuit à pleurer contre cette porte!

ÉMILIE. — Allons donc! Tu sais bien que tu vas aller dormir comme je vais le faire moi aussi...

Elle s'éloigne de la porte, se rapproche de Bernard.

AGNÈS. — Du moins, jure-moi qu'il n'y a personne...

ÉMILIE. — Tu es folle! Qui veux-tu qu'il y ait dans ma chambre à cette heure-ci? C'est une nuit pareille à toutes les autres nuits, Agnès, je suis seule comme je l'ai toujours été.

On entend un sanglot étouffé d'Agnès, tandis que Bernard entraîne Émilie.

RIDEAU

LE CONSEIL DE FAMILLE

La chambre d'Émilie, le lendemain matin. Tout est en ordre comme dans une chambre qui vient d'être pour longtemps quittée. Au lever du rideau, Clotilde fouille les tiroirs de la commode. Fernand accoudé à la cheminée ou à quelque autre meuble, avec un air d'accablement, tourne le dos. Irma observe Clotilde.

IRMA. — Quand finirez-vous de fouiller les tiroirs?

CLOTILDE, *avec désespoir.* — Elle a emporté tout son linge!

IRMA. — Et après? Qu'est-ce que cela peut vous faire?

CLOTILDE. — Si elle a emporté tout son linge, c'est qu'elle est décidée à ne pas revenir.

IRMA. — Je n'en crois rien.

CLOTILDE. — Du moment qu'elle a emporté tout son linge...

IRMA. — Ça prouve tout au plus qu'elle ne compte pas revenir ici, au Pyla.

CLOTILDE. — Et vous ne trouvez pas ça grave?

IRMA. — Je trouve ça naturel : elle redoute nos questions, nos regards... Après la nuit qu'elle vient de passer... Mettez-vous à sa place! Il n'y a vraiment pas de quoi s'affoler.

CLOTILDE. — Ah! On peut dire que vous le gardez, vous, votre sang-froid!

IRMA. — Aimeriez-vous mieux que je perde la tête comme vous et comme Fernand? Nous serions dans de beaux draps...

CLOTILDE. — Nous y sommes déjà dans de beaux draps. Et c'est vous qui nous y avez mis.

IRMA. — Oh! madame, ne parlons plus de draps à propos de votre fille, voulez-vous? C'est un bon conseil que je vous donne.

CLOTILDE. — Je n'ai pas besoin de vos conseils. Je juge ma fille comme elle mérite de l'être, si vous voulez le savoir. Ce n'est pas que je la croie coupable, non ! Pour cela non : je ne le croirai jamais. Seulement l'imprudence, le manque de jugement à ce degré — et Dieu sait que je l'avais avertie ! — je reconnais que ça revient au même que si elle avait fait le mal...

IRMA, *se lève et vient à Clotilde.* — Vraiment, madame ? Vous ne la croyez pas coupable ? Comptez-vous donc pour rien le plat que nous a servi ce matin la nommée Agnès, ivre de rage, avant de monter dans le taxi qui l'emmenait à la gare ?

CLOTILDE. — Les propos d'Agnès ne signifient rien : elle était folle de jalousie, vous le reconnaissez vous-même. Elle s'est mis dans la tête que l'homme a passé la nuit dernière dans cette chambre, mais elle avoue qu'elle n'a rien entendu.

IRMA. — Précisément, elle n'a rien entendu, pas une parole, ce qui s'appelle rien. Alors qu'est-ce qu'ils ont pu faire entre ces quatre murs, pendant toute la nuit, madame votre fille et ce monsieur, puisqu'ils ne causaient pas ? Hein ? Je vous le demande ? Peut-être se regardaient-ils le blanc des yeux ?

CLOTILDE. — Je ne sais pas ce que vous voulez dire, madame.

IRMA. — Voyez-vous ça ! *(l'imitant)* « Je ne sais pas ce que vous voulez dire, madame... » Bien sûr, la nommée Agnès n'a rien entendu : les soupirs font moins de bruit que les paroles. C'est une chance qu'elle a eue, votre Émilie ! Vous me faites rire, tenez. Mais vous avez tort de jouer les innocentes. Vous savez aussi bien que moi que vous êtes la mère d'une luronne...

CLOTILDE. — Émilie ! Une luronne !

IRMA. — Oui, madame, et comme bon chien chasse de race, ça ne m'étonnerait pas du tout que vous ayez fait vous-même les quatre cents coups dans votre jeune temps...

CLOTILDE, *suffoquée.* — Oh !

IRMA. — En douce, bien entendu... Je suis sûre que vous, vous avez su sauver la face. Malheureusement Émilie n'a pas hérité de votre prudence.

CLOTILDE, *en larmes.* — Je sais bien que je ne peux plus me défendre contre vos outrages, que vous aurez toujours le dessus maintenant. Il ne me reste plus qu'à faire mes malles.

IRMA. — Faire vos malles ? Vous êtes folle ? Alors que nous avons à prendre les décisions les plus graves ? Allons, calmez-vous, je plaisantais... et j'avais tort !

CLOTILDE. — Oser me dire à moi que j'ai fait les quatre cents coups !

IRMA. — Nous avons mieux à faire qu'à nous manger le nez ! La situation est loin d'être aussi désespérée que vous paraissez le croire tous les deux, mais elle reste sérieuse et il n'y a plus une faute à commettre.

CLOTILDE. — Moi, que j'ai fait les quatre cents coups...

IRMA. — Je vous répète que c'était une farce... On ne peut plus rire, non !

CLOTILDE. — Tout le monde sait que j'ai toujours été une honnête femme...

IRMA. — Pour ça, il n'y a qu'à vous regarder...

CLOTILDE, *froissée.* — Ce n'est pas que je n'aie été sollicitée tout comme une autre...

IRMA. — Bien sûr. Pourquoi pas, après tout ? Mais laissons cela... Le temps presse et il faut aviser. Tu entends, Fernand ? Secoue-toi un peu, mon pauvre fils. Nous constituons à nous trois le Conseil de Famille et nos intérêts pour l'instant se confondent. Il s'agit de sauver l'École Swetchine qui nous abrite tous et dont la poutre maîtresse a fléchi. Allons, Fernand, viens t'asseoir près de nous. Écoute, tu ne vas pas faire des histoires... On jurerait, ma parole, que tu es le premier à qui ça arrive... Et puis, après tout, il ne s'est peut-être rien passé...

TAVERNAS. — Allons donc ! Tu disais toi-même, il n'y a qu'un instant...

IRMA. — Je plaisantais. Mais maintenant, il s'agit d'être sérieux. Nous avons le plus grand intérêt à considérer qu'il ne s'est rien passé. Tu m'entends, Fernand ? Le plus grand intérêt. Nous n'avons qu'à le décider en Conseil de Famille.

TAVERNAS. — Le décider ? En tout cas, elle est partie.

IRMA. — Pas avec ce monsieur... Elle est partie seule : et c'est déjà bien réconfortant. Je dirai même que c'est l'essentiel. Nous allons faire venir les enfants : ils nous répéteront eux-mêmes ce qu'Émilie leur a dit en montant dans l'auto.

TAVERNAS. — Non ! Je t'interdis de mêler Raymond et Irène à cette sale histoire.

IRMA. — Comme tu voudras. D'ailleurs, nous n'avons pas besoin d'eux : je me souviens exactement des propos que leur a tenus Émilie, ce matin, au moment où elle démarrait et qu'ils nous ont rapportés tout de go : elle leur a dit qu'elle allait s'installer pour huit jours à l'École Swetchine, qu'elle devait voir sur place comment se passaient les cours de vacances. Elle a fait aussi allusion au départ probable d'Agnès Lorcat et à son remplacement. Elle a insisté pour qu'on lui fasse suivre son courrier...

TAVERNAS. — Tout ça, c'était pour donner le change : elle va simplement mettre ses affaires en ordre avant de rejoindre ce monsieur...

CLOTILDE. — Mais puisque le Conseil de Famille a reconnu qu'il ne s'était rien passé !

IRMA. — Si elle avait été si pressée de le rejoindre, ce monsieur, elle ne l'aurait pas remis à huitaine. Veux-tu que je te dise le fond de ma pensée ? Eh bien ! ça n'a pas dû marcher entre eux cette nuit...

TAVERNAS. — Que peux-tu en savoir, pauvre maman ! L'amour ça n'est pas ta partie. Tu parles de ce que tu ne connais pas.

IRMA. — Je n'ai pas l'expérience de la chose : je te l'accorde. Je ne m'en suis jamais cachée, je n'ai jamais rien ressenti de ce qui vous fait pâmer, hommes et femmes, tous tant que vous êtes... C'est à croire que je n'appartiens pas à la même espèce que vous... Mais Émilie non plus ! Là-dessus j'ai mon idée : sur ce point, nous nous ressemblons elle et moi.

CLOTILDE. — Vous, madame, ressembler à Émilie Tavernas ? Laissez-moi rire.

IRMA. — Oh ! Je ne lui ressemble pas au point de recevoir des messieurs dans ma chambre, la nuit : je le reconnais bien volontiers, madame !

TAVERNAS. — Qu'un homme n'ait rien à attendre d'Émilie, je suis payé pour le savoir.

IRMA. — Oh ! ça, mon pauvre gros, ça ne prouverait rien. Là où tu as échoué, un autre aurait pu réussir, surtout un type comme celui de cette nuit, qui m'a tout l'air d'un professionnel de la chose.

TAVERNAS. — Oui, un professionnel et que tu as introduit toi-même dans la maison, avec ce génie que tu as toujours eu pour découvrir à chaque instant ce qui pouvait me faire le plus de mal. Même dans une vie comme la mienne où tu as déjà tout abîmé, je me demande comment tu fais pour trouver indéfiniment quelque chose d'autre à détruire...

IRMA. — Non ! Mais écoutez-le ! On dirait que je ne le porte pas à bout de bras depuis qu'il est né, que je ne le soutiens pas depuis un demi-siècle au-dessus de son propre néant.

TAVERNAS. — C'est entendu ! Tu as bien travaillé pour moi hier : je n'oublierai jamais que je te dois tout, et même d'être devenu un mari pareil à beaucoup d'autres !

IRMA. — Que me reproches-tu ? C'est vrai que j'ai donné la clef de l'escalier de service à cet individu, parce que j'espérais qu'il nous débarrasserait de la donzelle et qu'il y aurait juste assez d'esclandre pour obliger Émilie à rabattre un peu le museau. Tout de même, il faut être juste : comment aurais-je pu imaginer que ce gigolo faisandé voudrait tâter de la maîtresse de pension, et que la maîtresse de pension...

CLOTILDE. — Fernand, faites-la taire ! C'est plus que je n'en puis supporter !

TAVERNAS. — Assez, maman ! Plus un mot là-dessus : tu parlais de jouissance tout à l'heure : me torturer, voilà ta jouissance à toi.

IRMA. — Te torturer ? Imbécile ! Mais je m'épuise au contraire à te répéter qu'il ne s'est rien passé, la nuit dernière, dans cette chambre, rien sans doute qu'un de ces ratages mornes qui font du couple humain ce qu'il y a de plus ridicule au monde et de plus hideux, au point que l'on n'imagine pas que la vue en pourrait être supportable !

TAVERNAS. — Tu as peut-être raison. Mais cette idée ne me console pas.

IRMA. — Parce que, comme tous les êtres faibles, tu exiges de n'être nourri que de mensonges. Moi, que tu le veuilles ou non, je t'apporte la vérité sur Émilie, la vérité dure et salubre ; écoute-moi bien : si Émilie avait été heureuse cette nuit, elle aurait pris le large avec son Roméo, crois-moi, elle serait déjà loin : nous l'aurions perdue. Or elle est revenue seule à son gîte de l'École Swetchine pour s'y cacher, pour y lécher sa blessure...

TAVERNAS. — A moins que ce ne soit pour y donner à son amant des rendez-vous secrets...

CLOTILDE. — Émilie, un amant ? Allons ! Voyons ! Comme si c'était dans l'ordre des choses possibles...

IRMA. — Nous regrettons beaucoup, madame ; mais un monsieur qu'une dame reçoit la nuit dans sa chambre, ça s'appelle un amant. Nous n'y pouvons rien changer. Quant à croire, mon petit Fernand, qu'elle lui donne

des rendez-vous à l'École, tu n'es pas fou? Il y a les cours de vacances, tout le personnel. On entre dans son bureau et même dans sa chambre comme dans un moulin. En ville, ce n'est pas non plus imaginable : tout le monde la connaît. Elle est une gloire du département ; Émilie dans un hôtel borgne, je voudrais voir ça ! Cette idée m'enchante, je l'avoue !

TAVERNAS. — Chacun son plaisir : l'abaissement d'Émilie, quel délice pour toi, hein?

IRMA. — Eh bien ! Oui, pourquoi te le cacherai-je? C'est vrai, ça me détend, c'est curieux, ça me repose. J'irai plus loin... ça me la rend sympathique... seulement attention, Fernand ! l'orgueil humilié d'Émilie, c'est là qu'est le danger. C'est là qu'il importe de veiller au grain.

CLOTILDE. — Voilà maintenant une autre chanson !

IRMA. — Vous n'êtes pas très fine, madame, mais tout de même vous l'êtes assez, je l'espère, pour avoir compris que votre fille est très capable de tout détruire autour d'elle plutôt que de reconnaître sa faute — fort capable de vivre auprès d'un homme dont elle aura horreur, qu'elle lassera par ses dégoûts et qui aura tôt fait de l'abandonner pour la première traînée venue. Et alors jusqu'où ne descendra-t-elle pas, votre Émilie, je vous le demande? Ah ! Vous pouvez pleurer, allez ! C'est bien pourtant ce qui vous pend au nez...

CLOTILDE, *effondrée*. — Non, ce n'est pas possible ! Que diraient les domestiques? Et toutes nos relations? Et l'Archevêché? Ça retentirait jusqu'à Rome, cette affaire-là ! Pourquoi le Bon Dieu ne m'a-t-il pas prise avant que tout ça n'arrive !

TAVERNAS. — Sans compter que l'École s'effondrerait d'un coup... C'est ça qu'il ne faut pas perdre de vue... et que nous finirons tous les trois sur la paille...

CLOTILDE. — Sur la paille? Vous croyez?

IRMA. — Regardez-les si ça ne fait pas pitié ! Et pourtant à quoi servirait de nous boucher les yeux? Il faut voir les choses comme elles sont si nous voulons y porter remède. Nous avons tout à craindre de l'orgueil effroyable d'Émilie ! Mais il y a un autre danger.

CLOTILDE. — Quel autre danger?

TAVERNAS. — Qu'est-ce que tu vas chercher encore?

IRMA. — Il y a un point essentiel sur lequel je dois attirer votre attention : ne sous-estimons pas l'adversaire. Cet homme est rudement fort pour avoir obtenu en une seule nuit ce qu'il a obtenu d'Émilie...

CLOTILDE. — Mais puisqu'il ne s'est rien passé...

IRMA. — Quand on la connaît comme tu la connais, mon pauvre enfant, tu entends bien ce que je veux dire... Il faut qu'il ait plus d'un tour dans son sac...

TAVERNAS. — Mais tu disais tout à l'heure que ça a été un ratage...

IRMA. — Un ratage ! Un ratage !... Il ne faut rien exagérer... J'en connais qui s'en seraient peut-être bien contentés de ce ratage-là. Pour en revenir à notre don Juan, n'allez pas croire qu'il va rester les deux pieds dans un soulier...

TAVERNAS. — Que pouvons-nous faire pour l'empêcher d'agir ? Nous ne pouvons rien faire.

IRMA. — C'est tout le problème. Moi, voilà comment je vois les choses : il y a un point d'acquis : Émilie, après avoir passé cette nuit avec un individu...

CLOTILDE. — En tout bien tout honneur...

IRMA, *avec un grand rire.* — En tout bien tout honneur ? Vous avez du génie, madame, pour trouver le mot qui convient. Émilie est donc partie sans lui et a choisi comme refuge l'École Swetchine, le seul endroit du monde où son complice ne puisse la rejoindre en secret. Que tentera-t-il pour l'en débusquer ? Voilà ce que nous ignorons. Devons-nous demeurer ici à attendre les événements ? Je vous pose la question.

CLOTILDE. — Une chose en tout cas me paraît hors de discussion, c'est que ma place à moi, sa mère, est plus que jamais à ses côtés dans l'épreuve qu'elle traverse.

IRMA. — Vraiment, madame ? Eh bien ! ce qui me paraît à moi être hors de discussion, c'est que, comme de toutes les personnes présentes, vous êtes celle qui horripile le plus Émilie et sans doute depuis sa petite enfance ; comme votre seul aspect risquerait de la pousser aux extrémités, nous vous supplions, madame, de vous rendre aussi invisible que possible et de n'intervenir en tout ceci que par les prières dont vous pouvez à loisir et sans inconvénient importuner le ciel.

CLOTILDE. — Ce sera donc vous, madame, qui allez tenir ma place auprès d'Émilie. On sait quelle estime elle a pour vous, comme votre compagnie l'enchante, et qu'elle vous chérit...

IRMA. — Elle me hait, bien sûr. Mais moi, je ne l'exaspère pas, comprenez-vous ? Nous sommes liées par une bonne et solide haine. Il n'est rien de tel que la haine pour unir les êtres. La preuve, c'est que nous vivons sous le même toit, elle et moi, depuis des années.

CLOTILDE. — Vous savez bien que c'est votre fils qui lui a imposé cette horrible cohabitation. La malheureuse ! Il a bien fallu qu'elle vous supporte.

IRMA. — Elle me supporte, je la supporte, nous nous supportons... Eh bien quoi ! C'est ça la vie de famille !

TAVERNAS. — Si vous me permettez d'émettre un avis, aucune de vous deux ne doit approcher Émilie. Moi, il est normal que j'aille à mon bureau, que j'aborde avec elle des questions d'ordre administratif, comme s'il ne s'était rien passé. Pour le reste, une seule personne ici peut lui parler sans risquer de tout perdre, c'est Irène. J'amènerai donc Irène avec moi. Je saurai par elle ce qui se passe dans le cœur d'Émilie.

IRMA. — Et moi, alors ? Que comptes-tu faire de moi ?

TAVERNAS. — Vous resterez toutes les deux ici. Je vous téléphonerai tous les jours.

IRMA. — Penses-tu que je vais rester nez à nez avec madame ? Non, je pars avec toi, je descendrai à l'hôtel.

CLOTILDE. — Moi aussi alors ! N'espérez pas que je vous quitte plus que votre ombre : Émilie est ma fille et je veux avoir l'œil à vos manigances.

TAVERNAS. — A l'hôtel ? Toutes deux ? Vous n'y pensez pas. Ce sont des frais inutiles.

IRMA. — Voilà qu'il parle de frais maintenant, alors que l'existence même de l'École est à la merci d'un geste d'Émilie ! Crois-tu donc pouvoir te passer un seul instant de mes conseils dans la partie qui se joue ? Il faut que tu aies le moyen de me joindre à toute heure du jour et de la nuit. Je me tiendrai prête à répondre au premier appel. S'il le faut, je ne me coucherai pas. Je dormirai tout habillée.

TAVERNAS. — On jurerait, ma parole, que cette histoire te ravit !

IRMA. — Elle m'excite, j'en conviens. Je ne suis pas comme toi, mon pauvre drôle : j'aime la lutte et j'aime le risque.

TAVERNAS. — Le risque, ce n'est pas toi qui l'as couru, il me semble. Comment cette farce finira, je l'ignore. Mais je sais bien qui en est d'ores et déjà le dindon, c'est le mari d'Émilie.

IRMA. — Je te l'ai dit et redit et te le répéterai autant de fois qu'il faudra : il n'y a pas de mari d'Émilie.

TAVERNAS. — Que suis-je donc, alors ?

IRMA. — Tu as été le mari d'Émilie pendant quelques mois... Mais voilà un demi-siècle que tu es mon fils et, même après ma mort, tu te sentiras lié à mon cadavre.

TAVERNAS. — Tu es effrayante d'inconscience ! Alors tu n'éprouves aucun regret, tu ne ressens pas l'ombre d'un remords d'avoir introduit cet individu chez nous, en pleine nuit, d'avoir jeté Émilie dans ses bras ? Tu ne frémis pas à la pensée que demain, par ta faute, mon déshonneur sera public et qu'il n'existera plus d'École Swetchine ?

IRMA, *frémissante et dressée.* — J'ai joué gros jeu, j'en conviens. Mais crois-moi : tout finira selon mes désirs. J'ai fait ce que j'ai voulu. L'École sera sauvée. Émilie redeviendra pareille à ce qu'elle était... mais en apparence seulement : elle ne pourra plus désormais le prendre de haut avec nous ; ou si elle se le permettait, nous aurions vite fait de lui rabattre le caquet et de lui remettre le nez dans ses ordures. Écoute bien ce que je te prédis : Fernand, tu ne regretteras rien de ce qui s'est passé cette nuit ; tu trouveras comme moi que le jeu en valait la chandelle, le jour où il suffira d'un mot pour qu'elle file doux, le jour où cette orgueilleuse Émilie sera à tes ordres, enfin, et aux miens.

RIDEAU

FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

(La fin dans la prochaine livraison.)

Lettres inédites de BAUDELAIRE

LES lettres inédites de Baudelaire qui présentent un réel intérêt littéraire ou simplement biographique sont à cette heure bien rares. En voici quelques-unes cependant que nous communique le publicateur de sa Correspondance générale, *M. Jacques Crépet, en les accompagnant de notes qui en éclairent les points obscurs* (N. D. L. R.).

A ARMAND FRAISSE[1]

Monsieur,

Vos articles[2] et votre lettre veulent évidemment une réponse. Avant tout, pour mon compte personnel, je vous remercie ; voilà plusieurs fois déjà que vous parlez de moi et toujours *très bien*, je veux dire d'une manière très flatteuse et en même temps avec une sagacité qui me surprend. Je relis ma phrase ; je la trouve impertinente, et même prêtant à rire. Elle a l'air de dire que vous êtes sagace parce que vous me faites des compliments. Dans l'article sur Hugo, il semble que vous ayez été intimidé, troublé. Vous n'avez pas assez distingué *la quantité de beauté éternelle* qui est dans Hugo des *superstitions* comiques introduites en lui par les événements, c'est-à-dire la sottise ou *sagesse moderne*,

1. Erudit et critique (1829-1877), grand ami de Joséphin Soulary. Il collabore principalement à *la Revue du Lyonnais* et au *Salut public de Lyon*.

Cette lettre, dont mademoiselle Francienne Lacome d'Estalenx a bien voulu nous faire tenir communication par l'obligeante entremise de M. Yves-Gérard Le Dantec, n'est pas inédite, pour plusieurs paragraphes. Mais c'est la première fois que ceux-ci se trouvent replacés dans leur cadre et restitués dans leur mouvement originel.

2. Fraisse avait rendu compte des *Fleurs du Mal*, du *Théophile Gautier*, de *la Légende des Siècles* comme des *Sonnets humoristiques* de Soulary. Ce sont évidemment ces articles-là qu'il avait envoyés à Baudelaire.

la croyance au progrès, le salut du genre humain par les ballons [1], etc. Tel qu'il est, votre article est le meilleur et le plus sage que j'aie lu. Généralement les amis d'Hugo sont aussi bêtes que ses ennemis ; il en résulte que la vérité ne sera pas dite. Ici, à part Villemain [2], mon ami d'Aurevilly, quelquefois, et M. E. Renan, personne n'a la sagesse, la clairvoyance critique. Je n'ai entendu exprimer qu'une seule fois une opinion nette et juste sur *la Légende des Siècles*, c'était à un souper par Th. Gautier ; jamais les questions les plus obscures de l'esthétique n'ont été si bien débrouillées ; jamais ce que l'on appelle les *qualités* et *défauts* n'a été si bien défini. Mais par le malheur des temps et des circonstances, ces choses ne seront jamais imprimées. Je transmets *le Salut public* à M. Paul Meurice, qui le fera infailliblement parvenir à Guernesey ; c'est d'autant plus probable que madame Hugo est en ce moment à Paris.

Je reviens à M. Soulary. Votre étude est excellente et pleine de charme. vous sentez la poésie en véritable *dilettantiste*. C'est comme cela qu'il faut la sentir. Par le mot que je souligne, vous pouvez deviner que j'ai éprouvé quelque surprise à voir votre admiration pour De Musset. Excepté à l'âge de la première communion, c'est-à-dire à l'âge où tout ce qui a trait aux filles publiques et aux échelles de soie fait l'effet d'une religion, je n'ai jamais pu souffrir ce *maître des gandins*, son impudence d'enfant gâté qui invoque le ciel et l'enfer pour des aventures de table d'hôte, son torrent bourbeux de fautes de grammaire et de prosodie, enfin son impuissance totale à comprendre le travail par lequel une rêverie devient un objet d'art. Vous arriverez un jour à ne raffoler que de la perfection et vous mépriserez toutes ces effusions de l'ignorance [3]. Je vous demande pardon de parler de certaines choses si vivement ; le décousu, la banalité et la négligence m'ont toujours causé des irritations peut-être trop vives.

Il y a dans votre article un passage vraiment remarquable, c'est celui où vous parlez de ces tempéraments vigoureux qui impriment aux ouvrages de l'esprit, composés au hasard des circonstances, une unité fatale et involontaire.

Que M. Soulary soit un grand poète, cela est évident aujourd'hui pour tout le monde, et cela a été évident pour moi dès les premiers vers que j'ai pu lire de lui [4]. Quel est donc l'imbécile (c'est peut-être un homme

1. Allusion probable à *Plein Ciel*.

2. Il est curieux de voir Baudelaire rendre hommage à Villemain qu'il malmènera si cruellement deux ans plus tard, après l'échec de sa candidature à l'Académie.

3. En 1869, Fraisse, reproduisant ce passage, confessait s'être rallié au sentiment de Baudelaire.

4. Ce jugement n'est pas sans étonner de la part de Baudelaire, mais on ne peut douter qu'il ne s'y montrât sincère : les louanges directes dont on le voit combler Soulary le prouvent.

célèbre[1]) qui traite si légèrement le sonnet et n'en voit pas la beauté pythagorique? Parce que la forme est contraignante, l'idée jaillit plus intense. Tout va bien au sonnet, la bouffonnerie, la galanterie, la passion, la rêverie, la méditation philosophique. Il y a là la beauté du métal et du minéral bien travaillés. Avez-vous observé qu'un morceau de ciel, aperçu par un soupirail, ou entre deux cheminées, deux rochers, ou par une arcade, etc., donnait une idée plus profonde de l'infini qu'un panorama vu du haut d'une montagne? Quant aux longs poèmes, nous savons ce qu'il en faut penser; c'est la ressource de ceux qui sont incapables d'en faire de courts.

Tout ce qui dépasse la longueur de l'attention que l'être hnmain peut prêter à la forme poétique n'est pas *un* poème[2].

Permettez-moi de vous dire que vous n'avez pas compris ce que je vous écrivais relativement à cette ressemblance *dont je tirais vanité. Tout ce que vous me dites à ce sujet, je le pensais et je le savais.* Autrement, où serait le piquant, le curieux, et l'amusant? Je puis vous marquer quelque chose de plus singulier et de presque incroyable : en 1846 ou 47, j'eus connaissance de quelques fragments d'Edgar Poe; j'éprouvai une commotion singulière; ses œuvres complètes n'ayant été rassemblées qu'après sa mort en une édition unique, j'eus la patience de me lier avec des Américains vivant à Paris pour leur emprunter des collections de journaux qui avaient été dirigés par Poe. Et alors je trouvai, croyez-moi si vous voulez, des poèmes et des nouvelles dont j'avais eu la pensée, mais vague et confuse, mal ordonnée, et que Poe avait su combiner et mener à la perfection. Telle fut l'origine de mon enthousiasme et de ma longue patience[3].

Quand vous ferez votre article sur Poe, je vous enverrai les volumes de nouveau. Le premier a été remanié malgré le clichage[4]. Quelques grosses fautes de moins, c'est quelque chose. Ces malheureux volumes à 1 franc regorgent de fautes et c'est quelque chose de navrant pour moi que de penser que jamais peut-être je n'en pourrai faire une édition vraiment honorable[5].

Eureka paraîtra cette année chez Michel Lévy, lecture fort rude et qui vous fera peut-être lâcher prise[6]. Il en a paru quelques fragments dans

1. C'était le père Enfantin qui avait adjuré Soulary de ne pas revenir à la forme désuète du sonnet.

2. On reconnaît ici la doctrine et l'influence d'Edgar Poe.

3. Quatre ans plus tard, Baudelaire renouvellera cette déclaration auprès de Théophile Thoré.

4. *Les Histoires extraordinaires.*

5. On sait que Baudelaire rêvait alors de réunir les contes de Poe dans une luxueuse édition illustrée.

6 Ici, notre auteur prévoyait juste et faux tout à la fois : faux quant à la date de parution d'*Eureka*, qui verra le jour seulement trois ans plus tard, juste quant à Fraisse, lequel devra lui avouer, en sa bonhomie, n'avoir rien compris à l'essai cosmogonique de Poe.

une revue que je ne nommerai pas [1] avec des phrases sautées, des passages tronqués, des contresens faits par l'imprimeur, et autant de fautes d'impression qu'il y a de puces dans la poussière d'un fleuve espagnol. Ainsi, si vous les découvrez ne les lisez pas. J'ai adressé la même prière à tous mes amis.

Avant *les Fleurs*, très augmentées, paraîtront chez Malassis *les Curiosités esthétiques* et *les Paradis artificiels*. Tout cela est prêt [2].

Excepté avec deux ou trois amis (qui sont très occupés), j'ai si rarement occasion de causer littérature que vous me pardonnerez mon bavardage.

Vous ne trouverez pas mauvais non plus que je vous demande, à vous qui vivez à Lyon, ce que c'est que M. J. Tisseur [3] et si les compositions de M. Janmot (*Histoire d'une Ame*) [4] ont été photographiées.

J'ai à faire un travail où je fourrerai Kaulbach, Alfred Rethel, Chenavard et Janmot et je ne serais pas fâché d'avoir le plus de documents possible sous les yeux.

Faites bien mes compliments à M. Soulary, et si vous lui parlez de la remarque que vous aviez faite et que je faisais en même temps, ne manquez pas d'ajouter comment je l'entendais. Je rougirais qu'on pût penser que je l'entendais autrement.

Tout à vous, monsieur, et de tout cœur.

CH. BAUDELAIRE.

18 *février* 1860.

A MARIO UCHARD [5]

Monsieur,

Avant tout je dois vous remercier pour le plaisir que m'a causé la lecture de votre *Raymon*. Mais puisque vous avez exigé de moi la suprême franchise, j'en userai librement, sans crainte de vous fâcher.

Le roman me paraît être divisé en deux parties bien distinctes : la première, *les Amourettes* (je n'y ai pas été très sensible) ; la deuxième, que je trouve puissante et enlevante comme une conception de Godwin

1. *La Revue internationale.*

2. Hélas non ! tout n'était pas prêt, et c'est posthumes que *les Curiosités esthétiques* paraîtront.

3. Jean Tisseur, autre Lyonnais et autre grand ami de Joséphin Soulary. Certains de ses poèmes : *la Locomotive, Jacquard*, avaient été remarqués.

4. Suite de tableaux représentant les états successifs de l'âme à différents âges, voyez *l'Art philosophique*, dans *l'Art romantique* (notamment p. 128 de l'édition Conard).

5. L'identité du destinataire résulte de la mention de l'ouvrage en cause : *Raymon*, par Mario Uchard, in-12, 1861, auteur de *Fiammina* et de *Mon oncle Barbassou*.

(le compliment est vif, comme vous voyez), c'est le *drame* qui se joue entre le fils et le père [1].

Ces deux parties sont totalement distinctes ; elles sont même traitées avec une méthode différente. La première est pleine de diversions et de hors-d'œuvre, et elle marche lentement. Plusieurs même de ces hors-d'œuvre sont d'un goût peu agréable pour moi (par exemple les railleries contre le byronisme. Pourquoi venir au secours de Prudhomme? Ils sont bien assez forts [2]).

La seconde partie est solide, suggestive, et liée comme un drame.

C'est donc dans les parties *sévères, amères* du sujet que j'ai sympathisé avec votre œuvre. Dans les parties *folâtres* je me suis senti presque blessé. D'ailleurs, toutes ces digressions ont pour résultat infaillible de détruire la *magie* d'un livre, la croyance du lecteur, la vraisemblance de l'aventure. Vous dites *je* trop souvent, et quand vous dites *je* (ailleurs que dans un livre qui a le *moi* pour objet), vous détournez le lecteur du plaisir de s'intéresser à votre ouvrage.

Le type de l'Anglais est excellent et tout à fait sympathique.

Le récit des souffrances de la mère délaissée (une espèce de veuvage avec la pauvreté) est fort beau.

Quant à la scène de reconnaissance du père et du fils, l'accablement du père, le changement immédiat de son caractère, c'est merveilleusement bien fait.

Mais, j'insiste encore sur l'aspect bizarre d'un livre qui a l'air de deux livres juxtaposés.

Encore une observation méchante :

Vos personnages parlent trop souvent avec les locutions des gens du monde. J'aimerais mieux qu'ils se servissent d'un style moins *vrai* et moins *mondain* [3].

Vous voyez, monsieur, que je vous ai obéi, obéi jusqu'au danger de vous déplaire. Avec mes nouveaux remerciements (et mes excuses), veuillez agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

CHARLES BAUDELAIRE.

1. Comme Edgar Poe et Barbey d'Aurevilly, Baudelaire admirait profondément Godwin. Dans l'un de ses articles sur *l'Exposition universelle de* 1855, il le cite avec Shakespeare, Crabbe, Byron et Maturin comme un des plus beaux génies qu'ait produits l'Angleterre.

2. Ceci serait à rapprocher d'un paragraphe de *l'Art romantique* (éd. Conard, p. 282-283), où l'on voit Baudelaire écrire, dès 1851, que *l'Ecole du bon sens* mériterait d'être appelée *l'Ecole de la vengeance*, et dénoncer dans des ouvrages comme *Jérôme Paturot* « des caresses serviles adressées à des esclaves en colère ». En toute occasion il tenait à prendre le parti des poètes, des philosophes et des savants contre les « prosaïques polissons ».

3. La sincérité de cette préférence peut se vérifier dans *les Martyrs ridicules* de Léon Cladel, qui passent, à juste titre, croyons-nous, pour avoir été remis en forme par notre auteur.

AU MÊME

Mercredi 7 janvier 1863.

Cher monsieur,

J'ai vu hier soir M. Dentu qui veut que j'aille sans interruption jusqu'à la fin des poèmes. Je ne pourrai vous servir au plustôt (*sic*) que le 20, au plus tard que le 25. Mais cette fois-ci, c'est bien sérieux [1].

J'ai trouvé hier soir *le Nord* dans un café : je vous remercie d'avoir annoncé *Marie Roget* [2] mais vous avez transformé mon nom d'une manière extraordinaire. Je n'ai aucun besoin d'être nobilifié ; et un *baudelaire*, substantif barbare dont les Latins ont fait *baltearis*, ne peut pas prendre d'*e* au commencement, pas plus que *baudrier*. Dites cela au correcteur pour qu'il ne recommence plus.

Votre bien dévoué.

CH. BAUDELAIRE.

Tournez la page.

Si avant ce jour, vous voulez imprimer soit un ou deux feuilletons des poèmes en prose, soit *le Peintre de la Vie moderne*, n'oubliez pas de m'envoyer les épreuves un jour d'avance, 22, rue d'Amsterdam. Sans cela, il arriverait mille fautes.

A CHAMPFLEURY [3]

(23, rue Neuve-Pigalle).

(*Env.* 4 *mars* 1863).

Mon cher ami,

Je vous aime bien, mais vous êtes bien entêté! Je savais bien que la lettre serait montrée [4]. Vous tenez donc bien vivement à compromettre

1. L'éditeur Edouard Dentu semblait alors s'intéresser aux *Petits Poèmes en prose* dont beaucoup n'étaient pas encore au point.

2. Dans son numéro du 6, *le Nord*, où Mario Uchard s'occupait de la partie littéraire, avait annoncé pour paraître prochainement : « *Le Mystère de Marie Roget*, par Edgar Poe, *traduit par Ch. de Beaudelaire* ».

3. Louis Ulbach, dans son article nécrologique sur notre auteur, a conté ceci : « Un jour Champfleury avait voulu présenter Baudelaire à une femme-artiste très connue. Le traducteur d'Edgar Poe s'était refusé à la présentation ; il disait devant moi : « Si ça va à Champfleury d'être montreur d'ours, c'est son affaire, mais je ne serai jamais son ours. »

C'est à cet incident, qui allait avoir pour effet de suspendre pendant une couple d'années les relations jadis si cordiales du poète et du romancier, qu'a trait ce billet.

4. Une première réponse par laquelle Baudelaire avait décliné de rencontrer la personne chez laquelle Champfleury voulait le mener. Il s'agissait de madame Frédérique O'Connell, dont certains tableaux : *Adam et Eve*, *Rachel après sa mort* notamment, avaient fait scandale, et qui, en raison de son cosmopolitisme, de ses engouements successifs pour les saint-simoniens, les mathématiciens, les kardécistes, etc., de ses « soirées » tapageuses où les invités étaient priés d'assurer le service, etc., etc., de son bohémianisme et de sa perpétuelle agitation en un mot — elle devait finir dans un cabanon — défrayait alors la verve des petits journaux.

ma dignité dans un monde où vous avez compromis la vôtre? [1] Je ferai tout ce que je pourrai pour *vous plaire*, mais ce que je pourrai ne sera pas grand'chose.

Quand je vous ai écrit, j'avais pris mes renseignements. Vous savez combien j'aime les filles et combien je hais les femmes philosophantes. Quant au déjeuner, oui mais *chez moi dimanche à midi.*

Tout à vous.

C. B.

A FANTIN-LATOUR [2]

M. Fantin (fils),
Rue Saint-Lazare,
Ancien hôtel du cardinal Fesch,
première maison au coin de la
Chaussée-d'Antin, Paris.

Mardi 22 mars 1864.

Cher monsieur,

M. Swinburne [3] a déposé un livre et sa carte chez moi ; mais, comme l'année dernière, il a oublié de laisser son adresse, de sorte que je ne sais où lui écrire pour le remercier. Voilà une imprévoyance peu anglaise.

Ayez l'obligeance de lui dire que je serais heureux d'avoir son adresse à Paris et d'aller le remercier moi-même. Avertissez-le en même temps que depuis longtemps j'avais chargé M. Nadar de lui remettre une lettre qui n'a pas été déposée chez lui et qui est revenue à Paris. Je ne verrais pas d'inconvénients à ce que M. Charles Swinburne écrivît un mot à Nadar pour la réclamer. Cependant si cela peut blesser ce grand enfant gâté, que M. Swinburne s'abstienne. Je ferai transmettre à Nadar son adresse.

J'ai, sans vous consulter, écrit une lettre à Chennevières pour le prier

1. Allusion aux aventures de Champfleury dans le monde des *blue-stockings :* madame de Balzac, Louise Colet, etc.

2. Fantin-Latour a compté parmi les artistes auxquels Baudelaire s'intéressa le plus au cours de ses dernières années et lui-même professait à l'égard de notre poète une admiration dont témoignent encore un portrait au crayon (collection Ronald Davis) et *l'Hommage à Delacroix.*

3. Le 6 septembre 1862, dans le *Spectator*, Algernon-Charles Swinburne avait célébré *les Fleurs du Mal*, y saluant un talent « plus parfait et plus délicat que celui d'aucun autre homme vivant depuis Hugo, Byron et Tennyson ». Et, l'année suivante, Félix Nadar se rendant à Londres, Baudelaire lui avait remis une lettre d'introduction auprès du grand lyrique anglais, où il saisissait l'occasion d'exprimer à celui-ci des remerciements. Mais Nadar, ce « grand enfant gâté » de la fortune, avait laissé le pli dans son portefeuille. Ce contretemps ne devait point cependant altérer les sentiments de Swinburne, comme en témoigne le magnifique chant funèbre *Ave atque vale, In memory of Charles Baudelaire.*

de bien placer vos tableaux ainsi que ceux de Manet. Je crois que j'ai bien fait ; car, quand les porteurs de Manet sont arrivés, Chennevières a demandé tout de suite à voir les tableaux [1].

Bien à vous.

CHARLES BAUDELAIRE.

A MICHEL LÉVY

Jeudi 9 *mars* 1865.

Mon cher Michel, j'ai été si malade jusqu'à ces derniers jours que je n'ai eu le courage de répondre à aucune lettre.

Votre lettre du 21 février n'exigeait pas une réponse immédiate d'ailleurs. Vous m'avertissiez que vous alliez mettre en vente *Histoires grotesques et sérieuses*. Fort bien. Ce livre est à vous, vous êtes le maître ; et c'est à moi à vous remercier de toutes les complaisances que vous m'avez montrées. Seulement, si par hasard, le livre n'était pas encore en vente, et si Julien Lemer, que j'avais chargé de cette affaire, avait placé ces fragments (*Marie Roget* et *Habitations imaginaires*) et si ces fragments étaient au moment de paraître, n'attendriez-vous pas encore un peu ? Ayez donc l'obligeance de vous informer de cela auprès de Julien Lemer [2].

Mon cher ami, je ne vous ai pas du tout offert de traduire *moi-même Melmoth* pour vous [3]. Je vous ai dit : *Je vous suggère une bonne idée.*

1. Le marquis Philippe de Chennevières-Pointel, commissaire adjoint au Musée du Louvre où avaient alors lieu les Salons.

2. Michel Lévy allait se montrer implacable : *les Histoires grotesques et sérieuses* furent mises en vente le 16 mars. Mais il faut dire à la décharge de l'éditeur qu'il avait laissé à Baudelaire près d'un an pour tirer parti, dans quelque revue, des fragments de son livre restés inédits et se trouvait en droit de décliner toute responsabilité dans l'inaction de Lemer. *Marie Roget*, lire : *le Mystère de ... Habitations imaginaires*, titre sous lequel Baudelaire avait couplé *le Cottage Landor* et *le Domaine d'Arnheim*.

3. Ce paragraphe et le suivant sont à rapprocher d'une lettre précédente à Michel Lévy (15 février, on la trouvera reproduite et accompagnée d'éclaircissements de M. Yves-Gérard Le Dantec, dans *les Cahiers Jacques Doucet*, Université de France, 1934). Baudelaire s'y plaignait d'un « procédé incourtois » dont les éditeurs belges Verboeckhoven et Lacroix se seraient rendus coupables envers lui. Un jour qu'il était question des écrivains étrangers qui seraient bons à traduire, il avait indiqué *Melmoth*, « ouvrage oublié, le code du romantisme, l'admiration de Balzac et de Victor Hugo ». Or voici que cette traduction dont ils lui devaient l'idée, ces messieurs, il venait de l'apprendre, l'avaient ccmmandée à mademoiselle Judith, qui allait la massacrer ! Et, tout en protestant ne poursuivre en cette affaire d'autres buts que d'empêcher la profanation d'un chef-d'œuvre et de tirer de la noirceur qu'on lui avait faite une vengeance légitime — « je suis, comme vous le voyez, un bon haïsseur ! » confessait-il — tout en spécifiant qu'il ne songeait en aucune façon, pour sa part, à traduire *Melmoth*, il avait exhorté Michel Lévy à « tuer l'opération Lacroix » en la devançant. S'était-il montré absolument sincère dans cette première lettre, ne nourrissait-il pas dès lors l'arrière-pensée de la proposition mal déguisée qu'il est bien difficile de ne pas trouver dans celle qui nous occupe ? Le soupçon s'en impose évidemment. Mais Baudelaire avait cette faiblesse. — Asselineau l'a constaté avant nous — de croire ses malices impénétrables, fussent-elles cousues de fil écarlate. Quoi qu'il en soit, ces pourparlers ne devaient pas avoir de suites, et pour cause — le pauvre poète était déjà bien trop malade pour pouvoir entreprendre un ouvrage de longue haleine.

Vous trouverez facilement un traducteur honnête. J'avoue que c'est la mauvaise humeur que m'a causée l'indélicatesse de MM. Verboeckoven (*sic*) et Lacroix qui m'a poussé à vous parler de cela, et surtout la certitude que ce bel ouvrage sera gâté, barbouillé, torchonné.

Du reste, je reviendrai peut-être sur ce que j'ai dit. Je vais en écrire un mot à Julien Lemer. Je suis convaincu qu'une simple annonce : *Melmoth de Maturin*, traduit par Ch. Baudelaire, *avec une notice de M. Flaubert ou de M. d'Aurevilly* (qui sont comme moi deux vieux romantiques), suffirait pour couler la spéculation Lacroix[1]. J'ai calculé qu'il suffisait de deux mois d'un travail régulier pour traduire l'ouvrage entier. On pourrait faire hardiment un premier tirage de dix mille exemplaires. Je sais ce que j'affirme. Je viens de lire la détestable traduction faite en 1820[2], et sous le texte français je devinais partout la phrase anglaise. Mais tout cela, comme vous me l'expliquez, ne vous regarde pas. Seulement si vous voyez Julien Lemer, exprimez-lui ce que je vous dis.

Bonjour à Calmann et à Parfait[3]. Je suppose que Calmann n'a pas détruit la liste de distribution que je lui ai envoyée. *Je crois qu'il ferait bien de m'envoyer la liste des gens à qui il donnera le livre*[4] *pour qu'il n'y ait pas de doubles, ma liste d'amis contenant beaucoup de journalistes.* J'enverrai à chacun de ces amis un *bon pour un exemplaire.* A Bruxelles, je n'aurai pas besoin de plus de trois ou quatre exemplaires.

Il y a longtemps que j'ai fini ma réponse à Janin, à propos de *Heine et la jeunesse des poètes...* Puis, la chose faite, content de l'avoir faite, je l'ai gardée ; je ne l'ai envoyée à aucun journal[5]. J'ai fait aussi une réfutation de *la préface de Jules César* et puis je l'ai gardée[6]. J'ai commencé et je continue un petit travail sur *Chateaubriand*, considéré comme le chef du *dandysme dans le monde moral*, où je vengerai ce grand homme des insultes de toute la jeune canaille moderne. Mais je ne le communiquerai pas davantage aux journaux[7]. Je suis las des gazetiers, des ignorants, des barbouilleurs, des rédacteurs en chef et de leur *pionnerie.* Les pions n'aiment pas les pionniers. C'est ma sympathie pour d'Aurevilly qui m'inspire sans doute ce détestable calembour.

Je garderai simplement ces morceaux pour les joindre à mon livre : *Quelques-uns de mes Contemporains*, que Julien Lemer placera chez tel

1. Cette suggestion ne laisse pas de nous paraître singulière car nous n'avons pas souvenir que Flaubert ni Barbey d'Aurevilly aient jamais vanté *Melmoth ;* mais peut-être, dans ses entretiens avec eux, Baudelaire les avait-il vus partager son enthousiasme pour cet ouvrage qu'il mettait, lui, au plus haut rang ?

2. En existe-t-il une à ce millésime ? Les deux premières à notre connaissance, celle de madame Emile Bégin et celle de Jean Cohen — cette dernière est plutôt une adaptation qu'une traduction — avaient paru en 1821.

3. Calmann-Lévy, frère de Michel. Noël Parfait, lecteur de leur maison d'édition.

4. *Les Histoires grotesques et sérieuses.*

5. Voyez *Juvenilia, Œuvres posthumes, Reliquiæ*, tome I, éd. Louis Conard.

6-7. Il n'a rien été retrouvé de ces deux morceaux.

éditeur qu'il voudra, puisque M. Michel Lévy prétend que les œuvres critiques de M. Ch. Baudelaire ne sont pas d'une nature assez intéressante [1].

Tout à vous. CH. BAUDELAIRE.

A MADAME VICTOR HUGO

Vendredi 12 *janvier* 1866.

Madame,

Voici les deux passages auxquels je faisais allusion en vous parlant de la dernière lettre que M. Sainte-Beuve m'a écrite [2]. Observez que dans la lettre, à laquelle la sienne est une réponse, je lui disais que j'avais le plaisir de vous voir fréquemment, et quelquefois de vous parler de lui, avec la sympathie toute naturelle d'une vieille amitié.

Les lacunes, représentées ici par des points, sont remplies, dans la lettre de Sainte-Beuve, par des plaintes sur l'état d'anarchie actuelle de la littérature et sur l'ignorance des jeunes gens. C'est sans doute ma propre lettre qui l'a jeté dans ce courant d'idées.

« Nous sommes, au vrai, dans la plus grande anarchie et le plus parfait » dispersement. Il se forme, de temps en temps, de petits groupes, mais » qui n'ont eu jusqu'à présent, ni consistance ni avenir... La matière » littéraire n'a pas cessé d'être riche, mais elle me semble complètement » disséminée... Proudhon, duquel vous me parlez, devait être l'homme » qui vous était le plus antipathique. Tous ces philosophes et socialistes » ne veulent de la littérature que comme d'une institution ou d'un » instrument de moralisation pour le peuple. C'est le point de vue le » plus opposé à nous autres, nés dans un intervalle de brillante et heureuse » fantaisie [3]....

» ... Vous êtes bien aimable de causer quelquefois de moi avec madame » Hugo, c'est la seule amie constante que j'aie eue dans ce monde litté- » raire. Les autres ne m'ont jamais pardonné de m'être séparé à un » certain moment... [4].

» ... Victor Hugo plane sur tout cela, et s'en inquiète assez peu. *Alta* » *sedet Æolus arce* [5] et je suis persuadé que de lui à moi, si nous nous » rencontrions directement, les vieux sentiments se réveilleraient dans

1. Michel Lévy les avait refusés en 1861 et ne devait se raviser qu'après la mort de l'auteur.

2. Celle du 5 janvier, qui a été recueillie dans la *Correspondance*, t. II, p. 47-49.

3-4. Ici le transcripteur avait eu la délicatesse de sauter trois lignes médiocrement indulgentes pour le mari de la destinataire et ses mamelouks : « Hugo, qui est quelquefois votre voisin, est devenu lui-même un prédicateur et un patriarche : l'humanitariste se retrouve jusque dans ses goguettes. » Et pareillement un peu plus loin (après *certain moment*) : « Les enfants ne doivent me connaître qu'à travers leurs préjugés. Les disciples de la dernière manière sont ce qui m'est le plus antipathique au monde, et je les crois nés pour décrier l'école finissante et lui imprimer un ridicule indélébile. »

5. Texte exact : *Celsa sedet Æolus arce* (*Æn.* 1, 60).

» leurs fibres secrètes ; il ne m'est jamais arrivé de le revoir, sans que nous » nous entendissions au bout de quelques secondes, tout comme autre» fois... »

Tout le reste de la lettre porte sur la jeunesse littéraire, sur les tentatives de la jeunesse, sur le talent mal employé, le talent sans grammaire et sans tradition. Enfin, ce brave ami conclut de la façon la plus bizarre, selon moi ; il prétend qu'il faut que je retourne à Paris, et que c'est à moi à prendre la direction de tous ces mouvements désordonnés. La clairvoyance habituelle de Sainte-Beuve lui fait ici défaut.

Je ne suis pas fait pour diriger qui que ce soit, et j'ai un profond mépris pour les gens qui ne savent pas se diriger eux-mêmes.

Voilà, madame, l'analyse de la lettre dont je vous parlais récemment, vous en ferez ce que vous voudrez. Vous la communiquerez si bon vous semble à votre mari [1]. Ce qui m'a le plus frappé, en la relisant, c'est de voir que Sainte-Beuve est bien éloigné de croire ce que vous m'avez dit, et qu'il ne se doute même pas des défiances de M. Victor Hugo au sujet d'un vieil ami [2].

Veuillez agréer, madame, l'assurance de mes respects bien affectueux.

CHARLES BAUDELAIRE.

1. On ignore si cette communication fut faite.

2. Cette lettre (qui appartient à la collection Ronald Davis) est, de la part de Baudelaire, bien singulière. Que madame Hugo poussât de son mieux à la réconciliation de son mari et de son ancien amant, c'est dans l'ordre habituel des choses. « Après les blessures, ce que les femmes font le mieux, c'est de la charpie », a dit quelqu'un. Que Sainte-Beuve fût tout disposé à oublier comme à voir oublier et sa félonie première, et l'infamie que fut son *Livre d'Amour*, et cette autre ignominie, plus abjecte encore, qu'il avait commise, traître ce jour-là envers sa maîtresse comme jadis envers son ami, en faisant tenir à Hugo les lettres les plus décisives d'Adèle — ces *pudenda* dont a parlé Léon Daudet — cela encore se conçoit aisément : en somme dans cette affaire-là il avait eu le dessus, et la satisfaction de l'avoir eu devait le porter à chasser de son souvenir jusqu'à la fameuse apostrophe vengeresse :

Que dit-on? On m'annonce un libelle posthume...
Rien de toi ne m'étonne, ô fourbe tortueux...
Car on pressent la toile en voyant l'araignée !

Après tout, n'est-ce pas, un mari outragé a bien le droit de se livrer à quelques éclats verbaux. Mais le rôle de Baudelaire ici? Cette innocence, cette bonne foi que respire sa lettre! Est-il pourtant croyable que, lié comme il l'était avec Sainte-Beuve, il ne sût rien de ses amours ; que, familier comme il l'était avec son œuvre poétique, il n'eût rien pénétré des allusions si nombreuses des *Consolations*? Peut-on admettre qu'il fût pareillement dupe des hypocrites protestations d'Adèle? Et s'il ne l'était pas, alors que supposer? Eprouvait-il un secret plaisir à remettre sur le tapis une question où la majesté d'Olympio s'était trouvée ravalée par une infortune des plus vulgaires? Se proposait-il de vérifier si l'amour et l'adultère, « ces deux petites choses puériles et légères » comme il les a définis plusieurs fois, pourraient indéfiniment tenir en échec la libre attraction des affinités spirituelles? Comptait-il, par son adresse, se signaler à la gratitude des intéressés? (On sait qu'il goûtait particulièrement d'être mêlé à des négociations délicates). Ou bien s'amusait-il, par simple curiosité, à souffler sur des cendres chaudes pour voir s'il ne s'en échapperait pas encore une étincelle, et laquelle?

— *Puzzling question !* pour emprunter son langage.

JACQUES CRÉPET

L'INDE TELLE QU'ELLE EST

CALCUTTA

Sur le pont Houra où l'on respire la puanteur qui monte de la rivière Hoogly, large et indolente, on est en plein cœur de la ville bruyante et surpeuplée. D'après les manuels, Calcutta est la seconde ville de l'Empire ; quiconque y a vécu et l'a quelque peu explorée conviendra à coup sûr que peu de villes au monde offrent tant de contrastes et de si surprenants. Je ne sais si les voyageurs professionnels et les reporters qui courent le monde ont jamais dépeint Calcutta comme le joyau de l'Orient ; il est, en tout cas, probable que la fameuse « technicolor » qui transmue tout en joyau n'y aura pas manqué. Il reste que Calcutta est sans doute la ville la plus vaste et la plus singulière qu'ils aient eu l'occasion de photographier.

Jour et nuit, ce pont métallique, à l'armature argentée, offre une sorte de microcosme de la ville. Sur l'étroit trottoir qui borde de chaque côté la chaussée lisse, défile un tel nombre d'échantillons humains, de toutes tailles et de toutes formes, qu'il semble que toutes les variétés connues de l'espèce y soient représentées. Toutes les couleurs de peau, tous les assemblages de traits, produits du croisement de multiples races. Les uns ont la taille élevée et une certaine noblesse d'allure, d'autres sont tout petits et effrayants à voir. Des têtes sont coiffées de turbans, tandis que d'autres sont entièrement rasées, à l'exception d'une toute petite mèche, signe de l'appartenance à une secte hindouiste ; on voit des cheveux qui flottent sur les épaules ou — c'est le cas pour les Sikhs — de petits chignons enroulés dans un morceau de tissu. Des passants portent de grands châles, d'autres se drapent dans de fines couvertures ou dans de la toile blanche ; certains portent le dhoti[1], d'autres de larges pantalons de toile blanche avec, par-dessus, la chemise blanche ou de couleur. On voit des pagnes, des chiffons, et des vêtements à la mode du temps

1. Morceau d'étoffe enroulée autour des hanches.

d'Édouard VII mal coupés qui voisinent avec des jaquettes de Norfolk et des pantalons en tuyau de poêle. La mode n'existe pas aux Indes, chacun s'habille selon la tradition de sa caste, de sa religion, de sa communauté ou de sa profession et les catégories se chiffrent par milliers. Nulle part au monde, on ne peut voir tant de pittoresque dans la diversité. Des hommes nus passent portant d'énormes fardeaux sur la tête, tandis que les employés de bureau se protègent du soleil à l'aide de parapluies.

Comme partout ailleurs aux Indes, les femmes demeurent plus ou moins inaperçues. La plupart appartiennent aux basses classes de la société et portent des saris[1] bruns et sales, généralement en loques. Elles circulent habituellement par groupes, en file indienne comme des bêtes de somme, conduites par leur propriétaire ou leur surveillant et portant avec un léger balancement de lourds fardeaux sur la tête. De temps à autre, on croise des mendiants accroupis dans le ruisseau. Aux Indes, partout où il y a de la vie, il y a des mendiants.

Le long du trottoir roule un flot ininterrompu de voitures et de chariots lourdement chargés gravissant avec peine la pente qui épouse l'arche centrale du pont. Hommes et animaux tirent, poussent, les muscles bandés par la rudesse de l'effort, la tête baissée, l'œil mort, le corps ruisselant de sueur. Les chars à bœufs, à deux roues, dont le timon pèse sur l'encolure écorchée des bêtes qui souffrent silencieusement, mesurent près de vingt pieds de long. Les sacs de charbon et de farine s'empilent au-dessus des chariots. Le conducteur, juché au faîte du chargement ou à cheval sur le timon, crie, fouette et donne des coups de pieds. Dans un grincement effroyable d'essieux, le véhicule poursuit laborieusement son chemin. Les charrettes traînées par de maigres coolies aux pieds nus sont à peine moins lourdes que les chars à bœufs. La peau brune des coolies ruisselle de sueur sous le soleil brûlant, tandis qu'ils s'échinent, le cerveau vide, sous le poids de fatalités dont ils ont depuis longtemps renoncé à pénétrer le sens.

Vers le milieu de la chaussée, deux files circulent en sens inverse. Des *wallahs rickshaws* trottent machinalement, tirant leurs légères voitures qui contiennent toutes sortes de marchandises ou parfois deux gros *babus*[2] écrasés sur le siège étroit. Des *gharries* de toutes formes et de toutes dimensions passent, traînés par des chevaux étiques. Il y a des gharries fermés avec d'épais rideaux aux fenêtres ; on y surprend à la dérobée le visage d'une jeune fille qui regarde par une fente du tissu. Les femmes se dissimulent soigneusement aux regards indiscrets, tandis que les hommes et les enfants sont assis sur le toit de la voiture ou sur le siège du conducteur. Certains rickshaws[3] sont également fermés ; leurs capotes sont levées et un tablier ciré pend sur le devant. On n'aperçoit qu'une paire de pieds et quelquefois une paire d'yeux regardant par un trou du

1. Voiles.
2. Riches hindous.
3. Pousse-pousse.

tablier, car une femme de qualité ne doit jamais être vue d'un inconnu.

Les tramways circulent au milieu du pont. Le conducteur agite constamment la sonnette pour écarter les passants et le lourd véhicule chemine lentement en gémissant, garni de ses grappes de voyageurs suspendus sur les côtés et à l'arrière de la voiture. A l'intérieur, les gens sont tellement serrés qu'on se demande comment ils font pour respirer. De vieux autobus délabrés, pleins à craquer eux aussi, suivent les tramways.

Entre les rails se faufilent des taxis transportant des agents des services civils ou des babus hindous ; ils sont dépassés par de vastes et silencieuses voitures américaines où trônent des *Sahibs* et des *Memsahibs*[1] impeccablement habillés. De temps à autre, la circulation s'arrête pour permettre à un troupeau de vaches ou de chèvres de traverser le pont. Quelquefois, une vache suivie de son veau se retourne, s'avance à contre-courant — créant un embouteillage total — et poursuit son chemin dans l'inextricable fouillis d'autobus, de tramways, de rickshaws, de gharries et de voitures, sans se soucier de la confusion qu'elle sème.

Il ne se passe guère de jour à Calcutta où n'ait lieu une réunion ou une procession. A l'allure de la tortue, des camions portant des drapeaux et des bannières immenses se fraient un chemin à travers la cohue. Les Hindous, entassés à l'intérieur, crient en chœur *Tai hind* (ce qui signifie liberté) ou bien clament le nom d'un dieu dont c'est le *puja* (fête). Voitures, camions, rickshaws, chars à bœufs débordant de monde, de fleurs et d'offrandes, suivent la procession. Tout le monde hurle et tambourine à l'unisson ; des instruments de cuivre ajoutent leur rugissement au tintamarre général. Des milliers de gens suivent à pied, tandis que la police montée se dépense pour essayer de faire circuler cette cohue désordonnée. Le cortège s'arrête au *ghat*[2] près du pont et ses membres se rassemblent autour des orchestres, des drapeaux et des statues. Au cours de la cérémonie qui suit, le bruit croît à tel point qu'il finit par dominer complètement le sifflement des puissantes sirènes des paquebots du port. La foule se scinde en plusieurs colonnes, dont chacune suit une statue et se dirige vers le fleuve. On immerge alors le dieu au milieu de joyeux vivats et de « Oh ! » et de « Ah !» extasiés. Les fidèles se dispersent ensuite dans la ville, et la sainte rivière Hoogly reprend le cours de ses occupations habituelles.

Du pont, on aperçoit le port peuplé d'imposants bâtiments venus de tous les points du monde ; on décharge les cargaisons soit à même le sol, soit sur des camions ou, au contraire, on charge les marchandises avant de les remorquer lentement jusqu'à la mer. Les voiles des jonques sont rapiécées en cent endroits, et les jonques elles-mêmes paraissent si vieilles, si usées, qu'on s'étonne qu'elles flottent encore.

1. Européens : Sahibs. Memsahibs : Européennes.
2. Quai.

La route qui longe les rails du tramway est inégale et surpeuplée; mais, lorsqu'on la quitte en prenant à gauche une rue latérale, le brouhaha s'apaise rapidement. On découvre des espaces libres et des habitations soignées ; enfin, une imposante grille en fer forgé, qui est celle de la Maison du Gouvernement.

Le quartier européen de Calcutta couvre moins du dixième de la ville. Ce quartier a l'*air* européen tant qu'on le voit de sa voiture ou de son taxi et qu'on ne flâne pas dans les rues principales. Chowringhee est l'Oxford street de Calcutta, à cette différence près que si l'on songe à la couleur et à l'animation de la première, la seconde fait penser à un dimanche de pluie. Inutile d'entrer dans les boutiques : tout est vendu dans la rue bruissante. On peut acheter des perroquets, des diamants, des bibles ou des livres pornographiques, des peaux de tigre, des instruments de musique, des Leikas et des cacahuètes, des chiots et des jouets d'enfants. On trouve tout ce qu'on peut désirer sans avoir rien à demander ; des grappes d'indigènes vous assaillent, depuis les marmots à la démarche incertaine jusqu'aux vieillards à barbe blanche. Ils accompagnent tous vos pas, vous offrent leurs marchandises, tentent de vous séduire, énoncent leurs prix et les baissent tous les dix mètres. Si vous portez un sac ou un paquet, il vous est arraché des mains par un coolie ou un enfant qui entend s'en charger. Si vous marchez lentement, vous êtes abordé par un individu à l'allure louche qui vous propose « une fière étudiante très blanche et très jeune », euphémisme qui désigne à Calcutta une prostituée. Le long du trottoir, à intervalles réguliers, des adolescents jouent sur des flûtes de fer-blanc *En plein cœur du Texas*, dans l'espoir que vous leur achèterez leur instrument, ne fût-ce que pour vous débarrasser d'eux. Entre temps, on passe devant des charmeurs de serpents, des mendiants avec singes habillés et lamentables violons à une corde, des joueurs d'accordéon accompagnés d'enfants déguisés en poupées qui s'évertuent à danser à la manière de Carmen Miranda ou de Fred Astaire. On peut faire cirer ses chaussures tous les dix mètres et se faire photographier à tous les coins de rue. Des rickshaws, des gharries et des taxis vous suivent pour le cas où vous vous sentiriez tout d'un coup fatigué. « Gants, sandales ? » « Tapis, poterie ? » « Images obscènes, fières jeunes étudiantes ? » « Backsheesh, Sahib, ni père, ni mère » « Rajah, Sahib ? » « Cirer les chaussures, Sahib ? » « Stylos Parker, briquets Ronson ? » « Montres Longines, porte-cigarettes en or, rubis, diamants ? » Une chose est certaine : si vous achetez, vous serez volé. Vos suiveurs sont même prêts à vous fournir un assassin au rabais. Les *goonas*, ou étrangleurs, vous assassinent un homme pour 30 roupies.

On commet à Calcutta un nombre respectable de meurtres dont on n'entend d'ailleurs guère parler, tant il est rare qu'on puisse établir la preuve du crime. Calcutta est assurément la ville où le criminel court le moins de risques de subir les foudres de la justice.

Les groupes de revendeurs et les mendiants sont particulièrement denses aux alentours des grands hôtels et des restaurants, dont les portiers en livrée maintiennent non sans peine la liberté d'accès au milieu de la foule. De belles Hindoues, dans de délicats saris d'or et d'argent, accompagnées de maris corpulents et impeccables, descendent de leurs voitures. De jeunes fonctionnaires britanniques avec leurs amies anglo-hindoues, coiffées et parlant comme des Américaines, rangent leurs jeeps. Des hommes d'affaires anglais, parfaitement habillés, flanqués de femmes à l'air froid, à la peau claire, poussent flegmatiquement les portes tournantes des hôtels.

Les boîtes de nuit les plus luxueuses, grands hôtels mis à part, ne sont, le plus souvent, qu'une pâle réplique de celles de Hollywood. Dans l'ensemble, elles sont médiocres et les numéros y sont de troisième ordre. Mais qu'on aille au « 308 », au « British-American », à l' « Hawaian » ou au « Winter Garden », on rencontre toujours les mêmes personnes en train d'échanger les mêmes propos. Elles parlent toujours d'autres boîtes dans d'autres villes d'Orient ; tout le monde semble avoir fréquenté les mêmes endroits et avoir fait les mêmes choses. Qu'il s'agisse de Singapour, de Hong-Kong, de Saïgon, de Cumming, de Pevay, de Batavia ou de Shanghaï, on trouve toujours quelqu'un pour vous indiquer où l'on peut y boire, qui on y retrouve et ce que fait chacun. Ces gens connaissent tout de leur univers spécial, en quelque lieu que ce soit. Lorsqu'on se trouve parmi eux et qu'on les entend parler leur langage étrange et puéril, on a peine à croire qu'il s'agisse d'être humains sains et normaux. A la vérité, ce sont des expatriés qui souffrent d'une vie artificielle et retranchée. Tel est sur eux l'effet de l'Orient. La réalité de l'Orient est trop forte pour leur sensibilité d'Européens ; aussi s'en sont-ils systématiquement détournés.

On trouve plus de naturel dans les boîtes de second ordre, qui sont situées à la lisière du quartier européen. Certes, on ne pourrait y amener une jeune fille convenable, mais on y rencontre de nombreuses « professionnelles », danseuses attachées à l'établissement, Anglo-Hindoues anémiques à la poitrine plate, au visage enfariné de poudre et qui ne pensent qu'à l'argent. Ces prétendues boîtes de nuit ne sont, le plus souvent, que des garages désaffectés ou des salles abandonnées, décorées de guirlandes et de fleurs en papier défraîchies. Des Hindous, des Anglo-Hindous et des Européens de race indéterminée, assis aux tables, boivent et parlent avec les femmes de l'établissement. Les prix y sont encore plus élevés que dans les boîtes plus élégantes ; le prix d'entrée peut atteindre jusqu'à plusieurs livres et l'on n'est pas assuré d'avoir encore en sortant l'argent qu'on avait sur soi en entrant. Ces endroits sentent le vice — et il y est.

On peut très bien se distraire à Calcutta à meilleur marché et dans des lieux moins équivoques, au cinéma par exemple. Les cinémas européens sont exactement semblables à ceux de la métropole et passent les films

les plus récents. Pendant la saison chaude, on va voir n'importe quel film, simplement pour profiter de la fraîcheur des salles, pour jouir de leur atmosphère propre et réfrigérée. On pourrait se croire à « l'Empire Leicester Square », s'il ne montait pas, des places à bon marché, le bruit incessant que font les Hindous en luttant sans succès contre leur éternel catarrhe. Ce bruit, comme le pépiement des oiseaux, vous réveille tous les matins. C'est le moment où il est le plus fort ; comme le chant des oiseaux, il se poursuit tout le long du jour, mais l'oreille a eu le temps de s'y habituer. La symphonie de Calcutta est faite de bruits d'expectorations, de crachements et de laborieux râclements de gorge. Elle ne cesse que lorsque tout dort.

Lorsqu'on sort d'une salle de cinéma et qu'on s'engage dans Chowringhee, on parvient à Central Avenue où se trouvent le Statesnar building et le siège des grandes entreprises. Je m'y suis rendu souvent dans une maison amie ; devant la façade, à la distance de quelques mètres, au milieu de la chaussée, on voyait une énorme boîte à ordures. Elle dégageait une odeur nauséabonde qui empuantissait l'air de toute la rue. La plupart des Hindous ne prenaient d'ailleurs pas la peine de verser leurs ordures dans la poubelle et les répandaient tout autour. Quant au service des ordures ménagères, il ne venait que rarement la vider. Tous les matins, des mendiants s'asseyaient au milieu du tas d'immondices à la recherche de ce qu'ils pourraient y découvrir de comestible ou d'utilisable. Tout le long du jour, les oiseaux, les vaches, les chiens s'affairaient à remuer ces ordures et, pendant la nuit, des bandes de gros rats creusaient de véritables tunnels dans cette montagne. Un chat crevé resta dans la rue jusqu'à ce que les vers n'en eussent laissé qu'une touffe de poils. Ce tas d'ordures n'était, bien entendu, pas le seul de Calcutta. On en rencontre presque dans chaque rue et on ne les situe que trop aisément, pour peu qu'on ait l'odorat sensible.

Si jamais je devais encore subir l'un des tests auxquels on soumet périodiquement le soldat, test qui consiste à énoncer le mot qu'un autre mot prononcé au hasard évoque, par association d'idées, dans votre esprit — et qu'on eût lancé le mot « Calcutta » — c'est le mot « ordures » qui me serait immédiatement venu à l'esprit et, après lui, celui de « puanteur ». En aucun cas, je n'aurais pensé : « Deuxième ville de l'Empire ».

Si le bruit qu'on entend le plus souvent à Calcutta est celui que font les gens en se râclant la gorge et en crachant, et si l'odeur qu'on y sent le plus communément est celle de la pourriture, le spectacle que la rue offre sans cesse à la vue du passant est celui des *gharries*, ces véhicules délabrés qui sillonnent la ville jour et nuit. Un gharry, cela peut être n'importe quoi : une victoria, un phaéton, un landau, un cabriolet, un fiacre ou une sorte de diligence du Wild West. Tout l'équipage a un aspect vétuste : la voiture, le cocher et, plus que tout le reste, le cheval. Il paraît inconcevable que ces chevaux aient jamais été jeunes.

Les *gharries* font leurs meilleures affaires aux heures où les taxis ne sont pas en service. Le modèle « diligence » connaît particulièrement les faveurs des familles hindoues, car les femmes y sont complètement à l'abri des regards indiscrets. On s'empile à dix à l'intérieur et sur le siège du cocher — et tout ce monde est traîné par un malheureux cheval étique et boîteux. Il existe des gharries de première, deuxième et troisième classe, mais tous sont dans un tel état de délabrement qu'il n'y a guère de différence entre eux. Les prix officiels sont bas, mais les cochers trouvent toujours moyen de vous « flouer », et le soir, ils font de grosses recettes en exerçant le métier d'entremetteurs. Les cochers des gharries vivent, en effet, dans une large mesure, des ristournes qu'ils reçoivent des maisons mal famées.

Où que vous alliez, la nuit, vous entendez derrière vous un claquement de sabots et un grincement de roues. Si vous vous arrêtez, le cocher vous propose invariablement « une jeune et fière étudiante »; si vous avez l'imprudence de prendre un gharry pour rentrer chez vous, il vous faut livrer une bataille en règle avec le conducteur pour le convaincre de vous obéir. Ses intentions étaient tout autres. L'industrie de ces cochers-entremetteurs s'est développée à tel point qu'il a fallu édicter un règlement pour interdire à tous les militaires de circuler en gharry la nuit avec d'autres femmes que celles qui sont en uniformes ou appartiennent à l'armée [1].

Leur journée terminée, les gharries s'en vont remiser dans un quartier de la ville qui s'appelle Entally. Je m'y suis rendu; c'est un des plus sales de Calcutta. Il renferme un nombre considérable d'écuries aux toits percés et aux murs croulants. On y respire une odeur fétide, parmi des myriades de mouches. C'est ici qu'hommes et bêtes vivent, dorment et mangent. Les chevaux se tiennent debout, immobiles et mornes, ruisselants de sueur, ou restent étendus sans bouger. Ils ne semblent pas vivants et ne font certainement rien pour le paraître. Entally est, depuis plus d'un siècle, le fief des propriétaires d'écuries, et depuis un siècle, il est le théâtre de scènes de souffrances inimaginables. Je me demandais avec dégoût combien de temps encore cet état de choses allait durer. Les méthodes appliquées pour soigner les chevaux sont positivement stupéfiantes. On se borne à brûler les chairs malades à l'acide; si l'os est atteint, on le retire à l'aide d'un ciseau ou d'un marteau. Les chevaux sont contraints de travailler jusqu'à ce qu'ils meurent sur la route ou ne puissent plus se soulever sur leur litière. Il existe bien une C. S. P. C. A. (Calcutta Society for the Prevention of Cruelty to Animals), mais ses ressources sont si faibles et son action si inefficace qu'on ne voit guère à quoi elle sert. Sur une route d'Angleterre, la vue d'un cheval dans un état pareil à celui des chevaux de Calcutta provoquerait aussitôt un attroupement et la foule indignée lyncherait probablement le cocher. Ici, un

1. Ces pages ont été écrites quelques mois avant que l'Inde ait été déclarée indépendante.

cocher de gharry risque de se voir retirer son permis de conduire pour ivrognerie ou imprudence, mais les mauvais traitements qu'il inflige à son cheval ne lui vaudront qu'une faible amende.

Au sommet de la hiérarchie animale, il y a le bétail sacré. Cinq mille animaux, la plupart sans propriétaire, errent dans les rues de la ville. On les croise partout où l'on va. Ils fouillent dans les poubelles, dérobent quelque nourriture à l'un des innombrables éventaires qu'ils rencontrent sur leur chemin, entrent dans les magasins pour se saisir de ce qui les tente et qui est considéré comme leur étant dû. Ils se couchent et ruminent sur les trottoirs ou au milieu des rues surpeuplées, méprisant les piétons et les voitures qui les entourent. Il arrive parfois qu'on assiste en pleine rue au combat de deux taureaux furieux. Avant d'avoir vu les vaches sacrées de Calcutta, je me demandais en quoi pouvait bien consister le fait de disposer librement d'une ville. Aujourd'hui, je le sais.

Les Kabulis, ou usuriers, sont presque aussi nombreux que les vaches sacrées. L'Inde en fourmille et Calcutta en particulier. Ces fils de l'Afghanistan, grands et beaux, avec leurs gilets brodés d'or, leurs larges pantalons flottants et leurs grosses cannes, sont mahométans. Leur métier leur est interdit par une religion qui tient l'usure pour un péché, mais le peuple de l'Inde a toujours emprunté de l'argent, aussi ferme-t-on les yeux sur les péchés des Kabulis. A leur façon, ce sont d'habiles commerçants ; leurs méthodes sont entièrement différentes des nôtres, mais elles sont parfaitement adaptées aux mœurs du pays.

Lorsqu'on avance dans Chowringhee, vers les quartiers résidentiels des Européens et des riches Hindous, on trouve plus de calme. On atteint le séjour des vastes demeures aux allées sablées, des arbres et des parterres de fleurs, des domestiques vêtus de livrées blanches coupées de larges ceintures de couleur et coiffés de turbans, des *ayahs* poussant dans des landaus des enfants aux joues roses et des puissantes voitures avec chauffeurs en uniforme.

Les abords des immenses clubs, entourés de leurs courts de tennis, sont remplis de voitures. Sur le trottoir, des Hindous sont couchés à l'ombre des arbres ; d'autres somnolent au volant de leur taxi ou flânent indolemment dans la rue. Ce quartier-ci est probablement le seul qui soit tranquille dans toute la ville, parce qu'il n'est pas surpeuplé. Mais il ne couvre qu'une faible superficie. Quelques minutes de marche, un court trajet en tramway, et au sortir de cet élégant décor européen où les blancs restent entre eux, la ville proprement dite fermente, bourdonne et sue.

A un kilomètre seulement de Dalhousie Square et de ses vastes banques modernes, de ses imposantes maisons de commerce, de ses élégantes boutiques de bijouterie, se trouve Kumartuli, quartier des fabricants de statues. C'est l'empire des dieux et des démons où, sur une étendue de deux cents mètres carrés, vivent et travaillent dans des cabanes et des

ateliers sordides un millier de *khumbakhars*[1]. On chemine dans une pénombre tamisée, à travers un lacis de ruelles étroites et tortueuses, entre de minuscules boutiques dont les toits ne sont pas loin de se rejoindre et l'on se glisse entre des formes et des figures fantastiques. On a peine à distinguer les artisans de leurs statues avant de s'être approché d'eux et d'avoir admiré l'art consommé avec lequel ils pétrissent la glaise molle et humide. Pendant qu'ils travaillent, des coolies portant sur leur tête des blocs faits d'une matière bleuâtre et poisseuse montent des rives du Hoogly où sont amarrées les péniches de glaise.

Plus près encore de Dalhousie Square et de Central Avenue, se trouve la ville chinoise : autre monde vivant de sa vie autonome, aussi clos et particulier que Kumartuli. Dès qu'on pénètre dans les petites rues de ce quartier, rien n'évoque plus le souvenir de l'Inde. C'est un coin de la Chine, d'une Chine assez désuète, cependant — car les jeunes gens résident plus volontiers dans les maisons de rapport récemment construites de chaque côté des avenues qui bordent la ville chinoise. Mais, dans les ruelles tortueuses, juste assez larges pour laisser passer un rickshaw, les passants ont exactement l'aspect qu'on imaginait. Ombres fragiles de fumeurs d'opium, petites femmes minces en soyeuses robes à fleurs, vieillards momifiés aux barbes rares de mandarins, assis sur le pas de leur porte et clignotant des yeux comme des chats au soleil.

Les petites maisons à deux étages recèlent presque toujours un magasin ou un restaurant à l'enseigne écarlate timbrée de caractères noir et or. Les temples hérissés de dragons dorés, de rouleaux de prière et de lanternes sont imprégnés de l'odeur sucrée de l'encens. Dans les synagogues chinoises, des rabbins chinois chantent les prières en hébreu. Il y a des fumeries d'opium où les habitués, régulièrement autorisés, absorbent leur ration quotidienne de poison. Il y a des maisons de prostitution, les plus sordides de l'Orient, ce qui n'est pas peu dire. Il y a un peu de tout dans la vieille ville chinoise ; chaque personne a l'air d'avoir une raison d'exister, chaque objet une utilité, si minces soient-elles. Une sorte de vie intime, de particularisme individuel se dégage de cette petite cité enclose dans la grande. La personnalité de ses habitants se marque rien qu'à la façon dont ils se servent de leurs baguettes, assis aux tables soigneusement dressées de leurs petits restaurants ou à la manière silencieuse et passionnée dont ils jouent aux cartes, tandis que l'argent ou les jetons passent sans cesse de main en main.

Les cafés et les ateliers sont ouverts bien après minuit et animés tard dans la nuit. On croise à tout instant de joyeuses familles qui rentrent chez elles en riant et en plaisantant. Les Chinois sont des gens gais et sociables et ils aiment à se distraire. Lorsqu'elles sortent, ce qui leur arrive souvent, les femmes se parent de robes simples mais charmantes et habillent leurs enfants de leurs plus beaux costumes, tandis que les hommes revêtent des chemises immaculées.

1. Potiers.

Mais l'heure du jour où la ville chinoise prend un aspect tout à fait caractéristique, c'est celle de la sortie des écoles. Alors, subitement, elle fourmille d'enfants. Elle en est envahie. Tous sont propres, bien nourris et, à l'évidence, parfaitement soignés. Il ne fait pas de doute que, dans la communauté chinoise, la première place ne soit à l'enfant. La plupart d'entre eux, filles et garçons, portent une sorte d'uniforme scout de toile kaki. L'aspect avenant de ces jeunes Chinois bien portants se rendant en rangs à l'école ou au terrain de sport change agréablement de la crasse incurable des Hindous. Les Chinois ont des écoles particulières pour leurs enfants, leurs propres clubs et leurs centres de repos. Ils ne se sont pas laissés gagner par l'apathie des Hindous.

De tous côtés, dans la ville européenne, on a sous les yeux les preuves tangibles de la réussite qui permet aux Chinois de donner à leur jeunesse une instruction soignée. C'est ainsi qu'ils sont propriétaires d'un grand nombre des magasins les plus florissants où les prix sont plus élevés qu'ailleurs, mais où l'on peut se fier à la qualité des produits. Leurs restaurants sont les meilleurs et l'accès en est permis aux soldats britanniques, parce qu'ils sont bien tenus et que la nourriture y est saine. Certains des hommes d'affaires les plus éminents et des citoyens les plus cultivés de la ville sont des Chinois. Les Chinois de Calcutta présentent tous les caractères de leur race ; ils savent — où qu'ils vivent et quel que soit leur entourage — tout à la fois réussir dans la carrière qu'ils entreprennent et se construire des foyers agréables.

De Dalhousie Square, on est à une minute de Chitpore Road, l'une des rues les plus animées et les plus curieuses de Calcutta. On marche pendant près de cinq kilomètres entre des bazars en plein air et des éventaires ; la rue est peuplée de chars à bœufs, de voitures à bras, d'autobus délabrés, de rickshaws, de tramways vétustes, de bétail sacré, de troupeaux de moutons et de chèvres, de gens qui se bousculent et débordent des trottoirs sur la chaussée. Des indigènes, étendus sur le trottoir, dorment à poings fermés, tandis que d'autres s'accroupissent pour soulager un besoin naturel ; tous mâchent de la noix de bétel et crachent dans toutes les directions. La rue est souillée d'aliments pourris et de liquides répandus, l'air saturé de lourdes odeurs. Tout le monde mange dehors : tranches de melon, sucre de canne, bananes, bonbons et gâteaux huileux achetés aux éventaires. Suspendu au-dessus de chaque étalage, un essaim de mouches s'apprête à fondre sur les comestibles offerts au public. Çà et là, on voit des fourneaux de plein air, entièrement faits d'argile et, à proximité, les cuisiniers qui, accroupis au milieu de tas de riz et de grains de céréales, préparent des fritures sur des feux de charbon. La pâte frite est déposée sur une feuille de bananier et tendue à l'acheteur, qui la consomme sur-le-champ. Certaines boutiques vendent du *char* dans de petites tasses de poterie fine qui, après usage, sont jetées sur le trottoir où les pieds des innombrables passants les écrasent instantanément. On peut aussi

acheter des noix de coco au prix d'un anna pièce ; on décapite le fruit et on aspire sur place, d'une seule gorgée, le frais liquide qu'il renferme. Puis, on jette à la rue la grande coque verte. Chez les marchands de tabac, de nombreux adolescents assis, les jambes croisées, roulent de petites feuilles de tabac avec une remarquable dextérité et lient les deux extrémités à l'aide d'un bout de fil. Ces cigarettes en feuille, sans papier, à bon marché, sont celles que fument le plus couramment les Hindous. Dans la rue, le commerce le plus achalandé est celui du bétel ; chaque ruelle et chaque mur sont tachés de son jus sanglant. L'Inde tout entière mâche du bétel ; un dixième du monde mâche du *paan*. Le marchand de paan se tient assis, entouré de piles de petites feuilles vertes et d'une série de plateaux et de pots de cuivre brillants. Il prend dans l'un des pots une petite dose de *chuna* (mixture de chaux blanche) et en enduit une feuille, ajoute un peu de *katcha* (mélange de couleur chocolat) et saupoudre le tout de quelques grains de *supari* (noix de palme râpée). Pliée, puis mâchée par le consommateur, cette feuille est recrachée sous forme d'un jus rougeâtre. Il existe mille façons de préparer le *paan*, c'est tout un art... Mâcher est pour l'Hindou une habitude analogue à celle de fumer, mais elle est beaucoup plus répandue, car elle fait partie de ses plus vieilles traditions.

Le bétel n'a pas de propriétés narcotiques et n'affecte pas l'organisme ; en revanche, il noircit les dents. Il a un goût particulier assez semblable à celui de la pâte dentifrice.

Si l'on a besoin de se faire couper les cheveux, raser ou masser, il suffit de s'accroupir sur le trottoir et de se confier aux mains d'un des innombrables spécialistes qui sont à votre disposition.

Si on est affligé de quelque surdité, les spécialistes des oreilles sont également prêts, avec de curieux instruments de leur fabrication, à vous offrir leurs services. Assis sur le trottoir, au milieu de l'animation de la rue, ils pratiquent les opérations les plus délicates pour la modeste somme de deux annas par oreille.

Les boutiques des bijoutiers, des cordonniers, des bonnetiers, des fabricants d'instruments de précision, des maçons, des marchands de remèdes et des chiromanciens sont toutes groupées et occupent un secteur déterminé de la rue. La plupart comprennent une vaste pièce ouvrant sur l'extérieur et où tout est fabriqué, réparé et vendu en public. Devant certaines d'entre elles, celles des fabricants de montres ou d'instruments de précision, notamment, stationne en permanence une foule oisive qui contemple les artisans au travail.

Les boutiques de Chitpore Road, de beaucoup les plus attrayantes, sont celles qui vendent des médicaments et qui sont tenues par des charlatans et des guérisseurs. Il n'y a pas de maladie qui n'ait son remède ou son traitement approprié.

Tout le long des étagères et sur les tables, sous les toiles d'araignées,

sont alignés les pots de verre contenant des embryons d'alligators, des foies de chiens, des dents de lions et des morceaux de chair décomposée que, suivant les cas, le guérisseur baptise d'un nom ou d'un autre.

Si vous souffrez d'une fièvre maligne — et toute maladie a le caractère d'une fièvre maligne — le cœur de lion est le remède qui vous convient (à la condition que vous puissiez vous offrir un pareil luxe).

Mélangez-le avec une livre de bouse de vache, ajoutez un litre d'urine de vache, absorbez cette mixture un soir de pleine lune et vous serez un autre homme. La bouse et l'urine de vache sont sacrées et ont ainsi la vertu d'une panacée. Les salamandres sous toutes les formes, frites, bouillies ou pulvérisées, constituent un remède dont l'efficacité est souveraine, pour ne rien dire des centaines d'herbes qui guérissent de tous les maux, si redoutables soient-ils.

Les astrologues et les chiromanciennes forment un groupe de charlatans de grande classe : ils fournissent des talismans et des charmes magiques — pour des sommes qui peuvent atteindre trois cents roupies — à ceux qui sont assez naïfs pour se laisser convaincre de payer de tels prix. Ces charlatans prédisent aussi les événements futurs au moyen de cent procédés variés ; on peut faire son choix entre cent avenirs différents. Le prix de la consultation peut monter jusqu'à deux mille roupies ; mais, si l'on discute assez longtemps, on parvient généralement à le faire descendre jusqu'à deux roupies. Calcutta fourmille de cette sorte de gens qu'on voit assis sur leurs talons au bord des trottoirs ou dans les bazars. A en juger par leurs panses rebondies, la plupart d'entre eux semblent gagner leur vie largement, grâce à la clientèle des coolies. Il en va toujours ainsi aux Indes : les superstitieux et les ignorants sont invariablement dupés par des individus louches et à demi instruits qui font de bonnes affaires sur leur dos.

Si Chitpore Road vous a donné le goût de la foule, retournez à Chowringhee et suivez cette rue sur une distance de cinq kilomètres environ : vous arriverez à Kalighat où se trouve le temple de Kali, le plus important de Calcutta. Tout autour du temple sont installées des boutiques où l'on achète des offrandes pour la déesse : images, bibelots, bracelets de peu de valeur, fleurs et aliments. Et aussi des chevreaux vivants, car c'est en lui offrant des sacrifices sanglants qu'on a le plus de chances de s'acquérir les faveurs de la déesse. Le temple est toujours rempli de pèlerins venus de tous les points du Bengale ; tout le monde se pousse et se bouscule pour essayer d'approcher la statue. Elle a un aspect farouche, sa langue rouge et épaisse pend hors de sa bouche, un collier de têtes décapitées orne son cou, le sang ruisselle de ses mains.

Elle est couverte des fleurs que ses adorateurs présentent sans cesse aux prêtres et, à ses pieds, est posé un grand bol où tous ceux qui parviennent à s'approcher d'elle jettent des pièces de monnaie. La masse mouvante s'avance et murmure, des femmes s'évanouissent, des enfants

hurlent de peur presque étouffés dans la foule. De temps à autre, les prêtres écartent les fidèles pour permettre aux femmes et aux enfants d'apercevoir la déesse. Les pauvres gens frémissent de plaisir, jettent des fleurs et de la monnaie, et présentent leurs enfants aux bénédictions de la divinité.

De même que les autres secteurs de la ville, Kalighat a son quartier réservé, comme chaque faubourg londonien a son parc ou son terrain de jeux. Le quartier réservé qui avoisine le temple donne assez bien l'idée de ce que peuvent être les autres. Dans des rues étroites et sombres, les maisons aux fenêtres grillagées se composent de petites cellules meublées seulement d'une natte ou d'un matelas en chiffons où des femmes attendent la visite du client amené par un rabatteur, voire par le mari des courtisanes. Dans ces ruelles, on voit des individus se livrer au vice pour ainsi dire sous vos yeux. Cela vous donne la nausée. Avant la guerre, les établissements de grand luxe se trouvaient dans une certaine rue Karia et étaient le rendez-vous des courtisanes de toutes nationalités, la plupart blanches ou anglo-hindoues ; la soirée coûtait au minimum sept livres. Quand la guerre approcha et que Calcutta devint ce qu'on appela le « Paris du front Burma », ces établissements subirent de nombreuses descentes de police et, peu à peu, tous furent fermés. Certaines pensionnaires émigrèrent vers les stations de montagne de plus en plus fréquentées à mesure que la guerre se prolongeait. D'autres n'allèrent pas aussi loin et se groupèrent dans le quartier de Riper Street, qui est devenu celui des filles anglo-hindoues.

Le quartier réservé le plus vaste de Calcutta s'étend entre Chitpore Road et Central Avenue. Il s'appelle Sanagatchi. On y passe sans transition de larges rues, où des filles jolies et élégantes habitent des chambres relativement propres et bien meublées, à de petites ruelles obscures qui sentent l'excrément humain, où tout est crasseux et sordide.

La visite de ces lieux ne me tentait guère. Je ne les connaissais que trop bien pour en avoir vu de semblables dans toutes les villes des Indes, dans tous les quartiers de Calcutta ; ce qui m'attirait davantage, c'étaient les vastes maisons bien entretenues, à l'aspect irréprochable, qui sont situées en bordure de Sanagatchi. Mon guide m'assura que nous étions parfaitement libres de les visiter si bon nous semblait, mais que cela n'en valait pas la peine et qu'il n'y avait rien à y voir. Nous les visitâmes néanmoins. Dans l'un de ces immeubles, une femme hindoue d'un certain âge, d'une grande assurance, nous introduisit avec dignité. Elle nous montra toute la maison et nous présenta à quelques-unes des vingt jeunes femmes attachées à l'établissement. Elles étaient fort jolies, vêtues de ravissants saris de soie transparente et portaient de fort beaux bijoux. Chacune d'elles occupait une chambre particulière, luxueusement meublée avec des tapis sombres et un vaste divan. Elles s'asseyaient en prenant des poses affectées et riaient sottement lorsque, au cours de notre visite, nous jetions un coup d'œil à l'intérieur de leurs chambres. La maîtresse

du lieu est entièrement responsable de ses pensionnaires ; elle les nourrit, les habille, veille à ce qu'elles soient bien tenues et en bonne santé. Elle leur fournit leur chambre, s'assure qu'elles restent fidèles aux riches *babus* qui lui donnent cent cinquante roupies par mois pour l'entretien de leurs maîtresses. Ces jeunes personnes attendent, oisives, la cervelle vide, que leur amant ait envie de venir les voir. Il peut arriver qu'il ne vienne pas pendant plusieurs semaines s'il est en voyage d'affaires ou bien malade ou s'il réserve, momentanément, ses faveurs à une autre dame qu'il entretient dans un autre établissement. La jeune prostituée n'en est pas moins à sa disposition, telle une voiture rangée dans un garage attend son propriétaire.

Rien n'offre un contraste plus frappant avec Sanagatchi que les nombreuses maisons occupées par des gens de la classe moyenne qui sont disséminées un peu partout dans la ville. Au milieu du bruit et du va-et-vient, on découvre tout à coup l'une de ces maisons qui ressemble à une maison de campagne, tant elle paraît paisible. Près d'elle, au milieu d'un carrefour, un bassin qui sert à recueillir les eaux de pluie est bordé de palmiers qui reflètent leurs branches dans l'eau calme et brillante où nagent des canards ; un épais gazon croît alentour. Des rues assez larges entre des maisons modernes à deux étages partent de cette petite place. Des arbres dispensent une ombre épaisse, des fleurs et des buissons croissent dans de petits jardins bien entretenus. On respire une atmosphère d'intimité et de bonheur.

***

Calcutta est une ville qui a désespérément besoin d'une réforme, car elle a pris, sous l'influence occidentale, une énorme expansion à laquelle n'a présidé aucune idée directrice. La main droite ne s'est jamais souciée de ce que faisait la main gauche. Il m'est arrivé de marcher des jours entiers dans la ville hindoue sans jamais rencontrer un seul homme blanc. Quoi d'étonnant à ce que cette ville soit celle des contrastes ? Le luxe le plus prodigieux côtoie la misère la plus inimaginable, les riches habitent des palais des Mille et une Nuits, tandis que la moitié de la population couche dans les rues ou dans de sombres réduits sans fenêtres.

A Calcutta, on peut, si on le veut, mener la vie large d'un gentleman. On peut avoir des serviteurs, habiter des maisons vastes et fraîches, fréquenter les clubs, les piscines, les réceptions, les cinémas « climatisés », les courses de chevaux, faire d'agréables promenades dans les jardins botaniques ou en bateau sur la rivière. Mais, si l'on s'intéresse au sort de ses semblables, on ne connaît pas un instant de paix ou de bonheur. On ne parvient pas à se faire à l'idée que, dans la rue voisine, une famille

de dix personnes est entassée dans une chambre minuscule, que sous vos fenêtres, une mère à moitié affamée couche sur le pavé avec son enfant, que près d'un million de ceux qui habitent la ville avec vous ne sont jamais rassasiés. La vue des mendiants, des estropiés et des malades qui peuplent les rues ne cesse de vous affliger ; on est blessé cent fois par jour. On ne s'habitue jamais ; personne ne devrait jamais s'habituer à Calcutta.

L'ÉDUCATION AUX INDES

On est surpris en constatant combien notre civilisation a peu pénétré les indigènes instruits. Sans doute se sont-ils nourris, pour s'instruire, des connaissances et de la science occidentale ; mais s'ils ont effectivement adopté la médecine, l'électricité, l'automobile et l'avion, il demeure évident que leur instruction n'a affecté que de façon négligeable les coutumes qu'ils suivent depuis des siècles.

Ils ont beau connaître les principes de l'hygiène, ils n'ont aucun sens réel de la propreté et de l'asepsie. Ils restent fidèles aux recettes de leur vieille médecine. Ils s'interdisent l'emploi du papier et ne se servent que de leur main gauche (ils la lavent ensuite, mais dans de l'eau seulement) quand ils sont allés aux W.-C. Ils continuent à s'habiller comme autrefois, à manger comme autrefois, à penser comme autrefois.

En un sens, il est admirable qu'ils aient été si réfractaires à notre influence et qu'ils se soient retranchés avec une telle opiniâtreté dans leur particularisme. Il n'y aurait aucun bon sens à copier notre manière de vivre pour le plaisir de la copier ; mais il existe certaines formes de notre civilisation dont ils ne pourraient tirer que du profit. On a prétendu que la cervelle des indigènes n'était pas construite pour pouvoir assimiler les idées occidentales. Je ne vois à cette théorie aucun fondement. On ne saurait, semble-t-il, mettre en doute que, placés dans les conditions voulues, les Hindous ne soient parfaitement capables de digérer une somme — même importante — de connaissances et de la faire servir à des applications pratiques — *s'ils en ont la volonté.* Il faut donc qu'il y ait quelqu'autre explication de leur constant refus de se servir de ces biens que nous leur apportons et qu'ils ne repoussent pas. En fait, de cette position contradictoire, il y a plusieurs raisons et chacune d'elles touche directement au problème de l'instruction.

La première et la plus frappante est la raison religieuse. A mesure que s'est développé le monde moderne, l'instruction et la science — devenues synonymes — se sont à maintes reprises heurtées à la religion jusqu'à ce que ces trois entités aient trouvé un compromis. Les religions indiennes, outre qu'elles exercent un pouvoir absolu sur la population, sont beaucoup plus éloignées de tout progrès que les religions occidentales ; le heurt en a été d'autant plus violent et, aujourd'hui encore, l'indigène

instruit hésite et se dérobe quand les applications pratiques de ses connaissances viennent en travers de sa foi.

L'hindouiste sait que des millions de vaches errantes sucent la nourriture du pays comme des sangsues. Il sait que la seule solution serait d'abattre les bêtes vieillies, malades et improductives pour permettre aux autres de disposer d'une nourriture suffisante. Mais la vache est sacrée et tuer est un crime. Il en résulte qu'hommes et bêtes souffrent inutilement. Le musulman sait qu'il est contre nature de condamner ses femmes à vivre en purdah[1], privées d'air frais et suffoquant ou presque sous la chaleur ; mais cette pratique est devenue partie intégrante de sa religion et il n'ose pas y contrevenir. L'hindouiste, comme le musulman, connaissent tous deux les terribles conséquences des mariages d'enfants, mais cet usage fait également partie de leurs religions respectives. Ils n'ignorent pas qu'il est d'une atroce cruauté d'interdire aux veuves de se remarier ; cependant, la veuve continue à vivre en délaissée et est obligée de se faire l'esclave de sa belle-famille ou de s'adonner à la prostitution. Ils savent, ils reconnaissent même que leurs perpétuelles fêtes et processions constituent un effroyable gaspillage d'énergie et de temps, qu'il en va de même de leur suprême préoccupation : la prière, et de leurs deux marottes : la Vie Antérieure et la Vie Future. Ils ne nient pas l'absurdité que représente le chiffre — plusieurs milliers — de leurs dieux et ils sont pleinement conscients du mal incalculable qu'a fait à leur pays le plus nocif de leurs principes sociaux, à savoir : celui des castes.

Cependant, si bien armés qu'ils soient par l'éducation et l'enseignement, ils n'osent pas se dresser ouvertement contre les forces destructrices que porte en elle leur tradition religieuse. J'ai rencontré bien des indigènes qui dirigent personnellement leur vie suivant les principes qu'ils tirent de leurs connaissances acquises, mais je n'en connais à peu près aucun qui ait la volonté de franchir le dernier pas. L'acquisition individuelle du savoir est une chose, sa diffusion parmi les masses en est une autre et engendrerait l'incrédulité ; et ils ne veulent avoir aucune part dans ce résultat. L'ignorance du peuple est, ils l'admettent, un malheur, mais l'incrédulité du peuple est un péché.

Ainsi se ferme le cercle vicieux et il n'y a évidemment aucune issue à cette impasse jusqu'à ce qu'il existe assez d'hindouistes et de mahométans instruits et foncièrement sincères pour agir dans le sens de l'intérêt général. Alors, peut-être élèveront-ils la voix en faveur de l'enseignement public. Jusque-là, l'instruction aux Indes sera pratiquement sans effet.

Un autre obstacle vient d'une sorte de snobisme universitaire des hautes classes indigènes, de leur amour des diplômes pour les diplômes. Ils s'astreindront à passer des examens moins pour posséder une connaissance approfondie de certaines matières que pour pouvoir mettre le plus

1. Gynécée.

grand nombre possible d'initiales après leur nom. Quand un indigène vous présente un jeune homme, il ajoute toujours « B.A. », « M.A. » ou « B.Sc. »[1].

S'il lui arrive de parler d'un ami, il manquera rarement de mentionner tous les diplômes qu'il a conquis. La connaissance en tant qu'acquisition précieuse et utile lui importe peu ; ce qui compte, c'est ce B.A. prestigieux. Voilà ce qu'il faut obtenir à tout prix.

Sans aucun doute, le plus grand don de l'indigène est la mémoire. Il semble extravagant, mais il arrive néanmoins qu'un étudiant apprenne par cœur tout un livre de classe et puisse le réciter mot à mot. Aussi, à la condition de consacrer assez de temps à cet exercice, peut-il passer n'importe quel examen, à moins qu'on ne lui pose une question sur laquelle il n'a pas de notes ou qui n'a pas été traitée dans son manuel. Alors, il perd pied, il est déconcerté parce qu'il n'a qu'à demi compris ce qu'il a appris, parce que sa manière de travailler a été celle d'un perroquet et qu'il a perdu son temps à apprendre par cœur, pour s'en débarrasser, les matières de son programme et enfin, parce que le sujet est probablement à cent lieux des réalités de sa propre vie, ce qui lui interdit toute possibilité d'improvisation. S'il se trouve dans cette situation lorsqu'il subit une épreuve, il se met en grève ; ses camarades manifestent avec lui, les uns et les autres étant convaincus que le jury les a dupés en posant une question imprévue. C'est là un incident courant dans nombre d'universités indigènes. Dans leur ensemble cependant, la plupart des étudiants travaillent bien et beaucoup ; ils sont bien plus sérieux que la plupart des Européens.

Lorsque l'indigène moyen a obtenu son diplôme, il se tient pour satisfait. Il tire une immense vanité de pouvoir palabrer jour et nuit, d'engager des discussions hautement spéculatives avec des amis de l'Université. Être un homme civilisé, pour lui, c'est cela. Il n'a aucun désir de partager son savoir en l'enseignant aux couches ignorantes ou moins fortunées de la collectivité, car elles sont composées d'individus qu'il juge au-dessous de son mépris. Aussi, n'acceptera-t-il aucune situation qui risque de le mettre en contact avec de telles gens. Que ses connaissances puissent, en des lieux reculés, rendre d'inappréciables services, voilà qui n'est point propre à le toucher. Son intérêt se porte sur sa propre ambition et sur les avantages extérieurs qu'il peut recueillir. Il estime en toute honnêteté que son diplôme lui confère un droit au confort personnel, un droit à un poste de haut fonctionnaire ou de médecin ou de juriste dans une grande ville européanisée. Ce doit être aussi un « sésame » pour une chaire dans quelque université, car il ne répugne pas à instruire ceux qui sont déjà à demi-instruits. Mais ses privilèges doivent être sauvegardés ; il les a gagnés et il en est excessivement fier. Qu'en soi le

1. B.A. = Bachelor of Arts ; M.A. = Master of Arts ; B.Sc. = Bachelor of Sciences.

savoir ne prête pas à un étalage de vanité, c'est une idée qui ne lui viendra jamais.

Il n'est pas surprenant qu'en majorité, ces jeunes ambitieux ne réussissent pas à devenir les médecins, les juristes et les professeurs qu'ils avaient ambitionné d'être. La plupart d'entre eux se résignent à végéter dans une situation d'employé mal rétribuée, inférieure à leurs mérites ou à rester chômeurs en attendant que leur tombe du ciel une situation faite sur mesure.

LA FEMME HINDOUE

Trois facteurs dominent la vie de l'Inde : la religion, l'impératif politique anti-anglais « Quittez l'Inde » et l'amour. L'amour, conçu comme la jouissance de l'homme, est le principal passe-temps de l'Hindou. Sa femme n'est en aucune manière sa compagne ; elle est simplement l'instrument de son plaisir et peut, de ce point de vue, être mise au même rang que le foot-ball, le piano et les échecs.

Je n'ai jamais rencontré de perfection physique comparable à celle des femmes hindoues de bonne famille. Mais cette beauté et cette grâce exquise vont de pair avec une absence totale de charme, d'activité intellectuelle ou de caractère.

Leurs yeux de gazelle sont immenses et sombres, leur ossature a la fragilité du verre filé, leur peau est d'une pâleur lumineuse, leurs fronts, hauts et bombés, incroyablement lisses, couronnent de petites têtes en forme de cœur, qui sont posées sur leur cou, comme s'arrondissent des fleurs au bout de leur tige. Elles montrent à peu près autant de personnalité qu'un lis à la devanture d'un fleuriste et pourraient, de la même façon, être conservées dans un vase. Elles le sont dans des cages dorées, ce qui revient à peu près au même. Leur vie entièrement retirée leur interdit sans recours d'être différentes de ce qu'elles sont. Dans les sphères les plus hautes de la société indigène, il est admis que l'existence des femmes ne répond qu'à une seule nécessité : les Hindous de toutes les classes et de toutes castes, mahométans ou brahmanistes (sauf quelques individus fortement influencés par la civilisation occidentale et attirés par le progrès) considèrent comme une évidence biologique ce fait qu'aucun homme n'entre en contact avec une femme autrement que pour satisfaire au génie de l'espèce. Leur conviction à cet égard est établie depuis si longtemps qu'elle ne souffre plus aucune discussion. La question ne pose pas plus de problèmes moraux que la faim ou la soif. Au surplus, elle ne regarde que le sexe masculin : les femmes sont considérées comme dépourvues de désirs ou de passions, comme des créatures entièrement passives, mais qui, pour demeurer chastes, doivent être soigneusement gardées et soustraites à la sensualité des mâles, frères, oncles, cousins compris.

C'est à cette conception du rôle de la femme que se sont invariablement heurtés les efforts tentés en faveur de la suppression du voile, mesure où l'on voit le symbole de l'émancipation féminine. Si vous discutez sur ce sujet avec des Hindous évolués, ils vous affirment que l'homme étant aux Indes ce qu'il est, toute mesure de ce genre doit être proscrite. A les en croire, il n'y aurait plus, si elle était réalisée, de vie de famille possible, ni de femme en sécurité.

Si vous persistez à soutenir le point de vue contraire, en invoquant l'exemple des innombrables hommes et femmes qui, en Europe et en Amérique, vivent et travaillent côte à côte dans les usines, dans l'armée, dans les bureaux, dans les métiers d'art, bref dans tous les domaines de l'activité humaine, sans que la sexualité s'en mêle, vos amis hindous se contentent de rire, de cligner de l'œil et de vous donner des bourrades dans le dos. Ils ne vous croient pas. L'idée qu'ils se font des conditions de la vie quotidienne en Europe est fondée sur leur conviction qu'il n'y a pas de différence entre un Européen et un Hindou, ce qui implique à leurs yeux qu'aucune femme européenne n'est jamais en sécurité auprès d'un Européen et qu'il ne saurait exister de femme vertueuse en Europe, qu'elle soit ou non mariée.

Si, en revanche, il y a aux Indes tant de femmes honnêtes, c'est que les mœurs y pourvoient en tenant compte des faits, alors que les Européens, sous le couvert de leurs belles théories émancipatrices et égalitaires, sont des hypocrites, soucieux surtout de leur plaisir. Vos amis s'obstineront à vous affirmer que les rapports libres et faciles entre les sexes — tels qu'ils existent en Europe — ne peuvent jamais atteindre à ce climat mystique que crée entre l'Hindou et sa femme le lien sacré qui les unit.

— Et cependant, objectez-vous, cette femme ne remplit qu'un seul office dans la vie de son mari, si l'on excepte les femmes du peuple qui sont à la fois des servantes, des gagne-pain et des bêtes de somme. Que faites-vous de l'étroite confiance, de l'agrément né de la communauté des intérêts, du respect et de l'affection mutuels qui tiennent une si grande place dans le mariage occidental, quand il est heureux ? » L'Hindou vous répond du tac au tac : « Tout ce qui distrait la femme de l'accomplissement joyeux de son devoir sacré envers son mari et ses enfants est un ferment de destruction. Camaraderie, affection, que pèse cela au regard de la béatitude ineffable que représente l'Amour hindou ?

Telle est l'argumentation invariable de votre interlocuteur et rien ne l'en fera démordre. Le dogme de la beauté de l'Amour hindou justifie la condition imposée aux femmes. A ses yeux, qui veut la fin veut toujours les moyens et il considère que l'Européen n'est nullement fondé à mettre cette vérité en doute.

Peut-être a-t-il raison. Le statut des relations entre les sexes, fixé aux Indes depuis des temps immémoriaux, et les habitudes morales qui en dérivent sont partie intégrante de la personne des habitants, au même

titre que la couleur de leur peau. Même animés des meilleures intentions du monde, les réformateurs seront réduits à l'impuissance s'ils tentent d'introduire dans ce domaine un changement radical. Au surplus, qui oserait affirmer que l'idéal moral qui inspirera tel réformateur — quel qu'il soit — est nécessairement le meilleur? Son idéal n'est, en fin de compte, que le produit de ses propres conceptions et de sa propre civilisation. Rien ne prouve qu'il ait une valeur absolue ou même qu'il soit le plus souhaitable pour les Indes.

Il reste, lorsqu'on a épuisé ce sujet, que la « Beauté de l'Amour » a son revers. Comment, demandez-vous à votre ami hindou, justifie-t-il la quantité de temps, d'argent et d'énergie que ses compatriotes gaspillent dans la compagnie des prostituées? Que dire du sort des millions de malheureuses créatures vouées à cette pitoyable industrie? Car il s'agit bien d'une industrie — et très importante aux Indes — la seconde sans doute après celle de l'alimentation. Il suffit d'ouvrir n'importe quel journal pour être frappé de la place énorme qu'y tiennent les rubriques consacrées aux questions sexuelles. Aux devantures des libraires, on est étonné par l'abondance et la variété de la littérature spéciale et des manuels d'érotisme. Ces livres, exclusivement destinés à l'usage du marché intérieur et imprimés en urdu, industani, bengali, etc., sont six fois plus nombreux encore que les *Kama-Soutra* et autres publications destinées à émoustiller les étrangers. Et il va de soi, aux Indes, que tout homme qui sait lire, à quelque classe qu'il appartienne, est familier de cette littérature.

Rien là-dedans de pervers, rien qui relève du vice, de la passion; le livre pornographique est, pour l'Hindou, ce que le roman policier est pour l'Européen. Lorsqu'on constate que le nombre des maisons de prostitution aux Indes (dans un village que j'ai habité, il y en avait neuf) est à peu près trois fois plus élevé qu'en Angleterre, on commence à se faire une idée de l'importance de l'industrie « sexuelle » dans ce pays.

Placé devant tant de faits indiscutables, votre interlocuteur ne fera pas de difficultés pour en reconnaître l'exactitude. Mais la nature humaine, à savoir masculine, étant ce qu'elle est, il s'agit là des inévitables conséquences de l'insatiabilité du génie de l'espèce. Il est assurément regrettable que les hommes veuillent être des hommes. Et l'on revient ainsi au point de départ, la discussion ayant tourné en rond et décrit un cercle parfait. On n'en sait guère plus qu'en commençant, sinon que l'Amour sacré doit être protégé à tout prix et que l'Amour profane est une nécessité physiologique. Et les femmes? Dans un cas comme dans l'autre, elles ne sont rien de plus que des moyens adaptés à une fin déterminée.

LOUIS HAGEN

(TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR S. DE LA BAUME)

SUARÈS

Le Grand Prix Littéraire de la Ville de Paris vient d'être décerné à André Suarès. Il n'y a personne parmi les vrais lettrés qui ne se réjouisse de ce choix. Suarès est à la fois célèbre et méconnu. Méconnu souvent par sa faute ; plus généralement par celle de ses contemporains. Il était temps que l'on se souvînt que nous avons avec lui un de nos plus grands écrivains. Je sais bien qu'une telle expression est, de nos jours, prodiguée. Mais on aurait tort de croire qu'un grand écrivain doive avoir vingt-cinq ou trente ans au plus, et qu'il suffise pour le devenir de l'approbation d'un important café littéraire ou de quelques contemporains, venus avec vous de Marmande ou de Quimper-Corentin imposer à la France un nouveau style ou une nouvelle manière de voir. Un grand écrivain peut aussi être âgé de plus de soixante-dix ans et montrer sa maîtrise, sans défaillance, depuis ses débuts.

Ceux de Suarès furent éclatants. Ils frappèrent M. Brunetière, quoi qu'on en ait dit, fort bon connaisseur en beau style et qui fit entrer à *la Revue des Deux Mondes* ce jeune homme sans relations. Suarès apportait à la critique une forme qu'elle n'avait jamais possédée : une sorte d'exaltation lyrique, une musique sourde et sonore, et cela n'excluait ni l'intelligence, ni la nouveauté des points de vue, ni la profondeur dans l'étude du sujet choisi.

On a reproché à ce classique je ne sais quel romantisme outrancier ; à ce latiniste expert, formé surtout par Tacite, d'avoir trop bien lu — et trop bien compris — Shakespeare. Mais peut-on parler avec indifférence et froideur d'une grande œuvre et s'imaginer que le jugement littéraire soit uniquement fait de la critique des sources ? Non, ce que je reprocherai, pour ma part, à Suarès, c'est son irritabilité. Comme tous ceux qui aiment à s'engager, il l'a souvent fait à tort et à travers, car la vie est longue, les opinions variables, et les circonstances font de nous ce qu'elles veulent, quand on a la faiblesse de céder à elles. Que M. Suarès ait eu sur le plan politique telle ou telle conviction, peu me chaut. Il ne me viendrait jamais à l'esprit de critiquer quelqu'un parce qu'il s'affole d'un mets qui me fait horreur ou d'un vin que je supporte mal. Mais Suarès ne peut se retenir de vitupérer : à côté des jugements les plus hauts et les plus sereins, il éclate tout à coup de fureur à propos

d'un personnage qui lui déplaît et il mêle une pantalonnade dans le goût de *la Comedia dell'Arte* à une méditation magnifique. Je le vois qui se contracte tout à coup, bout de fureur et, par des allusions venimeuses, s'efforce d'atteindre un ennemi fictif ou une figure, détestable en soi peut-être, mais qui n'a rien à voir avec son propos. Si cette erreur me choque à ce point, c'est justement parce que je viens de relire pas mal d'ouvrages de Suarès, et que j'ai été trop souvent interrompu dans mon plaisir par l'agacement de devoir chercher à quel personnage historique ou littéraire, oublié ou méconnaissable, s'adressait telle sortie intempestive, dans une admirable page sur Cervantès ou sur Tolstoï.

Avec tous les talents divers que comporte le talent de Suarès, il faut établir une hiérarchie. Au sommet de l'échelle, je placerai le portraitiste. Il en est peu. Car le portrait est une synthèse. Et la vie littéraire comporte d'abord un excès d'analyse. Suarès aborde son sujet par tous les côtés à la fois ; il l'aborde ? Non, il l'attaque. Le physique, le moral, l'apparence et les dispositions secrètes, la biographie et les analogies de tout ordre, quelquefois les plus frappantes et souvent les plus inattendues, enfin ce que la présence d'un individu de vaste envergure comporte, autour de lui, de métaphysique, d'histoire, de géographie même, voilà tous les points qu'il veut saisir presque simultanément. Nulle progression logique dans cette aventureuse entreprise ; l'homme investi, saisi dès le début, le restera jusqu'à la fin, au centre d'une plate-forme tournante qui nous permettra de l'examiner totalement. Le plus beau portrait de Baudelaire que je connaisse est celui de Suarès (*Sur la Vie*, tome second). Il l'emporte sur ceux de Paul Bourget, de Léon Daudet, de Paul Valéry. Certaines de ses phrases nous rendent un Baudelaire complet et vivant.

Il a du Russe, et de la songerie frissonnante sous le ciel de Pétersbourg. Il a de l'Anglais, rongé de spleen. Il a du vieil Italien, chroniqueur du bronze. Et plus encore de l'Espagnol à la Goya. Ce poète de Paris est un homme de l'Europe ; et pas un poète, aujourd'hui, du Tage à la Néva, qui ne soit plus ou moins tributaire de ses frissons et de son mauvais rire, de ses belles angoisses et de ses larmes vénéneuses.

Son Salluste, son Joinville, son Cardinal de Retz sont de la même qualité. Son Pétrone, son Caligula abondent en traits saisissants. A Musset, sur qui chacun daube, il ose montrer un véritable esprit de justice et beaucoup d'ingéniosité à le dire. Qu'on réunisse en un seul volume les meilleurs portraits de Suarès, et on aura une galerie comme on en trouve peu en France. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ?

Pourquoi aussi ses recueils de proses lyriques, tirés à peu d'exemplaires, et de luxe, n'ont-ils jamais reparu ? *Images de la Grandeur*, *Bouclier du Zodiaque* devraient être connus de tous les lettrés. Mais depuis 1910, il n'est, dans l'opinion tyrannique, en France, qu'un poète en prose : Rimbaud ; il a tout dévasté autour de lui ; ce qui nous a valu une innombrable séquelle *rimbaldienne*, qui sévit jusqu'à l'étranger. Hélas ! Tout grand

écrivain est un fléau qui abat des kyrielles d'apprentis, lesquels croient que créer, c'est recommencer autrui. Du moins, la gloire de Suarès a-t-elle cette suprême vertu : on ne l'imite pas.

Quand il n'est point facile — je veux dire quand il ne s'abandonne pas à une inspiration trop fleurie — le style poétique touche chez lui à la perfection ; il est sobre dans la puissance, extraordinairement mobile et il suggère plus qu'il ne décrit ; il a des trouvailles qui lui sont propres et infiniment variées, une musique savante en ceci qu'on la sent et qu'on ne la scande pas. Il n'est pas fait d'alexandrins ou d'octosyllabes plus ou moins adroitement mêlés et cadencés ; c'est de la vraie prose, et de la meilleure. Il faut bien le dire, et on ne le dit pas assez ; il est aisé d'écrire — et même bien — en s'appuyant sur des vers blancs, de huit et de neuf pieds. Le lecteur courant s'en aperçoit à peine et la phrase se soutient sans effort, comme un demi-infirme sur ses béquilles. Voit-on un Retz, un Voltaire, un Mérimée écrivant ainsi ?

Suarès a deux expressions très différentes : le style intellectuel, qui s'adresse à l'esprit, et le style poétique, qui anime la sensibilité. Dans les deux, il excelle ; parfois, il les mélange, ce qui rompt les ordres établis et lui a fait commettre plus d'une erreur.

Je pique au hasard dans *Sur la Vie* un fragment descriptif ; je ne l'ai pas choisi ; il y en a cent comme cela. Il paraîtra peut-être affecté en un temps qui trouve élégant ce tour de phrase par lequel les débutants du journalisme traitent le thème bien connu des chiens écrasés ; le voici :

Il pleut implacablement.

Déjà la Seine lèche les berges. Jamais, à la Saint-Jean, on ne vit si dure et si furieuse cette douce reine des eaux. Elle a la couleur des glycines au crépuscule. Elle roule un flot d'ardoise et de mercure, à reflets d'acier bruni. Elle ne sourit plus, elle qui est toute lenteur élégante, et qui s'attarde dans le sourire. Elle a l'œil mauvais. Le vent d'ouest frise, soir et matin, de boucles blanches la Seine grise ; il l'envieillit. Sous le pont, le vent et le courant contraires font des vagues étranges, qui jouent la marine ; et le murmure du remous s'enfle contre les piles : cet été, la Seine gronde.

A la Bretagne *(le Livre de l'Emeraude)*, à sa ville natale *(Marsiho)*, à Paris *(Cité, Nef de Paris)*, Suarès a consacré de véritables monuments, eux aussi, trop souvent gâtés par d'inutiles passions personnelles.

Il aurait fallu parler de ses essais tragiques, de ses plongées dans la vie intérieure et du moraliste de race qu'il est, souvent égal aux meilleurs, aux classiques. De la politique, il s'occupe souvent, mais en solitaire. Or, la politique, ce ne sont pas seulement des idées, ce sont surtout des hommes. Comment la comprendre, si on les connaît peu, ou mal ? André Suarès s'est condamné à sa tour d'ivoire ; il a donc eu raison ; c'était dans son destin ; mais il ne fallait pas y recevoir tant de journaux.

EDMOND JALOUX,
de l'Académie française.

CONVERSATION CHEZ MADAME RÉCAMIER

19 JUIN 1833

Le général Anatole de Montesquiou-Fezensac (1788-1878), s'il n'a pas laissé un nom éclatant dans l'histoire militaire, y a cependant été mêlé de près, comme aussi à l'histoire diplomatique et politique. Fort cultivé, curieux de tout, il savait voir et raconter ce qu'il avait vu. Ses *Souvenirs*, encore inédits, sont précieux à consulter et, dans l'immense littérature du temps, rendent un son personnel.

Il était le petit-fils du général de Montesquiou, conquérant de la Savoie sous la Révolution ; le neveu de l'abbé de Montesquiou, futur ministre de Louis XVIII. Mais par ses parents, il touchait de près à l'Empire, et à l'Empereur. Son père succéda, en 1810, à Talleyrand dans la charge de Grand Chambellan. Sa mère était « Maman Quiou », gouvernante des Enfants de France, qui éleva le petit roi de Rome.

Anatole de Montesquiou, engagé à dix-huit ans dans les armées impériales, y fit toutes les campagnes, de Friedland à Fontainebleau.

A la Restauration, il fut attaché à la maison du duc d'Orléans. Il y devait rester en 1830, lors de l'avènement de Louis-Philippe, jusqu'en 1848.

L'entretien que nous publions a été noté par A. de Montesquiou au retour d'une visite chez madame Récamier. C'est un document d'un intérêt exceptionnel qui nous permet d'évoquer avec une netteté inattendue l'atmosphère des réceptions de l'Abbaye aux Bois. Il nous révèle, par ailleurs, un « Chateaubriand intime » d'esprit sceptique et sarcastique. (R. B.)

M. DE CHATEAUBRIAND, *à M. de Genoude.* — Ah, on dit que l'on va dissoudre la Chambre ; qu'en pensez-vous ?

M. DE GENOUDE [1]. — Cela paraît probable.

M. DE CHATEAUBRIAND, *à M. de Montbel.* — Et vous, monsieur, que vous en semble ?

M. DE MONTBEL [2]. — Pour le gouvernement, je crois qu'il n'y a pas autre chose à faire. Pour mon compte, j'en suis fâché.

M. DE GENOUDE. — Ah, vous n'êtes pas sûr de votre réélection ?

M. DE MONTBEL. — Au contraire, j'en suis trop sûr, et comme je me veux un successeur et que ce successeur ne peut être prêt que dans un an, il me fallait ce temps pour dresser mes batteries, pour conduire mes intrigues.

1. Antoine-Eugène de Genoude (1792-1849), fondateur de la *Gazette du Luxembourg* Devenu veuf, il entra dans les ordres, mais n'en fut pas moins élu député de la Haute-Garonne.

2. Jean-Baptiste Dugas-Montbel (1776-1834), Helléniste, élégant traducteur d'*Homère*. Il fut, de surcroît, trois fois député du Rhône.

M. DE CHATEAUBRIAND, *à M. de Genoude.* — Eh bien, monsieur, nous autres, vaincus, que ferons-nous?

M. DE GENOUDE. — Il y aura pour nous la lutte des élections. On n'ira pas partout, mais il y a des contrées où l'on est décidé à se rendre, dans l'Ouest, par exemple. *(A voix basse.)* Si vous voulez être porté dans un de ces collèges?...

M. DE CHATEAUBRIAND, *à voix basse.* — Je ne veux pas être censé le vouloir; je ne veux pas le demander. Mais je vous déclare que, si je suis nommé, j'accepterai avec grand plaisir.

M. DE GENOUDE. — C'est bon, votre nomination sera facile. Je me fais fort...

Ici, la conversation devint si mystérieuse que tous les sons paraissaient éteints. Cet aparté dura quelques instants, pendant lesquels les autres personnages parlèrent entre eux.

M. DUGAS-MONTBEL. — Voici les commentaires de M. Artaud[1] sur Machiavel. Cela vient de paraître. Une belle édition. Ce portrait gravé de Machiavel annonce pourtant le meilleur des hommes du monde.

MADAME RÉCAMIER. — Qui sait? Il a peut-être été calomnié, c'est-à-dire non compris. C'est terrible pourtant d'avoir donné son nom à un système comme celui-là.

MOI, *feuilletant un volume de cet ouvrage.* — Le marquis Machiavel. Je vois dans des notes : le marquis Machiavel. Ce titre ne va pas à la gravité de son souvenir. La simplicité sied si bien à une grandeur quelconque! Qu'est-ce qui pense à dire l'empereur César, l'empereur Pompée, l'empereur Antoine?

MADAME RÉCAMIER, *à moi.* — Monsieur, j'ai pensé vous écrire pour vous demander une loge à l'Opéra. Je voudrais voir *Gustave*[2] et le faire voir à une femme de mes amies.

MOI. — Madame, vous n'aviez qu'à dire. Mais, à propos, ne voilà-t-il pas madame Anckarstrœrm[3] qui réclame contre le rôle qu'on lui fait jouer dans cette aventure?

MADAME RÉCAMIER. — Elle a bien raison. Une foule de témoins oculaires peuvent encore déposer en faveur de la vérité qu'elle atteste. Messieurs, je voudrais savoir si, dans le moment même où Gustave a été frappé, il s'est écrié : « Que dira Brissot?[4] ». Mais il est possible qu'il ne l'ait pas dit à l'instant même et que ç'ait été une exclamation échappée pendant les huit jours

1. Alexis-François Artaud de Montor (1772-1849), diplomate et littérateur. Son *Machiavel* parut en 1833.

2. *Gustave III ou le Bal masqué*, opéra d'Auber, sur un livret de Scribe, représenté pour la première fois le 27 février 1833. L'opéra tomba à plat, mais le ballet, somptueux, dans un charmant décor de Ciceri, fut au contraire fort applaudi. Il évoquait le bal où précisément l'infortuné roi de Suède trouva la mort en 1792. Le succès du ballet fut tel qu'on finit par le donner seul, à l'exclusion de l'opéra lui-même.

3. Femme de J.-J. Anckarstroerm (1762-1792), qui représentait à la cour de Suède les idées les plus réactionnaires. Il tua de sa main le roi Gustave III (1746-1792), à qui il reprochait son libéralisme déclaré.

4. Brissot semble ici invoqué comme représentant pendant la Révolution des idées libérales, pour lesquelles mourait Gustave III — et mourut Brissot.

On sait que J.-P. Brissot de Warville (1754-1792), un des chefs des Girondins à la Convention, est l'auteur, entre autres ouvrages, d'une *Théorie des Lois criminelles* et des *Moyens d'adoucir la rigueur des lois pénales en France.*

qu'il eut à languir. *(Souriant.)* M. Artaud vous dira cela, il dit qu'il y était; mais je n'en ai jamais rien cru. Il ne pouvait pas y être.

M. BALLANCHE [1]. — A force d'avoir entendu raconter comment cela s'est passé, il a fini par croire avoir vu.

MADAME RÉCAMIER. — Le fait est qu'il était en Suède, mais non à Stockholm. Alors, l'expression « il y était » veut dire qu'il était dans le pays. Comme cela, de proche en proche, il y aurait eu bien des témoins. M. Artaud ne conviendra jamais de la vérité à cet égard. Une fois qu'il a dit « J'y étais », il se trouve engagé.

MOI. — Quand une fois on s'écarte de la stricte vérité, on se fourre insensiblement dans une très pénible carrière de mensonges. Il n'y a rien de si difficile que de mentir, parce qu'il arrive des incidents, des complications imprévues, lorsqu'il s'agit de soutenir le mensonge que l'on a une fois avancé.

M. DE MONTBEL. — Ah, c'est bien vrai.

MOI. — Tel mensonge est si difficile à soutenir, qu'avec tout le travail de tête qu'il exige, on enfanterait un poème.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Eh bien, on ne voit partout que mensonges, erreurs, illusions... Qu'est-ce qu'il y a de vrai? Par exemple, dans l'histoire. Les faits, en général, oui, les faits... et encore les faits principaux, mais non les personnages. Ces personnages, la plupart du temps, nous sont peints avec les passions de l'historien. Et si cet historien a du talent, le personnage reste avec une empreinte ineffaçable, avec une physionomie qui l'accompagne dans la suite des temps. Quand c'est un Tacite, par exemple... Sans Tacite, nous n'eussions peut-être jamais eu le Tibère de l'histoire. Tibère était peut-être le plus honnête, le plus vertueux des hommes. C'était peut-être un personnage à refaire; mais il est stigmatisé par la plume de Tacite; il n'y a plus moyen.

MADAME RÉCAMIER. — Néron était peut-être charmant.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Quant à moi, de peur de me tromper, je ne crois à rien, et j'ai été de bonne heure comme cela. Aussi, je vous assure que sous ce rapport, je n'ai pas été fâché de la violation des sépultures de Saint-Denis, parce que cela m'a appris que tous ces personnages ont existé. Ma foi, je n'en savais rien. Je suis bien aise de savoir positivement qu'il y a eu un Louis XIV. C'est sûr, puisqu'on l'a exhumé; c'était bien ses os, on les a palpés; aussi, plus de doute. Et Henri IV, avec sa barbe... Comment nier des vérités comme celles-là?

M. DE MONTBEL. — J'en conviens, il n'y a que ces vérités-là de sûres. Partout ailleurs, qu'est-ce que la vérité?

M. DE GENOUDE. — La vérité? Mais la vérité est nue; elle frappe tous les yeux.

M. DE MONTBEL. — Bah, chacun la voit à sa manière, et ce qui est la vérité pour moi ne le sera pas pour vous.

M. DE GENOUDE. — Mais, si fait.

1. « Le doux Ballanche » (1776-1847), ami de Chateaubriand et de tous les fidèles de l'Abbaye-aux-Bois, est l'auteur, outre la *Palingénésie sociale* (1827), de nombreux ouvrages poético-philosophiques où s'exprime une âme élevée et mystique.

M. DE MONTBEL. — Mais non ; vous direz c'est rouge, un autre dira c'est vert et moi je dirai c'est jaune.

M. DE GENOUDE. — Mais c'est que vous aurez la jaunisse.

M. DE MONTBEL. — Eh bien, précisément, tout le monde n'a pas la jaunisse.

M. DE GENOUDE. — Allons ; il faut donc se réduire aux vérités matérielles. A la bonne heure. Je me bornerai là. Et j'espère que l'on ne me contestera pas mon opinion, lorsqu'en sortant d'ici je dirai : nous étions ici cinq personnes. Voilà, dans le fait, de ces vérités auxquelles il faut que tout le monde se rende.

TOUS LES PERSONNAGES *à la fois, et en riant.* — Comment, que dites-vous donc ? Mais, nous sommes six.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Vous voyez, monsieur, comme il est difficile à la vérité de se faire connaître.

M. DE GENOUDE, *en riant aussi, mais avec embarras.* — Allons, je conviens, en reconnaissant mon erreur, qu'il n'est pas très aisé de voir les choses telles qu'elles sont. J'avais oublié de me compter.

MOI. — Voilà un oubli qui n'est pas de ce siècle.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Enfin, on voit ce qui n'est pas, on entend des sons qui n'existent pas, témoin ce paysan de Beauce [1] qui a entendu et vu l'ange Raphaël en redingote brune boutonnée jusqu'au menton.

M. DE GENOUDE. — Ah oui, ce paysan de Gallardon, qui a entretenu dans l'esprit de beaucoup de gens l'idée de Louis XVII.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Idée qui vit encore. Pardi..., j'ai un neveu fort religieux, fort pieux, qui ne parlait que de cela un jour, et qui me disait : « Mon oncle, nos idées ne sont pas tout à fait arrêtées sur cet homme, c'est-à-dire seulement que nous ne savons pas s'il est inspiré par l'esprit du démon ou par le Ciel. »

M. DE GENOUDE. — Mais, madame, vous étiez à peu près le point de départ de ces nouvelles-là.

MADAME RÉCAMIER. — Sûrement, par M. de Montmorency. Madame de Montmorency est encore pleine de foi dans Martin.

M. DE GENOUDE. — Beaucoup de gens doutent de sa probité.

MADAME RÉCAMIER. — Il avait inspiré assez de confiance pour qu'on l'ait consulté de Rambouillet.

M. DE GENOUDE. — Je le sais, mais il y a une chose que je ne m'explique pas ; cet homme de bien avait juré à Louis XVIII de garder le secret ; et puis il dit tout. Il semble qu'un messager céleste devrait avoir plus de discrétion.

MOI. — Il croyait n'être engagé à la discrétion que pendant la vie du Roi.

1. Le 15 janvier 1816, à Gallardon, près de Chartres, un obscur ouvrier de ferme eut une vision : un être rayonnant d'une lumière divine, vêtu d'une lévite boutonnée du col aux chevilles, enjoignit au paysan d'aller trouver le roi Louis XVIII et de l'avertir du danger qu'il courait. Les Pouvoirs publics, ecclésiastiques et laïques, s'emparèrent de l'affaire qui eut un très grand retentissement. L'histoire de « Martin de Gallardon » fut ensuite étroitement liée à celle des faux dauphins. Le visionnaire donna, en effet, à Naundorff, une sorte d'investiture. Il mourut en 1834.

MADAME RÉCAMIER. — Il est sûr qu'il en a terriblement dit. C'est lui qui a dit que Louis XVIII avait eu la pensée de tuer Louis XVI.

M. DE CHATEAUBRIAND. — De sa propre main, dans le bois de Boulogne.

MOI. — Ou dans la forêt de Sénart. Il y a dans Paris un homme fort connu, que je rencontre souvent, que nous voyons tous, c'est un vieux M. de Fontenille. Il a des moments de distraction dont communément on ne sait pas l'étrange cause. Tout à coup, pendant qu'il converse avec vous, il s'interrompt, se tourne de côté, parle à voix basse et respectueusement, et puis il vous revient en vous disant : « Je vous demande pardon, mais vous devez m'excuser plus qu'un autre, car, si je vous ai quitté, c'est en faveur d'une personne que vous n'auriez pas voulu faire attendre, une personne pour qui vous avez autant de vénération et d'attachement que moi-même. Henri IV ou Marie-Thérèse, ou Louis XII avait un mot à me dire. »

M. BALLANCHE. — Il y a eu de tout temps de ces hallucinations.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Ce qui rend cela bien remarquable, c'est que cela se retrouve dans tous les temps et dans tous les pays.

M. DE MONTBEL. — Mais toi, Ballanche, tu as vu ta mère longtemps après sa mort.

M. DE BALLANCHE, *avec embarras*. — C'est vrai.

M. DE CHATEAUBRIAND, *après un moment de stupeur pendant lequel nous restâmes comme en arrêt devant M. Ballanche*. — Monsieur Ballanche, n'est-ce pas avec vous qu'était madame de Chateaubriand en Italie, lorsqu'elle vit un fantôme colossal qui s'évanouit dans les airs?

M. BALLANCHE, *en hésitant*. — Oui, j'ai vu ou à peu près ; je n'en suis pas bien sûr.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Quant à madame de Chateaubriand, je suis bien sûr qu'elle aura vu. Dans ces occasions-là, elle voit toujours.

M. DE MONTBEL. — Ballanche, tu as quelquefois le tort de ne pas voir. Messieurs, il faut que je vous en donne une preuve très remarquable. Vous savez tous que dans les campagnes on est persuadé que les cloches partent pour Rome le Vendredi saint et ne reviennent qu'à Pâques. Les enfants se mettent sur le passage des cloches pour les voir et regardent en l'air tant qu'ils peuvent. Ballanche que voilà et sa sœur, tous deux pas plus grands que cela, se mirent sur le passage des cloches de leur village. Après avoir regardé bien longtemps, Ballanche revint au logis, désolé de n'avoir rien vu. Sa sœur, plus avisée, dit à leurs parents : « Simon est une bête. Il n'a rien vu. Quant à moi, j'ai parfaitement distingué les cloches traversant les airs. »

M. DE CHATEAUBRIAND. — Ah, vous vous rappelez les sonnettes de madame de Coislin [1]. Madame de Coislin avait une histoire de sonnettes qui faisait dresser les cheveux de tous les invités et surtout ceux de madame de Chateaubriand. Nous demeurâmes pendant quelque temps chez elle, sur la place Louis XV. Le soir de notre arrivée, madame de Coislin crut devoir nous prévenir que la nuit, quelquefois, il nous arriverait peut-être d'entendre des bruits de sonnettes ; mais qu'il ne fallait pas nous déranger ; c'était seulement quand les spectres venaient.

1. La marquise de Coislin (1732-1817) appartenait à cette famille de Mailly-Nesle qui donna quatre maîtresses, du reste sœurs, à Louis XV. Elle habitait sur la place, l'hôtel qui fait le coin de la rue Royale, et y hébergeait le ménage Chateaubriand. Madame de Coislin donnait fort dans l'illusionnisme.

MADAME RÉCAMIER. — Eh bien, monsieur, avez-vous entendu?

M. DE CHATEAUBRIAND. — Ah, madame, moi je n'entends et je ne vois jamais rien. Quant à madame de Chateaubriand, je ne doute pas qu'elle ait entendu les sonnettes. Elle a un bonheur pour ces choses-là.

MADAME RÉCAMIER, *à M. de Genoude.* — Monsieur, chez madame la duchesse de Bourbon, vous avez dû voir de ces personnages extraordinaires qui devaient dire des choses...

M. DE GENOUDE. — Oui, madame ; j'ai vu là M. de Puységur [1], M. de Saint-Martin [2], M. de Divonne, qui croyait fermement aux apparitions. Il avait vu distinctement M. de Saint-Martin après sa mort.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Tous ces hommes, tous ces adeptes, qui se sont fait un nom de leur vivant avec leur prétendu savoir, n'ont guère laissé de partisans après eux. Cagliostro, Saint-Martin, Mesmer [3] et tant d'autres... Le mensonge n'a qu'un temps.

M. DE MONTBEL. — Bah ! Bah !

L'homme est de glace aux vérités
Il est de feu pour le mensonge.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Je ne suis pas comme cela, moi. J'ai toujours eu en horreur le mensonge, je n'ai jamais pu m'y laisser prendre.

M. DE MONTBEL. — Une femme de ma connaissance croit fermement l'histoire que voici : Mesmer avait composé une eau qui rajeunissait. Il fallait en boire une petite quantité, de peur de trop rajeunir. Voyez-vous, c'était une eau aussi puissante que cette pommade qui fait croître les cheveux, pommade dont il faut faire usage avec des gants, sans cela, il pousse au fond des mains un toupet. Mais la dame trop empressée, à qui Mesmer avait confié sa divine fiole, but deux gorgées, de sorte que Mesmer en revenant chez elle, au lieu de trouver une adolescente, trouva une enfant de dix ans. C'était son imprudente dame qui gambadait dans la chambre. Eh bien, il n'y avait pas moyen d'ôter cette conviction à la personne qui me vantait Mesmer.

M. DE CHATEAUBRIAND, *riant.* — J'aime beaucoup l'histoire de cette fiole, et celle de cette pommade. J'ai voulu voir Saint-Martin avant 89. J'allai souper chez un de mes amis qui habitait tout au haut du palais Bourbon, pour voir et entendre Saint-Martin tout à mon aise. Le souper commença à sept heures. Il avait fort bonne façon, il était mis comme un homme du monde. Il parla, et quoique ce fût en français, il me fut impossible de comprendre un mot.

MOI. — C'est apparemment qu'il parlait comme il écrivait, comme il a écrit son *Tableau naturel* et *les Erreurs et la Vérité.*

M. DE CHATEAUBRIAND. — Et je remarquai même que son galimatias allait en redoublant. Je vous laisse à penser ce que c'était vers minuit. J'en avais assez d'une fois ; et je quittai avec beaucoup d'humeur, car ces messieurs, fort

1. Le marquis de Puységur (1751-1825), élève du fameux Mesmer ; il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le magnétisme.

2. Louis-Claude de Saint-Martin (1743-1808), dit le Philosophe inconnu ; un des prophètes de l'illusionnisme et de la théosophie. Il est l'auteur d'un livre singulier : *L'Homme de désir et le ministère de l'homme-esprit.*

3. Frédéric-Antoine Mesmer (1733-1815). Il prétendait avoir trouvé, dans le fluide magnétique, le remède à toutes les maladies. Ses expériences groupées sous l'appellation générale de « baquet de Mesmer », eurent un retentissement considérable, que la guérison d'une pianiste viennoise aveugle, nommée M.-T. Paradis, vint souligner encore.

occupés de leur thèse obscure, avaient beaucoup négligé le souper et leur jeune convive ; je mourais de faim.

J'ai beaucoup connu des personnes qui croyaient à toutes ces choses. Madame de Coislin, madame de Custine [1], la pauvre madame de Custine, et ma cousine Talaru [2]. Ah, la cousine Talaru l'emportait sur toutes les autres. J'ai vu l'abbé Faria [3]. J'ai dîné avec l'abbé Faria, chez madame de Custine. Il parla comme un fou du magnétisme pendant tout le dîner. Il y avait un serin en cage dans la salle à manger. Ne voilà-t-il pas l'abbé Faria, qui, en sortant de table, nous dit que, par la puissance de son regard et de son action magnétique, il va tuer ce pauvre serin et à l'instant même. Bravement, il se mit à l'œuvre. Il n'en vint jamais à bout. Et ce qu'il y avait d'amusant, c'est que le pauvre petit serin chantait et dansait pendant l'opération. Enfin, l'abbé y renonça pour cette fois, déclarant que le serin, dans ce moment, avait une trop forte volonté en opposition de celle du magnétiseur. Je vous demande un peu comment cette pauvre petite innocente créature pouvait avoir une volonté !

Ici, tout le monde sort, excepté M. de Chateaubriand, madame Récamier et moi. Après l'agitation des adieux et des départs prolongés par des petits mots affectueux de la dame, M. de Chateaubriand reprit :

Chez madame de Custine, une autre fois, je dînais avec Gall [4]. Oh, celui-là, c'était autre chose. C'était un homme de talent. A part son système, il a laissé à la chirurgie des découvertes heureuses. Son déploiement de la cervelle est un grand service qu'il a rendu à l'art. Malheureusement, il avait des manières de charlatan. On ne lui avait pas dit qui j'étais. Il ne fit nullement attention à moi. Cela m'eût paru tout simple, même s'il m'avait connu. Après le dîner, je disparus un instant. Dès que je me retrouvai avec Gall, je vis qu'il était tout changé à mon égard. Il me regardait avec un air d'attention et de surprise ; puis, tout à coup, il s'écrie : « Oh, quel front ! » Il se précipite vers moi, me découvre la bosse de la théosophie et je ne sais quelle autre encore. Tout simplement, on lui avait dit mon nom et il jouait un rôle de charlatan. C'est dommage... Cela gâtait son système, cela lui faisait tort. Au lieu d'un philosophe, on ne voyait plus qu'un aventurier.

MADAME RÉCAMIER. — Mon Dieu, messieurs, que vous avez été aujourd'hui aimables et causeurs. Et vous, M. de Chateaubriand, vous avez dit des choses que vous m'aviez toujours cachées.

M. DE CHATEAUBRIAND. — Ah, cachées ? quel reproche ! Nous avons conté des histoires. Cela ne m'arrive pas souvent.

ANATOLE DE MONTESQUIOU

1. Lucienne-Eléonore-Mélanie de Sabran (1770-1826), veuve du marquis de Custine. Une des amies, et non la moins émouvante, de Chateaubriand.

2. Madame de Clermont-Tonnerre, après son veuvage, épousa le marquis de Talaru, ambassadeur de France en Espagne. L'originalité, pour ne pas dire plus, de la dame, faisait la joie des salons, sous la Restauration.

3. L'abbé Faria, héros du *Monte-Cristo* de Dumas (1755-1819). Descendant, disait-il, d'un brahmane, il entra pourtant dans l'Eglise. De Rome, il gagna Paris où il s'acquit une grande réputation comme magnétiseur.

4. Franz-Josef Gall (1758-1828), médecin allemand, créateur du célèbre système de *phrénologie*. Chateaubriand (*Mémoires d'outre-tombe*, éd. Biré, t. II, p. 301 et suiv.) rapporte plaisamment les rencontres à quoi il est fait ici allusion.

LES QUARANTE-CINQ JOURS DE BADOGLIO

Le coup d'État du 25 juillet 1943, à Rome[1], en renversant Mussolini n'avait rien résolu des problèmes qui se posaient devant la politique italienne et dont le plus important était la nécessité de signer l'armistice avec les Alliés.

Rarement conjuration fut préparée de plus longue date, conduite de façon plus subtile et plus tortueuse, menée par un nombre aussi considérable de conspirateurs. Pourtant, le rideau tombé sur l'aventure mussolinienne, l'Italie se trouvait encore dans l'état d'où elle avait cru miraculeusement sortir et, de plus, sans savoir comment elle en sortirait. *La guerre continue...* avait dû déclarer Badoglio à la radio, le soir du 25 juillet, phrase au sens assez ambigu, grâce à laquelle le maréchal tentait d'endormir les suspicions allemandes, tout en laissant entendre à quel point il déplorait cette circonstance et désirait y mettre fin dans le plus court délai.

A Rome, dans l'euphorie des premiers jours qui suivirent le coup d'État, le peuple, tout à l'ivresse de sa délivrance, aurait volontiers oublié la guerre si la recrudescence de l'offensive aérienne contre la péninsule ne l'avait rappelé à la réalité. Là, encore, l'affirmation de Badoglio tentait de refréner un optimisme dangereux et d'empêcher qu'une aggravation de la situation intérieure, un accroissement du désordre né du bouleversement politique ne privassent le gouvernement nouveau de l'autorité nécessaire pour traiter avec les Anglo-Saxons.

Un vent de folie passait sur la Ville Éternelle et le pays où, sous prétexte d'épuration et de rénovation, s'assouvissaient surtout des vindictes personnelles, des ambitions depuis vingt ans réprimées. On put se croire revenu aux désordres qui avaient marqué la fin de la première guerre mondiale et conduit le pays au bord de l'anarchie. Pour en empêcher l'éclosion, assurer un retour à la vie normale, il importait donc, avant

1. Voir *Revue de Paris* du 1er juillet 1946. Willy Sperco : *La chute de Mussolini.*

tout, de mettre un terme aux hostilités et d'assurer ainsi l'existence d'un gouvernement susceptible d'être agréé par les Alliés et de converser avec eux. De plus, la situation militaire empirait d'heure en heure. La Sicile, désormais perdue, le territoire métropolitain devenait l'objectif de l'offensive alliée. De leur côté, les Allemands, suffisamment éclairés sur les intentions italiennes, commençaient à se comporter sur tout le territoire comme en pays conquis. Ces divisions que von Keitel avait, lors de l'entrevue de Feltre, refusées à Ambrosio, affluaient maintenant dans la péninsule, mais à la façon dont elles inondaient la France, au mois de mai 1940. Un réseau, chaque jour plus serré, d'espionnage militaire et policier s'étendait sur le pays. « Kesselring et Mackensen viennent chez moi deux fois par jour! » confessait Badoglio, excédé. Dans un premier moment de désarroi, le maréchal, qui espérait toujours convaincre les Allemands de la nécessité d'un armistice de l'Italie avec l'approbation de l'Allemagne, et sans représailles de sa part, avait chargé l'attaché militaire à Berlin, le général Marras, de demander un nouvel entretien au Fuhrer. Mal lui en prit. Hitler reçut Marras pour se livrer devant lui à une scène frénétique, au cours de laquelle il déversa un torrent d'injures sur Victor-Emmanuel, ajoutant qu'il refusait de se rencontrer avec un traître de cette espèce. Par ricochet, ces tractations n'eurent pour effet que de rendre les Italiens plus suspects encore aux Anglo-Saxons et de convaincre ces derniers, devant l'état de totale désagrégation de l'Italie, que le moment était venu de redoubler leurs coups contre elle, pour l'obliger à capituler. Ce dernier mois de la guerre fut le plus cruel. L'une après l'autre, toutes les villes italiennes servirent d'objectifs à l'aviation alliée, du Piémont à la Sicile, de la côte de l'Adriatique à la Ligurie. Messine, Naples, Bologne, Turin, Milan, flambèrent ; à Rome, la blanche robe de Pie XII se tacha du sang des blessés. Cinq heures avant la proclamation de l'armistice, les bombes tombaient encore, et une attaque massive sur la Ville Éternelle était prévue pour la nuit du 3 au 4 septembre, si avant le soir l'armistice n'était pas signé.

Depuis le début d'août, des travaux d'approche avaient été effectués auprès des diplomates accrédités au Saint-Siège. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Guariglia, s'était employé à cet effet, ainsi que le consul général Berio, à Tanger et, à Lisbonne, le premier secrétaire de légation Lanza d'Ajeta.

L'Italie tentait de faire comprendre aux Alliés son désir de sortir de la guerre ou, mieux, de la terminer dans le camp de ses anciens ennemis et contre son ex-allié. Elle les priait de tenir compte de sa situation particulièrement difficile du fait de l'occupation allemande et demandait quelles conditions lui seraient proposées par les Anglo-Saxons. La première réaction de ceux-ci fut catégorique. Elle était dure sans doute, et les Italiens en ont manifesté une profonde amertume. Elle était pourtant logique : capitulation sans conditions, sinon, guerre à outrance.

Badoglio résolut pourtant d'aller de l'avant. Le 10 août 1943, il infor-

mait Ambrosio qu'il avait fait choix du général Castellano pour se rendre à Lisbonne, avec un collaborateur et interprète, le consul Franco Montanari. L'entreprise était périlleuse et surtout de nature à éveiller les suspicions des Allemands. Fort heureusement, le retour de l'ambassade italienne à Santiago-du-Chili devait s'effectuer *via* Lisbonne à cette même époque, par suite de la rupture des relations diplomatiques entre l'Italie et l'Amérique du Sud. L'envoi d'une délégation d'accueil à Lisbonne était, à la rigueur, plausible.

Affublé d'un faux nom (M. Raimondi) et d'une personnalité d'emprunt — fonctionnaire au Ministère des Changes et Valeurs — (on notera que l'aspect physique de Castellano était moins celui d'un officier que d'un directeur de banque), l'émissaire italien emportait avec lui une lettre d'introduction de l'ambassadeur britannique au Saint-Siège, d'Arcy Osborne.

Les suprêmes recommandations faites par Guariglia à Castellano au départ — alors que l'on n'était pas très sûr de le voir arriver à bon port et échapper à la vigilance accrue des Allemands — portaient sur la promesse à obtenir des Alliés qu'ils fourniraient une aide militaire à l'Italie. C'était là l'espoir qui tenait au cœur de Guariglia, plus encore qu'une atténuation relative des conditions d'armistice.

Ce voyage, en dépit de ses difficultés et du bombardement intensif des voies ferrées, s'effectua de Rome à Madrid sans autre incident qu'une erreur dans l'acheminement de la voiture où se trouvait Castellano. A Gênes, elle fut rattachée au train passant par Nice, au lieu de suivre l'itinéraire par Modane. Le pseudo Raimondi arriva ainsi en avance à Madrid sur son horaire, ce qui lui permit de s'y rencontrer avec sir Samuel Hoare, et facilita largement les pourparlers ultérieurs. Dès son arrivée dans la capitale espagnole, le général se rendit donc auprès de l'ambassadeur britannique auquel il présenta la lettre d'introduction de d'Arcy Osborne. Cette visite se situait le 15 août, date à laquelle Churchill et Roosevelt se rencontraient à Québec. Hoare écouta attentivement les explications que lui fournit Castellano et promit de faire part de cette visite et des suggestions italiennes à Churchill et à Roosevelt.

De Madrid, Castellano se dirigea vers Lisbonne où il eut, le 17 août, un premier entretien avec l'ambassadeur d'Angleterre, sir Ronald Hugh Campbell. Au terme de cet entretien, l'ambassade fit prévenir les gouvernements alliés qui exigèrent qu'au préalable, confirmation des pouvoirs de réprésentant conférés au général Castellano fût déposée entre les mains de l'ambassadeur britannique au Vatican par le gouvernement italien.

Les délégués du général Eisenhower, le major général américain Walter B. Smith, chef de l'État-Major général et le général de brigade anglais Kenneth W. Strong, chef du Service des Informations du commandement allié en Méditerranée, arrivèrent le 19 et se rendirent en grand mystère, le soir même à 10 h. 30, chez sir Ronald. L'assistance comprenait,

en plus du général, de l'ambassadeur et des deux officiers alliés, M. Kennan, chargé d'affaires aux États-Unis, et le consul italien Montanari.

La prise de contact fut assez froide. Une politesse glacée de part et d'autre. Castellano, qui espérait d'abord pouvoir discuter avec ses interlocuteurs, leur exposer en préambule les suggestions de Guariglia, trouva devant lui deux militaires fermés, résolus, ayant reçu, avant leur départ d'Algérie, des ordres impératifs et la consigne de n'accepter pour toute réponse qu'un oui ou qu'un non à une capitulation sans conditions.

— Vous êtes venu nous demander les conditions d'un armistice, déclara le général Smith, après que tous se furent assis dans le salon de sir Ronald. Les voici.

Il tira un papier de sa poche et lut les douze articles qui y étaient inscrits. Ils prévoyaient la fin immédiate des hostilités, la rupture totale avec l'Allemagne, la mise à disposition des Alliés de toutes les bases terrestres, maritimes et aériennes de la péninsule, le désarmement éventuel de la flotte et de l'aviation et leur envoi dans des points désignés, le rappel de toutes les divisions italiennes à l'étranger. Smith fit remarquer que ce texte de conditions laissait de côté certains points de détail qui seraient discutés ultérieurement, à la signature d'un « long armistice », celui-ci ne devant être considéré que comme un court armistice militaire *(a short military armistice)*.

Il ajouta :

— Ces conditions, je vous le répète, ne doivent pas être discutées, mais acceptées intégralement.

Et comme Castellano insistait pour soumettre quelques-unes des objections de Guariglia et faire comprendre à ses interlocuteurs dans quelles conditions spéciales se trouvait l'Italie, le général américain reprit sur un ton courtois, mais toujours également péremptoire :

— Nous sommes venus ici uniquement pour vous soumettre nos conditions d'armistice. Ces conditions, vous les avez entendues. Elles ne peuvent être modifiées. Vous devez répondre seulement si vous les acceptez ou si vous les refusez.

Pourtant, les représentants d'Eisenhower consentirent par la suite à lire à Castellano le texte d'un télégramme signé de Roosevelt et de Churchill et dans lequel, sans s'engager, les deux chefs de gouvernement laissaient entendre que, par la suite, certaines atténuations pourraient être apportées à ces clauses, selon l'attitude ultérieure de l'Italie.

— C'est bon! dit alors en substance Castellano. Veuillez me remettre le texte de vos conditions et je le soumettrai à mon gouvernement, car je ne suis pas mandaté pour accepter ou refuser. Je suis un simple courrier postal. Par ailleurs, comme des explications me seront demandées, veuillez également préciser certains détails.

Un long entretien suivit, qui dura toute la nuit, les représentants des Alliés allant et venant, dans un salon voisin, où se trouvaient les experts maritimes et militaires. Tour à tour, Smith et Strong soumirent le géné-

ral Castellano à un véritable interrogatoire. Ils suivaient sur une carte les renseignements que celui-ci leur communiquait, moins peut-être pour s'en instruire, car, de l'aveu même de Castellano, ils étaient aussi au courant que lui de la situation militaire de l'Italie, que pour s'assurer que celui-ci n'était pas venu raconter des balivernes et jouer au plus fin avec eux. *(La certezza che io non ero andato a raccontare frottole o a fare il furbo*[1].) Puis, on se mit d'accord sur les modalités de la réponse à formuler par le gouvernement italien et dont le terme extrême fut fixé au 30 août. Un code secret fut également arrêté et un appareil de radio portatif, émetteur et récepteur, confié à Castellano, caché dans une petite valise d'aspect inoffensif.

L'entretien s'était terminé vers 7 heures du matin. Toujours aussi mystérieusement qu'ils étaient venus, afin de ne pas donner l'éveil dans cette ville où se coudoyaient les agents secrets de toutes les nations, les émissaires d'Eisenhower quittèrent Lisbonne à midi, par avion, retournant à Alger. Castellano aurait désiré rentrer, de son côté, par un moyen aussi rapide en Italie, mais l'ambassadeur de Grande-Bretagne répugnait à le voir s'embarquer seul, muni de documents aussi compromettants. Il insista pour que le général attendît l'arrivée de l'ambassade italienne rapatriée du Chili et effectuât avec elle, par chemin de fer, le long voyage Lisbonne-Rome. Des ordres furent donnés à l'aviation alliée pour suspendre tout bombardement de la ligne pendant sa traversée par le train diplomatique. Monelli, dans son livre[2], a cru bon de parler d'un « voyage d'angoisse ». Je tiens pourtant, de la source la plus sûre, que jamais parcours ne fut effectué dans de plus paisibles conditions. L'angoisse n'opéra que de façon rétroactive, après l'arrivée à Rome, chez l'un des importants compagnons de voyage de Castellano, auquel le général (il gardait pourtant son incognito et passait même auprès d'eux pour le signor Raimondi, expert en questions financières) avait confié le texte de l'armistice, sans lui dévoiler quels documents contenait l'enveloppe. Si bien qu'à chaque arrêt, le porteur involontaire de l'armistice promena son superbe cocker entre des gens de la Gestapo et des S.S. qui caressaient la bête, sans se douter qu'à quelques centimètres de la laisse se trouvaient les stipulations d'Eisenhower. Puis, comme tout drame comporte inévitablement sa partie comique, les membres de l'ambassade, légèrement intrigués par la présence du sieur Raimondi et quelque peu méfiants à son égard, tentèrent d'en percer le mystère. L'attaché commercial crut ainsi utile de lui poser certaines questions d'ordre financier auxquelles le pseudo-expert répondit de façon si incohérente, que l'attaché se demanda avec épouvante à quel degré de désorganisation était parvenu son pays pour investir de fonctions officielles un pareil ignorant.

L'ambassade italienne était arrivée assez tard à Lisbonne par suite

1. Général Castellano, *Comment j'ai signé l'armistice* (Mondadori, Milan 1945).
2. P. Monelli, *Roma* 1943 (Migliaresi, édit.).

des difficultés de navigation. De plus, le voyage Lisbonne-Rome fut assez long ; les Italiens n'avaient pu quitter Lisbonne que le 23. Il s'était donc passé près d'une quinzaine depuis le départ de Rome de Castellano et, dans l'état d'incertitude où l'on était sur son sort, le gouvernement italien, craignant le pire, envoya un peu imprudemment un nouvel émissaire à Lisbonne, le général Zanussi. L'effet produit par ce surcroît de précautions fut d'éveiller la méfiance des Alliés, toujours prêts à compter avec de tortueuses manœuvres de l'Italie. Aussi, lorsque le 26 août, Radio-Alger qui, suivant les conventions arrêtées entre Castellano et les envoyés d'Eisenhower, devait recevoir un préavis du retour à Rome du général, ne capta aucun des signaux prescrits, on crut chez les Anglo-Saxons que Castellano avait été arrêté par les autorités allemandes ou mystérieusement tué à Lisbonne, ou encore que toute cette demande d'armistice n'avait été, de la part des Germano-Italiens, qu'une ruse de guerre pour percer le mystère du débarquement.

***

Ce premier malentendu, suivi de beaucoup d'autres, comme si une destinée perfide s'acharnait désormais sur l'Italie, provenait uniquement du retard dû au mauvais état des communications. Le train diplomatique n'arriva à Rome que le 27 août. A peine débarqué, Castellano s'entretenait de sa visite à Lisbonne avec Badoglio, Carboni, Ambrosio, le ministre des Affaires étrangères et le duc Acquarone. Malgré la nécessité, chaque jour plus évidente, de conclure l'armistice, le gouvernement italien entendait maintenir ses prétentions à une promesse formelle d'aide militaire des Alliés, pour pouvoir lutter contre l'inévitable réaction des Allemands. L'Italie réclamait ainsi d'être tenue au courant de la date du débarquement qui devait coïncider avec la proclamation de l'armistice. Elle exigeait l'envoi d'au moins quinze divisions et le parachutage d'une division au nord de Rome, pour empêcher l'occupation de la ville par les Allemands. Après discussion, communication du nouveau départ de Castellano fut faite aux Alliés par code secret radiophonique. Le 31 août, au matin, Castellano atterrissait à Termini-Imerese, en compagnie de Montanari et poursuivait sa route sur un appareil américain jusqu'à Cassibile, près de Syracuse, où l'entretien arrêté à Lisbonne reprit sous une tente dressée près du siège de l'État-Major, dans un bois d'oliviers.

C'est Smith qui présidait, ayant autour de lui Strong, le commodore Dick, de la Marine britannique, un général anglais de l'État-Major d'Alexander, le général de l'aviation américaine Cannon, le capitaine interprète anglais Deann. Du côté italien, Castellano, Montanari et le général Zanussi.

Smith se montra, dès le début, aussi intraitable que dans les salons

de sir Ronald. Aucune discussion n'était admise : une seule réponse : « oui ou non », avec toutes les conséquences que ce non entraînait pour l'Italie.

Dans son ouvrage, Castellano a ainsi résumé la réponse américaine aux demandes italiennes : « *Le gouvernement italien doit accepter les conditions d'armistice dans leur intégralité. C'est avec la plus grande difficulté que le général Eisenhower est parvenu à obtenir des gouvernements alliés l'autorisation d'ouvrir une discussion avec les Italiens, mais seulement sur des questions militaires et non sur les modalités qui doivent faire suite à la proclamation de l'armistice. Si le gouvernement italien insistait dans son refus de proclamer la cessation des hostilités le jour même du débarquement en forces, le général Eisenhower, contrairement à ce qu'il a pu faire avec l'approbation de Londres et de Washington, n'aurait plus à l'avenir aucun pouvoir pour traiter avec des militaires et, par conséquent, pour conclure l'armistice.* »

Smith ajouta : « En ce qui concerne les bombardements, ceux-ci ont été maintenus, jusqu'ici, dans une certaine limite, mais, si un accord n'était pas réalisé sur nos conditions d'armistice avec le gouvernement italien, Rome et les principales cités d'Italie seraient bombardées ou détruites, s'il était nécessaire, sans aucune considération pour le Vatican lui-même. De plus, ces bombardements auraient lieu de nuit, si bien que les aviateurs ne seraient point obligés d'atteindre certains objectifs déterminés, mais frapperaient sans discrimination les populations civiles. Rome n'est pas considéré par les gouvernements alliés comme ville ouverte. »

Le soir même, Castellano reprenait le chemin de Rome, ayant reçu seulement l'assurance que des troupes aéroportées seraient envoyées en Italie aux points désignés et que le débarquement serait de nature à fournir une aide ou une protection suffisantes aux Italiens. Mais Smith se refusa à en fixer la date, le lieu où il s'effectuerait et le nombre des divisions qui y prendraient part. La réponse officielle italienne devrait être fournie le jour suivant, à minuit (nuit du 1er au 2 septembre). En fait, par suite d'impossibilité, elle ne parvint que le soir du 1er, à 19 h. 30, et ce retard contribua à accroître l'état de tension et de suspicion des Alliés, caractéristique de ces négociations.

A Rome, une nouvelle réunion gouvernementale eut lieu le 1er sep-septembre, pour l'audition de Castellano, la discussion des conditions américaines et leur adoption finale en vue de signer l'armistice. Le 2, Castellano reprenait le chemin de Cassibile, en compagnie de Montanari et d'un attaché militaire, le major Marchesi.

A peine débarqué et reconduit à cette tente du bois d'oliviers, qui dut sembler aux Italiens une tente de Gethsémani, Castellano fut informé de la prochaine arrivée du général Eisenhower. Un grave incident éclata, lorsqu'à la question posée, à savoir si Castellano possédait l'autorisation

formellement écrite de signer, il dut répondre qu'il n'en était pas muni. Les Américains furent bien près de s'emporter. Ils virent, dans cette absence de pouvoirs, une tortueuse manœuvre du machiavélisme italien qu'ils qualifièrent de « tour de singe » *(monkey wrench)*. Nouveau radio fut envoyé à Rome, avec ordre de réponse urgente et de dépôt entre les mains de d'Arcy Osborne d'une nouvelle confirmation écrite des pouvoirs conférés à Castellano.

Dans l'attente, le reste de la journée, et la nuit qui suivit, les envoyés italiens demeurèrent sous la toile, dans le bois d'oliviers, et presque gardés à vue par les sentinelles américaines.

Enfin, le 3 septembre à 16 h. 30, parvint la réponse chiffrée du gouvernement italien, conférant à Castellano pouvoir de signer et certifiant que le dépôt du document confirmatif avait été effectué auprès de d'Arcy Osborne. Une heure plus tard, l'échange des signatures avait lieu, sous la grande tente où s'étaient déroulées les conversations préalables. Le *short military armistice* fut signé, pour les Alliés, par le général Smith, pour les Italiens, par Castellano, en présence du général Eisenhower. Assistaient également à la courte et simple cérémonie, à ce point dépourvue de décorum, que Smith était en uniforme d'été, en bras de chemise, le général Rooks, le commodore Dick, le capitaine Deann, le ministre plénipotentiaire des États-Unis Murphy, et le ministre anglais Mac Millan. Ces deux derniers s'éloignèrent au moment de la signature pour bien montrer qu'il ne s'agissait là que d'un document strictement militaire.

Naturellement, les photographes et cinéastes de l'armée alliée ne manquaient point. Leur présence ne répondait pas seulement aux raisons publicitaires ou utilitaires qui ont fait de la camera le complément indispensable de tout événement. Dans l'esprit des Américains, cette prise de vues répondait au besoin de constituer une preuve irréfutable de la reddition italienne au cas où ce pays se déroberait, par la suite, à ses engagements, accomplirait un de ces nouveaux *monkey wrench* dont il semble bien que l'Amérique ait eu alors l'obsession.

Smith présenta les trois copies qu'il déposa sur une longue table cachée par une couverture. Le texte de l'armistice comprenait deux feuillets dactylographiés. Castellano mit ses lunettes, relut le texte, puis, d'un mouvement résigné, signa, en barrant longuement le *t*.

Près de lui, Smith le suivait du regard. Le général américain s'approcha ensuite de la table, enfourcha ses lunettes et signa également.

Eisenhower vint alors serrer la main à Castellano et à Montanari. Les autres officiers imitèrent leur exemple, puis on déboucha une bouteille de whisky que les assistants burent sec (nouveau supplice pour Castellano qui déteste l'alcool). Le tout s'effectua dans un profond silence, sans qu'aucun toast fût prononcé, sans trinquer.

***

Cet armistice si laborieusement enfanté devait connaître encore bien des vicissitudes. Mais, il faut le dire, la faute en incombe, pour une large part, au gouvernement de Badoglio. Il a manifesté, en maintes occasions, une telle nonchalance, un tel abandon au fatalisme, à une sorte d'optimisme béat et, en même temps, une telle peur de se compromettre, une telle ardeur à jouer jusqu'au bout sur les deux tableaux, qu'il a tout gâté, tout compliqué et accrû la défiance des Américains, déroutés dans leur conception réaliste et simple, par tant d'atermoiements et de détours.

A peine l'armistice signé, Castellano, demeuré à Cassibile, avait noué de longs entretiens avec l'État-Major allié, pour mettre au point les modalités de l'aide américaine à l'Italie et les dispositions qui devaient être prises de part et d'autre. Ces dispositions furent confirmées à Bizerte, quelques jours plus tard, soit le 7 septembre, devant un groupe de sept officiers italiens, venus rejoindre le général qui s'y était rendu avec les Américains, après son départ de Cassibile.

Il avait été entendu qu'au moment du débarquement, des troupes seraient parachutées dans les environs immédiats de Rome et que seraient occupés par des troupes aéroportées les aérodromes de Cerveteri et de Furbara. Trois autres aérodromes, plus proches de la ville, seraient préalablement occupés par les troupes italiennes, de façon à former, autour de la capitale, un anneau de défense suffisant pour s'opposer à toute tentative d'occupation par les Allemands. On se rappelle que, depuis le 14 août, Rome avait été déclarée ville ouverte, précaution prise par le gouvernement italien, autant pour empêcher une destruction de la Ville Éternelle par l'aviation alliée (précaution, nous l'avons vu, dont les Américains n'entendaient tenir aucun compte), que pour empêcher, dans la mesure du possible, le commandement allemand d'y concentrer des forces importantes. Le plan adopté par les Alliés et les Italiens et baptisé « Géant Deux » *(Giant Two)* devait se réaliser aussitôt rendue publique la déclaration de l'armistice. Cette déclaration suivrait d'ailleurs de quelques heures le débarquement anglo-américain. Or, malgré les demandes réitérées de Castellano pour que les Américains prévinssent l'Italie, quinze jours à l'avance, du jour J du débarquement, ceux-ci, encore méfiants, se refusèrent à en donner la date précise. Le jour J devenait ainsi, pour les Italiens, un jour X. Pourtant, une convention intervenue stipula que ce jour X leur serait annoncé par deux transmissions radiophoniques, l'une à 10 h. 30 du matin, sous le masque d'une conférence sur les intrigues allemandes en Argentine, l'autre à 11 heures, sous celui d'un concert consacré à Verdi. Effectivement, les deux transmissions eurent lieu comme convenu, mais, au Service des Informations Militaires italiennes, *personne n'était à l'écoute ce matin-là.* La conférence et le concert Verdi passèrent donc totalement inaperçus. Cette négligence prodigieuse, si tant est qu'elle ne fût, de la part des responsables,

qu'une négligence, trouvait quelque peu son excuse dans une imprudente affirmation de Castellano au commandement italien. Il déclarait avoir deviné, dans ses conversations avec les Américains, que le débarquement aurait lieu entre le 10 et le 15 et, très probablement, le 12 septembre. Cette supposition, purement gratuite, fut accueillie dans les milieux militaires de la péninsule avec une telle désinvolture, une telle incurie, un tel mépris de responsabilités écrasantes, que l'on se fia bientôt aveuglément à la date du 15. Badoglio lui-même a déclaré plus tard, dans son discours d'Agro San Giorgio : « L'armistice devait être annoncé le 15 ou le 16. » Mirage, erreur, plaidoyer *pro domo*, machination obscure dont les véritables auteurs demeureront peut-être toujours ignorés, il demeure dans le déroulement de l'armistice italien certains points obscurs que les historiens de l'avenir se devront d'élucider.

***

De tout ce que nous venons de relater, il résulte que, sur le plan militaire, l'Italie, au moment de la signature de l'armistice, se trouvait dans un état d'impréparation aussi absolue qu'elle l'était sur le plan international et politique, lors du coup d'État du 25 juillet. Certes, la situation était difficile, on pourrait presque écrire insurmontable. Elle eût exigé, pour que l'Italie, prise entre l'enclume allemande et le marteau allié, pût se libérer, des chefs d'une autre trempe qu'un Victor-Emmanuel ou un Badoglio. Puis, trop de questions personnelles, de jalousies, de basses manœuvres, de rancunes animèrent, les uns contre les autres, ces hommes dont le sort de leur malheureuse patrie eût dû être la seule préoccupation. On crut s'en tirer par des demi-mesures, des réticences, des combinaisons, de mesquines habiletés, de la mauvaise foi qui ne servirent qu'à accroître les difficultés. Enfin, il régna chez ce peuple, comme il il advient trop souvent chez les races latines, et toujours dans les nations en état de décadence et de désagrégation, une absurde et lâche croyance au miracle, la certitude que tout ici-bas finit par s'arranger. Décidée enfin à rompre avec les Allemands et à s'unir aux Alliés, l'Italie eût peut-être fait un marché meilleur en passant ouvertement à l'attaque. Elle y eût gagné, du moins, de voir les meilleurs des siens tomber sur un champ de bataille au lieu d'être massacrés dans quelque Fosse Ardéatine.

***

L'ère des mensonges et des réticences avait commencé par la fameuse proclamation de Badoglio, le soir du 25 juillet : « *La guerre continue, l'Italie demeure fidèle à la parole donnée, gardienne vigilante de ses traditions millénaires* », phrase d'autant plus maladroite qu'elle était de nature à éveiller, lors d'une demande d'armistice, la méfiance des Alliés et qu'elle

autorisait, par la suite, les Allemands, à accuser les Italiens de félonie et à accroître contre eux les menées répressives. De plus, le gouvernement Badoglio ne s'en tint pas là. Le 6 août 1943, soit quatre jours avant le départ de Castellano pour Lisbonne, une entrevue italo-allemande, avait eu lieu à Tarvisio. Y assistaient, d'une part, Ribbentrop et Keitel, de l'autre Ambrosio et Guariglia. Les Allemands, plus que soupçonneux, depuis le 25 juillet, et dont la méfiance se manifestait par une occupation du pays chaque jour plus étendue, tentèrent de mettre les Italiens au pied du mur et de les contraindre à dévoiler leur jeu. « Pouvez-vous me donner votre parole d'honneur que vous n'êtes pas en train de négocier un armistice », avait demandé Ribbentrop à Guariglia. Et Guariglia, de répondre qu'il pouvait donner sa parole d'honneur qu'il n'était pas en train de négocier un armistice, ajoutant *in petto*, par restriction mentale, qu'il était simplement en train de le préparer. On objectera à sa décharge que ces mêmes Allemands avaient affirmé, dix-huit jours plus tôt, lors de l'entretien Hitler-Mussolini à Feltre, qu'il leur était impossible d'envoyer en Italie une seule division de secours. Or, depuis le 26 juillet, la péninsule se voyait inondée de troupes allemandes, Wehrmacht, S.S., chars, parachutistes, qui se rassemblaient à tous les points stratégiques et encerclaient Rome progressivement. La plus élémentaire prudence eût donc commandé de prendre toutes les contre-mesures indispensables et de se mettre en état de résister efficacement, dès la proclamation de l'armistice, en attendant les secours américains. Mais l'on a déjà vu de quelle façon négative Eisenhower avait répondu à la demande italienne tendant à faire connaître la date prévue pour le débarquement. Puis, l'armistice signé, même refus opposé à toute information sur le moment précis où les Alliés l'annonceraient. Le problème se compliquait encore, pour les Italiens, des risques présentés par toute manœuvre susceptible de donner l'éveil aux Allemands, du danger de toute indiscrétion, des doutes qui pouvaient subsister sur l'attitude éventuelle de tels ou tels officiers germanophiles. Que l'on ajoute à ceci les difficultés de coordination entre Italiens et Alliés, les obstacles aux envols clandestins d'émissaires ou d'agents de liaison, les déficiences, les retards, les erreurs possibles de la radio.

Obéissant à la loi du moindre effort, et toujours guidés par cette dangereuse croyance au miracle qui devait leur coûter si cher, les Italiens, durant cette période décisive, ne firent, pour ainsi dire, rien ou opérèrent, dans le haut commandement et dans les commandements particuliers, des changements de dernière minute qui ajoutèrent à la confusion. On a vu avec quelle incroyable légèreté avait été accueillie la supposition de Castellano, touchant la date probable de la proclamation de l'armistice. Entre temps, le général Carboni, commandant le corps motorisé qui devait soutenir le débarquement des parachutistes américains et des divisions aéroportées, se voyait confier la direction des Services d'Informations Militaires. Le résultat de cette double mission fut que Carboni,

dont le rôle paraît avoir été assez ambigu et dicté par des raisons de rancune personnelle contre Castellano, dont il enviait la nomination de plénipotentiaire à la Commission d'armistice, n'accomplit régulièrement ni l'une ni l'autre. Nous savons l'étrange absence de tout auditeur au poste d'écoute, lors de la conférence sur les menées allemandes en Argentine et du concert Verdi. Quant au corps motorisé, lequel, au dire de Carboni était absolument prêt à la veille du 8 septembre, ce même général le déclara, le jour de l'armistice, dans la totale impossibilité de porter le moindre secours. Il n'est pas jusqu'à Ambrosio qui n'ait quitté Rome en ces jours où la présence du chef d'État-Major des forces armées s'imposait.

***

Cependant, le temps passait. Les bombardements des villes italiennes se poursuivaient, peuplant Rome d'une foule chaque matin plus dense de nouveaux arrivants, tout le lugubre cortège des réfugiés de Calabre. Par vagues successives, les divisions allemandes déferlaient de Bavière. De leur côté les Alliés, toutes leurs dispositions arrêtées, se décidaient à passer à l'attaque et à débarquer leurs troupes sur le sol métropolitain. Eisenhower résolut d'annoncer l'armistice. On était au soir du 6 septembre. Les Italiens, dans l'incertitude où ils étaient tenus des décisions américaines, ignoraient que le jour X serait le surlendemain 8. Le 5 septembre, était arrivé, à Rome, le major Marchesi, porteur du document signé de l'armistice et du plan de coordination italo-américain. Il avait été également spécifié, dans le fameux plan « Géant Deux » *(Giant two)*, que deux officiers américains seraient envoyés à Rome en secret, pour prendre avec les Italiens les dernières mesures indispensables. Furent désignés à cet effet, le général de brigade Maxwell Taylor, vice-commandant des unités de parachutistes, et le colonel d'aviation William T. Gardiner.

Dans la nuit du 6 au 7 septembre, les deux officiers amerrirent donc à Ustica, près de Gaete. Ils étaient en uniforme et furent transportés à Rome en camion le 7 au soir, sous l'apparence d'aviateurs ennemis tombés à la mer et faits prisonniers. On les dirigea, dès leur arrivée à Rome, au siège de l'État-Major, palais Caprara, rue du 20-septembre. Ce fut le colonel Salvi, chef de l'État-Major du général Carboni, qui les reçut. Repas spécialement soigné pour les honorer, viande, vins, cigarettes. Pourtant, comme à la fin du dîner, Salvi leur demandait très calmement s'ils pensaient commencer dès le lendemain leurs entretiens avec le haut-commandement italien, Taylor s'écria en bondissant :

— Demain! Mais non, tout de suite. L'armistice va être proclamé d'un moment à l'autre.

Il y eut une minute d'affolement au palais Caprara, d'autant que les Américains paraissaient médusés, devant tant d'inconscience de la part de leurs hôtes. Le colonel Salvi se précipita au téléphone, avertissant,

en l'absence d'Ambrosio, le général Rossi, sous-chef d'État-Major, et le général Carboni qui arriva d'assez méchante humeur. Ses premières réponses stupéfièrent les deux officiers. Occuper les aérodromes, il n'y fallait pas songer! Kesselring les y avait précédés. Disposer du corps motorisé en attendant l'arrivée des renforts était également impossible. Il manquait de carburant, de munitions : il n'aurait pas tenu deux heures. Au dire de Carboni, le plan initial dressé par Castellano était inapplicable et il était nécessaire d'envisager des dispositions nouvelles, de gagner du temps et de retarder de quelques jours la proclamation de l'armistice.

— Votre Castellano a fait du propre. Il nous a mis dans un beau pétrin! *(an awful jam)* s'écria nerveusement Taylor. Mais maintenant, de toute urgence, il nous faut voir le maréchal Badoglio.

On partit pour la villa de Badoglio. Étrange et aventureuse randonnée, dans le black-out de Rome, à la merci du moindre incident.

Villa Badoglio, le maréchal dormait. Les nouvelles que lui apportaient les Américains suffirent à dissiper toutes ses vélléités de sommeil. Suivit un colloque assez dramatique au cours duquel Badoglio supplia Taylor de faire adopter toutes mesures nécessaires pour que la proclamation de l'armistice fût renvoyée de quelques jours, condition que Taylor déclara fort justement indépendante de sa volonté. Dans le message aussitôt envoyé à Alger, contre-ordre était également donné concernant les parachutistes et les divisions aéroportées. Badoglio insistait, sur les recommandations urgentes de Carboni, pour que les Américains opérassent leur débarquement en un point le plus proche possible de Rome, afin de porter secours, dans le minimum de temps, aux forces italiennes et de sauver la ville, cerveau et cœur de l'Italie.

Badoglio termina son exposé en déclarant, sur un ton un peu mélodramatique : « Je suis un vieux militaire. J'ai remporté deux fois la victoire sur les champs de bataille. Ne nous laissez pas seuls avec les Allemands, car s'ils nous prennent... » Il se borna, pour conclure, à esquisser le geste qui consiste à passer la main sur la gorge à la façon d'un tranchant.

Malheureusement, les Américains ne furent qu'assez médiocrement sensibles à ce genre d'éloquence où ils crurent démêler une fois de plus une ténébreuse comédie et une nouvelle manifestation de duplicité italienne, un nouveau *monkey wrench*. Le télégramme agit même sur Eisenhower dans un sens directement contraire aux désirs de Badoglio. Si le généralissime américain avait eu la moindre hésitation à proclamer rapidement l'armistice, cette apparente volte-face italienne l'eût décidé à précipiter sa décision. En réponse au télégramme de Badoglio, parvenu le 8 à midi au Grand Quartier Général américain, Eisenhower fit répondre que la proclamation officielle de l'armistice serait faite par lui le jour même à 18 h. 30. Le télégramme dont le ton était d'ailleurs impératif, presque comminatoire *(an extremely strong message)*, menaçait l'Italie de nouvelles représailles, si elle n'accomplissait point à la lettre ses engagements. Il se subdivisait en trois parties et était ainsi conçu :

1° *J'entends transmettre à la radio, à l'heure fixée, l'acceptation de l'armistice. Si vous ou une partie quelconque de vos forces vous refusez à coopérer, comme il a été précédemment conclu, je ferai publier, dans le monde entier, les détails de cette affaire. Aujourd'hui est le jour X et j'attends que vous remplissiez tous vos engagements ;*

2° *Je n'accepte pas votre message de ce matin, retardant la proclamation de l'armistice. Votre représentant accrédité a signé un accord avec moi et le seul espoir de l'Italie est lié à votre adhésion à cet accord. Sur votre demande les prochaines actions aériennes sont temporairement suspendues. Vous avez assez de troupes près de Rome pour assurer la sécurité provisoire de votre ville, mais je demande des informations complètes sur la base desquelles les opérations militaires pourront se développer au plus vite. Envoyez immédiatement le général Taylor à Bizerte. Faites-moi savoir par avance l'heure de son arrivée, et le chemin que suivra l'avion ;*

3° *Tous nos plans avaient été établis dans la persuasion que vous agissiez de bonne foi et nous sommes prêts à développer, sur ces bases, les opérations militaires. Toute défaillance de votre part, dans la conduite à bonne fin des obligations découlant de l'accord signé, pourra avoir pour votre pays les plus graves conséquences. Aucune action ultérieure de votre part ne pourrait rétablir notre confiance dans votre bonne foi.*

Cette réponse parvint à Rome à 16 h. 30.

Auparavant, un autre télégramme, en réponse à un radio de Taylor, demandant que fût contremandé l'envoi des parachutistes, avait été reçu à Rome, sous forme de simple message chiffré *(situation innocuous)* phrase qui, selon le code adopté, répondait par une acceptation. Il avait été également convenu que les deux officiers américains rejoindraient l'Afrique du Nord, accompagnés du général Rossi, autre contingence malheureuse, car elle fit naître dans le cœur des Italiens une vaine espérance et, en dernière minute, une trompeuse illusion. Puisque les Alliés entendaient se concerter avec Rossi en vue d'adopter des mesures nouvelles, tout laisssait croire que la proclamation de l'armistice serait différée. Parti, la confiance au cœur, le général Rossi recevait, dès son atterrissage à Tunis, le coup de grâce. Un sous-officier annonça à Taylor, dès sa descente d'avion, qu'Eisenhower venait de proclamer à la radio la nouvelle de l'armistice.

***

A Rome, dès 16 h. 30, ce fut la consternation. Aux premières minutes, on ne voulut même pas croire à l'authenticité de la nouvelle apportée par l'agence Reuter et l'agence Stefani, à tel point que le ministre de la Culture populaire, appelé au téléphone par Suster, directeur de la Stefani, lui demanda d'abord de la démentir. Aussitôt informé, Badoglio convoqua au Quirinal, auprès du roi, le général Ambrosio, les trois chefs d'État-Major, Roatta, Sandalli et de Courten. A la séance, assistaient

également le ministre des Affaires étrangères, Guariglia, le général Carboni, le ministre de la Guerre, Sorice, le major Marchesi et le duc Acquarone. Le général de Stefanis vint au lieu et place de Roatta. Séance assez troublée, inquiète, nerveuse, au cours de laquelle les assistants pouvaient craindre à tout instant qu'une sérieuse alerte ne vînt troubler leurs délibérations. Que signifiait, en effet, cette précipitation d'Eisenhower? De même, qu'allaient répondre les Allemands à l'initiative de l'allié italien? Dans sa proclamation, Eisenhower n'avait-il pas souligné : « *Le gouvernement italien s'est rendu sans conditions. Tous les Italiens qui voudront nous aider désormais à chasser l'envahisseur allemand recevront l'assistance et l'appui des Nations Unies.* » Ambrosio lut cette proclamation dans le silence général et indiqua quelles en pouvaient être les conséquences désastreuses.

Dès qu'il eut terminé, le général Carboni prit la parole, manifestant une fois de plus une étrange attitude et déclarant, à la stupéfaction de tous, que les termes d'un tel armistice étaient inacceptables, que le gouvernement devait se désolidariser d'avec son parlementaire Castellano et réclamer aux Américains l'ouverture de négociations sur de nouvelles bases. A l'appui de ses suggestions, Carboni invoquait le péril où se trouvait l'Italie du fait de l'occupation allemande et la menace désormais suspendue sur Rome de terribles bombardements allemands. Marchesi l'interrompit pour démontrer, avec beaucoup plus de raison, que tout recul de l'Italie était désormais impossible. Remettre en question un armistice dont la signature était formelle et dont la cérémonie avait été filmée par les cameras américaines, si bien que, dans quelques heures peut-être, les films en seraient projetés sur tous les écrans, serait placer l'Italie dans une situation pire que sa détresse actuelle et ouvrir la voie à des représailles autrement redoutables que les bombardements allemands. Cet avis prévalut. Guariglia se rangea à la thèse de Marchesi et la séance se termina sur la prière adressée à Badoglio d'annoncer, à son tour, à la radio, la signature de l'armistice. Le roi n'avait pas dit un mot durant la séance. Il se contenta de s'entretenir quelques instants à part avec le maréchal et de mettre au point certains détails concernant le transfert immédiat de sa personne, de la famille royale, du gouvernement et de l'état-major au ministère de la Guerre, dont les abords, en cas d'attaque allemande, se prêtaient mieux à la défense. On n'avait point évoqué encore l'éventualité d'un départ du roi et du gouvernement.

Un autre curieux incident fut celui de l'emplacement préparé pour la radio, au micro de laquelle Badoglio devait prononcer sa proclamation. Carboni dut confesser qu'il n'avait prévu aucun emplacement spécial d'où le maréchal pût parler. Force fut donc à Badoglio de se rendre, comme un simple speaker, au siège de l'Eiar et d'y attendre l'heure du journal parlé, à 19 h. 45.

***

A 20 heures, le transfert du roi et de la reine eut lieu au Ministère de la Guerre. Les appartements réservés à Leurs Majestés n'étaient qu'une suite de pièces mal meublées, depuis longtemps inoccupées et laissées à l'abandon. Les souverains s'y rendirent sans aucun protocole. A peine arrivés, le roi et la reine, fatigués, s'assirent dans un fauteuil. Dans le désarroi de cet emménagement rapide, les officiers chargés de l'installation des divers services avaient omis de faire rétablir l'électricité. Ils se dispersèrent aussitôt, laissant dans la pièce obscure ces deux royales épaves, presque semblables à des réfugiés et, par avance, rois en exil.

La confusion avait été la caractéristique de cette soirée historique. La nuit l'aggrava encore, chaque heure apportant des nouvelles contradictoires, faisant alterner le réconfort avec la dépression, l'optimisme avec la crainte.

A 19 h. 30, sa proclamation lue, Badoglio déclara calmement qu'il allait se coucher. Jusqu'à minuit, la situation parut assez favorable, surtout au dire de Carboni qui affirma que toutes les informations venues de la périphérie laissaient supposer une retraite méthodique des Allemands au nord de Rome. Mêmes renseignements furent apportés par lui au roi, qui parut momentanément tranquillisé.

Vers minuit, changement radical dans les pronostics. Roatta venait d'apprendre que, loin de s'enfuir, les Allemands culbutaient les troupes de défense italienne. Deux divisions du XVIIe corps avaient dû céder sous la poussée, la division Plaisance s'était rendue sans combat. Sur le front Nord, la division dite Le Bélier *(Ariete)* tenait, par contre, tête aux Allemands. Roatta accepta alors la suggestion du colonel Salvi d'envoyer le régiment motorisé de Montebello et un groupe d'artillerie appartenant à la division Ariete au secours de divisions de grenadiers qui semblaient en mauvaise posture, à la Magliana. Ce fut Roatta qui prit sur lui de donner l'ordre, car Carboni (imitant en ceci son supérieur, le maréchal Badoglio) était allé se coucher.

A 4 heures du matin, Roatta, jugeant que la situation ne faisait qu'empirer, comprit qu'il était temps de réveiller tous ces illustres dormeurs. Il fit prier le maréchal de venir incontinent dans une des pièces du Ministère de la Guerre, où se trouvaient le prince de Piémont et l'aide de camp du roi, le général Puntoni.

Un nouveau colloque s'engagea. Il y fut représenté à Badoglio que la défense de Rome devenait impossible, qu'il importait de donner à Carboni l'ordre de faire replier, sur Tivoli, le corps d'armée motorisé et d'envoyer, en lieu sûr, le roi, le gouvernement et l'état-major. Après quelques hésitations, Badoglio se rendit aux raisons exposées par Roatta et appuyées par Ambrosio, survenu entre temps.

On réveilla le souverain. Aux premiers mots, Victor-Emmanuel refusa de suivre le conseil des militaires.

— Pourquoi voulez-vous que je parte? dit-il. Je suis un vieillard, les Allemands ne me feront rien.

— Sire, lui répondit-on, il n'est pas question seulement de votre sécurité personnelle, mais du sort de l'Italie. A Rome, votre gouvernement serait prisonnier et l'Italie se trouverait privée de tout représentant légitime, dans l'incapacité totale de faire respecter les clauses de l'armistice et de poursuivre la guerre contre les Allemands.

— Soit! dit le roi.

Il ordonna à Ambrosio de suivre également la couronne et le gouvernement dans leur retraite avec tout l'état-major.

Ces divers entretiens s'étaient déroulés dans une telle atmosphère de fièvre et de précipitation que l'ordre du souverain à Ambrosio fut donné à la porte même du Ministère, alors que Victor-Emmanuel montait en voiture. Il était 5 heures du matin.

Derrière la voiture royale, venait une autre automobile, dans laquelle prirent place Badoglio et le duc Aquarone.

L'automobile de Victor-Emmanuel démarra, emportant, aux côtés de Sa Majesté, la reine, le général Puntoni et un aide de camp.

— Point de rassemblement : Pescara, dit encore le roi.

Après quarante-trois ans de règne, s'ouvrait le chemin de l'abdication.

GEORGES IMANN-GIGANDET

EXPÉRIENCES

Le mot est admis, comme si la chose était naturelle. La France est gravement malade. Elle aurait besoin d'une longue cure, minutieuse et prudente avec les ménagements qu'exige un organisme infecté. Au lieu de cela, on trouve normal de pratiquer sur ce corps douloureux les expériences les plus variées. On essaie de l'une. On l'abandonne. On passe à une autre. On verra bien les résultats, et s'ils sont défavorables on tentera autre chose. Et l'on donne à chaque thérapeutique le nom du ministre temporairement chargé de l'appliquer. Comment ne pas s'étonner de l'extraordinaire légèreté avec laquelle on joue de la vie et de l'avenir du pays.

Les dirigeants actuels du Gouvernement ont une incontestable honnêteté intellectuelle et un évident désir de faire pour le mieux. Nous en sommes personnellement convaincus et il serait absurde de sous-estimer le réconfort que doit apporter au pays la certitude que les buts désormais poursuivis sont salutaires. Au surplus, nous avons de cette volonté gouvernementale des manifestations qui, pour ne pas être toutes spectaculaires, n'en sont pas moins importantes : l'Union française, qui était en passe de se disloquer, est reprise en main. Les idées élémentaires de justice retrouvent la place qui leur est due. Le processus de désintégration qui se propageait avec une effrayante rapidité dans tous les secteurs de l'administration publique est enrayé et un ordre social commence à renaître. On lève l'absurde rideau de fer qui rendait infranchissables ces Pyrénées abolies par Louis XIV. Rien n'est plus odieux que le dénigrement systématique de ceux qui prétendent ignorer le redressement, timide mais indéniable, auquel nous assistons.

Mais, pas plus que la critique, l'approbation ne doit être automatique. Et on a le devoir, comme le droit, en suivant l'évolution de la situation économique française, de s'efforcer à discerner les chemins dans lesquels il faut continuer à marcher, ceux dans lesquels il faut s'engager et ceux qu'il faut abandonner, non pas avec le souci de compenser éloge ou blâme, mais en cherchant seulement la vérité. Or, parmi les

mesures essentielles qui ont marqué les dernières semaines, c'est-à-dire le nouvel effort fiscal demandé au pays, la dévaluation du franc et le blocage des billets, il nous semble qu'aucune, si ce n'est partiellement la seconde, n'ait été véritablement efficace ou opportune.

***

La loi du 7 janvier 1948 a institué un prélèvement fiscal nouveau, qui est exceptionnel en ce sens qu'il ne doit être opéré qu'une fois, mais qui ne l'est plus si on remarque que l'exception se renouvelle en changeant de forme. Les contribuables français achèvent à peine de payer leurs impôts normaux de 1947 ; et ils doivent acquitter dans les délais les plus brefs le tiers des impôts de 1948. A ces échéances régulières s'ajoute l'appendice étrange appelé cinquième quart dont on a doté la charge extraordinaire que fut l'impôt de solidarité dont nous sortons à peine. Et voilà que l'on institue un nouveau prélèvement de plus en plus exceptionnel...

On aura une idée de la pression que le Gouvernement entendait exercer si l'on remarque qu'il en espérait 200 milliards, alors que l'impôt sur le capital n'a rapporté que 100 milliards. Quant à la façon dont cette ponction a été assise et répartie, il est presque impossible d'en faire la critique, faute de trouver une règle ou un principe qui l'ait inspirée. Où l'arbitraire le plus absolu s'installe, il n'y a plus rien à faire qu'à constater le feu d'artifice d'improvisations dont l'énumération remplirait des pages. Pour citer seulement le cas le plus voyant, on sait que les commerçants et les industriels paient régulièrement sur leurs bénéfices un impôt élevé mais calculé suivant des règles minutieuses. Or ils sont priés, en janvier 1948, de payer un impôt proportionnel au chiffre d'affaires qu'ils ont réalisé en 1946. Sont-ils actuellement en déficit, leurs entreprises ont-elles été bouleversées, leur trésorerie est-elle difficile, leur chiffre d'affaires a-t-il été majoré par les taxes dont ils sont les agents de perception ? De tout cela l'État n'a cure. Et comme si cette rétroactivité ne suffisait pas à heurter toutes nos notions du droit, on y a ajouté ce fait extraordinaire que le Parlement n'a pas fixé le taux de cet étrange impôt, et s'en est remis pour cela à la décision du Gouvernement. L'Administration a donc publié un tarif qui, suivant les branches d'activité, varie de 0,5 p. 100 à 6 p. 100. Que peut-on penser d'un régime qui permet de faire varier de 1 à 12 le taux de l'impôt, alors qu'on croyait qu'aucune taxe ne pouvait être levée dans notre pays sans l'autorisation précise et préalable des élus de la nation, ce qui était, paraît-il, une des conquêtes essentielles du siècle passé ?

Les laudateurs habituels des pouvoirs établis n'ont pas manqué de faire ressortir le courage avec lequel le Gouvernement accepte l'impopularité en imposant au pays un sacrifice aussi lourd et, au surplus, aussi visiblement injuste. Il est certain qu'un gouvernement est obligé de prendre des mesures impopulaires et douloureuses pour sauver le pays des abîmes vers lesquels lui ou d'autres l'ont précipité et il doit

alors compter sur l'appui de tous ceux qui savent que ce serait pure hypocrisie que de prétendre éviter par une technique plus savante toute atteinte dommageable aux intérêts particuliers. Mais de là à prendre comme critérium de l'excellence (ou du courage) d'une mesure l'allégresse avec laquelle elle heurte des exigences fondamentales, il y a loin.

Cela est d'autant plus vrai que le gaspillage, pour commencer à être freiné, n'en est pas moins encore éclatant dans la marche des services de l'État. Le procès du parasitisme étatique n'est plus à faire ; tout le monde est d'accord. Mais tant que durent les absurdités ou les scandales que l'on ne peut plus nier, l'acquiescement moral donné à leur condamnation ne sert à rien. Les dernières révélations faites sur la gestion des grandes sociétés nationales dont l'État a assumé la direction sont littéralement effarantes. L'extension à l'agriculture de la poulpe intitulée Sécurité Sociale semble un défi au bon sens, même et surtout si elle est financée par un impôt sur les apéritifs. On patauge partout dans les déficits, malgré des relèvements de tarifs opérés avec une brutalité et une ampleur qui eût déclenché une révolution, si justement elle n'était faite. Le Français moyen, tout glorieux d'être devenu, on le lui a dit, propriétaire indivis des mines, des chutes d'eau, des banques, reçoit une avalanche de notes à payer sous laquelle il demeure pantois. Le malheureux croit à une erreur quand il lit avec stupeur sa facture d'électricité [1].

La question qui reste posée est l'opportunité ou l'absurdité qu'il y a à écraser ce pays d'impôts pour lui faire alimenter un régime économique incapable de se soutenir par lui-même. Considérez par exemple les effets pratiques qu'entraîne, du strict point de vue de la trésorerie publique, la mainmise de l'État sur l'épargne privée. L'État a expulsé ceux qui avaient équipé houillères ou chutes d'eau. Il est donc obligé (ou du moins il le serait s'il tenait avec rapidité et sans alchimie monétaire les engagements qu'il a souscrits) de payer un intérêt aux propriétaires dépossédés alors que les sociétés, qui sont devenues déficitaires, eussent pu supprimer leur dividende. On institue ensuite un impôt sur le capital ; s'il s'agit d'entreprises privées, l'État reçoit d'elles de l'argent ou des titres qui sont négociables à la Bourse ; mais s'il s'agit d'entreprises nationalisées, il ne reçoit rien puisque, comme propriétaire, il supporte la diminution de fortune que, comme fisc, il s'attribue, ce qui est parfaitement inutile. Voilà qu'enfin l'État décide le prélèvement exceptionnel de ces derniers mois, et c'est encore

(1) Le prix de l'électricité est choisi intentionnellement parce que sa hausse est particulièrement scandaleuse. Le courant est essentiellement fourni par des installations onéreuses (barrages, usines, lignes) qui représentent des capitaux. La liquéfaction du franc a ruiné les épargnants qui les ont construites. On aurait pu penser que la nation aurait au moins bénéficié de cette spoliation, en usant quasi-gratuitement de l'électricité, mais c'est le contraire qui s'est produit. Rien n'illustre mieux le fonctionnement ubuesque de notre économie que ce bond portant le kilowatt au coefficient 17.

lui qui doit fournir aux sociétés nationales déficitaires ou obérées les fonds qu'il se fait remettre. Si curieux que soient ces cheminements absurdes autant que vains, ce n'est pas tout, et il y a mieux. La plupart des entreprises connaissent de graves difficultés de trésorerie, leur fonds de roulement étant insuffisant au regard de la hausse folle des prix et des salaires. Quand il s'agit des entreprises nationales, c'est naturellement l'État qui paie, suivant un entraînement qui est devenu habitude. Les entreprises du secteur privé réagissent, elles, avec vigueur aux complications qui les étreignent et elles procèdent à des augmentations de capital, destinées à leur fournir les ressources dont elles ont besoin : cruelle surprise pour l'État qui, s'étant fait remettre 5 p. 100 du capital des entreprises au moyen de l'impôt de solidarité, se trouve aujourd'hui paradoxalement obligé de faire lui-même, comme actionnaire, les versements en argent que, sans ces opérations absurdes, l'épargne eût normalement fournis. Tel est pris qui croyait prendre! Mais seuls s'étonneront de ces conséquences insensées ceux qui choisissent comme directives les fantaisies de l'improvisation et de l'imprévision.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, on constate que les difficultés financières de l'État ne sont en rien imputables à une insuffisance fiscale. Et dans les sacrifices qui leur sont demandés les contribuables ne voient guère que de douloureuses étapes sur le chemin des erreurs que l'on ne veut pas publiquement reconnaître.

***

Le décret du 25 janvier 1948 a complètement modifié le rapport du franc et des devises extérieures, en dévaluant le franc et en instituant un marché dit libre pour le dollar et pour l'or.

La dévaluation du franc était devenue indispensable par l'accumulation d'erreurs trop connues. Elle n'a par elle-même aucune vertu particulière, et ne résoud rien. La hausse nominale des prix de revient français était telle qu'il devenait absurde de continuer à les traduire en dollars suivant un taux de conversion n'ayant plus aucun rapport avec la réalité. Nous vendions, aux U.S.A., au prix de 1 dollar, un produit que nous fabriquions pour 120 francs et qui, par suite du chaos entretenu chez nous, coûte actuellement 300 francs ; il était absurde de penser que ce produit pourrait être vendu désormais 2 dollars et demi au U.S.A. Il ne s'agissait donc pas de favoriser les exportations comme on l'a dit, mais simplement de reconnaître un fait, si lamentable fût-il. Il est dur de constater que le dollar, qui a passé de 50 à 118 francs en décembre 1945, passe, en janvier 1948, à 214.

Sans doute, la fixation d'un nouveau cours est-elle chose délicate et l'on comprend l'hésitation justifiée du Gouvernement à adopter un taux définitif qui forcément serait arbitraire. C'est pourquoi on a ins-

titué un marché des devises que l'on appelle libre et dont le fonctionnement, inspiré de ce qui se passe en Italie, est assez curieux. Les exportateurs qui, jusqu'à présent, devaient livrer tous leurs dollars à l'Office des changes à 118 francs, ne doivent plus désormais lui en céder que la moitié, au cours de 214 francs, et sont obligés de vendre la seconde moitié de leurs devises dans un délai très court, mais sur un marché dit libre. Ce dernier se trouve alimenté, en plus de cette source, par toutes les devises provenant des origines les plus diverses, telles que le rapatriement des capitaux abrités à l'étranger, ou les revenus du portefeuille étranger restant la propriété des Français. Mais il ne faut pas croire que l'achat de devises contre francs sur ce marché soit facile. En effet, seuls y ont accès les Français autorisés à acheter des devises pour une raison admise par l'Administration et matérialisée par l'octroi d'une licence d'importation.

La situation est donc moins simple qu'on ne l'imaginerait. L'État continue à s'attribuer la plus grande partie des devises susceptibles de se transformer en francs, puisqu'il dispose notamment des crédits étrangers considérables qu'il se fait ouvrir. Par contre, on sait mal, pour le moment du moins, comment il utilisera ces devises. Il entend, en effet, les consacrer à l'achat d'un certain nombre de produits de base qu'il s'efforcera de vendre aux consommateurs français à un prix, en francs français, restant inchangé. Ce souci évidemment louable entraîne de graves complications. Il est évident, à priori, que l'équilibre ne saurait être maintenu entre une masse de devises dont on ne connaît pas l'importance et une masse d'achats qui reste également incertaine. L'État se trouvera donc obligé d'intervenir sur le marché du change dit libre en y vendant soit des devises empruntées par lui, soit des devises qu'il aura prises aux exportateurs à un certain cours et qu'il revendra plus cher. Le marché sera également contrôlé par l'État à son autre extrémité puisque les demandes qui pourront s'y manifester devront toutes être autorisées, et que les Pouvoirs publics se réservent de les raréfier ou de les étendre suivant les besoins de leur politique.

La question se complique encore pour les produits qui sont susceptibles d'être indifféremment exportés ou consommés en France. Il est normal que leur prix en France soit égal au prix mondial. Mais comment définir ce dernier, puisque le dollar coûtera pratiquement soit 214 francs, soit un prix variable au marché libre aux alentours de 310 francs, soit un prix moyen tenant compte de ce que les dollars des importateurs seront vendus partiellement sur les deux marchés. Aussi bien a-t-on déjà annoncé la création de caisses de péréquation pour unifier les conséquences imprévisibles de telles variations. Il en naîtra une nouvelle forme de complications, et surtout une incertitude quasi totale transformant les opérations commerciales en spéculations de hasard. Telle est la sanction pitoyable d'une désagrégation monétaire : l'absence d'une monnaie à valeur réelle et fixe enlève toute base à l'économie ; gains et

pertes deviennent l'objet d'une immense loterie démoralisante pour ceux qui voudraient tout simplement essayer de travailler en paix.

Un élément supplémentaire de désordre a toutefois été évité. Le Gouvernement, en effet, a maintenu, et il a bien fait, la parité des francs coloniaux et du franc métropolitain, en dépit d'oppositions violentes venant de certaines parties de l'Union française. (Notons toutefois que le franc du Pacifique a conservé son ancienne parité avec le dollar. On ne pouvait faire autrement, mais c'est tout de même un nouvel accroc à l'unité déjà si fort ébranlée par l'étrange dislocation de décembre 1945.)

Au total il apparaît que, dans l'ensemble, la dévaluation devait être faite, quoiqu'elle ait beaucoup trop tardé. Les mesures adoptées ont soulevé une opposition résolue de nos voisins britanniques, entraînant avec eux une neutralité défavorable du Fonds monétaire international. Quelque délicat qu'il soit de porter un jugement sommaire sur une matière qui soulève tant de problèmes, tout en considérant qu'il s'agissait d'un choix entre des décisions également peu satisfaisantes, et malgré le regret qu'inspire une politique désaccordée en matière monétaire, il semble que les opérations qu'a entendu effectuer le Gouvernement français, soient plus efficaces, plus opportunes et d'une technique plus adroite que celles suggérées par le Fonds monétaire, lesquelles soulèvent des critiques fondamentales. Quant au marché libre, il est évident qu'en dépit des termes il ne l'est pas et, au surplus, il ne peut pas l'être.

Reste enfin la liberté donnée au marché de l'or, mesure séduisante certes, mais qui nous paraît prématurée. Elle doit être, en effet, le couronnement d'une opération de stabilisation intérieure, suivie elle-même de la stabilisation extérieure des changes. La méthode envisagée, qui consiste à rechercher par tâtonnements le taux le meilleur pour le dollar et pour l'or, supposerait que les éléments français du problème tendissent eux-mêmes vers un équilibre suffisant et durable. De toute évidence il n'en est malheureusement rien. La hausse massive des salaires et des prix, en janvier, contredit une pareille hypothèse. Quel que soit donc notre désir de voir renaître des échanges basés sur autre chose que la contrainte ou l'arbitraire, il nous paraît prématurément ambitieux d'installer le couronnement d'un édifice dont les bases sont soumises à d'étranges remous. Au surplus, la question de l'or est trop liée à celle des autres formes de la monnaie pour qu'il soit possible d'en dissocier l'examen.

***

Le blocage des billets opéré dans la nuit du 28 au 29 janvier est une de ces opérations dont on n'a pas fini de supporter les conséquences invisibles.

***

Comment ne pas signaler au surplus l'absence complète de relation qui existe entre les causes des malheurs français et les remèdes qui leur sont apportés.

La vérité est que l'on n'arrive pas à comprendre que le franc, sur le marché extérieur, subisse de pareils chutes, alors qu'il est soutenu par des crédits considérables qui devraient le faire monter sans aucune peine.

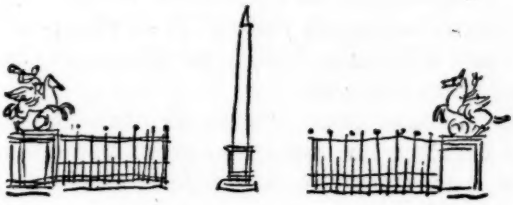
Depuis la Libération, les prêts américains qui nous ont été consentis, s'élèvent, à eux seuls, à 2 370 millions de dollars, ce qui, au taux d'hier de 120 francs, faisait déjà 285 milliards de francs. Nous avons de plus vendu de l'or et des devises pour 2 474 millions de dollars. Qui plus est, l'aide immédiate votée par le Congrès en décembre 1947 nous alloue à nouveau 328 millions de dollars, et cela à titre de don, ce qu'on ne sait pas assez. Ainsi l'essentiel de nos importations, charbon, pétrole, blé, nous est donné et se trouve distrait de notre balance des comptes. Le déficit de cette dernière constitue un paradoxe invraisemblable qui est l'indice le plus aveuglant d'une situation économique et monétaire absurde. La contradiction économique consiste dans ce fait insensé que notre pays reçoive gratuitement ce qu'il ne produit pas, et doive emprunter pour importer de la viande, des œufs, et du vin, alors qu'il a des vignes, des champs et des prés qui faisaient l'envie de l'Europe. Du point de vue financier, la contradiction est aussi éclatante puisque le Gouvernement fait en même temps deux déclarations qui devraient s'exclure : il justifie un prélèvement fiscal épuisant, et une manipulation monétaire grave, par la nécessité d'éponger de prétendus excédents de disponibilités monétaires dont disposeraient les Français ; d'autre part, le budget pour 1948 fixe, dans ses articles 9 et 10, le montant des dépenses de premier établissement des sociétés nationalisées et de la S.N.C.F. pour le premier semestre de 1948, soit 77 milliards, dont 26 pour l'Électricité et le Gaz de France, 24 pour les Charbonnages, 27 pour la S.N.C.F. ; mais la loi ajoute que le Trésor consentira immédiatement à ces entreprises des avances remboursables pour tenir lieu des emprunts qu'elles émettront plus tard. Par conséquent, on prend au pays des centaines de milliards d'impôts pour alimenter, avec quelles difficultés, des circuits que l'épargne laisse vides... On use ses forces à essayer d'assécher les lacs et d'irriguer les rivières, au lieu de laisser les lacs s'écouler dans les rivières comme c'est leur vocation naturelle... Le Gouvernement qui aura le courage de dénouer la contradiction essentielle qui résulte du rapprochement de ces deux constatations fera, pour la remise en ordre du pays, le geste essentiel et irremplaçable.

Le Français fait penser actuellement à un patient étendu sur la table d'opération. Il est à moitié endormi sous le chloroforme ; ne pouvant plus remuer et à peine s'exprimer, il entend par contre ce qui se dit autour

de lui. Or, parce qu'il l'éprouve dans son corps, il connaît son mal beaucoup mieux et plus précisément que ne le font les apprentis chirurgiens maniant le bistouri et causant autour de lui avec tant de légèreté et tant de scepticisme. Devrions-nous simplement appuyer sur le masque pour faire respirer au malade une bouffée de plus afin de le plonger dans un sommeil plus profond et de le faire bénéficier d'un état indolore parce qu'inconscient? Vaut-il mieux, au contraire, éclairer son cas, au risque de le faire momentanément souffrir davantage alors qu'il est incapable par lui seul de changer son destin? La question se pose et est délicate. Nous pensons cependant qu'il vaut mieux dire la vérité, car celle-ci finit toujours par triompher, et nous nous apercevons du progrès constant qu'elle fait, d'abord dans l'opinion, puis, plus lentement, dans l'esprit de ceux qui nous gouvernent. Mais il faut être patient. Les choses que les hommes voient clairement ne passent qu'avec beaucoup de lenteur dans l'esprit des dirigeants et des administrations. Il ne faut pas s'en étonner, car des problèmes qui sont simples à l'état nu se compliquent étrangement quand ils subissent les métamorphoses des exigences politiques. Et cette dernière considération doit nuancer notre jugement, en projetant sur sa clarté les ombres, peut-être inévitables, de la stratégie gouvernementale.

Nous ne pouvons approuver des mesures inadéquates ou injustes. Mais nous savons aujourd'hui que les intentions de leurs auteurs sont droites, et nous sentons confusément qu'il a fallu, pour les dévier, toutes les forces de la routine ou d'une ignorance obstinée qui dominent encore la politique. Continuons donc, les uns et les autres, dans toutes les occasions qui nous en sont fournies, à dire sans fard la vérité : les événements aidant, elle fait rapidement son chemin.

ED. GISCARD D'ESTAING



L'HOMME-GRENOUILLE

A peine Bastien parti, le visage contracté de l'homme-grenouille se détendit.

— Donnez-moi encore un verre de grenadine, madame Sophie, dit-il de sa voix fluette et sifflante.

Sophie versa à boire. Deux centimètres de grenadine se collèrent dans le fond du verre. Un beau rouge orangé, vigoureux, électrique, rappelant celui du néon publicitaire. La limonade, versée à gros jets, colora le verre en rose vif. Un rayon de lumière électrique y entrait en flèche et formait, dans toute cette couleur, un foyer clair, un reposoir en quelque sorte.

Comme Sophie voulait le faire boire, Palkrony s'écria : « Je vous en prie, madame Sophie, montrez-moi un peu le verre de loin, c'est si joli à voir la grenadine! C'est peut-être encore plus agréable à regarder qu'à boire! »

Complaisamment, Sophie fit miroiter le verre dans le rayonnement de la lampe. Elle le déplaçait, cherchant l'endroit où il pouvait bénéficier du meilleur éclairage ou bien, par jeu, le cachait, comme fait, pour sa poitrine, la fille qui veut séduire un client difficile.

Palkrony, le visage extasié, ne quittait pas le verre des yeux.

Sophie le fit boire comme un malade. Il ne vida pas le verre.

— Je finirai tout à l'heure, dit-il, avant de me coucher. Maintenant, je veux voir les cartes postales.

Il était assis sur une haute chaise d'enfant. Sophie approcha la table, puis alla chercher une boîte en carton. Elle en sortit des cartes postales neuves et qui étaient des plus belles : glacées et presque métalliques de raideur. C'étaient des paysages français ou exotiques, des couples d'amoureux, des marins fardés et souriants qui offraient en vers des fleurs à une invisible beauté. Elle les étala sur la table.

— Voilà, amuse-toi, Palkrony, dit-elle avec son accent polonais rauque et chantant. Moi, je vais mettre un disque.

Le disque mis en marche, elle alluma une cigarette, poussa près de

la table l'unique fauteuil de la roulotte et s'y assit. Puis, de la poche de sa blouse, elle tira un jeu de cartes culottées, graisseuses et les étala sur la table, en face des cartes postales.

La voix énorme d'un chanteur napolitain emplit la pièce. Elle pénétrait partout, frôlant le plafond, glissant sur le plancher et au-dessus des meubles, emplissant les ouvertures et chassant l'ombre des coins.

Stanislas Palkrony regarda les cartes postales, puis pencha la tête en arrière et, les yeux mi-clos, un léger sourire de contentement aux lèvres, recréa en pensée le rêve qu'il avait eu la nuit précédente, où une Sophie magnifique, avec des yeux humides de ferveur affectueuse, lui apportait de la grenadine d'un tonneau spécialement installé pour lui dans la roulotte, une grenadine d'un rouge extraordinaire, qui faisait éclater le verre à force de couleur et qui, source miraculeuse, se déversait à terre et commençait à inonder la pièce. Son petit lit allait être bientôt submergé et cela lui était agréable de se dire que, suivi de Sophie, il allait se noyer dans un inconnu sirupeux et éclatant et qu'ils se retrouveraient dans un autre monde, unis à jamais. Mais soudain, Sophie, fendant la grenadine de ses fortes cuisses, venait l'enlever de son lit et l'emmenait loin de la mort ; ce qui avait sensiblement réduit le charme du rêve.

Sophie fumait et annonçait ce que prédisaient les cartes.

Ils étaient l'un près de l'autre, seuls, sans contrainte. Ils étaient heureux.

***

Sophie vivait maritalement avec Bastien, qu'elle avait connu lorsque, ancien marin de l'État, il débutait comme forain. Elle tenait alors un billard japonais avec ses parents.

Elle avait séduit Bastien par sa beauté. Depuis lors l'âge et la graisse de Sophie auraient pu calmer le désir du forain, mais la Polonaise sut le retenir par sa sensualité.

Et depuis quinze ans, ils vivaient ensemble, et promenaient des monstres de foire en foire.

Avant Palkrony, Bastien avait engagé divers phénomènes qu'il avait su rendre encore plus monstrueux par l'habillement et la présentation, mais aucun ne lui avait rapporté autant d'argent que l'homme-grenouille aux mains sans bras et aux pieds sans jambes.

Bastien buvait beaucoup. Mais dans ce domaine il s'était spécialisé : il ne buvait que du Pernod-Picon.

— La seule chose qui gratte, disait-il, tout le reste n'est que de la confiture.

Sophie s'était d'abord attachée à Bastien parce qu'il gagnait de l'argent et qu'auprès de lui elle vivait bien. Maintenant, elle souffrait durement de cette union avec le forain, que l'alcoolisme rendait odieux.

Aussi s'était-elle prise d'affection pour Palkrony, qu'avait amené de Hongrie un négociant en monstres. Elle avait avec l'homme-grenouille

bien des points communs : ils venaient tous deux de cet Est européen, primitif et ingrat, mais aussi musical et tendre. Ils aimaient les rêveries, les paysages et chérissaient les mêmes souvenirs de vents, de chevaux et d'océans de blé.

A force de vivre auprès de lui, Sophie sentait que le pauvre homme-grenouille était d'une nature très semblable à la sienne. En sa compagnie, elle ressentait la douce chaleur que donne l'expansion du cœur.

Au début de sa carrière, Palkrony avait ressenti quelque fierté d'être exhibé ainsi et d'attirer la curiosité, puis, il en avait éprouvé de l'aigreur. Maintenant, son âge et l'affection que lui témoignait Sophie l'avaient rendu complètement indifférent aux manifestations du public.

Il regardait passer les hommes et les enfants — peu de femmes venaient le voir — et ne s'étonnait même plus de leurs réflexions stupides. Il s'ennuyait et, pour se distraire, il pensait à Sophie ou rêvait d'aventures merveilleuses dont il était le héros. Il imaginait aussi ce qu'il aurait aimé à faire s'il avait eu des bras et des jambes. Il aurait modelé des statues aux formes nouvelles, curieuses, qui auraient connu le plus grand succès. Ou bien, il aurait été acrobate ou danseur et aurait enthousiasmé le public par l'adresse de ses tours.

Tous les quarts d'heure, lorsque la salle était pleine, il récitait, en articulant bien, un texte qu'il avait composé avec Bastien :

« Mesdames et Messieurs,

» Je suis l'unique homme-grenouille vivant actuellement en Europe.

» J'ai été examiné par les savants du monde entier et, à ce qu'ils ont dit, je suis le phénomène le plus mystérieux que la nature ait créé jusqu'à ce jour.

» Tous les membres de ma famille sont cependant normalement constitués.

» Je sais lire et écrire et je parle trois langues (ce qui était vrai).

» Je me nourris exclusivement de poissons de rivière et de salades (ce qui était faux).

» Mon occupation préférée est la peinture et ne pouvant, bien entendu, me servir de mes mains pour cela, je peins avec ma bouche et vous pourrez voir ici quelques-uns de mes tableaux qui, exceptionnellement, sont mis en vente.

» Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention. »

Il y avait à côté de lui un tréteau, sur lequel étaient posés des pinceaux, une palette et des godets.

Il prenait avec ses dents un pinceau et le trempait dans un godet. Sophie approchait alors un chevalet sur lequel était posée une toile commencée et qui représentait un paysage aux couleurs crues ou une

femme nue étendue sur un divan. Jusqu'à ce que la salle fût vide, il faisait semblant de peindre, ajoutant lentement sur la toile quelques très légères touches de couleur.

Les tableaux étaient exposés près de la sortie. Sophie les proposait au public. Les paysages étaient vendus 20 francs, les femmes nues 30 francs. Ils étaient peints en série par un rapin besogneux, à qui ils étaient payés 10 francs. On en vendait beaucoup : c'était le seul bénéfice de l'homme-grenouille, Bastien ne lui assurant que logement et nourriture. Palkrony s'était fait ainsi une bonne réserve d'argent, car, hors la grenadine, les cartes postales et les disques, il n'avait pas de besoins.

Sophie mettait les billets dans une serviette de cuir qu'elle cachait dans le double fond de la commode, car il fallait se méfier des mauvais garçons qui traînent autour des roulottes.

Dans les beaux jours, le matin, quand la foire sommeillait encore, le monstre demandait parfois à Sophie de l'asseoir devant les tréteaux. Il aimait à contempler les deux grands panneaux qui flanquaient l'entrée et qui représentaient une énorme grenouille. La tête était celle de Palkrony, mais un peu arrangée : ses yeux marrons étaient devenus verts et ses cheveux rares et grisonnants une toison d'ébène.

Sur l'un des panneaux, il était assoupi près d'un petit marais ; sur l'autre, à moitié sorti de l'eau, il aspirait un peu d'air avant de se replonger dans l'eau mystérieuse.

A part sa figure, tout était vert dans ces merveilleux tableaux. Le peintre avait réuni tous les verts depuis le vert céladon du ciel jusqu'au vert presque noir de l'eau. Et c'est cela que Palkrony aimait : cette gamme de verts qui, comme la grenadine, charmait ses yeux et son âme.

Il n'appréciait pas les villes. Paris surtout lui déplaisait. Mais il aimait, sur les routes, se tenir près de la fenêtre et regarder les champs et les bois.

En hiver, où les foires sont rares, Sophie le couvrait bien, mettait le radiateur électrique près de lui et il restait ainsi de longues heures à rêver. De temps en temps, Sophie le couchait et mettait les cartes postales sur la courte-pointe, puis elle ouvrait la fenêtre.

Pendant plusieurs années, il avait eu deux tourterelles dans une cage. Il demandait parfois à Sophie de les poser sur lui et elles venaient prendre du grain sur sa langue.

Elles étaient mortes et il songeait à les remplacer.

Au début de l'après-midi, avant la représentation, Sophie le lavait et le rasait, puis elle l'habillait d'un maillot vert sur lequel, à sa demande, elle avait brodé ses initiales en grosses lettres noires.

Elle le portait ensuite dans la baraque. Elle le tenait alors dans ses bras comme un enfant.

***

La petite fleur bleue qui avait poussé dans la roulotte croissait toujours et bientôt devait s'épanouir entre la bouteille de sirop de grenadine et les cartes postales de luxe, au son de musiques tziganes et de sérénades italiennes.

Maintenant, en l'absence de Bastien, ils se tutoyaient et s'embrassaient tendrement.

Bastien buvait de plus en plus et, ayant surpris les attentions extra-professionnelles que Sophie avait pour l'homme-grenouille, devenait brutal. Il avait déjà frappé Sophie et il menaçait Palkrony.

Celui-ci n'avait jamais aimé Bastien, ce « matérialiste » si éloigné de la vie du cœur, uniquement occupé de son ventre et de son « bas-ventre ». Il en était venu à le haïr.

C'était Bastien le monstre, et non lui, Palkrony, si pur, si raffiné. Et devant l'injustice du sort, il serrait les dents, et ses mains, qui naissaient aux épaules, battaient légèrement, esquisse d'un effort qui, chez un homme normal, se serait traduit par un serrement de poings.

Les scènes entre eux devenaient de plus en plus fréquentes, de plus en plus violentes.

Un soir, Sophie n'étant pas là, Palkrony demanda de la grenadine à Bastien. Après que Bastien l'eût fait boire, il lui dit :

— Encore un verre, Bastien, et mets-y un peu plus de sirop cette fois.

— Plus de « sirope »! Tu ne peux pas parler comme tout le monde... métèque! Et boire du vin comme nous autres... à quarante-cinq ans!

— En Europe Centrale, on ne boit pas beaucoup de vin.

— Ça suffit. Tu vas l'avoir ta limonade...

Palkrony but lentement.

— Maintenant tu vas te coucher, dit Bastien, et puis tu tâcheras de t'endormir en vitesse, qu'on ait au moins une soirée tranquille!

— Tu devrais avoir plus d'égards pour moi, Bastien, répondit doucement Palkrony, tu oublies que c'est moi qui te fais vivre!

— Qui me fait « vivrre » — la voix fluette du monstre et son accent exaspéraient le forain — dis plutôt que sans moi, tu passerais tes jours dans un asile.

— Et si tu peux te saouler, c'est bien grâce à moi... tu pourrais avoir la reconnaissance du gosier! siffla le monstre.

— Tu vas la fermer, cria Bastien, en le menaçant de la main. Après-demain, on roule... Il y aura du boulot sans arrêt demain, la baraque à démonter, les papiers pour la police, le tracteur à mettre au point... c'est pas toi qui le nettoieras le tracteur, hein?

Palkrony n'insista pas. Sur ce terrain-là, il était évidemment battu d'avance.

Bastien hurla :

— De quoi es-tu capable? Je te le demande...

Et il prit la bouteille de grenadine et la lança dans la direction de Palkrony. Elle alla se casser sur le buffet. Le sirop coula lentement sur les tiroirs.

Bastien regarda un instant cette poisseuse inondation, grommela des injures, puis sortit.

Palkrony était blême, mais sa décision était prise : il quitterait Bastien et emmènerait Sophie avec lui.

Le surlendemain, alors qu'ils roulaient et que Bastien était sur le tracteur, il parla de son projet à Sophie. Il lui dit qu'il avait assez d'argent pour acheter tracteur, remorque et baraque. Ils prendraient avec eux, non un associé, mais un employé, un type correct qu'ils paieraient bien, qui conduirait le tracteur et qui, aidé de Sophie, saurait monter la baraque. Ne pouvait-il être patron lui aussi, bien qu'il n'eût ni bras, ni jambes? Il avait un cerveau, cela suffisait. Ils pourraient même faire les foires d'Europe Centrale et ils reverraient leurs plaines et leurs chevaux.

Sophie réfléchissait, puis elle l'embrassa sur le front et dit :

— Stanislas, ce serait merveilleux ce que tu proposes-là, mais vois-tu malheureusement ce n'est pas possible... D'abord, tu n'as pas assez d'argent et puis je ne pourrais être que rarement avec toi, car il faudrait que je surveille l'employé... Et que feras-tu tout seul?... et puis, j'ai peur... Bastien nous retrouvera certainement et il est capable de nous tuer.

— S'il nous tue tous les deux, Sophie, répondit-il doucement, nous nous retrouverons dans l'autre monde et nous y serons heureux.

Le détachement des biens de la terre n'allait pas aussi loin chez Sophie qui, d'autre part, était craintive; elle avait surtout une peur immense de la mort, « le voyage dont on ne revient pas » comme lui avait dit une voyante qui avait beaucoup lu.

Pâle, elle murmura :

— Je ne veux pas mourir, Palkrony, je tiens à la vie... c'est bon la vie...

L'homme-grenouille dit plaintivement :

— Moi, je n'en peux plus; seul, je ne peux pas tuer Bastien et tu ne voudras jamais le faire... Sophie, embrasse-moi.

Il avait les larmes aux yeux.

Elle posa ses mains sur les épaules du monstre et couvrit de baisers le visage contracté.

A son contact, il hoqueta :

— Sophie (sa voix était de plus en plus fluette, on aurait cru entendre une petite fille), ma petite Sophie... Puis il murmura des mots hongrois. C'étaient des mots d'enfant, tendres et frais.

Sophie était prête, elle aussi, à sangloter.

Soudain, le visage de Palkrony se durcit. Ses pleurs s'arrêtèrent et il sembla devenir enfin un homme, maître de lui, et non pas cet être

hybride plus enfant qu'homme qu'il était dans ses moments d'abandon.

Sa voix avait retrouvé son ton autoritaire. Il dit :

— Sophie, il n'y a qu'une solution, c'est que je meure...

La Polonaise sursauta.

— ... Et comme je ne peux pas me tuer moi-même, c'est toi qui le feras : tu mettras dans mon verre, avant un repas, un poison violent. Il y aura là Bastien et n'importe qui d'autre que tu auras invité et qui servira de témoin : après avoir bu, je déclarerai que c'est moi-même qui me suis tué...

— Non, Stanislas, je ne ferai pas ça, s'écria Sophie... je t'aime trop et puis je pourrais avoir des ennuis...

L'homme-grenouille insista, mais Sophie refusa catégoriquement.

De guerre lasse, il se tut. Et soudain, tous les ressorts de son être se détendirent. Ecœuré, il vit l'atrocité de son sort. Il ne pouvait ni s'enfuir, ni se tuer. Il ne lui restait plus qu'à capituler devant la réalité.

Il n'était qu'une poupée cassée, une attraction que l'on montrait pour satisfaire les sales goûts des hommes des villes et pour en tirer de l'argent. Et que valaient ces hommes? Ils ne pensaient qu'à se régaler les yeux comme ils se régalent le gosier avec leurs alcools infects. Pourris qui n'avaient pas d'âme. Lequel d'entre eux avait jamais été ému, comme lui, par un ciel que bouleversait le vent, par le vol d'un épervier ou par les mystères d'un bois touffu?

Il était révolté. Il cria à Sophie :

— Ton Bastien, est infect. Mais je ne peux rien sans lui... A qui pourrais-je me plaindre? demander justice? et si, par miracle, on me donnait raison, je serais séparé de toi, Sophie, de toi qui as peur et ne veux pas quitter Bastien.

Son visage était congestionné. Il regarda fixement Sophie sans parler, puis, soudain, lui hurla des injures :

— Tu ne vaux pas mieux que lui...

Il avait de la bave aux lèvres. Il s'agitait follement sur sa haute chaise d'enfant. Sophie tremblait. Elle dit craintivement :

— Calme-toi, Stanislas, calme-toi... Attends, je vais mettre un disque, ça te fera du bien, la musique.

Une romance tzigane, éclata dans la roulotte. Loin de le calmer, la musique exaspéra le monstre. Il vociférait. Sophie allait arrêter le disque lorsque soudain, l'homme-grenouille donna une telle secousse qu'il tomba sur le plancher, entraînant avec lui sa chaise.

Dans sa chute, il heurta le coin de la table et se blessa au front. Du sang coula. Mais le choc avait calmé ses nerfs. Il pleurait à petits sanglots réguliers, gentiment.

Sophie n'osait le toucher et, stupide, regardait le sang couler de son front.

Ses pleurs s'arrêtèrent et il ne bougea plus. Alors elle le ramassa et

le posa sur son lit. Elle pansa sa blessure. Le souffle de l'homme-grenouille était maintenant régulier. Elle ne savait s'il dormait ou s'il était évanoui.

Puis elle vint s'asseoir près de la fenêtre et alluma une cigarette.

Elle disait : « Misère! misère! » et soupirait.

Le disque s'acheva sur un appel désespéré des violons.

***

Ce jour-là, la fleur bleue s'arrêta de croître. Et elle allait s'étioler. L'horrible Bastien empoisonnait l'atmosphère. Sophie et Palkrony vécurent terrorisés.

Le travail s'en ressentait, les recettes diminuaient.

L'inconduite de Bastien était maintenant notoire. On suivait sa trace aux vomissures, et, à son état, on devinait la quantité d'alcool qu'il avait absorbée.

Les foires sont de grandes familles honnêtes où règne l'esprit de solidarité. Il se forma donc un conseil de famille que dirigea Misel, le propriétaire de « La Chenille ».

On y décida l'internement de Bastien.

Le lendemain, à neuf heures du soir, Sophie hurla en polonais. Misel téléphona aussitôt à la police. Un fourgon vint bientôt s'arrêter devant la roulotte de Bastien.

Le forain, énorme, violacé, la veste tachée d'immondices, y fut embarqué non sans peine.

Et ainsi disparut à jamais de la scène foraine Bastien, le gros Bastien, qui avait présenté, entre autres phénomènes, mademoiselle Scandalo, le Vampyrus mystériosus et l'Homme-grenouille.

Il fallut mettre en ordre les comptes, réorganiser l'affaire. Sophie n'avait pas un sou. Depuis longtemps, Bastien ne lui donnait plus rien, dépensant tout à boire, s'endettant même. Il y avait heureusement l'argent de Palkrony, échappé par miracle aux recherches de Bastien. Une bonne partie de cet argent servit à payer ce qui restait dû par Bastien et aussi à repeindre la baraque. Le reste — fort peu de chose — fut mis en communauté. Sophie devenait propriétaire-gérante et devait être intéressée aux bénéfices à part égale avec l'homme-grenouille. Le rêve de Palkrony allait se réaliser; ils devenaient leurs propres maîtres et Sophie ne serait qu'à lui. Par malheur l'événement devait tromper son espoir.

Sophie ne montra pas envers lui la ferveur qu'il avait espérée. Le martyre qu'elle avait connu avec Bastien l'avait rapprochée de Palkrony. Elle avait trouvé en lui un refuge. Cependant, son amour avait été affaibli par la peur qu'avaient éveillée en elle les projets de l'homme-grenouille. Une fois le forain disparu, cet amour allait perdre ce qui lui restait de force. Sophie en arrivait à regretter Bastien.

Cependant, désireuse de ne pas attrister Palkrony elle lui prodigua les attentions.

Le monstre comprit vite la duplicité de son amie. Pourtant il espéra qu'à la longue Sophie saurait se délivrer du souvenir de Bastien et que, lui-même, à force d'adroite affection, pourrait susciter en elle un véritable amour.

Mais dans le même temps les deux associés furent roulés par les hommes qu'ils embauchèrent pour faire le travail de Bastien. Le dernier, un Italien qui haïssait Palkrony, saccagea le matériel, peignit en grosses lettres rouges le mot « enfoiré » sur la grenouille du panneau de gauche et le mot « crapaud » sur celle du panneau de droite, puis disparut avec le micro et le haut-parleur.

Sophie était épuisée. Elle ne donnait plus cependant que cinq représentations par jour. Mais elle n'avait plus personne pour l'aider ; après avoir restauré l'installation, il ne lui restait plus assez d'argent pour payer un employé. Et la foire allait bientôt se terminer. Comment feraient-ils ? La catastrophe était certaine.

Alors Leybaum vint les voir.

Élégant, parfumé, courtois, Leybaum plaisait. Il tenait plus du producer de music-hall que du forain. En fait, il exerçait ces deux professions : Leybaum trustait les monstres, de préférence les femmes-troncs. Il en avait alors quatre qui faisaient les foires d'Europe. Pour les pays de langue française, c'était miss Barbara, une ravissante brune née dans l'Ardèche et dont le vrai nom était Georgette Floiry.

Leybaum avait le sens des affaires. Et l'on aimait à travailler avec lui. Son matériel était du « dernier moderne ». Pas de tracteur ni de roulotte, mais un véritable car, transformé en appartement. Pas de baraque, mais un petit théâtre fait d'éléments métalliques, ventilé, décoré de glaces et de fleurs.

Il s'assit dans le fauteuil. Palkrony et Sophie étaient devant lui, l'homme-grenouille sur sa petite chaise, Sophie, pâle, amaigrie, appuyée au buffet. Simplement, clairement, il leur exposa son offre. Il souriait en parlant et sa voix qu'accompagnait un frais parfum de lavande était sucrée, charmeuse.

Palkrony et Sophie travailleraient avec lui — c'est-à-dire pour lui — l'homme-grenouille deviendrait l'homme-tronc et, n'étant plus animal, pourrait être le mari de miss Barbara. La Polonaise s'occuperait de Palkrony et doublerait la caissière. Ils auraient pour eux deux un car-roulotte que Leybaum leur offrirait. Sophie apprendrait à conduire. En plus d'un traitement mensuel fixe, Leybaum les intéresserait aux recettes. Ils auraient ainsi une vie large et sûre.

Sophie accepta avec empressement, Palkrony avec réticence. Il se faisait mal à l'idée de ne plus être le maître, même si son domaine n'était que ruines et ses serviteurs qu'illusions.

***

Une rumba balançait l'air de la salle.

Costali, qui, en l'absence de Leybaum, présentait le ménage-tronc, se glissa dans le réduit qui touchait à la scène. Quand le disque eut fini de tourner, il prit le micro et bonimenta :

« Mesdames, mesdemoiselles et messieurs,

» Miss Barbara, qui est derrière ce rideau avec son mari Peter et que vous allez voir dans quelques instants, est une authentique femme-tronc, sans bras ni jambes. Son visage est d'une grande beauté, son buste merveilleusement fait, et si miss Barbara avait eu des bras et des jambes, elle eût été l'une de nos plus grandes stars de cinéma.

» La nature a été un peu plus généreuse pour Peter, son mari, que vous allez voir également. En effet, Peter a deux pieds et deux mains.

» Barbara et Peter sont nés de parents bien constitués, sains, et il n'y eut jamais aucune tare chez leurs aïeux respectifs.

» Leur monstruosité est la preuve que la nature n'est pas parfaite ou bien que la Providence veut que la méchanceté des hommes ait son châtiment même sur des innocents.

» Avant de se marier, Barbara et Peter ont été très soigneusement examinés par des médecins qui ont assuré qu'ils étaient inaptes à la procréation.

» L'intelligence ne manque pas à Barbara et à Peter.

» Barbara chante d'une façon très agréable et vous l'entendrez. Peter préfère la peinture à tout autre art, et vous le verrez terminer un des ses tableaux. Ils savent, l'un et l'autre, plusieurs langues et vous pourrez vous entretenir avec eux.

» Mesdames, mesdemoiselles, messieurs, je vous remercie de votre attention. »

Alors Costali mit un disque de musique orientale et tira le rideau vert qui masquait la scène.

Miss Barbara était posée sur un piédestal drapé de noir. A un mètre d'elle, un autre piédestal, également drapé de noir, soutenait une petite chaise vernie de noir et d'or sur laquelle était fixé Palkrony.

Ils baignaient dans un rectangle de lumière d'une blancheur crue, dure comme de l'acier.

La femme-tronc, avec son visage outrageusement fardé avait l'air d'un de ces bustes en cire que l'on voit dans les vitrines de coiffeurs. Sa gorge pâle, qu'avivait déjà de la poudre, paraissait étrangement blanche ; la lumière électrique découpait un angle émouvant dans le violet de son corsage.

Palkrony portait une chemise de soie violette, d'un violet que l'éclairage rendait encore plus agressif et un maillot de même couleur moulait son abdomen. Une cravate blanche tranchait sur sa chemise. Ses petites

mains et ses pieds de Japonaise étaient nus et poudrés comme l'était la gorge de Georgette Floiry.

Il souriait, mais son sourire n'avait pas l'assurance professionnelle, la malice de celui de la femme-tronc. Son visage avait une expression contrainte, presque malveillante.

Costali arrêta le disque. Alors, Georgette entonna une chanson de Tino Rossi avec l'accent anglais et Palkrony feignit de peindre, le pinceau entre les dents. Ce n'était plus une femme nue ou un paysage qu'il effleurait du pinceau. Il n'était plus chez Bastien le miteux. Le tableau représentait maintenant une course d'automobiles dans un décor de gratte-ciel.

Dès que Georgette eut terminé sa chanson, il s'arrêta de peindre. On applaudit.

Costali reprit le micro :

« Maintenant, mesdames et messieurs, vous pouvez vous approcher de Barbara et de Peter et leur parler. Ils répondront à vos questions. Nous vous demandons simplement de ne pas vous attarder devant eux pour ne pas les fatiguer. »

On défila devant eux comme à la sacristie, quand on vient féliciter les nouveaux mariés. A l'exclusion évidemment de la poignée de mains. Mais on ne leur posait que peu de questions. Ils intimidaient. Sur leurs piédestals, souriant sans indulgence, ils avaient le calme glacé des bouddhas.

Un marin voulut parler anglais avec Georgette. Il lui demanda : « Do you know New-York? » Celle-ci répondit : « I am sorry, I don't know ». C'était à peu près tout ce qu'elle savait.

Un homme âgé, faisant l'important, demanda à Palkrony s'il croyait à une nouvelle guerre. L'homme-tronc répondit du bout des lèvres : « Je le crains, les hommes n'ont pas encore compris! »

Costali se tenait près de la sortie et vendait des photographies de la femme-tronc et de l'homme-tronc, ensemble ou séparés.

La salle se vida. Costali tira le rideau, réduisit l'éclairage de la scène, arrêta les ventilateurs. Puis il alla déposer Georgette sur un divan qui était au fond de la scène. Il lui mit une cigarette aux lèvres et l'alluma.

Sophie était venue, un verre de grenadine à la main. Elle fit boire Palkrony et resta auprès de lui, lui parlant, le cajolant.

Costali mit un disque de danse sur le pick-up qu'il brancha sur le haut-parleur de l'extérieur. Il rejoignit ensuite la caissière sur l'estrade. Dans un quart d'heure, la salle serait pleine et il y aurait une nouvelle représentation.

Georgette, tout en fumant, observait Sophie et Palkrony.

Elle savait tout d'eux. La Polonaise, dans un moment d'abandon, lui

avait raconté comment, après avoir tant aimé Palkrony, elle n'avait plus pour lui qu'une affection fraternelle. Georgette l'avait plainte. Elle lui avait dit que peut-être un jour son amour renaîtrait.

La femme-tronc était une brave fille. Elle envoyait à sa mère, vieille et malade, une bonne partie de l'argent qu'elle gagnait et aidait un jeune cousin qui, bien doué, voulait faire des études secondaires. Elle était honnête et n'avait jamais voulu tirer profit des hommages que lui adressaient fréquemment des hommes imaginatifs. Mais, peut-être parce qu'elle était honnête, elle s'ennuyait, affreusement. Il y avait dans sa vie un vide que ne comblait ni l'argent, ni l'esprit de famille, ni le tabac.

Elle les observait... Sophie qui tournait autour de Palkrony, faussement tendre, exagérément empressée ; Palkrony qui, par amour, se contraignait à la patience, mais que cette contrainte exaspérait... Elle les observait et soudain, il y eut en elle une brusque illumination. Elle venait de trouver un remède à son ennui, une porte à ouvrir par où entreraient distractions et apaisement.

Elle séduirait l'homme-tronc, son « mari ». Il y avait là un jeu difficile, excitant.

Elle se flattait de rendre ainsi service à Sophie qui n'aurait plus à se casser la tête pour faire croire à l'homme-grenouille qu'elle l'aimait encore.

Elle était ravie de sa découverte et ne se demandait pas quelles en pourraient être les conséquences. Elle en avait oublié de tourner la tête, de la pencher et de l'agiter pour faire tomber à terre la cendre de sa cigarette. Sa gorge et son corsage en étaient couverts.

Le soir-même, elle se mit à l'œuvre.

Une œuvre d'adresse et de patience. Deux longs mois pendant lesquels, avec le peu de moyens dont elle disposait, elle dut faire flèche sur un cœur qui ne battait que pour une autre et attiser des sens qui ne s'étaient jamais enflammés.

Sophie mit du temps à s'apercevoir de ce qui se passait. On ne fait attention qu'aux êtres qui vous sont nécessaires. D'autre part, Georgette était prudente. Et Sophie ne comprit que lorsque Palkrony fut sérieusement touché. A tout moment, il regardait Georgette. Et il la regardait comme l'adolescent, après sa première nuit d'amour, regarde la femme avec laquelle il a dormi. Il avait maintenant des sens, un « bas-ventre » », comme il disait autrefois en parlant des hommes, ses ennemis.

Sophie comprit alors ce qui se passait et tout à coup elle changea.

Des cendres de son amour, un grand et brusque coup de vent tirait une flamme immense. Une flamme qui la brûla atrocement et devait tout embraser autour d'elle.

***

Flaireuse, Sophie était venue à petits pas et à souffle retenu jusqu'à la toile cirée bleue qui faisait une coulisse du fond de la scène.

Oubliant que ce n'était pas une porte, elle se baissa à la hauteur d'une serrure imaginaire et mit son œil contre une fente de la toile.

Georgette était sur le divan, appuyée au dossier. Palkrony, sur sa petite chaise, était à côté d'elle, tout près d'elle. C'était Costali, évidemment, qui les avait placés ainsi. Il était leur complice.

Ce qu'ils ne pouvaient pas faire avec leurs corps, ils le faisaient avec leurs visages, à distance. Georgette avait les yeux brillants d'entrain, Palkrony était congestionné. De temps en temps, ils échangeaient des mots, tendres ou obscènes.

Le souffle de Sophie s'accéléra. Elle se redressa lentement et souleva la tenture. Grande, grosse, les épaules étroites, le bassin énorme, vêtue d'une longue blouse claire, elle avait l'air d'un couvre-théière. Son cœur battait violemment comme si le couvre-théière eût caché un chaton.

Elle regarda fixement la femme-tronc et l'insulta.

L'injure vint gifler Georgette, qui sentit un poids tomber sur sa gorge. Il fallait qu'elle parlât, qu'elle expliquât que tout cela n'était qu'un jeu, qu'au fond elle se moquait de l'homme-grenouille comme de tout homme, qu'elle n'avait jamais eu de mauvaises intentions...

— Voleuse! hurla Sophie.

Georgette balançait la tête et un peu plus du côté droit que du côté gauche. C'était tout ce qu'elle pouvait faire. Toujours muette.

— Tu ne dis rien... hein? continua Sophie.

Palkrony non plus ne disait rien. Il ne savait pas s'il devait avoir la conscience tranquille ou non. Comme un gosse qui aurait volé des chocolats pour les donner à un autre gosse pauvre et malade. Après tout, Sophie lui avait rendu sa liberté en ne l'aimant plus comme autrefois. Oui! mais alors, lui aussi aurait dû se dégager d'elle, ne plus feindre de l'aimer et surtout ne plus accepter avec une gratitude éperdue ses gentillesses.

Sophie était superbe. La théière en cet instant contenait une infusion inconnue : plus qu'amère, violemment âcre.

Finie la peur des histoires, finis son soi-disant respect humain et son effroyable lâcheté. Fini surtout d'aimer l'homme-grenouille comme un frère. Elle l'aimait maintenant comme un homme. Et elle saurait le montrer. Ses yeux étincelaient de colère.

Elle s'approcha de Georgette, se baissa jusqu'à sa tête et, visage contre visage, répéta :

— Tu ne dis rien, hein?

Georgette put enfin parler, malgré elle :

— Je t'assure, je me... moque... de Palkrony.

Sa voix tremblait.

— A voir comme tu étais, il y a deux minutes, on ne l'aurait pas cru.

Sophie n'en pouvait plus. Elle gifla la femme-tronc. Celle-ci chancela, puis roula sur l'homme-grenouille qu'elle fit tomber à terre. Palkrony

poussa un cri angoissé, auquel répondit le craquement de sa chaise qui se brisait.

Étendue sur le divan, impuissante, Georgette pleurait à pleines larmes. Elle hoquetait.

— Lâche, tu es lâche, Sophie.

En tombant, sa petite croix s'était coincée entre le divan et sa peau et avait tracé sur sa gorge une rayure rose qui, par endroits, saignait.

Palkrony agitait spasmodiquement ses mains et ses pieds. Il cria :

— Sophie! laisse-la, laisse-la!...

Sophie, colossale, les regardait l'un après l'autre, gisants, meurtris, geignants. Elle pouvait les écraser comme le promeneur écrase de son pied les cafards qui traversent le chemin.

Et, soudain, tous les trois se mirent à hurler. Georgette, entre deux sanglots, affirmait qu'elle regrettait, qu'elle n'aimait pas Palkrony. Celui-ci, de sa voix perçante, répétait que Sophie était responsable de tout parce qu'elle avait cessé de l'aimer. Quant à Sophie, en polonais aussi bien qu'en français, elle invectivait tout le monde : Georgette, Palkrony, Leybaum, Costali, Bastien, l'humanité, les cartes, Dieu... Ils étaient puérils, ridicules, humains.

Le gros globe lumineux du plafond les encerclait exactement de sa belle lumière.

Mais Sophie s'arrêta tout à coup de crier. Elle fut soudain d'un calme extraordinaire, transformée. Elle avait pris une décision. Elle allait montrer à Stanislas et à cette moitié de femme ce que c'était qu'un être humain, un être complet. Elle aspira l'air longuement comme l'athlète qui s'apprête à plonger, puis, muette, pâle, elle se baissa, prit l'homme-grenouille dans ses bras et, après un regard haineux lancé sur Georgette, elle sortit, serrant le monstre dans ses bras.

Dans le car, elle posa Palkrony sur le lit contre le mur, l'emmaillotta d'une vieille couverture. Celui-ci demanda d'une voix angoissée :

— Que veux-tu faire, Sophie?

— Tu verras bien, mon trésor, répondit la Polonaise. Elle l'embrassa sur le front et sortit.

Palkrony l'entendit bientôt revenir. Ayant poussé la porte de son pied, elle apparut tenant Georgette dans ses bras. D'une de ses mains, elle étouffait les cris de la femme-tronc.

Elle la posa sur la table, bondit sur l'armoire, l'ouvrit et en tira un mouchoir dont elle bâillonna Georgette. Le laps de temps pendant lequel Georgette eut la bouche libre fut si court qu'elle ne put appeler au secours qu'une fois. Ainsi qu'elle avait fait avec Palkrony, Sophie emmaillota la femme-tronc d'une couverture. Elle déplaçait et soulevait Georgettte comme le fait la mère qui change les langes de son bébé. Puis elle prit sur les tringles du lavabo la serviette la plus sale, en couvrit la tête

de Georgette et la noua vigoureusement sur sa nuque. Georgette se plaignait, à petits cris. Peu à peu, ses cris se fondirent et s'éloignèrent comme la dernière plainte d'un mourant.

Sophie ficela le ballot, tira une grosse valise qui se trouvait sous le lit, la posa sur la table à côté de la femme-tronc. Elle y coucha Georgette et ferma. Elle regarda dehors. Personne. La foire s'endormait. Comment Costali n'avait-il pas été alerté par leur vacarme ? Il devait être au bistrot. Alors, elle mit son manteau, prit la valise dans ses bras et, ahanante, sortit. Elle déposa son fardeau sur la petite charrette qui servait à voiturer le matériel léger, puis elle alla chercher Palkrony, qui avait suivi d'un regard inquiet son manège. Pendant qu'elle le portait à la charrette, il bredouillait : « Laisse-moi, Sophie... laisse-moi... Où allons-nous? Sophie... Je t'en supplie... »

Sophie ne répondait pas. Elle avait une tâche importante à accomplir.

Elle installa l'homme-grenouille à côté de la valise.

Par la porte du car s'échappait une grande gerbe de lumière. Sophie regarda le contenu de la charrette. Elle entra à nouveau dans le car, défit une couverture du lit. Elle s'aperçut qu'elle n'avait pas son sac. Elle le prit, après s'être assurée qu'il contenait de l'argent. Elle y mit aussi son jeu de cartes. Elle laissa la lumière allumée et, la couverture sur l'épaule, son sac sous le bras, sortit et ferma la porte du car. Elle glissa son sac dans la fente de son corsage, puis, avec soin, étala la couverture sur les deux monstres et borda soigneusement.

Alors, elle s'attela à la charrette et se dirigea vers une petite rue qui débouchait sur la place. Par des voies détournées, elle gagna la rivière en aval de la ville. Elle suivit le chemin de halage. Elle peinait. Elle dépassa le barrage. Les eaux étaient maintenant calmes, profondes, et leur nappe éclairée par la lune avait la beauté du front de l'homme qui sait. Le fracas du barrage s'éloignait. Sophie s'arrêta. Elle se sentait en plein accord avec elle-même, avec la nuit, en plein accord avec les eaux qui, sereinement, attendaient.

Elle arrêta la charrette au bord de la route à l'ombre d'une haie. Elle regarda, écouta si personne ne venait. Rassurée, elle déborda la couverture, la releva à moitié et prit la valise, laissant Palkrony caché sous la laine. Elle descendit vers la rivière. En chemin, elle tomba. Elle se releva, mais ne put soulever la valise. Elle dut défaire la corde et elle s'en servit pour la tirer. L'approche d'un cycliste qui s'avançait sur la route, timbre branlant et pédalier mal graissé, la fit se coucher sur l'herbe humide. L'alerte passée, elle se releva, recommença de haler son paquet et atteignit enfin une barque qu'une chaîne retenait à un pieu. Avec infiniment de peine, elle souleva la valise en la culbutant jusque sur la planche qui pontait l'avant de la barque. Elle l'ouvrit, puis, tâtant dans l'eau, elle y prit des pierres dont elle bourra les creux. On n'enten-

dait plus Georgette. Elle était peut-être déjà morte. Sophie referma la valise et à nouveau la ficela. Elle monta dans la barque et s'assit à l'arrière.

Avec ses deux mains, elle rama du côté gauche pour éloigner la barque le plus loin possible. La chaîne se tendit. De la pointe de la barque à la rive, il y avait bien six mètres. C'était suffisant : si les eaux, se retiraient elles ne révèleraient pas la présence de la valise.

Quel travail!

Alors elle se leva, s'avança et fit basculer la valise dans l'eau.

Il n'y avait rien dans cette nuit, pas un mouvement pas un bruit. La valise en tombant dans l'eau lui sembla faire un immense fracas.

La barque revint d'elle-même se coller à la rive. Sophie remonta vers la route et, s'attelant une fois de plus à la charrette, prit la direction opposée à celle de la ville. Elle ne savait pas ce qu'elle allait faire, ne se demandait pas ce qui lui arriverait. Elle ne se demandait rien. Elle marchait dans la nuit en automate, à pas lourds, tirant la charrette, tirant Palkrony, seule avec lui.

Elle trébucha dans une ornière et ricana :

— Comme Georgette va être bien dans l'eau, avec les grenouilles!

MAX LAGRANGE

L'ÈRE DE L'IRRATIONNEL

Dans une préface aux *Chants de Maldoror* que la *Revue de Paris* a signalée[1], M. Julien Gracq fait l'apologie de Lautréamont. Une de plus, dira-t-on, et puis après? Le conformisme de l'avant-garde n'exige-t-il pas de tenir pour sublime cet auteur apocalyptique, illuminé à la fois et fumeux, ce prophète imprécatoire, ce fils de Satan? Mais, plus que le panégyrique d'Isidore Ducasse, les conséquences que M. Gracq en fait sortir m'intéressent.

Celui-ci, on le sait peut-être, est un de ces universitaires qui ont moralement « sauté le mur » et qui associent l'indépendance ou plutôt la révolte de l'esprit à une culture raffinée et à une réelle puissance critique. Il a écrit de beaux romans d'une poésie et d'une inquiétude toutes métaphysiques[2]. Or, si Lautréamont lui importe, c'est qu'il est le « grand dérailleur de la littérature moderne ». Depuis le XVIIe siècle et jusqu'à sa fulgurante intervention, les lettres françaises impliquaient un « parti-pris », « un choix mutilant », « une négation déclarée de la dialectique de la lumière et de l'ombre ». Elles se voulaient raisonnables, elles postulaient l'intelligibilité de l'homme et de l'univers, elles manifestaient une « valorisation arbitraire » de notre condition.

C'est Descartes, ou plutôt le cartésianisme qui est ici pourfendu. Avant son apparition, continue M. Gracq qui la juge déplorable, la littérature tenait un tout autre langage. Il suffit de songer aux œuvres médiévales que les « historiens officiels » ont « cyniquement » rejetées à l'oubli. Aujourd'hui, heureusement, une plus juste perspective est rétablie. On s'affranchit des intérêts et des préférences de la critique traditionnelle. D'efficaces attaques sont menées contre « trois siècles de littérature oratoire et périodique ». Entre nous et ces époques frauduleuses qui ont systématiquement masqué la vérité, une rupture s'est produite, opérée « dans les profondeurs ».

Cette thèse peut paraître abrupte, ainsi réduite aux proportions d'une préface. Mais sa violence, son dédain des nuances sont à l'image de notre temps, un temps où tout est remis brutalement en question. M. Gracq me semble injuste à l'égard des trois siècles qu'il condamne, mais il a raison en ce qui concerne la « rupture ». Où je me sépare délibérément de lui, c'est quand il se félicite des effets de celle-ci.

Notons tout de même qu'on trouve de l'oratoire et du périodique au moyen-âge, chez les rhétoriqueurs, par exemple, puis chez les Renaissants,

1. Livraison de Décembre 1947 (page 165).
2. Voir *Revue de Paris* d'Août 1946 (Marcel Thiébaut : Parmi les Livres).

donc avant Malherbe. Le XVIIe siècle présente-t-il une brusque mutation ou bien développe-t-il, en la portant à l'excellence et à l'éclat, une tradition antérieure à lui ?

Et d'ailleurs les « siècles classiques » n'ont-ils pas manifesté plus d'irrationalisme que M. Gracq ne l'affirme, étant donné que l'un d'entre eux, le XVIIe, était plus ou moins chrétien, et que le XVIIIe s'est intéressé à l'occultisme ? Les « classiques » ne méconnaissaient pas l'existence des ténèbres, mais le côté obscur, « puéril », des choses, ils l'exprimaient sous une forme elliptique ou l'élevaient jusqu'à la connaissance. Intellectualiser l'inintelligible, ce n'est pas l'ignorer. Mais c'est peut-être, je le concède, trop le déguiser, ou l'abstraire, lui faire perdre, en même temps que son venin, sa vertu inspiratrice.

Le rationalisme court certainement le risque de l'étroitesse et de la superficialité. Poussé trop loin, et se satisfaisant de lui-même, il aveugle sur le réel. Aussi je ne réclame pas pour lui une omnipotence exclusive, je plaide contre l'ostracisme qu'on prétend lui infliger. Et je demande qu'on ne le simplifie pas à l'extrême. Il ne faut pas défigurer l'adversaire. Chez le grand coupable, chez Descartes lui-même, se glisse une veine mystique.

Mais reprenons l'ardent réquisitoire de M. Gracq. Le crime majeur qu'il dénonce, c'est précisément le « refoulement systématique des valeurs irrationnelles ». Il est dû à la « bourgeoisie marchande » qui comptait ainsi « réduire peu à peu l'obscurantisme religieux », non sans un malaise de mauvaise conscience, né de sa malhonnêteté, de sa volonté de mensonge. D'où l'« état permanent de déséquilibre » où se trouve la civilisation française. Son « drame... est celui de l'irrationnel malheureux, de l'irrationnel honteux ». Il en résulta que la poésie authentique dut se camoufler, que le poète fut condamné par la Société à la condition du paria : il devint un personnage par définition singulier, qu'on tint en suspicion, qu'on chargea même de ridicule afin de l'empêcher d'être dangereux.

Entre parenthèses je me demande si la société n'augmentait pas ainsi, malgré elle, la valeur explosive de la poésie. Toute contrainte provoque une tension, tout interdit crée le mystère. Du temps où — en admettant les vues de M. Gracq — la poésie excitait la méfiance ou la réprobation, ses pouvoirs étaient ainsi multipliés. Il est peut-être regrettable qu'on ne puisse plus concevoir aujourd'hui de poètes maudits.

Même les siècles de la raison triomphante, d'ailleurs, connurent des refus de l'ordre établi, des recours à l'irrationnel. C'est pourquoi M. Gracq dresse une liste où se trouvent réunis Luther et les saints de Cromwell, les solitaires de Port-Royal, Cagliostro et Raspoutine. Mélange arbitraire, assez captieux, de mystiques véritables, de déments et d'aventuriers. Des distinctions s'imposeraient, mais peut-être seraient-elles jugées entachées de rationalisme.

Enfin Lautréamont vint ! Libérateur de forces occultes, il ouvre l'ère nouvelle qui est la nôtre, ère désormais sans hypocrisie, éclatement d'une révolte nécessaire et bienfaisante. Les *Chants de Maldoror* dépassent leur signification individuelle. Ils s'alimentent à des « nappes souterraines et séculairement comprimées », ils sont le produit volcanique d'une trop longue oppression collective. Et désormais la « croûte glacée » ayant été rompue, une libre circulation s'établit entre le monde souterrain et le monde des apparences.

L'irrationnel débouche en coup de foudre pour informer l'homme et la société.

Je néglige à regret la fin de la préface où M. Gracq, dans un style pressé, fiévreux, d'une rare intensité, lie la révolte de Ducasse à celle de tout enfant, car l'enfance est par nature libertaire. Et je me pose une ou deux questions.

En fait l'existence, personnelle ou collective, peut-elle se fonder sur une révolte permanente? Ne faut-il pas, pour durer et produire, passer du négatif au positif? Autrement dit, en raccourci, Lautréamont est-il viable? Il est symbolique que, sitôt après avoir poussé sa clameur de refus, il soit mort, de même que Rimbaud, après sa tentative luciférienne de dérèglement systématique, se soit tu, se soit réfugié dans la norme.

Toute révolte qui réussit instaure un ordre nouveau. C'est-à-dire s'installe, s'organise, cesse de relever de l'ombre pour devenir évidence, passe de la revendication à l'affirmation, et implique alors un rationalisme. M. Gracq fait grief aux hommes de 1793 d'avoir, sauf Robespierre, invoqué la raison. Mais c'était transmuer le particulier en général, se faire comprendre de tous, se conformer aux lois de l'action. Lénine ne présente rien d'irrationnel, et Staline, semble-t-il, pas davantage.

M. Gracq se réjouit que la « glace » de plusieurs siècles ait enfin volé en morceaux. Que va-t-il donc en résulter? Ou plutôt qu'en est-il déjà résulté? Car, après Lautréamont, phénomène littéraire, d'autres que lui ont procédé à des dynamitages plus efficaces que le sien. Oui, certes, l'irrationnel a fait de grands progrès dans l'esprit, dans la conduite des individus et des peuples. Ils en ont tiré certains bénéfices. Ne les ont-ils pas payés par de grands malheurs?

L'hitlérisme ne fut autre chose qu'une explosion de ce genre. Sa doctrine, dressée précisément contre tout système de valeurs rationnelles, faisait appel à l'inconscient, formulait un mysticisme de la ténèbre, de l'horrible, du monstrueux, instituait automatiquement un régime de terreur. Alors que Lautréamont n'exprimait que son propre cas, exaspéré et solitaire, elle intoxiquait des multitudes dont elle libérait les instincts agressifs, elle transformait en bêtes de proie des gens qui, ligotés par un rationalisme aussi plat et hypocrite qu'on le voudra, fussent demeurés au moins inoffensifs.

Et la guerre, ne présente-t-elle pas un exemple d'irrationalisme porté au paroxysme de la violence? Elle est révolte contre un ordre jugé oppressif, instinct forcené de destruction, surgissement, déchaînement de toutes les puissances obscures de l'être, personnel et collectif. Si, dans le bouillonnement confus qui a suivi la plus récente, la paix a tant de peine à s'établir, si nous vivons en état de subversion permanente, n'est-ce pas précisément parce que les hommes d'aujourd'hui, en proie, dirait-on, aux angoisses, aux paniques, aux férocités du primitif, refusent les normes rationnelles élaborées par nos prédécesseurs et dont ceux-ci ont su se servir pour conjurer les fatalités de la barbarie?

Certes, il faut libérer l'homme, mettre en valeur la totalité de ses ressources. Mais en l'avertissant sur lui-même et sur les risques qu'il court s'il s'abandonne aux forces obscures, à ce que son inconscient recèle de sauvagerie. L'homme complet, c'est celui qui s'emploie tout entier mais qui se maîtrise, qui équilibre la mystique par la raison. Gœthe mourant s'écriait : « *Mehr Licht* ! » Il n'eût pas dit : « *Nacht und Nebel* ! »

ROBERT DE TRAZ

IMAGES DE PARIS

Le Zoo de Vincennes. — C'est le maréchal Lyautey qui eut l'idée de créer un jardin zoologique à l'Exposition coloniale de 1931. Ce ne fut qu'un petit parc de trois hectares, à l'extrémité sud du lac Daumesnil, mais conçu à la façon de Stellingen, le Zoo de Berlin, et l'on y avait, pour la première fois en France, le spectacle d'animaux en liberté dans des paysages imitant les sites naturels où ils vivent, et non tristement enfermés derrière les barreaux d'une cage. Sa construction était temporaire, mais son succès fut tel qu'après l'Exposition, il fallut le refaire et l'agrandir.

Bien que ce soit presqu'un voyage que d'atteindre la Porte Dorée du Bois de Vincennes, il attire toujours de nombreux visiteurs. Non seulement les habitants du quartier en font leur lieu de promenades favori, mais des quatre coins de la ville on y vient flâner aux beaux jours et il est la récompense promise à tous les enfants sages. Ceux-ci, dès l'entrée, négligeant de s'émerveiller de l'avenue où des perroquets font la haie, fleurissant leurs perchoirs de plumes multicolores, réclament de voir les loups. C'est le seul animal qui éveille leur imagination, soit qu'ils représentent pour eux l'éternelle menace à leurs caprices et leurs colères, ou bien qu'ils espèrent les voir déguisés en grand'mère. Les renards retiennent un moment leur attention, parce qu'ils ont lu dans leurs livres qu'ils dévalisent les fermes, tandis que leurs mères ne songent qu'à leur fourrure, et s'étonnent plus loin devant les loutres ternes et mouillées, qui se laissent difficilement apercevoir tapies sous leurs petits rochers. Pour celles-là encore, l'autruche est aussi une déception avec ses plumes droites et collées, mais elles l'envient cependant si elles apprennent que c'est le mâle qui se charge de couver les œufs, tandis que les femelles se promènent à l'aise et vaquent à leurs occupations. Des cigognes, des alpacas font aussi rêver les femmes à de souples ou solides lainages, tandis que les enfants leur préfèrent leur voisin, un petit lama tout blanc, tout neuf, qui, parce qu'il est né à Vincennes, semble moins surpris qu'eux d'y être et ne s'émerveille jamais de rien.

La grâce des gazelles et des antilopes qui galopent dans leur enclos,

le charme attendrissant du zèbre trouvent moins d'admirateurs que les otaries et les phoques devant lesquels on fait la queue. Ceux-là n'ont jamais l'air triste, ni gêné quand on les regarde. Paresseusement étendus sur leur grève, ils semblent attendre que le public soit assez nombreux pour commencer la représentation. Alors, ils plongent dans l'eau, d'un mouvement souple, bien huilé, sans bruit, ni éclaboussures. Puis, on tourne le film à l'envers, et ils en ressortent avec la même aisance qu'ils y sont entrés, et ils s'applaudissent gaiement, à grands claquements de nageoires.

A côté, les ours polaires, indifférents à la foule, baignent leur blancheur dans un bassin noir ; les ours des Pyrénées, que l'on capturait facilement pendant la guerre d'Espagne qui les fit refouler sur les versants français, promènent lourdement leur fausse bonhomie. L'un d'eux, amputé, clopine sur trois pattes, ce qui lui donne l'air de danser, comme celui de *Sans Famille* devant un orgue de Barbarie. L'hippopotame, indifférent à sa monstruosité, bâille au nez de ses visiteurs, et de ce gouffre rose sort une puanteur d'égout, tandis que le rhinocéros d'Asie use sa corne de quatre-vingts centimètres contre un mur, et n'interrompt ce frottement monotone que lorsqu'il reçoit quelques amis, corbeaux, buses ou pies qui se perchent familièrement sur son dos. Les éléphants sont étonnants. Dès l'enfance couverts de rides, ils défient le temps et paraissent éternels. Et leur œil brille de malice devant ces êtres fragiles et changeants qui les contemplent avec respect. Neuf mois pour faire un homme, vingt et un pour faire un éléphant : n'ont-ils pas le droit d'être ironiques ?

Les girafes, dont le Zoo a un beau troupeau, semblent très fâchées d'être vues. Elles balancent, à cinq mètres au-dessus de terre, leurs petites têtes craintives au bout d'un cou raide, renflé, incurvé, silhouette d'hippocampe posé sur un corps à quatre pattes. Elles se nourrissent de porridge, dit-on, ces délicates. A l'heure des repas, est-ce qu'on le leur pose sur des étagères à leur niveau, ou les oblige-t-on à se pencher inconfortablement entre leurs pattes hautes et fragiles, qu'elles écartaient jadis quand, dégoûtées des cimes de palmiers, elles voulaient brouter les herbes d'Afrique ? Pourtant, maladroites, elles ont l'air d'avoir peur de bouger, de glisser au moindre mouvement qui compromettrait leur équilibre difficile. Sans doute galopent-elles mieux qu'elles ne marchent, et elles attendent le crépuscule et d'être enfin entre elles pour se dégourdir les jambes.

Le soir, qui vide ce jardin de ces curieux, certains animaux doivent en ressentir la paix bienfaisante. Les grands lions humiliés, qui s'arrangeaient pour ne regarder que par-dessus les têtes et ne jamais rencontrer un regard offensant, baissent enfin leur front orgueilleux et se résignent noblement à leur captivité. Mais les singes, par contre, ces cabotins, que deviennent-ils quand ils ne se donnent plus en spectacle ? Troupe d'histrions sans emploi, on les imagine employant leurs loisirs forcés à ressasser les succès du jour, à discuter entre eux les numéros du

lendemain, avant de s'endormir frileusement serrés les uns contre les autres, par clans, par familles, ou enlacés peut-être par couples d'amoureux.

Car ce que les promeneurs de Vincennes voient aux heures où le jardin est ouvert, c'est la grande parade de ces animaux sauvages ou rares, dans un décor qui tâche à ressusciter leurs habitats d'origine. Ce qu'ils ne savent pas ou devinent mal, c'est la science et le soin qu'il faut apporter à leur adaptation et leur installation. Quatre-vingts personnes, et c'est à peine suffisant, sont employées au Zoo. Un gardien-chef, qui habite sur place, dirige cinq groupes de gardiens. Quinze jardiniers sont nécessaires pour entretenir le parc, et un nombreux personnel est affecté aux cuisines. Le marché n'est pas toujours facile à faire : il faut trouver chaque jour environ huit cent cinquante kilos de viande, plus d'une tonne de poisson, des centaines de boisseaux de céréales, et des crevettes pour les flamants roses, des bananes pour les singes, des œufs de fourmis pour les faisans ; on voit la complication des menus, et l'exigence de certains pensionnaires. Voilà le train-train quotidien qui, durant ces années difficiles, s'est établi tant bien que mal ; mais il y a en outre tout le côté scientifique de l'organisation du Zoo, que dirige le professeur Urbain, le directeur du Muséum, avec l'aide de médecins-vétérinaires expérimentés. D'abord, des laboratoires bactériologiques où l'on traite des cobayes. Puis, des infirmeries, salles d'opération et d'isolement pour les malades. Pour couper seulement les cornes d'un cerf d'Asie, il faut lui faire prendre du gardénal, et l'affamer d'abord, afin qu'il consente à l'absorber. La « parure » des pieds du zèbre exige tout un système de cordages et de poulies compliquées, et arracher à un lion une dent malade qui risque de l'infecter n'est pas une sinécure. Une vieille panthère atteinte de néphrite doit suivre un régime de médicaments nombreux, et un chimpanzé rachitique de dix mois, au front de vieillard, sera probablement sauvé grâce à des bains de rayons solaires.

Quand un animal arrive, il est d'abord mis en quarantaine, pour éviter qu'il en contamine d'autres s'il portait par hasard les germes de quelque maladie, et garantir également le public d'une contagion possible, celle de la tuberculose par exemple, ou de la psittacose des perroquets. S'il y a un décès, la bête est soigneusement autopsiée pour en déterminer la cause. Il arrive parfois qu'il soit dû tout simplement à la sottise du public, qui, malgré les nombreux écriteaux qui le lui interdisent, ne peut s'empêcher de donner à manger n'importe quoi aux bêtes trop confiantes. (Des gardiens affirment qu'il y a des sadiques qui tendent des pelotes d'épingles à l'éléphant ou du verre pilé aux singes.) Un four crématoire est aussi prévu pour incinérer les corps des victimes. Quand il s'agit de l'hippopotame, il doit fumer longtemps...

Il faut aussi penser à déjointer l'aile gauche des ibis et des flamants qui, sans cela, s'envoleraient, comme cela est arrivé une fois, où l'un d'eux

est parti sans retour vers le Nord. Et ne pas oublier non plus de les repigmenter, car ils se décolorent en captivité, ce qui prête à ces oiseaux une sensibilité que rien dans leur physionomie ne laisse deviner.

Enfin, il faut surtout beaucoup de patience et d'habiles observations pour acclimater ces créatures, non seulement à leur nouvelle existence, mais à se supporter entre elles. Car, obligées de vivre dans un espace restreint, il se forme souvent même entre bêtes pareilles, des antipathies encore plus fréquentes que des affinités — et comme cela se comprend! M. Henry Thétard, qui fut le directeur du petit Zoo de la Coloniale, raconte, dans *Hommes et Bêtes*, ces drames de l'accoutumance difficile des animaux à leurs semblables, dès qu'ils sont condamnés à une constante promiscuité. Non seulement éclatent des batailles suscitées par l'amour et la jalousie, mais des rivalités plus subtiles s'établissent ; il y a des bagarreurs invétérés, comme il y a des « caïds » qui exigent l'obéissance et finissent par se faire craindre et respecter. Chez les lions et les singes, cela est très remarquable, paraît-il, et il faut à leurs gardiens un grand sens psychologique, et beaucoup de courage aussi, pour arriver à rendre une cohabitation possible entre ces espèces dangereuses. Un véritable dressage est alors nécessaire et le fouet, n'en déplaise aux âmes tendres, doit sévir.

Des âmes tendres, un jardin zoologique en compte plus d'une parmi ses visiteurs. Certains d'entre eux viennent spécialement et quotidiennement pour voir un favori, élu par une sympathie qui ne tient pas toujours à sa beauté exceptionnelle ou à sa rareté. Ainsi à Vincennes, une vieille dame chaque jour contemple un canard huppé, tandis qu'une autre apporte un moineau dans une cage qu'elle trimballe tout autour du parc. Prétend-elle lui faire oublier sa prison en lui montrant d'autres prisonniers plus grands seigneurs que lui, ou donner à ceux-ci une leçon d'humilité devant ce modeste captif qui partage avec eux un sort exceptionnel?

***

La robe du soir. — C'est celle que toutes les femmes préfèrent porter. Celles qui sont jeunes parce qu'elle leur offre l'occasion d'exhiber leurs beautés, les autres parce qu'elles peuvent y dissimuler leurs défauts. Un tailleur, une robe d'après-midi, avec leur coupe stricte et leurs jupes courtes ne permettent pas de tricher avec un buste lourd, des hanches larges ou des chevilles épaisses, comme le font ces robes longues et amples, où toutes les fantaisies sont permises, où les fronces, les drapés, les volants habilement disposés savent cacher ce qui doit l'être, et découvrir ce qui en vaut la peine. La robe du soir, c'est celle longuement convoitée par les jeunes filles au sortir de l'enfance, celle du premier bal et des premiers succès, et plus tard si une femme se souvient d'avoir été jolie, d'avoir été aimée, c'est toujours dans une robe du soir qu'elle se revoit.

La robe du soir c'est aussi celle dont les couturiers font leurs chefs-d'œuvre, parce qu'ils y déploient leur génie à l'aise, s'y permettent toutes les audaces de forme et de couleur, et que les velours, les soies, les dentelles les mousselines et les tulles sont à leur disposition pour les combiner. Mais c'est aussi la plus coûteuse, hélas, et que de femmes sont obligées de s'en passer à présent, ou de la choisir très simple, afin de la porter durant plusieurs saisons, et qu'elle ne se démode pas, ni ne se fasse trop remarquer! Et puis les occasions de la mettre se font rares, car il faut avoir une voiture ou en trouver une pour sortir ainsi vêtue. Si quelques privilégiées peuvent encore s'offrir ce luxe, ce n'est plus guère que dans des maisons privées que l'on admirera leur élégance du soir. A l'Opéra, au théâtre, au restaurant, on ne « s'habille plus ». La tenue de soirée n'est plus de rigueur, elle n'est que « vivement souhaitée », comme il est timidement indiqué sur certaines invitations à de soi-disant galas. Ceux qui exaucent ce vœu s'en repentent dès qu'ils se trouvent noyés dans une foule terne qui les considère avec ironie, dans des salles insuffisamment chauffées où les femmes gardent leurs manteaux sur leurs épaules, où l'on ne voit d'elles que leurs têtes nues ; elles s'aperçoivent alors qu'au lieu de consacrer un long moment à coiffer leurs cheveux, elles eussent été mieux et plus vite parées avec un petit chapeau à plumes ou à fleurs. Et les hommes pour qui s'habiller n'offre aucun plaisir inattendu, pour qui ce n'est que changer d'uniforme, regrettent leur veston. Pour un bal, pour un dîner ils consentiront plus facilement à mettre un habit ou un smoking pour accompagner des femmes en grandes robes. Comme celles-ci aiment à en changer et que le temps n'est plus où elles s'en offraient de nouvelles à chaque nouvelle occasion, les couturiers pour ces fêtes leur prêtent généreusement celles de leur collection qui leur conviennent. Ainsi, elles peuvent encore faire une entrée surprenante. Car la plupart des femmes aiment étonner par leur mise et renouveler par celle-ci l'aspect quotidien de leur beauté. L'une d'elles avouait que si elle eût été obligée, comme les hommes leur habit, de mettre tous les soirs le même tailleur, elle eût préféré rester chez elle. Une autre prétendait que si elle devait aller dans une réunion qui lui paraissait une ennuyeuse corvée, elle commandait une nouvelle robe pour se distraire.

Avant que l'époque ne vienne où les femmes auront peut-être elles aussi leurs tenues standard pour le jour et la nuit, il en est pourtant de raffinées qui adoptent un style qui leur sied, et savent aussi que c'est charmant de les revoir souvent dans une robe qui les rend particulièrement jolies. Celles-là ne consentiraient pas à en emprunter et préfèrent n'en avoir qu'une, mais dont l'essayage appliqué leur assure qu'elle leur va parfaitement. Où serait la suprématie de la grande couture, de la bonne ouvrière parisienne, si les robes ne devaient pas être faites exprès pour celles qui les portent, et c'est s'habiller en confection que d'en porter, même signées, si la voisine peut se les faire prêter le lendemain. Une

véritable élégante du siècle dernier, ou du début de celui-ci, n'aurait même pas consenti à porter une toilette qui ne fût pas créée spécialement pour elle et Worth et Doucet pour l'impératrice Eugénie, Pauline de Metternich ou la comtesse Greffulhe inventaient des modèles qui ne devaient pas être répétés. Aujourd'hui, il n'est pas rare de retrouver sur plusieurs femmes la même robe qui est le succès de la saison et il arrive aussi, paraît-il, que certaines se cotisent pour en acheter une seule qu'elles mettront à tour de rôle. La vie est chère, et c'est une façon ingénieuse de rester à la mode à moindre frais. Mais ce n'en est pas une d'être bien habillée.

Et d'ailleurs, pour qui s'habillent les femmes? Rarement pour elles-mêmes, trop souvent pour qu'on en parle, jamais pour les hommes qui les aiment. Les hommes qui aiment les femmes, s'il en reste encore, s'attachent moins à ce qu'elles montrent qu'à ce qu'elles cachent, plus à ce que leurs charmes met en valeur qu'à ce qui met en valeur leurs charmes : pour eux, ce n'est pas une robe qui embellit une femme, mais une femme qui embellit une robe. Et il ne leur déplaît point de devoir les admirer toujours dans les mêmes, qu'ils aient ou non à en régler les frais. Et puis une robe, ce peut être un souvenir, un point de repère dans l'histoire du cœur. La reine de Saba, elle-même, en avait sans doute moins qu'on ne le croit, car si l'on parle de son faste quand elle vint voir Salomon, on ne décrit jamais ses toilettes. En vérité les femmes auraient grand tort de brouiller l'image qu'elles laissent d'elles, sous la diversité de leurs ajustements. Puissent celles qui sont obligées d'y renoncer trouver en cela une consolation. Qu'elles n'aient qu'une seule robe, mais qu'elle leur aille très bien. Certains couturiers ont songé, dit-on, aux budgets modestes de celles qui sont souvent les plus jeunes et les plus belles de leurs clientes. Ils ont compris qu'il ne suffit pas de leur prêter des modèles, mais qu'il faut aussi leur permettre d'en commander, et de les garder. Préparés à l'avance, essayés une seule fois, ce qui réduit les frais généraux, ils n'en seront certainement pas moins des merveilles de goût et d'invention, et le fameux chic parisien n'y perdra rien.

***

Au Musée des Arts décoratifs. — Les salles du rez-de-chaussée du Pavillon de Marsan, consacrées aux collections depuis la Restauration jusqu'à la fin du XIXe siècle, sont depuis peu ouvertes au public. Elles présentent dans un arrangement nouveau dû au goût et à la compétence de M. Jacques Guérin, directeur du musée, le mobilier et les objets d'art de cette période de notre histoire. De Louis XVIII à Félix Faure, en passant par Charles X, Louis-Philippe, Napoléon III ou M. Grévy, voilà, pendant plus d'un siècle, les différentes étapes du style français que nous offre cette rétrospective.

M. Jacques Guérin s'est attaché à recréer l'atmosphère de ces époques successives, par un choix judicieux de meubles, de tableaux et de bibelots qui reconstituent à nos yeux amusés les mœurs et les habitudes, d'une façon de vivre qui nous paraît déjà fort loin de nous. Bien que la mode et les antiquaires introduisent encore dans nos maisons le citronnier Charles X, l'acajou Louis-Philippe, et le capiton Second Empire, nous ne nous en servons que pour en faire un décor au goût du jour. Et si même nous croyons reconstituer exactement un appartement de jadis, il sera malgré nous marqué au coin d'aujourd'hui. On n'échappe pas si facilement à l'empreinte de son temps, et rien ne le prouve mieux que les portraits soi-disant costumés : une dame de la Restauration en bergère Louis XV ne peut échapper à son air 1830, comme une Schéhérazade, une Cléopâtre de 1900 conservent leurs silhouettes « corset-mystère », qui les datent indubitablement.

Mais au Pavillon de Marsan, sans prétendre au réalisme, M. Jacques Guérin a su nous donner à respirer l'odeur même de ces demeures du siècle dernier, où l'encombrement des meubles, le fouillis des objets, la surcharge des ornements, le mauvais goût enfin, s'il y a un mauvais goût, créèrent un style emprunté à tous les styles passés. L'érudition nouvelle d'une époque cossue, qui ne veut rien se refuser, se traduit allusivement sur ces opalines montées à l'antique, ces meubles « gothique-troubadour », ces consoles et ces buffets où les bronzes mélangent autour des laques chinoises, les motifs Louis XIV avec les rocailles Louis XV ou les sphinx Empire ; ces bijoux où les camées se montent à la Benvenuto Cellini aussi bien que sur une tresse de cheveux, où les plus beaux bracelets sont d'or creux et léger, où le verre remplace le cristal et l'acier se taille comme le diamant, bijoux pleins d'une fantaisie sans respect pour la matière rare. Et les verreries à sulfure voisinaient alors dans les vitrines d'amateurs avec des pièces montées de Jacob Petit, une paire de bottines de faïence traitées à la manière de Bernard Palissy, ou bien ces émaux bleus de Popelin, dont Swann, qui sait? s'enchantait peut-être autant que des lapis italiens travaillés au XVIIe siècle. Mais de tout ce bric-à-brac émane une opulence, une facilité de fabrication, et une telle ingénuité aussi, qu'elle empêche toute critique et charme l'esprit.

Deux boiseries que M. Guérin a fait monter servent de cadre approprié à une partie de cette exposition, où l'on voit encore un très beau lit Charles X, un magnifique secrétaire du duc d'Angoulême, toute une série d'esquisses de Carpeaux, dont celle du Figaro pour Villemessant, des statuettes de Pradier où l'on reconnaît Louise Colet et Juliette Drouet en tenue légère, et ce que l'on appelait des portraits-biscuits qui représentent certaines élégantes d'alors. L'une de ces boiseries provient de l'ancien hôtel Sagan, rue Saint-Dominique. Elle fut exécutée en 1838 pour un M. Hope qui appartenait à cette famille d'Anglais, banquiers à Amsterdam, tout à tour ennemis ou complices d'Ouvrard dans les grands coups de Bourse internationaux. Ce financier voulut une

boiserie Renaissance, on la lui fit Louis-Philipparde évidemment, et fort laide en somme : compliquée, coupée en hauteur comme en largeur de panneaux irréguliers et décorée d'une fresque de personnages du genre lansquenets, comme une brasserie allemande. L'autre boiserie, qui faisait partie de l'hôtel Cornudet, rue de Grenelle, date du XVIIIe siècle. Mais vers 1850, Ciceri n'a pas craint de la transformer et la décorer d'arabesques qu'il crut sûrement être très Louis XV, mais qui sont seulement du Ciceri, car il ne devait pas avoir la superstition du passé.

Les murs des autres salles sont entièrement garnis de tableaux. Quelques portraits donnent une idée juste des toilettes d'alors. Sur l'un d'eux, la reine Marie-Amélie est lourdement coiffée de plumes et sur sa robe de satin blanc chatoie une parure d'estimables saphirs. Plus loin, un monsieur porte une gaze bleue enroulée sur son chapeau haut de forme, et Manuel Aguado, par Alfred de Dreux, est fort élégant sur son cheval avec son pantalon blanc à sous-pied, bien tiré jusque sur la pointe de ses bottes vernies. De grands panneaux qui ornaient Saint-Gratien, la propriété de la princesse Mathilde, racontent une aimable vie champêtre : promenades à ânes, pêche dans l'étang encombré de cygnes, ombrelles à manches coudés, mousselines, rubans. Une toile représente grandeur nature, une jeune femme en robe bouffante, berthe de dentelle, tablier à pois roses, petite capeline. Une raquette qu'elle tient sur ses genoux et une nature morte à ses pieds composée d'un filet, de balles, et sur une feuille déroulée le plan d'un tennis, atteste qu'elle pose ainsi vêtue à ce jeu nouveau. Une collection de ravissants dessins et aquarelles de Constantin Guys fait faire un péché d'envie devant ces calèches gracieuses, où de belles impures étalent leurs crinolines et laissent traîner leurs volants jusque sur les roues. Des ensembles décoratifs de Chéret suggèrent en d'audacieux cancans des froufrous légers, tandis que ceux dus à Forain montrent toute la cruauté de son talent.

Les fastes des Tuileries sont aussi évoqués : une aquarelle représente le souper des Dames, dans la grande salle faite par Napoléon Ier pour les fêtes ou le théâtre, où massés au balcon les hommes ont une vue plongeante sur les épaules des soupeuses, et une autre, le grand escalier, où l'huissier incorruptible empêcha la Païva de pénétrer au bal de l'Impératrice, ce qui fit à Napoléon III une ennemie de plus, et décida l'ex-courtisane, par vengeance, à recevoir Bismarck chez elle à Pontchartrain. A quoi tient souvent la collaboration...

Toute une série de petits tableaux d'intérieurs révèlent avec minutie ce que fut le charme douillet des salons et des chambres d'alors : pièces assombries de portières et de rideaux ou doucement éclairées de bougies et de lampes à huile, partagées pour l'intimité, la causerie ou le repos par des écrans de plantes vertes, les dossiers des canapés, les bornes des poufs. Le sommeil y est protégé par des alcôves, des baldaquins d'où glissent des draperies ; les tapis se superposent et les cachemires cachent les tables ; dans les jardins d'hiver, les treillages dorés brillent entre les

palmiers, les hamacs et les coussins, tout y est moelleux, doux à l'œil comme au toucher. On reconnaît ainsi les appartements du duc de Nemours, de la princesse Marie d'Orléans, de l'impératrice Eugénie, on devine ceux de la duchesse de Langeais, de Delphine de Nucingen, de Marsay.

C'est cette évocation de l'histoire et de la petite histoire, du roman et de la poésie, comme ces délices de l'imagination, entraînée au rêve devant les vestiges d'un temps plus facile que le nôtre, qui fait que le visiteur, en sortant du Pavillon de Marsan, cligne des yeux éblouis sur le trottoir de la rue de Rivoli, comme ceux qui doivent accommoder leur vue à une lumière brutale.

DENISE BOURDET

Le Théâtre des Batignolles. — Souvenirs du Théâtre des Arts. — Une tragédie de caractère. — **Le Maître de Santiago,** *trois actes de M. Henri de Montherlant. — M. Gérard Philipe à la Michodière. —* **Les Nouveaux Maîtres,** *de M. Paul Nivoix.*

Le Théâtre des Batignolles, auquel M. Jacques Hébertot a aujourd'hui donné son nom, resplendit de souvenirs pour l'amateur des théâtres. Un Parisien se rappelle le temps où cette scène cessa d'appartenir aux spectacles populaires pour se vouer au théâtre d'Art. Il y avait suffi d'un homme de goût et qui tenait à faire de sa fortune un emploi selon son goût. M. Jacques Rouché — c'était ce mécène — avait associé à sa direction un écrivain du talent le plus fin, Robert d'Humières, essayiste, poète, traducteur de Kipling avec Louis Fabulet, et fort informé du mouvement dramatique à l'étranger. Le Théâtre des Arts — c'est ainsi qu'il fut alors nommé — ne tarda pas à affirmer son éclectisme et ses tendances. A un réalisme, dont l'expression vieillissait avec ses premiers défenseurs, le Théâtre des Arts substituait un théâtre poétique et soigneusement paré. Saint-Georges de Bouhélier, qui vient d'achever une vie dignement consacrée à la poésie et à l'art dramatique, y rencontra son premier succès : *le Carnaval des Enfants*. Des peintres, comme Maxime Dethomas, dont on ne peut oublier l'émouvante sobriété, des décorateurs comme Drésa, qui coiffait des plumes du XVIIIe siècle l'aventure la plus simple, devinrent les coloristes de cette petite scène devant laquelle Paris défila bientôt. On y applaudit la reconstitution classique, un renouveau du symbolisme et le théâtre russe. Madame Vera Sergine, dans *le Grand Soir* et *les Frères Karamazow*, connut des admirations extraordinaires : des Parisiens montèrent et remontèrent boulevard des Batignolles pour contempler cette fille brune et sombre, et s'initier, en la contemplant, aux contradictions de l'âme slave. Tout présageait de longues saisons, un renouveau de l'art dramatique, les découvertes heureuses, lorsque la guerre survint — celle de 1914. Le charmant Robert d'Humières n'en revint

pas, et tant d'autres ; mais il avait assuré à la petite scène des Batignolles un destin qu'entretint après lui un ancien poète, homme d'affaires à ses heures — et ces heures-là furent nombreuses. Ne médisons pas trop de Rodolphe Darzens, d'autant qu'il n'est plus là pour se défendre et qu'on peut beaucoup lui pardonner pour avoir publié *le Reliquaire* de Rimbaud et accueilli Georges et Ludmilla Pitoeff boulevard des Batignolles.

Les Pitoeff! La salle n'était pas alors ce qu'elle est devenue aujourd'hui où M. Jacques Hébertot l'a repeinte, éclairée, capitonnée ; où le théâtre, dès son porche, vous fait un accueil festonné. Mais telle qu'elle était, avec ses fauteuils qui vous entraient dans les côtes et ses couloirs en courants d'air, quel noble plaisir n'y avons-nous pas pris? Soirs de Tchekoff et de Bernard Shaw! Nous avons goûté là quelques-uns de nos meilleurs agréments d'esprit entre ces deux guerres, noirs flambeaux dressés sur le livre d'une vie.

La tradition se poursuit et M. Jacques Hébertot donne ses soins à des spectacles estimables, même lorsque la réussite ne les sanctionne pas, comme ce fut le cas pour *le Prince des Neiges*. La pièce de M. Roger Peyrefitte fut montée en une période où tous les théâtres, du fait des grèves, furent abandonnés du public. Il eût fallu, pour surmonter ce coup, l'attrait d'un très brillant spectacle et d'une vedette, telle que mademoiselle Edwige Feuillère. L'art sobre et allusif de M. Peyrefitte, son romantisme discret, un drame historique dont le public français était ignorant expliquent le sort d'un ouvrage qui valait mieux que son échec. Il y avait, dans *le Prince des Neiges*, les éléments d'une tragédie : celle qui opposait un prince et son fils — et deux caractères. Il n'est pas tant de situations au théâtre et *le Maître de Santiago* appartient, lui aussi, à la tragédie de caractère.

La pièce de M. de Montherlant a fait maison pleine dès les premiers soirs. Lorsque nous y fûmes, la salle était impatiente et passionnée, en telle sorte qu'elle fit un accueil grossier au petit acte simple et tendre de Gérard de Nerval, *Corilla*, qu'on donnait en lever de rideau. Les artistes furent sifflés avec Nerval. Il semblait que tout ce qui retardait l'heure de M. de Montherlant n'eût pas d'excuse. Quelle coulée de fièvre dans les esprits! Gardons le nôtre, si possible, juste et froid.

Le Maître de Santiago, c'est et ce n'est que le tableau d'un caractère, sans qu'aucune crise particulière l'éclaire. Don Alvaro est un mystique à l'état pur — dont le mysticisme constitue la seule vocation, dont le

mysticisme peut seul justifier, au regard de celui qui le subit et l'exalte, le néant de son cœur et l'atroce aridité de sa vie. Ces personnages absolus sont fréquents dans le théâtre espagnol et don Alvaro appartient bien à la race qui a inspiré un drame aussi singulier que *la Vocation à la Croix*, de Calderon. Comment se manifeste ce mysticisme ? Par un attachement intransigeant à l'Ordre de Santiago dont Alvaro est le maître. Cet Ordre déchoit et nous l'apprenons dès la première scène de l'ouvrage qui prélude à une réunion des membres de l'Ordre. Une salle austère ; une fenêtre grillagée sur laquelle le ciel d'Avila tasse lentement sa neige. Au mur, un Christ de bois. Une table nue, des gobelets, une cruche d'eau. Tout indique une sévérité voulue, orgueilleusement entretenue. Tout l'indique — et le colloque même de la fille d'Alvaro, Mariana, et de sa tante.

Les membres de l'Ordre se présentent les uns après les autres, comme en une scène de conjurés dans le théâtre romantique : coups sombres à l'huis et saluts solennels. Du premier des visiteurs, don Bernal, nous apprenons qu'il accepterait une union entre son fils Jacinto et Mariana ; et, d'autre part, que de nouveaux chevaliers de l'Ordre doivent partir pour les Indes. Comme don Bernal n'est pas lui-même en état de s'éloigner, il appartiendra à don Alvaro de s'y résoudre. Cet éloignement lui permettrait d'ailleurs de ranimer sa fortune et de doter sa fille.

Le mariage de la jeune fille, le départ aux Indes, voilà les deux éléments sur lesquels pourrait s'établir la péripétie dramatique de l'ouvrage et le développement du caractère d'Alvaro. M. de Montherlant les évoque en effet, mais sans en faire le ressort de l'action. Il ne nous importe à aucun moment que cette fille se marie ou non, que le Castillan parte ou non pour les Indes. Lui apparu, et parlant de lui-même, ce qu'il dit demeure seul en cause et le seul intérêt de la pièce. Sa fille ? Il la confond avec le péché. Les enfants « dégradent ». Les Indes ? Leur grandeur n'est qu'une souillure à la pureté de l'Espagne. L'Espagne elle-même ? Elle se corrompt sans cesse et mérite cet abaissement...

Ce refus du temporel sous toutes ses formes est prononcé avec force et dans un langage somptueux. Si on remontre au maître de Santiago que la foi lui commande d'aller répandre sa croyance aux Indes, Alvaro trouve encore à répondre par un renoncement hautain à ce qui pourrait être un dévouement. Sa volonté d'absolu le maintient où il est, à la tête provinciale de cet Ordre de chevalerie dont il aggrave sans cesse les rigueurs sans en élargir les devoirs. Si son ami don Bernal (et c'est la scène majeure du second acte) lui expose les nécessités généreuses — ne serait-ce que pour doter sa fille — qui commandent un séjour aux Indes, Alvaro réplique à cette sagesse par l'affirmation d'une foi exclusive de toute considération humaine. « Tout être humain est un obstacle pour qui tend à Dieu !... » répond-il. On est surpris que

ce parti pris de solitude ne se soit pas déjà résolu par une réclusion et que celui qui l'exprime soit encore là pour le faire... Il est vrai que c'est le dénouement du *Maître de Santiago*, qui ne partira pas seul d'ailleurs aux lieux du renoncement. Sa fille l'y suivra ; et du moins l'a-t-il convaincue sans avoir à lutter contre les inspirations de la jeunesse et celles mêmes d'un amour. Mariana n'aimait pas vraiment le fils de don Bernal. Ce qu'elle aimait, c'était son père, c'était la rigueur insensée de son père...

Tant d'intransigeance ne cache-t-elle pas beaucoup d'orgueil? Évidemment — et la pièce nous le montre assez. Ce qu'elle nous montre moins du caractère auquel elle est entièrement consacrée, c'est son équivoque. Le mystique, chez don Alvaro, n'est qu'une apparence de son naturel, une réaction de défense contre une terrible infirmité du cœur. Alvaro ne peut rien aimer dans la plénitude de l'amour, ni sa patrie, ni son enfant ; il ne peut rien créer à quoi il croie vraiment. Il faut donc qu'il nie tout, sauf Dieu, auquel il fait le don de cette immense misère de lui-même. Mais cela, il ne le dit pas. Aucune des paroles amères qui sortent de sa bouche ne traduit sa vraie douleur. Alvaro ne rejoint pas peu à peu la solitude pour être à Dieu. Il a choisi Dieu pour ne pas être seul.

Cette révélation d'un caractère — auquel l'auteur lui-même n'a pas fait la grâce d'une clarté totale — ne va pas sans grandeur. M. de Montherlant rencontrait, avec *le Maître de Santiago*, trop de thèmes qui l'ont déjà poursuivi, pour qu'il ne montrât pas beaucoup de talent à les ressaisir. Tous les dons que nous connaissons sont intacts ; et celui, vraiment rare, de tenir le public attentif par un développement psychologique qui est à peine un débat. Alceste souffre d'avoir connu Célimène. Don Alvaro ne trouve aucun obstacle à ses refus : sa fille avait cédé, sans le savoir, avant qu'elle eût même à lutter.

Peut-être cette absence d'action nuira-t-elle à la durée de ces trois actes? Ils sont encore chargés d'une ardeur qui n'appartient pas à leur sujet. Le public les entend lui-même avec une attention qui n'est pas toute suscitée par leur seule expression. Il faut attendre pour savoir comment vieillira *le Maître de Santiago* — et si nous avons vu une œuvre qui, comme *l'Otage*, contient vraiment le drame exposé d'une âme ; et point seulement son drame inavoué. Ce qui est certain, c'est que sa présence, hier, fut éminente ; c'est que sa forme est belle et forte ; c'est qu'elle a trouvé en M. Henri Rollan un interprète d'une intelligence remarquable. On ne pouvait être mieux le personnage, ce visage raviné d'orgueil autoritaire, ce regard fixe, ce teint d'espérances mortes et cette voix exhalant des vérités sans délivrance. Mademoiselle Hélène Vercors, dont le jeu est sobre et sincère, mérite d'être associée au succès de la représentation.

M. Gérard Philipe, qui a débuté, il n'y a pas longtemps, au Théâtre Hébertot, vient après *Caligula* et une épreuve difficile au Vieux-Colombier avec *les Epiphanies*, de recueillir un grand succès sur la scène de la Michodière dans une pièce adaptée de l'américain par M. Jacques Deval, *K.M.X. Labrador*. Cette diversité d'interprétation serait surprenante, dans la réussite, si la meilleure qualité de M. Gérard Philipe n'était le naturel. Il peut, en vérité, jouer n'importe quoi. Il y montrera cette invention, ce divertissement de création qu'il semble se donner à lui-même, cette élégance dans le burlesque qui ont ravi le public dans la mince aventure qu'il interprète... Un relai de T.S.F. dans le Grand Nord. Un employé qui s'ennuie et auquel sa sobriété prolongée donne une soif qu'une imagination n'éteint pas. Un avion en panne se pose. Un couple de fiancés survient. La jeune « promise » à un Anglais formaliste est mademoiselle Claude Genia. Vous devinez ce que cela donne... M. Gérard Philipe a beaucoup de talent et tout le monde le sait à présent. Mademoiselle Genia aussi. Aux auteurs de ne pas l'oublier.

Les pièces sur les mœurs, celles qui recueillent l'actualité encore brûlante, s'agencent avec de vieux types de théâtre. M. Paul Nivoix, qui connaît son métier, n'a pas dédaigné cette tradition. Ses *Nouveaux Maîtres* rassemblent et rassembleront longtemps, sur l'étroite scène du Théâtre de l'Humour, des « emplois » sans surprise : le nouveau riche aventurier, l'honnête femme et son mari léger, le vieux noble qui voit avec philosophie « crever la société », comme disait déjà le marquis d'Auberive, et un couple de valets qui s'installent dans la place des maîtres. Ce n'est pas Le Sage, ni Dancourt, ni Emile Augier. Mais M. Paul Nivoix n'y a pas prétendu et sa vertu de moraliste se joue dans quelques mots de bonne actualité comme son habileté d'auteur dans quelques scènes bien venues. Le public se divertit. Il applaudit ; donc il est vengé de ce qui lui paraît être, chaque matin, la honte de son époque. Les acteurs eux-mêmes sont satisfaits d'y avoir aidé. Ils y aident d'ailleurs de leur mieux, notamment mademoiselle Alice Field, qui est, avec une jolie grâce, l'honnête femme de la pièce et M. Guy Rapp, qui en est, avec un réalisme très personnel, l'affreux aventurier.

GÉRARD BAUER

LES LIVRES D'HISTOIRE

En marge de la grande histoire, celle des sociétés, des peuples et des États, il en est une autre, moins ambitieuse, qui passionne le public, une histoire plus humaine et plus proche de la vie, l'histoire des destinées individuelles. Certains sujets tenteront éternellement les écrivains et les lecteurs parce qu'ils vont au fond du cœur humain et qu'ils touchent aux extrémités du bonheur et de la souffrance.

M. Charles Kunstler vient de nous donner un nouveau *Fersen*[1] qui est écrit avec le plus grand scrupule, fondé sur une documentation étendue, en partie neuve, et qui se lit avec un intérêt qui ne faiblit pas. Dans Axel de Fersen, M. Kunstler a montré une des illustrations romanesques de cette Europe française du XVIIIe siècle. Son père avait passé treize ans dans les armées de Louis XV et il exigeait que toute sa maison parlât français. Dès qu'Axel fut en âge de voyager, il l'envoya à Paris pour qu'il s'y formât l'esprit et les manières : son nom et sa figure lui ouvrirent toutes grandes les portes de la Cour. Puis, c'est la vie errante, éclatante et tragique, d'un grand seigneur fastueux, brave et séduisant, la guerre d'Amérique dans l'état-major de Rochambeau, le commandement du Royal-Suédois à Valenciennes, beaucoup d'amourettes, beaucoup d'amoureuses délaissées et furieuses, des voyages incessants à Londres, à Vienne, à Francfort, à Rome, à Naples, quatre ou cinq missions diplomatiques, un rôle de premier plan à Stockholm, les querelles de partis et les querelles dynastiques, enfin l'assassinat, à l'occasion des funérailles du prince royal.

— Et Marie-Antoinette? Fersen a-t-il été l'amant de Marie-Antoinette?

Nous n'en savons rien et nous ne le saurons jamais. Les lettres de la Reine conservées en Suède ont été publiées en 1878, puis brûlées mais la publication n'était pas complète. Les lettres d'Axel à sa sœur Sophie, sa confidente, n'ont pas été détruites : on n'y trouve rien de compromettant pour la mémoire de Marie-Antoinette; cependant, elles ont été quelque peu arrangées pour le public. Au surplus, bien des raisons militent contre l'hypothèse d'une véritable liaison : l'éducation de l'archiduchesse, la façon quasi-publique dont vivaient les souverains jusqu'à la Révolution, l'idée même que Marie-Antoinette

1. Charles KUNSTLER, *Fersen et son secret* (Hachette, édit.).

se faisait de sa dignité... Aux Tuileries et à Saint-Cloud, après les journées d'octobre, tout était plus mystérieux. Mais le temps n'était plus à la galanterie. A qui bâtit ses certitudes sur des déductions de psychologie mathématique, on a envie de répondre comme Sainte-Beuve : « Comment faites-vous, monsieur, pour être si sûr de ces choses-là ? »

Ce qui est certain, et digne d'admiration, c'est le dévouement de Fersen pour la famille royale trahie et abandonnée, pour la femme seule, en face d'une horde d'ennemis déchaînés. Le sauveur que la Reine cherchait, Fersen ambitionna d'en jouer le rôle. Mais à ce moment, il avait une autre liaison (celle-là complète) avec madame Sullivan, née Éléonore Frenchi, qui avait bouleversé les cours et les cœurs par ses succès de jolie femme et de danseuse et qui avait pris sa retraite sous la protection d'un millionnaire anglais, Quintin Crawfurd, auquel M. Émile Dard a consacré un très agréable petit livre [1], qu'on vient seulement d'imprimer.

On trouve Crawfurd et madame Sullivan associés à Fersen dans les préparatifs de la fuite de Varennes. Fersen conduisit la berline dans Paris et lui fit traverser sans encombre la barrière. Mais il l'abandonna à Bondy et, sur le désir formel du Roi, prit seul la route de Namur, par Senlis et Saint-Quentin. Ce petit fait n'est rien. Louis XVI, qui connaissait les commérages de la Cour et les accusations des pamphlétaires, obéissait à un sentiment de convenance. Peut-être cependant a-t-il ainsi causé sa propre perte. Fersen, avec son énergie, sa décision, son autorité, son courage, sa connaissance parfaite de la langue allemande était le seul capable d'entraîner les cavaliers du Royal-Allemand et de forcer le pont de l'Aire qui séparait les fugitifs des troupes fidèles de Bouillé. Voilà un sujet de méditation sur les incertitudes de l'histoire.

***

Autre mystère : la mort du Dauphin, fils de Louis XVI.

Au début de la première Restauration, Louis XVIII avait, dans une pensée pieuse, donné l'ordre de rechercher les tombes de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Une enquête rapide en avait déterminé les emplacements, dans le cimetière de la Madeleine, en bordure de la rue d'Anjou, exactement à l'endroit où se trouve maintenant la crypte de la chapelle expiatoire. Le 18 et le 19 janvier 1815, on avait procédé aux fouilles, retrouvé les restes de la Reine, puis ceux du Roi, et le 21 janvier, on les avait transportés à Saint-Denis.

Et Louis XVII ?

« Qu'est-il devenu, s'écriait Chateaubriand à la Chambre des Pairs, qu'est-il devenu ce pupille royal, laissé sous la garde du bourreau, cet orphelin qui pouvait dire, comme l'héritier de David : mon père

1. Émile DARD, *Un rival de Fersen, Quintin Crawfurd* (Flammarion, édit.).

et ma mère m'ont abandonné? Où est-il le compagnon des adversités, le frère de l'orpheline du Temple? Où pourrais-je lui adresser cette interrogation terrible et trop connue : Capet, dors-tu? lève-toi! Il se lève, messieurs, dans toute sa gloire céleste et il vous demande un tombeau. »

Tout le monde savait que Louis XVII était mort au Temple, à l'âge de dix ans et deux mois, le 8 juin 1795, et qu'il avait été enterré au cimetière Sainte-Marguerite, faubourg Saint-Antoine. Mais dans quelle partie du cimetière? Les commissaires Simon et Petit, chargés de l'enquête, retrouvèrent et interrogèrent l'ex-commissaire de police de la section du Temple qui avait assisté à l'inhumation, l'ex-conducteur des pompes funèbres qui avait dirigé le convoi, le suisse, concierge du cimetière, le curé, la veuve du fossoyeur Betrancourt et enfin, le bedeau de la paroisse des Quinze-Vingts, Decouflet, ami et confident de feu Betrancourt. L'année suivante, le garde des Sceaux Pasquier reprit l'affaire et recueillit personnellement la déposition du docteur Pelletan, le dernier médecin de l'enfant du Temple, chargé de l'autopsie. Un enquêteur bénévole lui communiqua en outre toutes sortes de renseignements utiles. Mais le dossier constitué, on le laissa dormir et on ne procéda à aucune fouille.

Quelle pouvait être la raison de cette surprenante inertie? Elle est bien simple. On venait d'arrêter à Saint-Malo, un aventurier qui se prétendait le Dauphin évadé. La police n'avait pas eu trop de peine à découvrir sa véritable identité et à prouver que le prétendu prince était un malandrin de bas étage du nom de Bruneau, écroué plusieurs fois pour vagabondage et déserteur de la marine. Néanmoins, un doute subsistait quant au sort de Louis XVII, doute exploité par les ultras qu'irritait le libéralisme du Gouvernement. Parmi les témoignages recueillis, certains (celui du commissaire, en particulier) étaient des tissus de mensonges. Les autres soulevaient des difficultés et des contradictions. Il n'était pas sûr qu'à l'un des endroits indiqués, on trouverait réellement les restes du petit martyr. Puisque Bruneau était confondu, il n'était pas prudent de jeter dans le procès de nouvelles obscurités, dont la malignité politique ne manquerait pas de tirer profit. L'exhumation n'eut donc lieu que sous la monarchie de juillet, en 1845, et elle fut refaite en 1894.

Il faut lire dans le livre[1] de M. Paul Sainte-Claire Deville, le dernier en date des « évasionnistes », comment les enquêteurs furent conduits par Decouflet et la veuve Betrancourt dans un recoin du cimetière, contre le mur de l'église des Quinze-Vingts, en face du pilastre gauche de la porte de la Communion : c'est passionnant.

Louis XVII avait d'abord été enterré dans la fosse commune, mais selon ces témoins, le fossoyeur Betrancourt l'en aurait retiré la même

1. Paul SAINTE-CLAIRE DEVILLE, *A la recherche de Louis XVII* (Flammarion, édit.).

nuit ou la nuit suivante et, par fidélité monarchique, l'aurait inhumé à part, secrètement, dans un lieu facile à retrouver. Le corps devait être d'autant plus reconnaissable que, lors de l'autopsie, la calotte cranienne avait été détachée à la scie.

Or, à l'endroit dit, on a bien trouvé un cercueil et dans ce cercueil un squelette de garçon, et le crâne de ce squelette était bien sectionné à la scie. Mais, l'affaire n'était pas terminée pour cela. D'abord, il manquait au mort quelques vertèbres, une clavicule, une omoplate, des petits os des pieds et des mains. En revanche, il avait un humérus de trop, et les médecins consultés ne purent se mettre d'accord sur l'âge supposé du sujet : de quatorze à seize ans, disent ceux qui se fondent sur la taille et sur l'état d'ossification; certainement plus de douze, disent les autres : toutes les dents de lait sont tombées et remplacées; au moins dix-huit, renchérissent les derniers : les dents de sagesse sont formées et voisines de leur apparition. Enfin, dernière difficulté, l'enfant du Temple a été inhumé dans un cercueil de bois; le mort à l'âge variable était dans un cercueil de plomb!

M. Sainte-Claire Deville se joue de ces difficultés et l'on a plaisir à suivre un guide aussi ingénieux.

1° Il croit à la véracité de Decouflet et de la veuve Betrancourt, c'est-à-dire à la réalité de seconde inhumation, hors de la fosse commune, et il écarte le témoin Charpentier (très suspect, il est vrai) qui prétend avoir procédé autre part à cette seconde inhumation;

2° Il admet sans difficulté que le squelette examiné par les experts n'est pas celui d'un enfant de dix ans, mais celui d'un garçon de quatorze ans ou d'un peu plus, dont l'aspect physique devait correspondre au portrait rédigée par Harmand (de la Meuse), membre du Comité de Sûreté générale, chargé d'une inspection au Temple en décembre 1794 : des jambes et des bras trop longs, un buste court, des épaules hautes et resserrées, une tête petite. (Comment se fait-il alors que les médecins qui firent l'autopsie en 1795 aient pu écrire dans leur procès-verbal : paraissant âgé de dix ans?);

3° Il explique le mélange des ossements et la présence de la bière de plomb dont aucun témoin n'avait parlé ni en 1816, ni en 1817 : j'avoue que sur ce point, j'ai grand'peine à le suivre, mais si l'on admet tout son raisonnement, on doit conclure, comme lui, que l'enfant mort au Temple le 8 juin 1795 n'était pas Louis XVII : on se trouve du même coup inscrit dans la cohorte des évasionnistes et précipité dans un nouvel abîme de perplexités.

*
* *

Il ne suffit pas, en effet, de dire : Louis XVII a été enlevé. Il faut encore répondre aux questions qui se posent : Quand? Comment? Par qui? Qu'est-il devenu?

Dans son livre, *Le Roi Louis XVII et l'énigme du Temple*, G. Lenôtre

avait cru satisfaire à toutes à la fois. Par malheur, la solution qu'il faisait sienne reposait sur un document apocryphe, publié par la *Revue historique*, dont cette austère et hautaine publication, gardienne de la science critique, a fait pénitence par la suite.

A dire vrai, tous les problèmes ne sont pas de la même obscurité et il est relativement facile de déterminer, non point, certes, quand l'enlèvement s'est produit (s'il s'est produit), mais de délimiter le laps de temps durant lequel il n'était pas impossible.

Le 3 juillet 1793, Louis-Charles est séparé de sa mère et confié au ménage Simon, avec mission d'en faire un bon Sans-Culotte. Les Simon quittent le Temple le 19 janvier 1794, c'est-à-dire six mois plus tard. Durant toute cette période, beaucoup de personnes voient et entendent le petit Capet. De l'étage supérieur de la tour, madame Royale elle-même entend Simon lui enseigner *la Carmagnole* et lui faire répéter « des jurements affreux contre Dieu, sa famille et les aristocrates ».

Après le départ de Simon, silence complet. L'enfant est enfermé au second étage de la tour, dans l'ancienne salle à manger de son père, qui est séparée de l'antichambre par une cloison vitrée à mi-hauteur. Cette cloison est percée d'une porte, également vitrée, qu'on n'ouvre jamais, et d'une ouverture de la dimension d'un carreau. Cette ouverture est traversée de barreaux. Devant elle, se trouve un poêle en faïence, en forme de cube, dont le marbre sert de table au guichet. C'est par là que les gardiens passent la nourriture et reprennent la vaisselle sale. En somme une cage vitrée, avec un trou pour le service. Cette cage n'est éclairée que par une étroite fenêtre, au fond d'une embrasure de trois mètres de profondeur — l'épaisseur du mur. Cette fenêtre est elle-même obstruée par une hotte qui ne laisse qu'un étroit rectangle de ciel. L'ameublement se compose d'un lit, d'une sorte de berceau, d'une chaise, d'une table et probablement d'un baquet pour les ordures. Il règne dans la chambre une obscurité de cave et une odeur nauséabonde. Personne, à l'ordinaire, ne séjourne dans l'antichambre, dont la porte est fermée à clef ; mais l'enfant reçoit quatre visites par jour : trois silencieuses pour les repas, une quatrième, dans la nuit, vers dix ou onze heures, pour la passation des pouvoirs. La garde du Temple était en effet assurée par les membres du Conseil général de la Commune qui se relayaient quatre par quatre, de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures. Toutes les nuits, les quatre partants faisaient constater aux quatre arrivants que l'enfant était toujours là et c'est à l'occasion de cette formalité que la tradition place l'appel rituel : « Capet, dors-tu ? » Après quoi, les huit signaient conjointement le procès-verbal.

Ce système, d'une bestialité administrative, dura jusqu'à la chute de Robespierre, c'est-à-dire jusqu'à la fin de juillet 1794. Les nouveaux Comités installèrent à la place des municipaux un gardien permanent,

le créole Laurent, et le 31 août, le Comité de Sûreté générale fit procéder à une première inspection par deux de ses membres, André Dumont et Goupilleau de Fontenay, qui, ni l'un ni l'autre, ne connaissaient le Dauphin, mais qui, du moins, purent constater la saleté de la pièce et l'effroyable senteur qui s'en dégageait. Les représentants, humiliés, firent nettoyer les ordures et changer le lit envahi par la vermine : l'enfant du Temple recommence alors à vivre dans une certaine lumière. A partir de vendémiaire an III (21 septembre 1794), il reçoit même, et au moins pendant quatre mois, la visite régulière d'un perruquier. D'autre part, le Comité de Sûreté générale lui expédie encore, dans la nuit du 28 octobre 1794, deux autres inspecteurs, Goupilleau et Reverchon. Le 19 décembre, Reverchon revient, avec Harmand (de la Meuse) et Mathieu. A partir d'avril, le petit prisonnier reçoit les soins du docteur Desault, puis du docteur Pelletan et c'est encore le docteur Pelletan qui constate la mort.

Il est clair que s'il y a eu substitution, celle-ci se place entre le départ de Simon et la visite d'André Dumont, c'est-à-dire entre le 19 janvier et le 31 août 1794, pendant que le Dauphin ou prétendu Dauphin, qui semble avoir perdu l'usage de la parole, vit en reclus, dans sa cage obscure. On peut même aller plus loin et placer les moments favorables à l'escamotage, soit au cours du déménagement des Simon, soit pendant les travaux d'installation de la cage, soit enfin pendant les premières semaines du nouveau régime.

A la vérité, rien n'est certain. Il se trouve même un témoin, l'architecte du comte d'Artois, Belanger, pour soutenir qu'il a parfaitement reconnu le Dauphin peu de temps avant sa mort. Mais s'il y a eu enlèvement, remplacement du Dauphin par un idiot, c'est par la visite de Goupilleau et de Reverchon, le 28 octobre 1794, que les Comités de Gouvernement s'en sont rendus compte. Or, à ce moment précis, le Dauphin est redevenu un otage de prix, soit qu'on l'utilise pour contenir la réaction royaliste qui se dessine, soit qu'il serve comme instrument de paix. La délivrance du prince apparaîtra bientôt une des conditions *sine qua non* de l'accord avec l'Espagne. Sa mort survient donc très à propos pour délivrer la République de l'embarras qu'il représentait également pour elle, captif ou libre, vrai ou faux.

A coup sûr, l'enfant à demi imbécile que soigna le docteur Desault était tuberculeux : le régime de la prison suffit à expliquer la maladie. Il présentait deux tumeurs blanches, au genou droit et au poignet gauche. Il était hébété, ne répondait pas aux questions et ne pouvait pas se tenir debout. Toutefois, ni Desault, ni Pelletan n'ont cru à un danger pressant. Leurs prescriptions comportaient un régime fortifiant, de l'air et des compresses sur les abcès. Or le malade mourut trois jours après la première visite de Pelletan : aggravation subite de son état? Poison? On peut encore en discuter.

*
* *

Si Louis XVII est sorti, qui l'a fait sortir? Qu'est-il devenu?

Une quarantaine de personnages ont revendiqué son nom, ses titres et parfois son héritage. Le dernier est apparu en 1930, à titre posthume, sous l'aspect d'un chapelier de Chicago. A l'en croire, son arrière-grand-père, Louis XVII, était mort citoyen de la libre Amérique, à l'âge respectable de quatre-vingt-dix ans. Il avait quitté la France, libéré par Simon lui-même et caché dans un pain de sucre.

Parmi les prédécesseurs du chapelier se trouvent une douzaine d'aliénés, un bon lot de mystificateurs professionnels, plusieurs escrocs, quelques fantaisistes amoureux de l'irréel et presque toujours vagabonds. Leurs prétentions n'ont été que feu de paille; le seul qui ait laissé une descendance est l'Allemand Naundorff, dont la postérité entretient la légende et qui trouve toujours des partisans [1].

A vrai dire, de tous les faux dauphins, il est presque le plus invraisemblable. Il a donné de son enlèvement trois versions différentes, mais également absurdes. Les pièces qu'il a produites — des lettres de Laurent — sont des faux grossiers. Aussi ses adeptes le déclarent-ils fou et ils s'appuient presque uniquement sur une expertise du docteur Locard, à qui ils ont soumis deux mèches de cheveux, l'une prise à Naundorff sur son lit de mort, l'autre qui serait du Dauphin et qui aurait appartenu à Marie-Antoinette. Le docteur Locard a affirmé que les deux mèches provenaient de la même personne. Mais un autre expert, le professeur Balthazard, a contesté son expertise et, à supposer que la preuve par les cheveux fût décisive, il resterait à prouver l'authenticité des cheveux du Dauphin. Or la transmission supposée — Marie-Antoinette, Robespierre, Courtois — contredit les inventaires dressés au cours des diverses perquisitions.

M. Sainte-Claire Deville ne va pas si loin. Il se contente de chercher l'auteur de l'enlèvement, tenu par lui comme certain. Il désigne le comte de Puisaye, avec la complicité d'un certain Bigot, homonyme d'un Bigot, membre du Comité civil de la section de la Ligue des Droits de l'Homme, et presque homonyme d'un Bigaud (ou Bigaut, ou Bigau) qui prit plusieurs fois la garde au Temple et dont le nom se trouve raturé en Bigot sur trois arrêtés qui le désignent comme commissaire, notamment le 21 janvier 94, deux jours après le départ de Simon.

Nous sommes donc assujettis, cette fois, non plus à une expertise de cheveux, mais à une expertise de signatures, avec deux Bigot et un Bigaud, qui se substituent l'un à l'autre. A priori, on ne voit pas

1. André Castelot, *Louis XVII. L'énigme résolue* (Chabassol, édit.). — Alain Decaux *Louis XVII retrouvé. Naundorff, roi de France* (L'Élan, éd.).

pourquoi Puisaye pouvait avoir besoin d'un Bigot pour remplacer un autre Bigot : puisqu'il s'agissait de faux, n'importe quel Martin ou Dupont aurait fait l'affaire aussi bien. En tout cas, il est certain que Bigot figure irrégulièrement à l'acte de décès de Louis XVII en remplacement du concierge du Temple qui, l'avant-veille, avait signé la déclaration. On fera bien de lire sur cet acte l'étude très minutieuse que M. Louis Hastier a rangée dans ses *Enigmes du Temps Passé*[1]. On sera mieux armé pour se guider dans cette ténébreuse affaire, entée sur tant d'autres ténèbres.

Sans nier la possibilité matérielle de l'enlèvement, les sages resteront sur la réserve.

PIERRE GAXOTTE

ENFERMER l'histoire d'une grande nation dans les limites d'un juste volume est une entreprise qui a toujours rebuté les historiens professionnels, conscients de leurs responsabilités. Il est vrai que ces « vastes synthèses » requièrent des qualités autres que l'érudition : à défaut d'une passion partisane qui donne à l'historien une clef, ou plutôt un rossignol, capable de crocheter toutes les serrures, il y faut une ample expérience, une connaissance, directe ou intuitive, de la psychologie humaine, une curiosité universelle. M. André Maurois, de l'Académie française, réunit précisément ces qualités, et c'est l'explication de sa réussite en ce genre d'ouvrages. Après une *Histoire d'Angleterre*, publiée il y a déjà dix ans, il mit à profit les loisirs forcés de sa retraite américaine, durant la dernière guerre, pour composer une *Histoire des Etats-Unis* (Albin Michel), hommage solide à ses hôtes, puis une *Histoire de France* (Editions Dominique Wapler), offrande mélancolique à ses compatriotes demeurés derrière le rideau vert.

Le livre est promis au succès ; plus heureux que les écoliers aspirant au certificat d'études, auxquels l'histoire de notre pays s'offre généralement sous l'aspect d'un chapelet d'abstractions, les lecteurs descendront, guidés par M. André Maurois, le cours des événements, pendant

1. Au tome premier (*Sequana*, éd.).

deux siècles, sans crampes et sans migraines ; ils aborderont les rives de l'année 1947, étonnés qu'un parcours, qu'ils croyaient difficile et accidenté, ait été si heureusement et si aisément accompli.

Ce n'est pas que le pilote ait, en aucune façon, escamoté les passages ardus pour montrer seulement des tableaux attachants, ornés de broderies historiques ou pseudo-historiques. Au contraire, le livre ne vise point à l'agrément du lecteur, mais à son instruction ; il constitue une « explication » de l'histoire, au sens exact du terme. Entendez que les événements y sont présentés non point comme concourant à la démonstration d'une thèse ou comme engendrés par les caprices du hasard, mais comme s'éclairant les uns les autres, s'enchaînant selon un déterminisme psychologique, plus souple mais aussi ferme que la rigide fatalité. Les titres des chapitres sont, à cet égard, significatifs, qui commencent tous par : « Comment... » ou « Pourquoi... », formule stéréotypée qui n'exclut pas l'humour. Ainsi ces deux titres successifs : « Comment l'Empereur conquit l'Europe », « Comment l'Empereur perdit l'Europe », ou celui-ci : « Comment la République devint républicaine ». Grâce à ces *Comment* et à ces *Pourquoi*, les sous-bois les plus obscurs — le haut moyen âge, le XIVe et le XVe siècles, la période 1940-1945 — reçoivent des clartés qui nous donnent le sentiment de n'être point tout à fait perdus dans une forêt mystérieuse. Il faut admirer M. André Maurois parlant, avec une égale tranquillité, des desseins de Chilpéric, des manœuvres diplomatiques de Louis XI, ou des intrigues nouées autour de la Résistance. Son assurance n'est point fondée sur des jugements téméraires mais sur la connaissance des ressorts qui font mouvoir les hommes. Son explication de l'histoire est essentiellement psychologique.

Dans un bref, mais substantiel chapitre de *Conclusions*, il enferme les traits permanents de la France et des Français. La situation géographique de notre pays, à la pointe Ouest du continent européen, l'expose constamment aux dangers de l'invasion, aux poussées venues du Sud ou de l'Est ; il en résulte que, bon gré, mal gré, elle fut un creuset où s'amalgamèrent des civilisations diverses ; d'où la nécessité pour elle de « s'adapter et d'inventer » ; mais elle ne se laisse jamais complètement submerger : « la résistance est un phénomène classique de son histoire » ; un orgueil sans arrogance la soutient dans ses épreuves, son prestigieux passé lui donnant la garantie d'un avenir où ses qualités spirituelles finiront par s'imposer. Bref, « le métier de Français fut et restera dangereux ; il n'en est que plus honorable ». Cette phrase, qui couronne l'ouvrage de M. André Maurois, est bien faite, par sa justesse et sa modération, pour ne pas heurter les lecteurs étrangers, tout en rassurant, en réconfortant, en encourageant les lecteurs français sans les exalter et, si l'on ose dire, sans leur monter la tête. *L'Histoire de France* n'a point la chaleur du romantisme, ni la froideur de l'érudition pure ; elle est, comme notre climat lui-même, tempérée.

*
* *

Il serait paradoxal que l'œuvre d'un écrivain hongrois, M. Jules Gesztesi, consacrée à la biographie de *Pauline de Metternich* (Flammarion), reflétât l'image la plus brillante et la plus fidèle qu'on puisse souhaiter de la haute société sous le Second Empire, si la princesse de Metternich n'avait, comme il arrive quelquefois aux étrangers en France, donné le ton et lancé la mode dans notre capitale. Elle fut une de ces personnalités « très parisiennes » dont l'espèce est en voie de disparition, à mesure que toutes personnalités, politiques, artistiques ou mondaines, tendent à s'effacer sur un fond de grisaille.

Le livre est parfaitement documenté, grâce non seulement aux sources écrites mais aux traditions orales ainsi qu'à « l'esprit des cours et des chancelleries » — l'auteur est un diplomate de carrière ; il participe à la vivacité légère, à l'activité multiple de sa séduisante et curieuse héroïne.

Pauline de Metternich, par sa mère Léontine de Metternich mariée au fougueux comte hongrois Maurice de Sandor, était la petite-fille du grand Metternich ; elle devint sa bru lorsqu'en 1856 elle épousa Richard de Metternich, fils du chancelier, qui se trouvait être aussi son oncle. On peut dire qu'elle avait la diplomatie dans le sang. De fait, si le prince Richard fut l'ambassadeur d'Autriche en France, pendant le Second Empire et même pendant les premiers mois de la Troisième République, elle joua dans les rapports entre Vienne et Paris un rôle aussi et, peut-être, plus considérable que son mari. Elle voulait être pour l'impératrice Eugénie sa « princesse de Lamballe » et elle y parvint ; or l'impératrice prétendait agir sur les rênes de l'État et roulait dans sa tête de vastes et chimériques desseins ; c'est par son emprise sur l'impératrice que la princesse Pauline tenta d'infléchir la politique de Napoléon III, et, conjuguant ses efforts avec ceux du prince Richard, essaya de nouer une alliance franco-autrichienne, qui aurait peut-être modifié le cours du destin. Il n'est pas certain que ces grandes dames eussent bien taillé et cousu l'Europe, mais elles auraient, difficilement, fait plus mal que les hommes.

Ce rôle diplomatique échappa d'ailleurs presque entièrement aux contemporains ; il était masqué par les hardiesses et les « excentricités » de la jeune ambassadrice. Des yeux d'un noir ardent, une bouche largement fendue, de petites dents faites pour mordiller, une beauté irrégulière, une laideur spirituelle, une spontanéité redoutable, une irrévérence aristocratique, une indifférence princière aux sentences de l'opinion, telle fut Pauline de Metternich. A Paris, on l'adorait, on l'enviait, on la craignait, on la détestait, on l'encensait, on la déchirait, mais elle « existait » terriblement. Elle-même sentait bien que Paris

était son élément et que, partout ailleurs, elle subirait une manière d'exil.

Cette société, engloutie il y a moins d'un siècle, nous paraît plus éloignée de nous que celle des Atlantes. Ces bals travestis, ces comédies de salon, ces encanaillements, cette frivolité puérile étaient donc les divertissements de gens qui avaient dépassé l'âge des farces d'étudiants? On comprend mieux la sévérité des vieilles barbes républicaines; une « fête » qui dura près de vingt ans et se termina dans un désastre suscitait leur réprobation et leur indignation. Cet étalage de luxe, bien qu'il fût prémédité et entrât dans un système économique qui en vaut d'autres, n'en constituait pas moins une provocation à l'égard d'un peuple gagne-petit et naturellement jaloux des favoris de la fortune. On doit reconnaître que les régimes précédents et suivants, sans être au fond plus vertueux, montrèrent plus de tact.

***

M. Jules Bertaut dans *l'Epoque romantique* (Tallandier) vient justement d'évoquer une période aussi brillante que le Second Empire, mais aux ors moins agressifs, aux damas moins rutilants. La vie des salons, des cénacles, de la presse, des théâtres, des cafés, de la rue, s'offre au lecteur dans une série de tableaux à la plume, composés d'une infinité de traits pris à une infinité de gazetiers, d'épistoliers, de mémorialistes. Il y a de tout dans ce livre dense mais non touffu, mosaïqué mais non papillotant : du connu, de l'oublié, du nouveau, de l'insoupçonné. M. Jules Bertaut se meut avec l'aisance d'un familier dans cette société bigarrée, où la bohème dorée et la bohème misérable interférent, où le talent littéraire peut vous porter à la pairie, où le journaliste traite d'égal avec les ministres, où le bourgeois a encore une admiration craintive du poète, où les valeurs proprement spirituelles ont, vraisemblablement, atteint leur point culminant.

M. Jules Bertaut fait tourner avec virtuosité son kaléidoscope, pour le plaisir de nos yeux et aussi pour notre satisfaction intérieure, car nous prenons conscience de la générosité et de la foi « en quelque chose », qui animaient ces romantiques auxquels un injuste décri a fait payer leur haute envolée.

***

L'image que Maurice de Waleffe trace de la société sous la Troisième République dans son livre posthume *Quand Paris était un Paradis* (Denoël) inspirera quelque nostalgie aux derniers représentants d'une génération qui s'éteint, et quelque étonnement à celle qui monte. Maurice de Waleffe, esprit incisif, intelligence cultivée, était un observateur amusé et un excellent journaliste. Sa mondanité, qui allait de pair avec

une parfaite courtoisie et un élégant snobisme, masquait un scepticisme très voltairien : il n'était nullement dupe de la comedia dell'arte qui se joue sur le théâtre de la mode ou sur les planches des plages en vogue. S'il se mêlait aux comédiens, c'était, semble-t-il, pour voir de plus près ces « étranges animaux » et les ressorts des marionnettes. En fréquentant les coulisses, de 1897 à 1940, il lui fut donné d'être en contact avec tout ce qui a un nom dans l'histoire de la Troisième République, depuis les hommes d'État jusqu'aux illustres bateleurs, entre lesquels, au reste, il ne faisait pas de différence bien sensible, puisque tous l'intéressaient et piquaient également sa curiosité.

Les nouveau-nés à la vie politique et sociale, en lisant ce livre farci de récits, de mots, d'anecdotes, auront une idée exacte d'un monde qui fut l'héritier timide des fastes du Second Empire : l'écho des fêtes impériales s'éteint dans les salons républicains. « Tout roman d'amour s'achève par la mort de son héroïne, écrit, à la fin de l'ouvrage, Maurice de Waleffe ; la ville que j'ai aimée comme Antoine aima Cléopâtre, comme Tristan aima Yseult, d'un amour qui ne s'éteindra qu'avec ma vie, est morte en juin 1940. » C'est vrai, mais l'avenir seul nous dira s'il faut, ou non, le regretter.

PIERRE AUDIAT

LE CINÉMA

LA BATAILLE DE L'EAU LOURDE ou LA VRAIE HISTOIRE AU CINÉMA

Depuis cinquante ans que le cinéma existe, il semble qu'on ait mal aperçu la richesse de l'instrument nouveau que l'on avait inventé. Que dirait-on d'une littérature qui ne s'exprimerait que par le roman? Le registre du cinéma n'est peut-être pas aussi étendu que celui de la chose écrite (encore que cela mérite une sérieuse discussion), mais il est certain qu'il déborde largement celui de la petite histoire hebdomadaire commerciale.

Il a fallu des circonstances exceptionnelles, rien de moins que des guerres mondiales, pour qu'on s'avisât de l'immense intérêt du cinéma-document. On prend chaque semaine des kilomètres d'actualités, généralement à tort et à travers, et en préférant les stupidités aux images que l'avenir consulterait avec curiosité. Malgré tout, dans ces kilomètres, il y a quelques vues valables. Un homme comme Capra a pu en tirer, pour des raisons de propagande, la remarquable série des « Pourquoi nous combattons ». Il a suffi pour cela d'un choix judicieux et d'un commentaire pertinent. Je connais peu de films, pour ma part, qui m'aient fait autant d'impression, et durable, que la signature de la capitulation allemande, par Keitel et Jodl. L'intérêt des « choses jouées » le cèdent — et de combien! — à l'intérêt de la chose vécue.

C'est ce qu'ont fort bien compris Jean Marin et les auteurs franco-norvégiens de *la Bataille de l'eau lourde*. Certes, on n'avait pas cette fois les documents sous la main, et il s'agit d'une reconstitution, mais cette reconstitution a été faite aussi fidèlement qu'il est possible et on a pu faire tenir les principaux rôles par ceux-là même qui les avaient tenus dans l'histoire : Joliot-Curie, Raoul Dautry, les parachutistes norvégiens.

Il a suffi d'un commentaire sobre, précis, se gardant de toute emphase et de vues prises sur les lieux de l'action authentique pour nous donner un film qui surpasse en intérêt la plupart des ouvrages romancés.

Cela vaut d'être signalé, non seulement parce que notre cinéma a accompli une œuvre valable, et qui doit avoir un grand retentissement, mais encore parce que *la Bataille de l'eau lourde* ouvre la route à un genre à peu près nouveau et riche d'horizons inconnus : le vrai cinéma historique.

JEAN FAYARD.

EXPOSITION A LONDRES DES ARTS DE L'INDE ET DU PAKISTAN

Avant la guerre, la Royal Academy nous conviait à de grandioses expositions consacrées tour à tour à l'art anglais, français, persan, chinois, etc. J'ai eu le plaisir d'assister à la plupart de ces manifestations et de rendre compte ici même, aux lecteurs de la *Revue de Paris*, des splendeurs de l'exposition iranienne de 1931. Mais cette année, pour l'Angleterre aussi, les temps de la pénitence sont venus. Les salles où Burlington House nous reçoit ne connaissent plus le luxe des réunions antérieures, nous n'y trouvons plus de mosquées reconstituées à grands frais et se mirant dans l'eau des bassins...

Dans cette ville qui porte partout les plaies que firent, tour à tour, les avions ennemis et les V-2, c'était néanmoins un acte de courage et de confiance, au milieu des inquiétudes actuelles, d'entreprendre une pareille œuvre dont le grand public ne soupçonne pas les difficultés. Malgré les restrictions des budgets officiels ou privés, un immense effort a été accompli. Plusieurs années d'avance, des comités d'experts se constituèrent en Angleterre et en Asie. Pendant de longs mois, trois délégués du Comité anglais parcoururent les Indes, reconnaissant les objets, fouillant les musées et sollicitant les collectionneurs. Une escadre britannique s'arrêta à Bombay pour charger les trois cents caisses emballées par des spécialistes venus spécialement de Londres. Le Roi et la Reine accordèrent leur patronage et prêtèrent les plus précieuses pièces de leurs collections ; les musées d'Amérique, d'Amsterdam et de Paris imitèrent leur exemple.

« Exposition de l'art de l'Inde et du Pakistan », tel est son titre, qui tient compte des derniers bouleversements politiques de l'Orient. Pour les organisateurs, la tâche semblait particulièrement ingrate : d'abord, l'art des Indes, comme ceux de l'Indochine et de l'Insulinde, se trouve toujours étroitement associé à l'architecture, et, ne pouvant songer à transporter les monuments eux-mêmes, le Comité de l'Exposition se voyait contraint de n'en présenter que des fragments, des débris mutilés, qui en donneraient nécessairement une idée imparfaite. Les fresques d'Ajanta ne sont pas plus mobiles que les temples de Bénarès, les palais de Delhi, les tombeaux d'Agra. Puis, il faut l'avouer, ces œuvres sont le produit de civilisations et l'illustration de religions foncièrement éloignées des nôtres, leur est hétique, comme les conceptions morales ou métaphysiques qui les inspirent, ou les sujets mythologiques ou légendaires qu'elles représentent, nous restent singulièrement étrangers : de là, sans doute, devant les divinités à huit bras, à tête d'éléphant ou de sanglier, une certaine froideur du grand public, que les connaisseurs, du reste, ne partageront pas.

Car les sculptures, peintures, tapis, tissus, armes, bijoux exposés ici (environ mille cinq cents numéros au catalogue), suffisent à nous donner une impression profonde d'une culture qui fut celle de millions d'hommes pendant cinq millénaires. La découverte de leur philosophie a exercé une incontestable influence sur la pensée de plusieurs savants et poètes du XIXe siècle, Renan, Schopenhauer, Leconte de Lisle ; celle de leur art a séduit quelques-uns de nos meilleurs artistes, Rodin par exemple. Ruskin, appréciant l'art indien d'après le bric à brac que rapportaient en Angleterre les fonctionnaires et les soldats à leur retour d'Extrême-Orient, s'est montré sévère à son égard. C'est un peu comme si nous jugions l'art égyptien, persan, arabe, ou turc des grandes époques sur les articles de bazar que recueillent les touristes au cours d'une croisière en Méditerranée. L'ensemble incomparable d'œuvres réunies pour trois mois à la Royal Academy, suffira à montrer aux visiteurs les moins avertis que la civilisation indienne mérite l'étude, le respect et même l'admiration.

La sculpture occupe les deux tiers des salles de Burlington House. Quelques statuettes remontent à trois mille ans avant notre ère ; cependant la période la plus brillante de la statuaire Indienne s'étend du second siècle avant J.-C. au treizième siècle après J.-C. Malgré le mystère qui les environne, celui de croyances et de symboles, si différents des nôtres, plusieurs statues exposées ici paraîtront comparables aux plus belles œuvres de l'Antiquité ou de la Renaissance ; qu'elle exprime la pensée ou le mouvement, la méditation de Bouddha ou la

SARASVASTI, déesse de la musique et des arts, Sculpture du Bengale du IIe siècle après J.-C. actuellement exposée à Londres.

danse guerrière de Sivâ, la statuaire indienne en granit, albâtre, bronze ou bois sculpté, atteint une puissance extraordinaire. Certains esthètes, sans doute, trouveront excessives, dans les représentations féminines, la multiplication des courbes, l'abondance des chairs ; le sculpteur réussit à suggérer ainsi toute la volupté et la fécondité de l'Asie...

D'admirables tapis, quelques-uns tissés au début du XVIIe siècle, pour couvrir entièrement les cours ou les terrasses des palais de Delhi et d'Agra, étonnent par leurs dimensions et enchantent par leurs coloris. Au-dessous, des sabres et des poignards, aux poignées faites de rubis et d'émeraudes, des vases de jade, des bijoux, aigrettes, colliers, bracelets, pendentifs...

La partie la plus attachante de l'exposition de Londres, et, il nous semble, la plus complète, est celle consacrée à la miniature indo-persane. Quoiqu'il ait séduit des peintres aussi divers que Rembrandt, Reynolds, Delacroix, Besnard, Sargent, cet art est resté à peu près ignoré en Occident jusqu'aux grandes expositions de Munich et de Paris, peu avant 1914.

A la Cour des Grands Moghols, au XVIe et au XVIIe siècles, il connut un extraordinaire éclat. Ces souverains aimaient à s'entourer d'artistes qui les accompagnaient dans leurs expéditions et leurs chasses et devinrent ainsi les véritables historiographes de Baber, d'Humayun, d'Akbar, de Jahangir, de Shah Jahan, d'Aurengzeb, de leurs familles, de leurs favorites, et d'une cour d'un luxe inouï. Singuliers guerriers, ces Empereurs Moghols que les miniatures nous montrent se détachant sur un ciel de turquoise, le cimeterre au côté, mais toujours une rose ou une tulipe aux doigts. Plus loin, ce sont les paysages de l'Inde, ses palais, ses forêts et surtout ses animaux : éléphants, lions, tigres, gazelles, lévriers, oiseaux multicolores, revivent pour le plaisir de nos yeux. Des écoles de province, que cette exposition servira à identifier, retracent inlassablement les conversations des princes et des princesses sur de hautes terrasses et dans la nuit propice des jardins en fleurs. Ou bien ce sont des épisodes de la vie du héros Krischna, ses amours avec Radha ou de jeunes fermières...

Lorsqu'elle fermera ses portes aux bords de la Tamise, cette exposition se transportera-t-elle aux rives de la Seine? Au moment où va s'ouvrir à Paris un congrès international d'Orientalistes, quelques-uns l'avaient rêvé... Mais des raisons matérielles, et, en premier lieu, le coût de pareilles manifestations, s'opposeront vraisemblablement à la réalisation de ce projet.

J'ai critiqué jadis, ici même, les déplacements excessifs auxquels sont aujourd'hui trop souvent soumis les objets d'art, legs précieux, fragiles et irremplaçables du passé. Pour nous, aujourd'hui, la difficulté matérielle d'un voyage à travers les Indes, où la plupart des objets que Burlington House nous présente se trouvent dispersés, justifie amplement, cette fois, l'exposition de Londres. Remercions ses organisateurs d'avoir conduit jusqu'à nous, ne pouvant aller jusqu'à eux, tant de trésors!

JEAN POZZI.

NOTES

HAUTE COUTURE

PLIS, fronces, fronces, plis. Corsages coupés en biais : dans la plupart des nouvelles collections présentées par les grandes maisons de couture, le métrage d'étoffe exigé par une robe apparaît plus considérable encore que l'année dernière. On avait allongé les jupes, on va les doubler de jupons et les amplifier. On lit dans la circulaire d'un grand couturier : « *Certaines de mes robes du soir ont jusqu'à 35 mètres de tour.* » Au moment où l'on manque de tissu, voilà une initiative opportune! Les grands couturiers ne penseraient-ils plus qu'aux acheteuses dont les maris sont dans le marché noir? Et, si l'on considère la richesse de certaines formes, de certaines broderies, la fragilité du tissu, la vivacité trop luxueuse des couleurs, ne travaillent-ils que pour les dames qui ne prennent jamais le métro? Les grands couturiers devraient pourtant s'adapter aux nécessités de l'époque, plutôt que de les braver. La simplicité exclut-elle le goût? Et la politique à suivre ne devrait-elle pas être de maintenir la tradition de l'élégance parisienne en travaillant pour les Françaises dont les robes ne sont pas payées par le trafic du beurre clandestin ou de l'or? Ne devrait-on pas tenter aussi de lancer, comme à New-York, la confection élégante? Tout mettre en œuvre en somme pour que les Françaises « moyennes » puissent bénéficier elles aussi des créations de la mode.

GANDHI

Qu'un chef nationaliste rassemble son peuple, trois cent cinquante millions d'hommes et de diverses races, de diverses religions ! Qu'il contraigne ses maîtres étrangers à partir. Qu'il l'établisse dans la liberté. Tout cela est grand, écrit Guéhenno, à propos de Gandhi, dans le *Figaro littéraire.*

Voilà de nobles paroles. Répondent-elles à la réalité ? Que Gandhi ait été une grande âme, une sorte de saint, aucun doute. Mais, comme son maître Tolstoï, il méconnaissait les réalités politiques. Il n'y a pas *un* peuple indien, il y en a *deux* : l'indou et le musulman. Le jour où les Anglais partiraient, il était certain que la guerre civile commencerait. En effet, depuis six mois l'Inde compte cent mille morts et deux millions de sans-foyer. Une ère de sanglante anarchie commence, qui sera longue. En hâtant le départ des Anglais, car son action de résistance l'a hâtée, Gandhi a-t-il rendu un vrai service à son pays ? L'histoire jugera. La doctrine de non-violence est admirable. Pourquoi faut-il que la suite de cette croisade de non-violence soit une série de violences ininterrompue ? Un véritable esprit politique, ayant une claire conscience de la situation de l'Inde, n'aurait-il pas pu le prévoir ?

□ □

LE CAS MALCOLM DE CHAZAL

M. Malcolm de Chazal, qui vit à Curepipe (Ile Maurice), a publié quelques volumes de pensées qui, à notre connaissance, ne sont pas parvenus jusqu'en France. Seul, en tous cas, le tome II d'un de ses grands ouvrages, *Sens-Plastique*, est parvenu dans les salles de rédaction. L'œuvre est étrange et ceux qui ne sont pas doués du sens du sublime ont une tendance naturelle à la trouver obscure ou biscornue. Voici, cueilli au hasard dans le tome II de *Sens-Plastique*, un échantillon de cette prose :

Le ciel est le couvre-chef universel de tous les visages des choses. Silhouetté contre le décor du ciel, le visage de la nature est à son état le moins nu, comme le chapeau habille les traits. L'azur met un cran d'arrêt à la tête de l'arbre, et retire à l'arbre sa montée indéfinie dans les sous-bois, de même que le chapeau diminue la stature d'autant plus qu'il est haut, et de même encore que plus est profond l'azur, plus se rabougrit l'arbre en plaine.

Tel qu'il est, cet ouvrage a déchaîné l'enthousiasme de quelques critiques parisiens. Touché par cet accueil, M. Malcolm de Chazal a adressé à Jean Paulhan une longue lettre que la revue *Critique* a publiée en tête de son numéro de janvier. On y lit des phrases de ce genre :

J'ai travaillé à de telles altitudes de la pensée que la vie pendant ce temps a eu pour moi le goût de paille, et tant qu'à duré cette furie de l'esprit, j'ai été en grande partie abstrait de mes semblables, coupé du monde de la réalité.

Mon livre demande une exégèse, certes, mais non pas l'exégèse courante qui, bêtement, explique, mais l'exégèse qui devine, *l'exégèse qui expose le surnaturel avec d'autres moyens du surnaturel plus adaptables aux autres ; qui prophétise en critiquant, qui pose l'auteur dans sa vraie lumière, celle du monde extra-visible d'où lui est venu son message. Le critique doit* créer *en me définissant, il doit pouvoir me transsubstancier en me destituant, sinon, il ne fera jaillir de ma prose qu'un cadavre de mots vides, gestes morts dont la définition pourrait me faire plus de mal que de bien.*

Je ne crois pas qu'on puisse rattacher ma littérature à quelque forme littéraire connue, pour la simple raison que mes méthodes de travail sont à tel point révolutionnaires que je fais de la philosophie sans parler de philosophie.

Il est possible que les générations futures considèrent de telles déclarations avec un immense respect. On nous excusera d'y déceler, pour le moment, une légère tendance à la mégalomanie.

□ □

L'OPINION PUBLIQUE

Dans un intéressant article publié par *les Temps Modernes*, Albert Laffay cite cette anecdote :

Je me rappelle une réunion de professeurs bien plaisante. Il s'agissait, pour une nouvelle année scolaire, de choisir un manuel de grammaire française commun à tout l'établissement. Ce qui apparut à la discussion, c'est que l'ouvrage jusqu'alors adopté ne plaisait rigoureusement à personne, chacun ayant fait intérieurement le sacrifice de sa préférence à ce qu'il croyait être celle des autres. Cette opinion sur les opinions, *qui n'avait de lieu véritable dans aucune conscience individuelle, avait cependant pris une quasi-réalité par l'illusion réciproque. Voilà, je crois, un très bel exemple d'opinion publique.*

M. Laffay part de là pour développer cette idée que l'opinion publique naît du « prestige d'autrui ». Andersen nous l'avait

déjà dit dans un conte de forme moins sévère. M. Laffay, en présentant sa thèse, paraît surtout songer aux opinions politiques. Mais ses idées seraient tout aussi valables dans le domaine artistique et philosophique. Le goût n'est-il pas souvent formé par l'idée fausse que l'on se fait du goût de ce mystérieux autrui qui, pas plus que nous-même, n'ose avouer que tel auteur ou tel écrivain à la mode lui paraît inintelligible ou sans talent? Il est vrai que cet « autrui » est le plus souvent fasciné par des groupes qui ont su l'intimider. Quels sont ceux qui composent ces groupes? Beau sujet d'article. Qui a lancé l'abbé Delille? Paul de Saint-Victor? Les surréalistes? — et ce néo-existentialisme même qui s'épanouit dans la revue où écrit M. Laffay?

□ □

ANTIQUITÉS DE PARIS

Louis Le Vau avait édifié, au XVIIe siècle, un arc de triomphe et une galerie découverte le long de la façade sud du château de Vincennes. Sous Louis-Philippe, des casemates furent édifiées devant le château qui cachèrent ces deux constructions. M. Yvan Christ, dans le journal *Arts*, expose qu'en 44, les Allemands, battant en retraite, dynamitèrent le château en plusieurs endroits. Un des résultats de cette dangereuse initiative fut la destruction des casemates. Cet événement permit de dégager les constructions de Le Vau. Malheureusement, il est apparu que l'arc de triomphe avait été, au cours des travaux de 1840, assez sérieusement mutilé. M. Christ conte, par ailleurs, une assez curieuse aventure : en 39, un camion trop chargé s'enfonça dans le sol à quelques mètres du « châtelet » de Vincennes. On sonda aussitôt le terrain et l'on découvrit une partie du pont qui, au moyen âge, franchissait le fossé du donjon, depuis lors comblé dans sa partie orientale. On envisage de dégager complètement ce pont et de restituer l'ancien fossé. M. Christ exprime le vœu de voir la restauration du château et l'aménagement de ses abords poursuivis avec méthode. Mais pour qu'un pareil travail puisse être entrepris, il est nécessaire que l'armée renonce à occuper le château de Vincennes. Un château du moyen âge, un palais du XVIIIe siècle devraient être transformés en musée et non pas en caserne.

□ □

QUATRE RÉVOLUTIONS

Les *Lettres de Paris* résument ainsi la situation française d'aujourd'hui, qui apparaît comme le résultat de quatre révolutions parallèles :

RÉVOLUTION POLITIQUE : le pays réel veut des économies ; le pays légal les refuse. Budget effectif de 1945 : 600 milliards ; de 1946 : 800 ; de 1947 : 1.000 ; prévisions sincères pour 1948 : 1.250.

RÉVOLUTION SOCIALE : l'État répartit — arbitrairement — des richesses qu'il n'a pas. La prétendue Sécurité sociale coûtera, cette année, 300 milliards. Mais la seule sécurité qu'elle garantisse, dans l'insécurité monétaire, c'est celle de ses fonctionnaires.

RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE : 40 p. 100 de l'économie nationale sont passés à l'État, par spoliation cynique de l'épargne qui l'avait construite. D'un seul coup, tout ce secteur, largement productif, est devenu déficitaire. Mines de charbon, usines d'automobiles, vieilles banques de réputation mondiale, tout a basculé, tout est en perte.

RÉVOLUTION AGRAIRE : le statut de la terre, élément capital de la vie française, a fait l'objet de onze lois fondamentales, en trois ans. Le statut ancien n'a pas été proprement réformé, il a été renversé. Mais rien de viable ne l'a remplacé.

* CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE *

LE GRAND DÉFI

par Louis Fischer
(*Vent au Large*, Paris)

Le « grand Défi » est celui que Staline, après Hitler, Mussolini et Hirohito, lance au monde démocratique ; celui qu'il s'agit de relever, non par la guerre, mais par des mesures constructives qui prouvent que les nations libres peuvent faire plus pour le bonheur des hommes — de tous les hommes — que les dictateurs. La critique impitoyable que M. Louis Fischer fait du régime soviétique n'a rien d'original. Son intérêt particulier tient à ce que son auteur, publiciste américain fort connu, est un socialiste convaincu et qu'avant de s'engager à la Brigade Internationale en Espagne il avait été correspondant de journaux à Moscou pendant quatorze ans.

(Il a d'ailleurs épousé une Russe). Il sait donc très précisément de quoi il parle. « J'ai un long passé de soviétophile, écrit-il. Pourquoi ai-je changé d'attitude à l'égard de l'Union Soviétique? Ce n'est pas moi qui ai changé. Ce sont les Soviets. » Les Soviets aujourd'hui, c'est Marx défiguré, plus l'impérialisme que condamnait Lénine.

On pourrait reprocher à M. Louis Fischer d'être ce que les Américains appellent un « perfectionniste »; un homme qui, n'admettant pas la politique du moindre mal croit — contrairement à presque tous ceux qui tiennent la queue de la poêle — que la véritable *solution* consiste à répéter le mal sous *toutes* ses formes. Mais on ne peut que lui donner raison lorsqu'il affirme que l'impérialisme est un mal universel et qu'en matière de relations internationales l'humanité en est encore au moyen âge. Au reste son expérience est vaste, son intelligence claire, et les conclusions auxquelles il aboutit méritent d'être méditées par ceux qui ont la responsabilité de la politique mondiale. Chemin faisant, il nous montre — comme une galerie de tableaux vivants — les hommes d'Etat avec qui il s'est entretenu aux Etats-Unis, en Angleterre, en Russie, aux Indes. C'est du grand journalisme. Et parfois curieux! Un livre impartial, nourri de faits; une œuvre lucide, généreuse et humaine.

P. F.

□ □

LES DOCUMENTS OFFICIELS DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE D'ARMISTICE

Sous les auspices de la Commission de l'Histoire de l'Occupation et de la Libération, on commence la publication des archives de la Délégation française d'Armistice de Wiesbaden. Le premier volume porte sur la période du 29 juin au 29 septembre 1940 [1].

L'ensemble de ces documents, dit la Commission, *est, pour l'histoire, d'un intérêt majeur*. Au jour le jour, sont dévoilées les manœuvres allemandes pour détourner de leur sens les clauses de l'armistice et obtenir de nouveaux avantages économiques et militaires. *On n'ignorait pas*, dit encore la Commission, *que le Gouvernement de Vichy avait été l'objet d'une pression allemande sur le terrain économique : mais on ne savait généralement pas, et pas précisément, que cette pression se fût si rapidement et si fortement exercée.*

1. Alfred Costes, éditeur.

Dans le domaine militaire, la Commission a été particulièrement intéressée par un passage du livre de du Moulin, qu'elle cite : *Le général Huntzinger avait apporté au Chef de l'Etat une lettre de Hitler, un véritable ultimatum. Il demandait des bases aériennes au Maroc, l'utilisation du chemin de fer de Casablanca à Tunis, le droit pour la Wehrmacht de se servir de tous nos ports méditerranéens. Et le Maréchal dit à du Moulin : « Nous ne céderons pas. — Qu'en dit le général Weygand? — Oh, pour le général Weygand, la chose est bien simple l'armistice, et pas une virgule de plus. »*

Cette lettre qui ne figurait pas dans les archives de Wiesbaden a pu néanmoins être retrouvée. Elle confirme, à quelques détails près, les indications de du Moulin. Et la Commission ajoute : *Le maréchal Pétain fit-il une réponse? Et, dans l'affirmative, laquelle? Peut-être la communication qui lui était faite a-t-elle été accueillie par lui comme l'étaient par les Allemands les communications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine : surdité et mutisme.*

L'ensemble des documents publiés paraît confirmer le jugement qu'avait porté, sur la Délégation française d'Armistice, la Sécurité Militaire à la suite de l'enquête effectuée en juillet 1945 : *Les membres de cette Délégation doivent être considérés comme des résistants et des résistants de la première heure.* Mais, au procès du maréchal Pétain, en août 1945, dans son réquisitoire, le procureur général Mornet avait fait une distinction : *Il y avait deux politiques : celle des délégués à la Commission de Wiesbaden qui consistait à résister : mais de Vichy, venait l'ordre de céder, céder encore, céder toujours.*

Au vu des archives, cette assertion du procureur général semble devoir être revisée. Les ordres de résister, à Wiesbaden, sont bien venus de la direction des services de l'armisitice et de son chef le général Weygand. Il est vrai que les documents qui nous sont livrés n'embrassent qu'une courte période. Nous attendrons donc que les autres volumes de la série soient parus pour porter un jugement d'ensemble sur cette question capitale.

PAUL GÉRARD.

□ □

LES PETITES COURS D'ALLEMAGNE □ □ AU XVIIIe SIÈCLE □ □

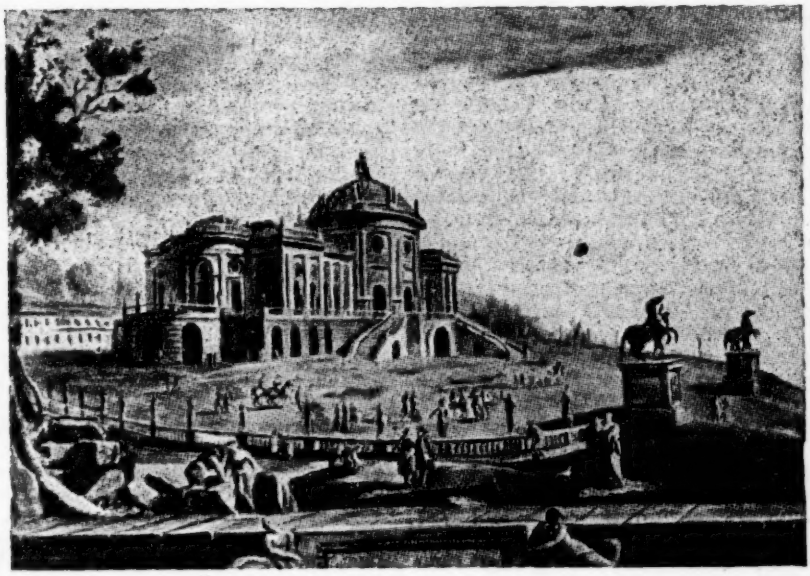
par Adrien FAUCHIER-MAGNAN

M. Fauchier Magnan publie le premier volume d'une série, qui comportera plusieurs tomes *(Flammarion)*. Il évoque l'atmosphère de ces petites cours allemandes du XVIIIe siècle où la France

exerça une si profonde influence. L'usage de notre langue était si répandu (Frédéric II, par exemple, avait ordonné l'emploi exclusif du français dans les grandes écoles) que Lessing dut traduire en français une de ses pièces pour la faire jouer à Brunswick. Les modes aussi venaient de France, annoncées par des poupées qui furent les plus efficaces instruments de publicité des magasins de la rue Saint-Honoré. Tous les princes rêvaient d'imiter la cour de Versailles et souvent faisaient venir pour construire leurs châteaux des architectes français — qui, à leur tour, appelaient nos peintres et nos sculpteurs. Presque tout ce premier volume est consacré aux ducs de Wurtemberg, qui menèrent une vie fastueuse et édifièrent de nombreux et luxueux châteaux : Louisbourg, la Résidence de Stuttgart, la Solitude, etc.

Ces princes étaient fort dépensiers : le duc Charles-Eugène avait huit cents chevaux pour son usage personnel, une armée de chambellans et de valets, un excellent opéra, les « plus beaux ballets d'Europe » et une troupe de comédiens français. Leur vie amoureuse était également organisée « à l'imitation de Versailles » — c'est-à-dire qu'ils avaient des maîtresses en titre et des maîtresses de second rang.

Aussi, M. Fauchier Magnan s'étant attaché à peindre leur vie intime, a-t-il l'occasion de conter maintes aventures qui ne manquent pas de piquant.



Château de Solitude vers 1780.

LES BASQUES

par Philippe Veyrin

(Collection du Musée basque Arthaud)

Préfacé par M. William Boissel, animateur éclairé du musée basque et lui-même basquisant de grande valeur, enrichi de photographies choisies avec goût, le livre que M. Philippe Veyrin consacre aux Basques est, comme l'annonce l'auteur, surtout un livre d'histoire, qui prétend moins peindre ou évoquer un merveilleux pays — ce qui a été fait maintes fois — que rattacher les sites de « l'Eskual-Herri » aux événements qui s'y sont déroulés et aux traditions qui ont survécu chez un peuple indépendant entre tous. Son livre, fort attachant, remarquablement documenté, complété par une bibliographie abondante, joint à ses agréments naturels les commodités d'un instrument de travail de premier ordre.

S. DE LA BAUME.

VERLAINE. LE DRAME RELIGIEUX

par Louis MORICE

Un vol. 557 p. (*Beauchesne et Fils, éd. Paris*)

On ne peut, sans quelque appréhension voir paraître un nouvel ouvrage sur Paul Verlaine : on a tant écrit sur ce sujet, et souvent si précipitamment. Et, de plus, une thèse de doctorat ! On n'a que trop expérimenté l'ennui des méthodes et des systèmes, et la mauvaise écriture de la plupart de ces sortes de travaux. C'est dire qu'on accueillit celui-ci sans chaleur, et pour le seul attrait du sujet. Rarement on eut plus agréable surprise.

Un ouvrage bien fait, sans échafaudages accablants, bien écrit, sans affectation d'aucune sorte, bien renseigné, sans vain étalage d'érudition, bien pensant sans étroitesse d'esprit ni pudibonderie. Plus qu'il n'en faut pour retenir et instruire avec agrément le lecteur, fût-il même le moins porté à l'étude des problèmes religieux. Le problème existe avec évidence dans le cas de Verlaine ; mais il faut bien dire qu'il n'a guère été abordé jusqu'ici que du dehors, avec indifférence, timidité, légèreté ou parti-pris. M. Morice a pris à cœur ce « drame religieux » : il en expose prudemment et en étudie les conditions ; il en recompose, *par le dedans*, l'action, les marches et les contre-marches. Aux différentes époques de la vie de l'homme et de celle du poète, il fait le point de ses « nécessités chrétiennes » : il classe les témoignages divers de cette obsession catholique, fait la critique soigneuse des aveux, nous montre l'édification progressive d'un temple qui ne s'écroulera que faute du ciment de la volonté, mais dont les pierres conservent leur grain, leur forme et leur éclat, et où de grands pans de mur abritent, en dépit de tout, un lieu de prière.

On ne peut apporter plus de jugement, de mesure et de goût que l'a fait M. Morice à un examen qui demandait à la fois l'orthodoxie du croyant et la pénétration du lettré. Ce n'est ni une prédication, ni une justification, ni une sanctification, mais l'examen compréhensif d'une conscience de poète sans cesse troublée, à travers les malheurs de sa vie d'homme et les bonheurs de son œuvre.

C'est là une contribution de tout premier ordre aux Etudes verlainiennes.

G. J.-A.

※ REPRODUCTION SEXUELLE ※ ET HISTOIRE NATURELLE DU SEXE

par Louis BOUNOURE

Professeur de Biologie générale à la Faculté des Sciences de Strasbourg

(*Flammarion*)

Dans ce volume, et celui qui doit prochainement lui faire suite, *Hérédité et Physiologie du sexe*, M. Bounoure se propose de *brosser un tableau d'ensemble, à la fois nouveau, clair et complet*, de la science des sexes. Tandis que le second sera consacré à l'analyse des phénomènes déterminants de la sexualité et aux recherches expérimentales qui les concernent, celui-ci se borne à exposer l'état actuel de *la connaissance des formes naturelles où s'exprime le sexe.*

L'ouvrage, qui fait appel aux observations faites sur les formes les plus diverses de la matière vivante, se divise en deux grandes parties correspondant en gros à la séparation que l'on a été amené à établir entre, d'une part, le *germen*, partie immortelle qui fait de l'individu vivant un chaînon de la *lignée germinale* et conserve indéfiniment les caractères permanents de l'espèce ; d'autre part, le *soma*, corps mortel possédant des caractères individuels en combinaisons assez variées pour que la probabilité soit à peu près nulle d'en trouver deux exemplaires identiques. Deux parties donc dans l'ouvrage : la première, intitulée « La reproduction sexuelle », pivote autour de la sexualité du germen — ce qui lui donne un caractère analytique et plus technique — tandis que la seconde, environ trois fois plus étendue, axée sur la sexualité du soma, donne, comme l'indique son titre, une vue d'ensemble de l'*Histoire naturelle du sexe*, depuis les formes inférieures de la sexualité jusqu'aux résultats de la statistique des sexes et aux théories sur le déterminisme du sexe, en passant par la psychologie sexuelle chez les animaux et chez l'homme, les états sexuels mixtes et intermédiaires dont l'importance théorique est considérable.

C'est un ouvrage de synthèse scientifique et de bonne vulgarisation ; sa lecture — aisée même dans les chapitres théoriques du début — laisse au lecteur le goût et la curiosité d'aborder le volume suivant.

L. AMAR.

Le Directeur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

(*Croquis et dessins de Drian, Christian Bérard, Malcles et Claude Tolmer.*)

IMP. CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 473-2-48.